AOUT 1974
N° 245
Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 4 F
Algérie : 4,00 DA — Maroc : 4,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 32 p.
Espagne : 35 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 550 lires — Tunisie : 400 mil.

Abonnements : voir tarif page 2

Publication mensuelle
(vingt et unième année)
éditée par
Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IX• — Directeur : Jacques Fauvet

Dans ce numéro

L'aveu

Par CLAUDE JULIEN

TOUT en laissant dans l'ombre les épisodes les moins glorieux, une certaine dose d'ostentation est parfois aussi utile que la discrétion dont s'enveloppe d'habitude la diplomatie. Le gouvernement de Washington a ainsi trouvé avantage à déclarer publiquement, par la voix de son secrétaire d'Etat, que les généraux grecs céderaient le pouvoir, de même qu'avec trois jours d'avance de hauts fonctionnaires américains annonçaient qu'à Chypre le modéré M. Cléridès allait remplacer l'incroyable M. Sampson. Pour les hommes ainsi visés, de tels propos, si modéré qu'en soit le ton, résonnaient comme un glas : le suzerain avait parlé, les vassaux n'avaient plus qu'à s'incliner.

L'art de la dissimulation n'est pourtant pas étranger à M. Kissinger. De même qu'il avait su maintenir sous le boisseau les tractations qui précédèrent son premier voyage en Chine, de même il avait réussi, avec la complicité de la Maison Blanche et du Pentagone, à tromper le Congrès et abuser l'opinion pendant que les B-52 pilonnaient illégalement le Cambodge. De la même manière, les manœuvres entreprises depuis plusieurs mois pour évincer Mgr Makarios se déroulaient derrière un écran de fumée que, seuls, les Soviétiques avaient percé. Il fallait donc à Washington d'impérieux motifs pour soudain se départir de ses habitudes de secret.

CERTES, l'action sur le terrain ne se conformait plus exactement au plan préétabli. Mais le plus novice des apprentis-sorciers ne s'engage pas dans une telle aventure sans avoir prévu plusieurs scénarios, évalué même l'impondérable et préparé des positions de repli. Il semble pourtant que le gouvernement des Etats-Unis avait exclu une hypothèse : celle où, simultanément, Ankara, Athènes et Nicosie ne répondraient plus au radio-guidage. Dès lors, il fallut improviser, et ce fut habilement fait, au prix de dégâts humains dont les champions d'une prétendue « Realpolitik » ne sauraient s'émouvoir : n'ont-ils pas ailleurs commis plus d'irréparables méfaits ?

La satisfaction de Washington n'est pourtant pas feinte. Et elle ne tient pas seulement au fait que le pire a été évité : celui-ci n'est-il pas refoulé au-delà de l'imaginable par l'énorme potentiel destructeur dont dispose une grande puissance ? Si ce seuil devait un jour être franchi, au soir de l'holocauste final nul ne serait là pour reprocher à M. Kissinger de n'avoir pas *su éviter le pire... Sa conception des relations internationales échapperait* encore à toute critique.

Le secrétaire d'Etat va plus loin dans son analyse, et il y trouve de plus sérieux motifs de satisfaction. Mieux que beaucoup d'autres, il connaît les difficultés d'un suzerain à tenir en laisse ses vassaux : pourquoi des usurpateurs seraient-ils plus loyaux envers leur protecteur qu'envers leur peuple ? Pendant la guerre d'octobre, la junte d'Athènes avait osé broncher. A défaut d'une fidélité à des principes qu'elle bafoue, Washington devait lui rappeler les devoirs de la reconnaissance. Ce n'est pas par philanthropie que les Etats-Unis équipent et rémunèrent les centurions chargés d'étouffer une démocratie. Un simple client ne peut pas s'accorder les libertés que l'on tolère, d'ailleurs fort mal, de la part d'un allié.

LA leçon sera comprise à Athènes, mais aussi, peut-être, dans d'autres capitales. Prisonnier d'une trop sommaire vision du monde, le « leader » de l'Occident démocratique s'est encombré, sur tous les continents, d'associés qu'à la fois il exploite et nourrit de ses deniers pour les mettre au service d'une cause qu'ils déshonorent. Si attachés soient-ils à leur illégitime pouvoir, il leur arrive parfois de déceler des contradictions entre leurs intérêts et ceux de leur protecteur. Qu'ils se le tiennent pour dit : à Santiago, à Brasilia, à Saigon, etc., l'Empire tient toujours plusieurs fers au feu, partout il garde dans sa manche une solution de rechange.

Ainsi M. Kissinger, il faut l'en remercier, a fait aux yeux du monde un aveu dont seuls les aveugles avaient besoin : si toutes les dictatures qui défigurent et trahissent l'Occident ne sont pas « made in America », aucune d'elles ne pourrait subsister sans la complicité de Washington.

Les optimistes diront que le monde respirerait plus librement si les Etats-Unis acceptaient de pratiquer au-delà de leurs frontières les principes sur lesquels ils entendent fonder leur démocratie. Les sceptiques remarqueront que trop de peuples paient trop cher la liberté et la prospérité dont jouissent les citoyens américains. Encore faut-il observer que, dans un monde où rien n'est octroyé gratuitement, cette liberté et cette prospérité sont maintenues au prix d'une lutte incessante contre les violations du droit, les abus de pouvoir et la rapacité des plus forts. Ce qui est vrai pour les rapports de force à l'intérieur de la société américaine l'est aussi pour les relations entre l'Amérique et ses partenaires moins puissants : seul un combat pied à pied offre une chance d'éviter l'écrasement.

Car la « Realpolitik » illustrée à l'intérieur par Watergate, à l'extérieur par une diplomatie fondée sur la force au détriment du droit, a trouvé en MM. Nixon et Kissinger, coupables au même titre, les fossoyeurs du rêve américain.

CHYPRE, OU LE "DÉRAPAGE CONTROLÉ"

Par ILIOS YANNAKAKIS *

SOUVENT, ces dernières années, les coups d'Etat se font annoncer par des rumeurs, déclarations ou indications précises sur le moment du déclenchement de l'opération. Gouvernants et gouvernés, fascinés, paralysés par le boa-coup d'Etat qui les guette, se laissent avaler sans la moindre résistance. Le peuple, désarmé ou mal armé face aux tanks, est massacré, emprisonné, les chefs meurent comme des héros, ayant sur la conscience le « péché de démocratie ».

Cette constatation désabusée et simpliste s'appliquerait parfaitement à Chypre si *les événements n'avaient pas démontré* qu'il s'agissait bel et bien d'une opération politique préparée avec grand soin, d'un « *dérapage contrôlé* » par certains « acteurs-metteurs en scène », où presque rien n'a été laissé au hasard, malgré les apparences.

Les futurs historiens des relations internationales, pièces et documents d'archives en main, présenteront à leurs étudiants l' « affaire de Chypre 1974 » comme l'exemple d'école de la diplomatie « à chaud » de l'époque kissingérienne, où des situations conflictuelles, à première vue autonomes les unes par rapport aux autres, mais situées dans une même aire géopolitique, peuvent être résolues simultanément au bénéfice d'une diplomatie globale menée par une des deux super-*puissances.*

Le règlement du conflit du Proche-Orient ne pouvait être parachevé sans qu'une solution ne soit trouvée à la « question grecque », laissée en suspens depuis quelques années. La Méditerranée de l'Est, tournée vers le Proche-Orient plus que vers l'Europe, fait partie intégrante de cette périphérie proche-orientale du golfe Arabo-Persique et de l'océan Indien, lieu privilégié où se déroule depuis la fin de la seconde guerre mondiale le « *catch as catch can* » des deux superpuissances. Et, tant que cette périphérie n'aura pas été « normalisée » dans l'intérêt de l'une ou de l'autre des deux puissances, ni les Etats-Unis ni l'U.R.S.S. ne pourront déployer entièrement les moyens de leur politique d'influence dans la région du Golfe.

Si la fin de la guerre au Proche-Orient marquait le départ de cette « normalisation », la Grèce en devenait le point d'aboutissement. Le corrolaire du problème grec est Chypre, son « lieu conflictuel déplacé », qui offrait des avantages géographiques inestimables pour un conflit armé limité et de courte durée (condition *sine qua non* de la diplomatie à chaud), *et qui possédait en outre un abcès de* fixation intérieur : les relations intercommunautaires et les relations entre la Grèce et les Chypriotes grecs, abcès qu'il fallait vider d'une manière ou d'une autre, afin de stabiliser cette région.

Par ailleurs, les mauvaises relations intercommunautaires à Chypre, se répercutant gravement sur les relations entre la Grèce et la Turquie, affaiblissaient par voie de conséquence le dispositif de l'OTAN dans cette région stratégique. Le succès de la diplomatie kissingérienne en Proche-Orient se trouvait ainsi menacé par la faiblesse et l'inefficacité de la couverture militaire gréco-turque de l'OTAN, ce que les militaires du Pentagone ne toléraient plus. La « normalisation » devenait donc un impératif politico-militaire pour Washington. Si l'objectif du Pentagone et celui du Département d'Etat concordaient dans ce sens, ils différaient apparemment dans le choix des moyens ; d'où la nécessité, pour ces deux têtes de la politique américaine, de se surveiller mutuellement, de contrôler les « dérapages » inévitables que susciteraient des dissensions éventuelles entre militaires et politiques.

C'est sur cette toile de fond, qui se dessinait en filigrane derrière les va-et-vient de M. Kissinger en Proche-Orient, que s'imprimeront les événements sanglants de Chypre, le départ de Mgr Makarios et l'arrivée de M. Caramanlis à Athènes.

Makarios et l'hypothèque de l'Enosis

LE 21 septembre 1958, Mgr Makarios, dans une interview accordée à Mme Barbara Castle, affirmait que le problème de Chypre devait être discuté entre le peuple chypriote et le gouvernement anglais, et que les gouvernements grec et turc devaient se retirer du conflit. Il suggérait que Chypre devienne un Etat indépendant qui ne soit lié ni à la Turquie ni à la Grèce (1).

Cette interview, passée inaperçue à l'époque, oubliée dès lors, résume clairement la politique que l'ethnarque suivra avec constance jusqu'à nos jours. Et bien que la lutte des Chypriotes grecs fût menée sous la bannière de l'Enosis (c'est-à-dire la volonté d'une grécité recouvrée), Mgr Makarios s'attela à la dure tâche de faire comprendre à ses compatriotes que Chypre n'est pas la Grèce. Pour lui, la lutte de libération nationale menée par les Chypriotes grecs allait tôt ou tard développer chez son peuple le sentiment national chypriote, qui ne pourrait s'épa*nouir pour le bien des communautés* grecque et turque qu'en se débarrassant de l'hypothèque de l'Enosis, c'est-à-dire du rattachement à la mère patrie, la Grèce. C'est son pari historique, son sens de l'histoire. Cependant, l'Enosis pèsera lourd sur la politique que Mgr Makarios comptait suivre avec conséquence. Le contrepoids de l'Enosis, c'est le réveil du nationalisme turc à Chypre, l'immixtion de *la Turquie dans les affaires intérieures de* Chypre et, par voie de conséquence, la présence de plus en plus affirmée de la Grèce dans l'île. Et, derrière ces deux pays, se profile l'OTAN.

Pour le président de la République de Chypre, la marge de manœuvre était étroite. Rompre brutalement avec l'esprit de l'Enosis, sans pour autant avoir déjà consacré l'esprit national chypriote où l'hellénisme représenterait, pour les Grecs chypriotes, la patrie « spirituelle », épurée du politique qui le sous-tendait, c'était pour Mgr Makarios, dans les années 60, s'aliéner la majorité des Grecs chypriotes encore imbus des combats de l'EOKA, de la légende de Grivas-Dighenis, du mythe de la continuité historique de l'hellénisme antique. Perdre, en s'attaquant de front à l'Enosis, l'appui de la Grèce, c'était se retrouver prisonnier des Turcs, sans pour autant avoir gagné la sympathie des minorités chypriotes turques.

Briser l'équilibre fragile entre la Grèce et la Turquie à Chypre, co-signataires avec l'Angleterre des accords de Zurich et de Londres, c'était ouvrir la voie à une immixtion ouverte des Etats-Unis et de l'OTAN, qui n'auraient pas toléré un conflit ouvert entre leurs deux alliés pour s'arracher *le plus gros morceau de l'île.*

Mgr Makarios, produit de son époque, ayant participé par sa lutte à la désintégration de l'Empire britannique, nationaliste convaincu, suivit donc la voie frayée par les grands chefs du nationalisme du tiers-monde (Nasser, Nehru, Sukarno), la voie de la *neutralité engagée*. En plaçant Chypre aux côtés des pays nationalistes et neutralistes, il pariait sur le réveil rapide du nationalisme chypriote gréco-turc, dont il se voulait l'incarnation.

Pragmatique, excellent tacticien, dès l'indépendance il a solidement ancré Chypre à l'ONU, garante de son indépendance. Par sa politique neutraliste, il désamorçait les pressions conjuguées des Turcs et des Grecs, gagnait l'appui de son voisin et ami Nasser et, à travers lui, *recevait l'appui tacite et discret de l'Union* soviétique. En somme, dès l'indépendance de Chypre, la politique de Mgr Makarios était claire et cohérente et, malgré les méandres, les silences, les ambiguïtés du langage de ce personnage hors pair, hiératique et surprenant, elle ne déviait pas de son objectif final : faire de Chypre un Etat indépendant, neutre et prospère. Cependant, une faille minait cette roche solide et inébranlable de la politique de l'ethnarque.

(Lire la suite page 6.)

(1) Cf. François Crouzet, *le Conflit de Chypre 1946-1959*, éditions Emile Bruylant, Bruxelles, 1973.

* Maître-assistant associé, relations internationales, à l'université de Lille-III.

Lire page 21 :

CINÉMA POLITIQUE

MIRAGES DU PASSE

RÉTROgrader ...ou RÉTROagir ?

(Ignacio Ramonet, Alain Bergala, Daniel Percheron et Pascal Bonitzer)

De l'unité de la gauche au front national

L'évolution du mouvement ouvrier en Europe

Par JEAN-PIERRE VIGIER

LES raisons, la portée, la signification de la décision prise par le P.C.F. de réunir un congrès extraordinaire à l'automne 1974 appellent un examen approfondi. Dans la nouvelle plate-forme proposée au congrès, des pas théoriques décisifs sont franchis : l'abandon du socialisme comme objectif à court terme ; l'accent mis *sur des réformes « démocratiques »* conçues comme seule issue possible des luttes ; la révision du « programme commun » pour élaborer une plate-forme, axée en partie sur la lutte contre l'hégémonie américaine en Europe occidentale, destinée à créer les conditions d'une dynamique unitaire élargie aux « couches nationales » de la bourgeoisie, c'est-à-dire aux forces sociales qui ont soutenu le gaullisme à l'origine. En clair, le *P.C.F. rejoint* la ligne de « compromis historique » développée depuis plus de trois ans par le parti communiste italien. C'est un événement très important qui va marquer pour un temps l'ensemble de l'évolution du mouvement ouvrier en Europe occidentale, bouleverser l'équilibre à l'intérieur de la gauche et modifier profondément les rapports de *forces politiques* en France et en Italie.

Pour la première fois, en effet, les deux principaux partis ouvriers d'Occident auront franchi ensemble la barrière qui séparait depuis 1921 le courant communiste du courant traditionnel de la social-démocratie occidentale. Cette rupture déclarée avec les positions de Marx et de Lénine, l'accord donné aux analyses de Kautsky (1), marquent un pas théorique sans rapport réel avec l'issue de l'élection présidentielle qui lui sert de prétexte. Pour en évaluer le sens et la signification, il faut se reporter aux analyses et justifications fournies par la direction italienne et se situer dans le cadre actuel de l'affrontement des forces interimpérialistes et de la lutte des classes en Europe occidentale.

Comme celui du P.C.I., le compromis historique « à la française » est d'abord justifié par un fait rarement explicité, sauf par Amendola (2) en Italie : l'accord « au sommet » entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis entraîne un *statu quo* politique et territorial en Europe. La France, comme l'Italie, fait partie de l'empire américain. Engagée dans une politique d'échanges économiques à long terme avec les Etats-Unis, l'U.R.S.S. ne veut, ni ne peut, soutenir une ligne politique susceptible de déboucher sur un changement réel du rapport des forces dans un grand pays industriel. Plus généralement, elle ne veut ni ne peut, en l'état actuel de sa politique, pousser à des transformations révolutionnaires à l'intérieur de cet empire, surtout si sont mis en cause des gouvernements plus ou moins hostiles à l'hégémonie américaine. On l'a vérifié dans le cas du Chili.

Il est toutefois évident que la collaboration entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis n'exclut pas les rivalités et les luttes d'influence. Dans la dernière phase de la guerre froide, l'U.R.S.S. a encouragé la résistance et les velléités d'indépendance des capitalistes occidentaux à l'égard des Etats-Unis. Elle a donc soutenu de Gaulle comme Pompidou contre leurs adversaires. Elle a favorisé les dirigeants bourgeois « nationalistes » contre les dirigeants des partis socialistes occidentaux jugés pro-américains.

Sous peine de combattre ouvertement la ligne actuelle de la politique de l'U.R.S.S., les P.C. italien et français sont condamnés à une stratégie « réformiste » : en 1968, M. Waldeck Rochet a servi les desseins du P.C.U.S. en sauvant un régime gaulliste en perdition ; ultérieurement, il a joué Pompidou contre Poher.

(Lire la suite page 9.)

(1) Théoricien de la social-démocratie allemande au dix-neuvième siècle, partisan de la conquête parlementaire du pouvoir.

(2) Dirigeant communiste italien, partisan de la participation du P.C.I. aux institutions européennes.

AU PORTUGAL

La deuxième victoire des militaires

Par ALCIDES DE CAMPOS

LES jeunes cadres de l'armée portugaise ont remporté, au soir du 17 juillet, une deuxième manche sur une droite qui ne désarme pas et sur un centre droit qu'irritait de plus en plus l'audience croissante des partis socialiste et communiste dans l'ensemble du pays. Par l'action de leurs camarades de la commission de coordination politique, ils ont prouvé qu'ils étaient bien résolus à poursuivre le renouvellement et la démocratisation de structures socio-politiques figées pendant quarante-huit ans de dictature. Le Mouvement des forces armées (M.F.A.) a fait échec à la « tentative de coup d'Etat légal » de l'ex-premier ministre Palma Carlos, qui entendait freiner les initiatives dynamiques de ses ministres de gauche, et, en même temps, il s'est montré vigilant à l'égard de toutes les tentations opportunistes. Ayant ainsi manifesté son attachement aux principes fondamentaux de son programme de gouvernement, le M.F.A. s'est engagé à fond dans la lutte politique sous la direction du nouveau chef de gouvernement, le colonel Vasco Gonçalves, l'un des principaux responsables du soulèvement du 25 avril.

Les milieux de gauche sont unanimes à considérer que le nouveau gouvernement est beaucoup plus cohérent que celui de M. Palma Carlos, lui-même trop lié aux plus puissants groupes économiques hostiles au paragraphe du programme du M.F.A. qui prévoit une « politique économique au service du peuple », alors qu'elle était soumise aux intérêts des monopoles. Ce qui n'est pas pour plaire à tout le monde et spécialement aux banques portugaises, qui, à l'étranger, bloquent les transferts de devises des travailleurs émigrés. Ceux-ci, travaillés par une habile propagande, ont pour la plupart décidé de ne pas aller cette année passer leurs vacances dans leur village natal.

Les dirigeants des mouvements progressistes sont convaincus que le gouvernement Vasco Gonçalves peut faire réussir, à moyen terme, une politique économique et une politique de décolonisation que son prédécesseur n'a pas pu, ou n'a pas voulu, mener à bien. Beaucoup d'espoirs sont fondés sur la jeunesse de la nouvelle équipe, pour qui la décolonisation et la lutte contre l'inflation sont les deux problèmes les plus urgents à régler. Les jeunes officiers savent pouvoir compter sur l'appui de la grande majorité de la population et sur la collaboration du P.C., du P.S. et du M.D.P.

Après le coup du 25 avril, en autorisant l'ancien président de la République, l'amiral Americo Thomas et l'ancien président du conseil, M. Marcelo Caetano, à se réfugier au Brésil, la junte elle-même était allée à l'encontre des volontés des principaux dirigeants de gauche, pourtant nommés ministres deux jours plus tôt. Beaucoup virent là un « coup fourré », à peine moins acceptable que l'inopportune tournée du général de Spinola à travers le pays, qui constituait la première étape de l'opération avortée qui fut tentée avec M. Palma Carlos. De surcroît, le général de Spinola se rendait suspect par sa dénonciation des « excès de la liberté » et par certains de ses choix politiques, notamment la nomination, comme représentant du Portugal à l'ONU, de M. Veiga Simao, qui fut le dernier ministre de l'éducation de M. Marcelo Caetano, et, comme membre du Conseil d'Etat, de M. Azeredo Perdigao, président du conseil d'administration de la Fondation Gulbenkian. Enfin, le général de Spinola s'attirait de sérieuses méfiances en dénonçant publiquement le « manque de sens des responsabilités » chez certains ministres de gauche.

A ces divers indices inquiétants s'ajoutaient les tentatives des partisans d'un virage à droite, qui devaient tendre à renforcer l'autorité personnelle du général de Spinola. C'est en tout cas ainsi que fut interprétée la démarche de M. Palma Carlos auprès du Conseil d'Etat pour obtenir un avancement de la date de l'élection présidentielle pendant que seraient reportées en décembre 1976 les élections législatives. Soumises sans avoir été discutées en conseil des ministres, les propositions de M. Palma Carlos n'ont trouvé au Conseil d'Etat l'appui que de trois voix sur vingt et une pour l'amendement du programme politique du M.F.A. Le délai de dix-huit mois entre l'élection présidentielle et les élections législatives aurait laissé au chef de l'Etat tout loisir d'imposer ses vues personnelles, d'enrayer l'application intégrale du programme des officiers, de défendre les intérêts des plus puissantes entreprises et de renforcer la position des éléments les plus « modérés » au sein du gouvernement Palma Carlos. C'est pour faire échec à ce plan que les membres de la commission de coordination politique sont passés à l'action le 15 juillet et ont imposé le colonel Vasco Gonçalves comme premier ministre, alors que le choix du général de Spinola se portait sur Firmino Miguel.

Ainsi, en voulant marquer des points, la droite libérale a perdu une bataille au profit de l'aile gauche de la coalition gouvernementale et des militaires socialisants. Ces derniers savent désormais que l'essentiel de leur programme doit être, sous peine d'échec, réalisé aussi rapidement que possible. Trop de temps a déjà été perdu en discussions partisanes, alors que les récents événements sanglants en Angola et au Mozambique prêchent en faveur de solutions rapides. De trop longs délais donneraient aux forces colonialistes la possibilité de créer des troubles et de compromettre l'évolution des anciennes « provinces » africaines. De même, en l'absence de mesures énergiques dans la lutte contre l'inflation, les plus puissants groupes économiques portugais auraient la faculté de susciter des désordres sociaux. Les éléments conservateurs ont ainsi essuyé un échec, mais celui-ci ne suffit pas à les désarmer. En avril et en juillet, les jeunes militaires ont remporté deux succès importants, mais le gouvernement du colonel Vasco Gonçalves sait qu'il doit s'attendre à de nouvelles manœuvres visant à saper les bases de son action.

L'action des capitaines et l'imagination de la rue

De notre envoyé spécial
VIRGILIO DELEMOS

LE Portugal traverse une forte dépression économique qui n'est pas la conséquence de la prise du pouvoir, le 25 avril, par les « capitaines » du Mouvement des forces armées (M.F.A.). Le premier signal en avait été donné par l'émigration à partir de 1961 (début de la guerre d'Angola), et la crise avait été artificiellement atténuée par le solde excédentaire de la balance des paiements grâce aux volumineux transferts de fonds de quelque deux millions d'émigrants. La crise s'est aggravée à partir de 1971, et surtout pendant le dernier trimestre de 1973 et le premier trimestre de 1974, notamment du fait de la conjoncture mondiale, caractérisée par la hausse du prix du pétrole et des matières premières.

Avant même la chute du régime Caetano, on prévoyait de deux cent mille à quatre cent mille chômeurs pour octobre 1974, avec le risque d'une explosion de la classe ouvrière. L'inflation, les grèves « sauvages » à Porto et Lisbonne (cinquante-deux grèves par semaine bien avant le 25 avril), le chômage entraîné par les concentrations d'entreprises, etc., allaient accélérer la dislocation d'une économie aux structures souvent archaïques et gravement affectée par les guerres coloniales, par la pénurie de main-d'œuvre due à l'émigration et par la passivité de bon nombre de chefs d'entreprise.

Tâche particulièrement délicate dans la conjoncture actuelle, le M.F.A. semble résolu à améliorer le sort des plus défavorisés. Mais, dans cet effort, il sera considérablement gêné par les conditions difficiles de l'économie européenne et mondiale et par les coûts de production élevés de l'industrie portugaise, qui s'expliquent eux-mêmes par la vétusté de l'équipement et par l'utilisation irrationnelle de la capacité de production.

En 1973, l'O.C.D.E. avait déjà attiré l'attention des Européens sur les difficultés économiques prévues pour 1974, et il était entendu que le Portugal serait particulièrement atteint. Pour atténuer le choc, il devrait se libérer de la dépendance dans laquelle le tient le petit nombre de ses articles d'exportation : textiles, qui représentaient récemment encore un quart de ses ventes à l'étranger, pâte à papier et cellulose, vins, liège, bois. Certaines de ses industries, à capitaux étrangers, placent aussi sur le marché européen toute une série de produits finis qui atteignent des prix compétitifs grâce au coût très bas de la main-d'œuvre.

Depuis le 25 avril, les affrontements politiques et l'aggravation des contradictions sociales, qui peuvent enfin se manifester au grand jour, accentuent l'instabilité du climat économique. Au conseil des ministres, les forces de droite, et notamment le ministre Sa Carneiro (qui appartient à l'aile la plus conservatrice du parti populaire démocratique) et M. Vieira d'Almeida (ministre démissionnaire de l'économie), bloquaient systématiquement les lois proposées par la gauche, comme le « contrôle » des industries par l'Etat et la réforme du droit syndical.

Le déséquilibre de la balance des paiements était aggravé non seulement par la hausse des prix des matières premières mais par des facteurs proprement portugais : baisse de plus de 30 % du tourisme et rétention des transferts financiers des travailleurs émigrés, rétention recommandée par les banques portugaises en France et en Allemagne, comme la Franco-Portugaise d'outre-mer et Pinto-Sotto Mayor, du groupe Champalimaud. En outre, des firmes multinationales comme I.T.T., Firestone, Creator, D.S. Electronic, Standar Electrica, Plessey Automatica Electra, CEL-CAT, etc., et des firmes portugaises ont encouragé la panique et tenté de créer des réactions en chaîne à travers tout le pays. M. José Loureiro, sociologue, l'un des plus brillants sous-officiers du M.F.A., nous indiquait que ces sociétés allaient même jusqu'à accorder des salaires supérieurs à ceux qui étaient revendiqués et provoquaient délibérément des grèves dites « sauvages » Tandis que M. Sa Carneiro déclarait qu'il récupérerait rapidement la confiance des investisseurs nationaux et étrangers, car l'ordre serait rétabli et les grèves prises sous contrôle, le général de Spinola multipliait les appels à « *l'ordre et la paix* » en s'attaquant particulièrement aux secteurs politiques et syndicaux les plus combatifs.

Cependant, après les premières réactions de « décompression » consécutives à la redécouverte de la liberté, les travailleurs ont montré par leur comportement qu'ils comprenaient les dangers de l'aventurisme ou de la « récupération ». « *Plusieurs grèves, comme celles de Timex, des agences de voyages, de l'hôpital Sainte-Marie, etc., ont même révélé que, en dehors des ouvriers encadrés par le parti communistes portugais ou par l'Intersyndicale, les salariés sont attirés par les différents modèles d'autogestion* », nous a déclaré Vila Verde Cabral, fondateur des *Cadernos de Circunstancia* (Paris, 1969-1972). Ces secteurs du prolétariat, certes minoritaires, ont une combativité sans doute indispensable au M.F.A. s'il veut éviter que sa « révolution » ne sombre dans l'économisme ou dans les schémas figés qui découlent de la coexistence. Il convient d'ailleurs de remarquer que, pour éviter d'employer le langage de la droite libérale et du général de Spinola lui-même, l'intersyndicale, le P.C. et le P.S. ont changé de ton dans leurs critiques de ces secteurs agissants ou des groupes plus avancés comme le P.R.P. (Brigades révolutionnaires), qui publie le journal *Revolution*.



(*Photo Sygma.*)

LE COLONEL VASCO GONÇALVES, NOUVEAU PREMIER MINISTRE
La droite, malgré ses échecs, ne désarme pas.

Le premier gouvernement provisoire dirigé par M. Palma Carlos, appuyé sur le centre droit et la gauche orthodoxe, avec au ministère de la Coordination économique un technocrate comme M. Vieira d'Almeida, paraissait dès les premières heures très désireux de définir une politique de stabilisation (dans l'inflation). Le freinage des mesures économiques et sociales destinées en principe à maîtriser la crise traduisait une volonté concertée d'accorder au capital privé, pris de court, un répit pour s'organiser en face de l'offensive des travailleurs. Invité par le patronat portugais regroupé au sein de la nouvelle Confédération des industries, M. José Bidegain, affirmait récemment que, « *dans une période révolutionnaire, l'élément légitime est l'action, le reste vient ensuite* ». Il lui fut tout de même difficile de convaincre la majorité du patronat d'élaborer rapidement un plan d'ouverture vers le Marché commun (thèse également soutenue par le groupe Champalimaud) et un contrat de progrès social acceptable par les forces syndicales.

Au bon temps de Salazar et Caetano, l'organisation corporative protégeait les entreprises contre les dépressions et les faillites et leur assurait une autorité totale sur les travailleurs. Si quelques chefs d'entreprise moins compromis avec l'ancien régime ont compris le langage de M. Bidegain, la plupart restent attachés aux facilités antérieures et attendent dans l'inertie une nouvelle crise qui, pensent-ils, rétablirait l'ordre ancien. Certains vont même jusqu'à collaborer activement à la politique du pire menée par certaines firmes multinationales qui misent sur l'instabilité et le désordre.

La stratégie de la bourgeoisie nous a été présentée en ces termes par M. Joao Cravinho, économiste qui appartient à l'aile gauche du parti socialiste : « *Jusqu'à la création de la Confédération des industries, la bourgeoisie n'a fait aucune tentative d'élaborer une stratégie unique. Elle a été surprise par l'ampleur du mouvement à la base à la suite du coup d'Etat. Pour elle, il s'agissait en priorité de faire disparaître les petites et moyennes entreprises et de désavouer aussi rapidement que possible la voie démocratique qui gagnait du terrain. Pendant plus de quarante ans, le système antérieur a permis le maintien d'activités économiques archaïques, sans marchés régionaux, sans intégration des différents marchés. De telle sorte que, dans la même région ou dans le même secteur de production, d'énormes différences existaient au niveau des produits et du travail. Par souci de maintenir une structure sociale stable, le salazarisme se devait de sauvegarder les entreprises familiales. Mais le développement des monopoles a éloigné d'elles le centre du pouvoir. Elles ont toutefois été conservées comme réservoir de main-d'œuvre, sans négliger pour autant leur capacité d'accéder à une stature supérieure. Elles constituaient aussi un tampon aux revendications de la classe ouvrière. Jusqu'à présent, les entreprises les plus évoluées fournissaient les deux tiers de la production avec un volume d'emplois très limité. L'autre tiers était assuré par les entreprises les moins évoluées, qui employaient un maximum de main-d'œuvre. La rentabilité de la production variait, selon les entreprises, de 1 à 5, et la différence de productivité de 1 à 6. De ce fait, toute revendication de salaire les déséquilibrait totalement. Les grands monopoles colonisaient déjà les petites et moyennes entreprises de la périphérie. Ce processus allait condamner au chômage de deux cent mille à quatre cent mille personnes, créant le chaos social et économique qui justifierait une intervention des militaires pour rétablir l'ordre. Le moyen le plus efficace et le plus rapide pour provoquer ce chaos consisterait à encourager parmi les ouvriers des revendications d'un salaire minimum de 6 000 escudos (1 200 francs) par mois.* »

Eviter les schémas classiques

CE moyen ayant été vite désamorcé par l'action conjuguée du M.F.A., des syndicats, du parti communiste et des mouvements d'extrême gauche, les grands monopoles ont dû recourir à d'autres armes, telles que le blocage des crédits bancaires aux petites et moyennes entreprises. Au-delà de ce blocage et de la paralysie des services (tourisme, etc.), la bourgeoisie a utilisé d'autres moyens pour accélérer la crise, tout en cherchant à gagner à sa cause, comme ce fut fait au Chili, la classe moyenne et même l'« aristocratie » de la classe ouvrière.

Pour s'assurer un contrôle économique plus efficace, certains ministres du gouvernement de M. Palma Carlos, dont quelques-uns ont été reconduits dans le gouvernement du colonel Vasco Gonçalves, avaient proposé la nationalisation pure et simple de certaines entreprises et, pour d'autres, la prise en charge par l'Etat de 51 % du capital. Si ces projets se réalisent, en ce qui concerne par exemple la sidérurgie, les industries du ciment, de la cellulose, de la pâte à papier (groupe Champalimaud) ou la construction navale (groupe CUF) en vue d'en empêcher la paralysie, le M.F.A. aurait du mal à résister aux revendications ouvrières, surtout en période d'inflation galopante qui rogne le pouvoir d'achat des salariés.

Les mesures prévues ou promulguées par le gouvernement Palma Carlos à propos du système bancaire et du crédit ont profondément indisposé les grandes entreprises monopolistes comme Champalimaud, Jorge et José de Melo, A. Quina, Jorge de Brito, Ricardo Espirito Santo, Miguel Quina, etc., qui misaient plutôt sur un contrôle assuré par un Conseil d'Etat dont la majorité aurait été favorable à leurs intérêts. Tout en reconnaissant que les structures économiques doivent être transformées pour permettre au Portugal d'accéder au marché européen, ils s'insurgent contre une trop vaste intervention de l'Etat. Les pressions qu'ils ont alors exercées ont contribué à déclencher la crise qui a abouti à la démission du gouvernement de M. Palma Carlos. Avec la menace d'étranglement de l'économie, le dérèglement des prix, le blocage des crédits, le pays s'acheminait vers le chaos.

Outre le colonel Vasco Gonçalves, premier ministre, le nouveau gouvernement comprend trois hommes-clés du M.F.A. : le major Vitor Alves, ministre sans portefeuille ; le capitaine Costa Martins, ministre du Travail, et le brigadier Othelo Saraiva de Carvalho, gouverneur de la région militaire de Lisbonne. Ils ont perçu à temps les risques qui menaçaient la société portugaise et ils ont réagi rapidement. Le jour même du dénouement de la crise, le brigadier Othelo de Carvalho nous disait : « *Le 25 avril marque la première victoire du M.F.A. : nous avions couru des risques. Une seconde fois, nous avons pris des risques, mais nous avons réussi à maîtriser la situation. Nous ne nous arrêterons pas avant la victoire finale et l'application intégrale du programme du M.F.A. Il nous faut ici réduire la scandaleuse asymétrie dans la distribution des revenus, et en Afrique le mouvement de décolonisation est irréversible, malgré les activités des ultras. Bientôt la Guinée-Bissau et le Mozambique seront indépendants et l'Angola les suivra. Le problème est de trouver rapidement un interlocuteur valable. Si le peuple portugais et la population des colonies nous accordent leur confiance, le M.F.A. se battra pour l'application du programme établi.* »

Mais il reste à trouver une articulation entre, d'une part, l'action du gouvernement et du M.F.A. et, d'autre part, l'initiative populaire, dont il apparaît qu'elle ne peut pas être limitée au rôle de l'Intersyndicale et des partis de gauche. Le simple remplacement des technocrates salazariens par des technocrates socialistes ne changerait pas vraiment la situation en profondeur

Il semble que les priorités établies par l'équipe de M. Rui Vilar, nouveau ministre de la Coordination économique, soient les suivantes : contrôle de l'inflation, encouragement aux transferts des émigrants en améliorant le taux d'intérêt, déblocage des crédits et équilibre de la balance des paiements. Ceci serait accompagné d'investissements d'Etat et de la création de travaux publics pour atténuer le chômage. Ces mesures ne se heurtent pas seulement à l'opposition des couches conservatrices : elles risquent d'être inefficaces en raison de l'incompréhension des couches populaires si ces dernières ne peuvent pas jouer leur rôle dans les entreprises et dans les quartiers. Faute d'un tel concours, les couches populaires feraient les frais de la lutte contre l'inflation. Le patronat le sait bien qui n'a pas prêté une oreille complaisante à M. José Bidegain lorsque, à deux reprises au cours de la réunion déjà évoquée, il a dit aux chefs d'entreprise : « *Il faut faire des sacrifices, les enfants.* »

En s'opposant ou en cherchant à saboter les mesures inspirées par le M.F.A., sous le gouvernement Palma Carlos, la bourgeoisie portugaise s'est révélée particulièrement peu éclairée et très timorée. Elle a perdu le premier round, mais elle ne désarme pas devant les « capitaines » soutenus par les travailleurs. Mais, dans la phase suivante, la réussite des militaires suppose un grand capital de confiance difficile à obtenir dans une situation qui requiert des mesures d'austérité. Les couches intermédiaires, les plus flottantes du point de vue politique, sont-elles prêtes à l'accepter ? Les militaires ne pourront pas triompher s'ils ne sont pas assurés du concours efficace de toutes les forces populaires, ce qui suppose qu'ils ne s'engagent pas dans les voies de l'expansion pour l'expansion, de la course au P.N.B., des schémas classiques de plus en plus contestés en Occident. La détermination ne suffit pas : il y faut aussi une bonne dose d'imagination, et celle-ci se trouve aussi « dans la rue ».

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :

France, DOM, TOM, ex-colonies sauf Algérie 40
Etranger 48

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère) et Algérie 62
Maroc, Tunisie 57
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 71
Comores, Madagascar, Laos, Sud-Vietnam, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 91
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 76
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 115
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 96

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)
Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : 770-91-29
Adresse télégraphique : Journonde, Paris. Télex : Le Monde 65.572 Paris



aires

de la rue

ESPAGNE

La difficile ouverture de l'après-franquisme

Les chances et les périls de l'entreprise de Juan Carlos

Par CHRISTIAN RUDEL *

CE n'était qu'un chef militaire rebelle qui lança, le 18 juillet 1936, ses troupes marocaines à l'assaut de la République espagnole. Mais, le 29 septembre de la même année, il devenait à la fois chef militaire unique de la « Croisade » et chef de l'Etat espagnol nationaliste. L'homme politique va égaler en quelques mois puis dépasser l'ancien chef militaire.

Franco prit rapidement la mesure de la coalition civile hétéroclite, aux intérêts divergents, qui s'était tournée vers l'armée, soutenait son action, lui fournissait des volontaires. Il y avait là des monarchistes nostalgiques qui ne rêvaient que du retour de l'hésitant Alphonse XIII, mais aussi les carlistes, surtout implantés en Navarre, qui combattaient toujours pour une autre branche, depuis longtemps écartée et représentée alors par Xavier de Bourbon Parme ; il y avait les fascistes d'Albiñana et des J.A.P. (Juventudes de Accion Popular) ; il y avait les grands propriétaires terriens et les maîtres de la naissante industrie nationale, affolés à l'idée d'une arrivée au pouvoir des communistes ; il y avait les hiérarques d'une Eglise catholique toute-puissante, accrochés à leur pompe et à leurs privilèges. Si l'on retirait de cet ensemble les idéalistes de la première Phalange, celle de José Antonio, qui croyaient qu'une inévitable révolution économico-sociale passait par un mouvement résolument nationaliste, il y avait là un vaste rassemblement dont le seul dénominateur commun était la peur panique du changement, la déification de l'ordre ancien.

L'armée qui suivit Franco n'échappait pas à cette vision passéiste. Fidèle aux vieilles gloires, elle voulait conserver le cadre physique traditionnel de l'Espagne et voyait d'un fort mauvais œil les mouvements autonomistes de Catalogne et du Pays basque ; c'est d'ailleurs contre ces mouvements que les coups furent particulièrement durs.

Franco comprit vite que l'armée allait lui servir à mettre au pas la coalition qui le soutenait, coalition tout aussi « anarchiste » que celle qu'il avait en face de lui. Pour prouver à la fois la nécessité d'unifier ses bases et le mépris où il tenait les partis politiques, il décida de fusionner deux forces antinomiques : d'un côté la Phalange, résolument tournée vers l'avenir, acceptant le monde moderne et la révolution nécessaire pour passer de l'ordre ancien espagnol à l'ordre nouveau, la Phalange républicaine, en tout cas opposée à la vieille dynastie dont le manque de fermeté était à l'origine de la décadence nationale, et de l'autre côté le carlisme, royaliste, défenseur acharné de traditions depuis longtemps privées de vraie sève. Ainsi naquit la Phalange espagnole traditionaliste (personne ne sembla se soucier de cette dénomination contradictoire), qui devait devenir plus tard le « Mouvement national », puis, tout simplement, le « Mouvement », dont, pour mieux le neutraliser, Franco se proclama le chef.

A dire vrai, la guerre terminée, Franco n'eut à faire, pendant de longues années, qu'à un peuple violemment traumatisé par la lutte sauvage, qui avait abandonné les jeux politiques et qui lui reconnaissait son titre de « Caudillo ». Si le généralissime fit alors appel, tour à tour, à des représentants de différents courants — des germanophiles, puis des partisans des alliés, puis des hommes étiquetés démocrates-chrétiens, — c'était beaucoup plus pour peindre son régime aux couleurs dominantes de la scène internationale que par souci de coller à la réalité politique intérieure. Pour l'heure, Franco était le chef incontesté, incontestable, dont il n'y avait qu'à accepter les ordres.

DES la fin des années 40, la situation se débloque imperceptiblement. L'économie au bord de la catastrophe, l'espèce de quarantaine diplomatique, en tout cas la forte méfiance du monde envers l'Espagne franquiste, provoquent les premières failles véritables. Les vieilles tendances politiques relèvent la tête. A l'extérieur de l'appareil du régime, mais aussi, mais surtout, à l'intérieur. Alors qu'autrefois, pour mieux les gouverner, il avait uni en des attelages impossibles les diverses formations politiques, il va maintenant se mettre à diviser, à pratiquer un jeu subtil de dosages ministériels et de bascule, laissant toujours le favori de l'heure sous la menace de l'incertitude de l'avenir. Mais le ver est dans le fruit, se développant d'autant mieux que déjà apparaît la question de la succession : monarchistes, carlistes, vieux phalangistes, bureaucrates du Mouvement prônent leur solution. Franco recule tant qu'il peut l'heure du choix : piètre parade, qui ne diminuera pas d'un seul le nombre des mécontents.

Pendant ce temps, sous l'impulsion des « technocrates » que l'opinion publique a vite fait d'assimiler à l'Opus Dei, l'Espagne se lance dans le développement économique et se met à récolter des succès. Sortant de sa misère multiséculaire, approchant des premières marches de la société de consommation, le peuple se pose de plus en plus de questions sur son régime. D'autant que les millions de touristes sont maintenant la preuve immédiate que le franquisme n'est pas la seule vérité politique. Les travailleurs que l'Espagne devra laisser partir vers l'étranger arriveront vite aux mêmes conclusions. De là une résurrection de la vie politique, la réapparition des vieux partis, le surgissement de nouveaux courants, mais tout cela clandestinement, car seul est autorisé le « Mouvement », communion de tous les Espagnols aux idéaux de la Croisade.

Le développement économique a un autre résultat : nombre de chefs d'entreprise découvrent que l'Europe, et d'abord celle du Marché commun, est le prolongement normal de l'Espagne. Mais le pays ne pourra s'y intégrer tant qu'il vivra sous dictature : l'évolution politique est alors demandée par une partie de la classe qui, quelques décennies plus tôt, avait choisi Franco pour protecteur.

Mais c'est la société espagnole toute entière qui évolue, ce sont tous les piliers du régime qui deviennent, non pas encore hostiles mais de moins en moins sûrs.

Après Vatican II, l'Eglise espagnole accélère une gigantesque mutation timidement commencée quelques années plus tôt. La hiérarchie qui a vécu la guerre civile et béni la Croisade est peu à peu emportée par l'âge, tandis que, au contact du peuple, le jeune clergé s'aperçoit que le régime qui ne cesse de se proclamer catholique est en fait fort peu chrétien dans son action quotidienne. L'Eglise d'Espagne, secouée par ses découvertes, comprend qu'une des conditions de sa survie est la rupture avec l'Etat : que l'on rende au plus vite à César ce qui est à César — avant qu'il ne soit trop tard.

L'armée n'échappe pas aux remises en question. D'abord, un à un, les chefs de la guerre civile abandonnent le service actif puis disparaissent. Et les jeunes officiers, dont les zones de recrutement se rapprochent de plus en plus de la petite bourgeoisie et du peuple, n'ont plus envers Franco la même qualité de respect que les vieux compagnons de la Croisade. Ils découvrent vite que l'armée dont ils font partie est avant tout une impressionnante force de police intérieure dont l'armement, peu satisfaisant au niveau international, est écrasant au niveau interne. Et ce rôle de policier est de plus en plus difficilement accepté.

Franco, désormais, a cessé d'être la clé de voûte de la construction politique espagnole. S'il semble encore jouer ce rôle, c'est en vertu de l'inertie des structures et des institutions mises en place quelques décennies plus tôt. Mais la vraie vie passe au large de ces institutions, en attendant de les submerger.

C'EST de cette situation qu'a hérité Juan Carlos le 10 juillet lorsqu'il est devenu par intérim chef de l'Etat espagnol. C'est cette situation qui va être la toile de fond de son accession au trône d'Espagne, demain ou après-demain. Et l'on peut déjà dire que Juan Carlos ne peut prétendre au rôle qui a été celui de Franco pendant longtemps. La disparition du vieux Caudillo va être le signal de toutes les revendications.

Revendications de l'Espagnol moyen à plus de libertés, à participer aux décisions de la vie publique ; l'exemple portugais a eu une grande influence, et l'homme de la rue considère que le bulletin de vote et la liberté d'expression accordés à son lointain « cousin » portugais, qu'il tenait pour un sous-développé d'une autre planète, sont aussi bons pour lui. Revendications de l'Eglise pour se séparer de l'Etat. Revendications des groupes ethniques pour la reconnaissance d'une certaine autonomie. Revendications de l'armée pour une situation plus digne. Revendications de larges secteurs économiques pour leur épanouissement dans le Marché commun.

Face à ce raz de marée, la situation de Juan Carlos et de son trône est fragile. Mal reconnu par les monarchistes divisés dont une large fraction donne toujours ses préférences à Don Juan, comte de Barcelone, qui considèrent le fils comme une espèce de traître qui a rompu l'ordre normal de la succession dynastique, préférant tenir son pouvoir de Franco plutôt que de la tradition. Mal reconnu par les secteurs d'extrême droite de l'*establishment* franquiste qui se demandent si le « libéralisme » du père ne déteindra pas sur le fils et qui lui auraient préféré un roi plus conservateur — Don Alfonso de Bourbon-Dampierre, duc de Cadix, par exemple, ce dernier recueillant d'ailleurs les suffrages à peine secrets de la famille Franco. Mal reconnu, ou même rejeté, par tous les courants antiroyalistes que le « Mouvement » avait agglutinés. Rejeté par toutes les oppositions, car pour elles Juan Carlos, bien plus que l'héritier de la Maison d'Espagne, est la créature de Franco, a juré fidélité aux principes du Mouvement et doit continuer le franquisme après la mort du fondateur.

Il ne faut cependant pas donner aux partis et aux courants politiques plus d'importance qu'ils n'en ont réellement. Les monarchistes, sauf en Navarre, n'ont pas une grande assise populaire, mais en Navarre ils sont surtout carlistes, opposés à Juan Carlos. Le « Mouvement » s'est de plus en plus réduit à une bureaucratie plus soucieuse de la défense des intérêts acquis que de prosélytisme. Les partis de gauche, sévèrement pourchassés, souvent divisés quoique bien implantés (en particulier le parti communiste), sont peut-être mieux organisés à l'étranger qu'à l'intérieur du pays.

Une des principales forces de l'Espagne actuelle est sans aucun doute constituée par les syndicats, non les syndicats « verticaux » officiels, mais les syndicats clandestins ou semi-clandestins. Ce sont eux qui organisent les nombreuses grèves qui éclatent souvent dans les zones industrielles du Pays basque, de Catalogne et de Madrid, qui affectent, à travers tout le pays, les ouvriers du bâtiment, les grèves encore qui secouent de temps à autre le monde paysan, en particulier les producteurs de lait du nord du pays.

Quoique ces syndicats soient fortement politisés, quoique les grèves aient toujours une note de protestation contre le régime, les mouvements de revendications prétendent plus, jusqu'à maintenant, à une amélioration du niveau de vie, rendue possible par l'entrée de l'Espagne dans l'économie moderne, qu'à une remise en cause du système politique. Aux vieux partisans du Caudillo qui disent toujours : *« Franco nous a donné la paix »*, s'ajoutent alors ceux qui proclament : *« Franco, c'est le développement économique, c'est le bien-être pour tous. »* Et l'on ne peut s'empêcher d'évoquer le fameux pari de M. Lopez Rodo, qui, à la fin des années 50, affirmait que les problèmes politiques n'existeraient plus lorsque l'Espagne en aurait fini avec son sous-développement.

Les partis ont bien senti que les problèmes de régime n'ont ni l'acuité ni la virulence qu'ils leur donnent. Si le peuple espagnol aspire à plus de libertés, il entend conserver les bénéfices du développement économique et il semble avoir compris que le temps est dépassé des inexpiables luttes fratricides. Franco a d'ailleurs largement usé de cet état d'esprit, relativement récent, pour se maintenir au pouvoir et imposer son successeur. Tirant les conclusions de la nouvelle mentalité, le parti communiste a récemment affirmé que le passage de la dictature à la démocratie était possible de façon non violente par la mise en place d'un gouvernement *démocratique* provisoire de *« réconciliation nationale »*. Un tel gouvernement rassemblerait tous les partis, de droite ou de gauche, qui entendent mettre fin à la dictature et qui s'uniraient pour assurer au pays paix et stabilité, en attendant la mise en place d'un nouveau système politique : l'exemple portugais est proche, même si l'on ne peut discerner aucun parallélisme entre les deux pays.

SELON le parti communiste et son secrétaire général, M. Santiago Carrillo, la plate-forme de ce gouvernement de réconciliation nationale doit être le minimum de ce que souhaitent tous les Espagnols : amnistie générale, liberté de presse et d'association, libertés régionales et reconnaissance nécessaire du fait national basque, catalan et galicien, consultation populaire pour définir la forme de l'Etat, ouverture réelle vers l'Europe et le monde.

Reste à savoir si cette volonté populaire pourra se réaliser dans le calme, si elle aura assez d'ampleur pour étouffer ou rendre impossibles les résistances de l'appareil et de l'*establishment* franquistes. En d'autres termes, l'armée, seule capable de s'opposer à un tel gouvernement de réconciliation nationale, aura-t-elle suffisamment évolué pour accepter, au moment de la succession définitive, que cette succession soit sensiblement différente de celle prévue par Franco ?

Ici intervient le facteur imprévisible de l'évolution de la santé du vieux Caudillo. Si le prince Juan Carlos peut assurer pendant un long laps de temps l'intérim que lui a confié Franco le 19 juillet dernier, il peut prendre « en souplesse », sans heurts, la suite du général. Mais, en même temps, dans l'ombre de Franco, il ne pourra prendre de grandes décisions, ni surtout ces mesures de libéralisation que le pays réclame et qui lui assureraient popularité et consolideraient son trône. S'il se montrait trop libéral, Franco, sous la pression de son entourage, ne pourrait-il pas le destituer et le remplacer par un autre ? Restant volontairement effacé, Juan Carlos devra alors affronter le verdict de l'opinion publique, que les courants d'opposition travaillent de plus en plus à l'approche de la fin du Caudillo.

Situation difficile, sur le fil du rasoir, que toutes les oppositions veulent exploiter. A moins que, faisant taire provisoirement leurs griefs contre le continuateur possible du franquisme, ces oppositions, dans un souci de paix nationale, ne décident d'accorder un sursis — sa chance — à Juan Carlos, acceptant de le juger sur pièces.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE DU SAHARA ESPAGNOL

Par STEPHEN CARRINGTON

La campagne qui se développe à Rabat à propos du Sahara espagnol témoigne de l'inquiétude unanime des dirigeants et des partis politiques marocains face à une éventuelle initiative de l'Espagne dans ses possessions du Sahara. Mais le MOREHOB, mouvement de libération nationale saharien, rejette à la fois la tutelle de Madrid et celle de Rabat.

AU début de 1973, le Togo, le Maroc et le Sénégal décident de tripler le prix de leurs phosphates, ce qui ne manque pas de jeter des lueurs nouvelles sur le problème du Sahara espagnol. Cette petite portion du Sahara, qui s'étend sur 266 000 kilomètres carrés sur la côte atlantique de l'Afrique du Nord, constitue en effet une des premières réserves mondiales de phosphates. Elle se trouve du même coup l'objet de convoitises accrues.

Pour le colonisateur espagnol, il est moins que jamais question d'accorder l'indépendance aux habitants d'un territoire renfermant d'aussi vastes richesses. Il ne saurait non plus être question de transférer le Sahara espagnol au Maroc comme il en a été fait pour Ifni en 1969. La découverte des phosphates incite l'Espagne à conserver plus farouchement que jamais la dernière colonie qui lui reste en Afrique, si l'on excepte les territoires beaucoup moins importants de Ceuta et Melilla, les ports de Penon-de-Velez de-la-Gomera, de Villa-Sanjurjo et les îles Charafinas. D'un autre côté, les revendications du Maroc et de la Mauritanie, frontaliers du Sahara espagnol respectivement au nord et à l'est, et qui convoitent ses richesses, se font plus pressantes. Affirmant le 8 juillet dernier que son pays n'accepterait pas la création par l'Espagne d'un Etat au « Sahara occidental marocain », le roi Hassan a annoncé que l'année 1975 serait consacrée à *« parfaire la libération territoriale du Maroc »*.

En 1956, au moment où le Maroc accède à l'indépendance, le Sahara espagnol n'apparaît que comme une portion de désert, peuplée de bergers nomades, et dont la rare végétation dans un climat d'extrême sécheresse était principalement constituée de palmiers. Pas de cultures, sauf d'infimes quantités de maïs et d'orge. Les expéditions de chameaux et de peaux d'ovins et de caprins vers les Canaries constituaient les seules exportations.

Les choses devaient changer dans les années 60. Tout d'abord, il fut fait état d'informations relatives à la présence de riches gisements pétroliers dans la partie sud du pays. Les travaux de prospection menés conjointement par trois compagnies espagnoles créées par la Gulf Oil et neuf compagnies américaines donnèrent en fait des résultats peu convaincants. La découverte de pétrole en Espagne et en Libye devait inciter à abandonner les recherches. Devant l'instabilité politique provoquée par la lutte du mouvement nationaliste qui rendait peu enviable la transaction, les diverses compagnies abandonnèrent successivement la prospection pour conquérir les richesses libyennes et seules restèrent sur place la Gulf Oil, associée à la société espagnole CEPSA, la Texaco Spain Inc., et l'INI contrôlé par l'Etat espagnol. Cependant, après l'échec des recherches pétrolières, la découverte à Bou-Craa de gisements de phosphates d'une exceptionnelle richesse devait susciter un renouveau d'intérêt pour le Sahara espagnol. Il est rapidement apparu que ces réserves comptaient parmi les plus riches du monde. Elles avoisineraient 3,3 milliards de tonnes.

Dès 1967, un consortium était créé pour l'exploitation des phosphates par l'International Minerals and Chemical Corporation of America. La participation espagnole à ce consortium était de 55 %.

Cependant, les Etats-Unis abandonnèrent le projet en 1968 devant la volonté espagnole d'envoyer les phosphates, en vue de la transformation, dans des usines situées en Espagne même. Une compagnie contrôlée par l'Espagne, l'Empresa Nacional Minera del Sahara, organise l'exploitation des phosphates et signe des contrats avec des sous-traitants européens. La production commence en 1972. Elle atteint 3 millions de tonnes en 1972 et il est prévu de la porter à 10 millions de tonnes en 1974.

Les phosphates ne constituent d'ailleurs pas la seule ressource du Sahara espagnol. L'INI a découvert au centre du Rio-de-Oro des gisements de fer évalués à plus de 70 millions de tonnes et dont la teneur en fer atteint 65 %. En outre, la pêche constitue une activité très rentable en poissons et en homards. La production a dépassé 6 600 tonnes en 1971.

L'Espagne allait dans ces conditions accentuer sa mainmise sur le Sahara espagnol. Parallèlement, le Maroc et la Mauritanie manifestent un intérêt croissant pour ce territoire. Des contacts ont eu lieu dès 1965 entre le roi Hassan II et des chefs de tribus sahariennes favorables à l'allégeance marocaine, et ils se sont développés depuis lors. Seule, l'Algérie, qui dispose d'une frontière très limitée avec le Sahara espagnol, fait preuve d'une attitude exempte de visées annexionnistes, en dépit de son désir de disposer à travers ce territoire d'un couloir qui lui donnerait accès à l'océan Atlantique pour exporter ses minerais de fer de Gara-Djellet. Au contraire, l'Algérie soutient le MOREHOB, mouvement de libération ayant opté pour l'indépendance pure et simple du Sahara espagnol.

La découverte des phosphates et les intérêts qu'elle suscite, tout comme elle a accentué la mainmise espagnole et l'encadrement policier de la puissance colonisatrice, ont fait prendre plus que jamais conscience aux franges politisées du peuple sarahoui de la nécessité d'organiser la lutte de libération.

Cette lutte qui a débuté depuis quelques années déjà, tend donc à prendre une ampleur nouvelle. Dès décembre 1970, une organisation nommée NIDAM, et également connue sous le vocable anglo-saxon d'*OLSHOD* (Organisation for the Liberation of Segua El-Hamara and Oued el Dheb), affirmait à Alger être responsable d'émeutes qui s'étaient déroulées en juin dans le port d'Al-Aïun. Le Sidam donne naissance au MOREHOB, ou Mouvement révolutionnaire pour la libération des hommes bleus, basé à Alger et dirigé par Edouard Moha, qui a fait ses études à l'université de Rabat. Les émeutes se développent tant et si bien que, le 8 mars 1972, l'état d'urgence est décrété au Sahara espagnol. Les opérations militaires menées par le MOREHOB se développent en 1973, avec l'attaque de l'ambassade d'Espagne à Nouakchott. Des accrochages avec les forces espagnoles se produisent le long de la frontière mauritanienne et dans le nord du pays.

En 1973 également, le président du MOREHOB, M. Edouard Moha, entreprend une tournée d'information en Europe. Quels sont ses buts ? Il s'agit de parvenir à libérer le pays de la domination espagnole au moyen de la lutte armée. Le MOREHOB dénonce également le régime marocain et ses visées sur le territoire saharien. Il est prévu, pour épauler la lutte armée, d'organiser en Algérie un camp destiné à accueillir les réfugiés sarahouis.

La plate-forme politique du MOREHOB demeure assez peu précise. Les principes politiques devant régir l'organisation du pays une fois achevées les luttes de libération restent mal définis. L'accent est mis avant tout sur la lutte de libération. Il est toutefois possible de préciser que, selon les déclarations de M. Edouard Moha, il s'agit d'établir un régime démocratique et populaire. Il est en outre prévu d'*« élaborer un programme visant à entretenir une révolution en matière de culture destinée à préparer le peuple sarahoui à ses responsabilités politiques futures »*.

LE MOREHOB aura fort à faire pour atteindre ses buts de libération nationale. Le colonisateur espagnol accentue son emprise militaire. Pour une population de soixante mille Sarahouis, ce ne sont pas moins de cinquante-cinq mille soldats espagnols qui sont basés au Sahara espagnol, sous les ordres du gouverneur général, le général Fernando de Santiago y Diaz de Mendivil, sans compter quatre mille cinq cents personnes employées dans la police politique et les services de renseignement espagnols. Il faut ajouter que les Espagnols se sont efforcés de gagner à leur cause un certain nombre de chefs de tribus sarahouis, ce qui leur assure du même coup une force supplémentaire de mille deux cents hommes. De plus, près de trente-cinq mille soldats espagnols sont basés aux îles Canaries. Enfin, les Etats-Unis, dans l'accord du 6 août 1970 sur le renouvellement de leurs bases militaires, ont promis d'apporter au gouvernement espagnol une assistance technique dans le domaine de la lutte anti-guérilla au Sahara espagnol. Les Etats-Unis ont déjà livré à l'Espagne du matériel anti-guérilla adapté au désert.

Le MOREHOB tente depuis quelques mois d'éveiller la conscience mondiale au problème du Sahara espagnol. Il entretient des contacts avec l'O.U.A. et bénéficie du soutien de nombreuses organisations progressistes et révolutionnaires, notamment en Espagne, et entretient des relations avec le parti communiste espagnol. Il compte mener une action commune avec les Canariens luttant contre la colonisation espagnole et regroupés au sein du M.P.A.I.A.C. (Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien).

L'ONU a adopté à plusieurs reprises, de décembre 1965 à septembre 1967 et en décembre 1970, des résolutions en faveur de l'autodétermination du peuple sarahoui et de l'organisation d'un référendum. Le MOREHOB dénonce pour plusieurs raisons le caractère artificiel d'une telle consultation car, d'après lui, les actuels soixante mille habitants du Sahara espagnol ne représentent que le sixième environ du peuple sarahoui, de nombreuses tribus s'étant en effet réfugiées sur les territoires limitrophes. Dans ces conditions, le référendum projeté ne correspondrait pas à la consultation de la totalité du peuple sarahoui. De plus, la propagande de l'Espagne, qui détient la totalité des moyens d'information, est telle que la consultation ne saurait être objective. Le référendum constitue dans ces conditions un moyen pour l'Espagne de légaliser la statut colonial, et le MOREHOB dénonce également l'attitude du Maroc et de la Mauritanie, qui se sont prononcés pour ce référendum dont l'issue favorable à l'Espagne ne saurait faire de doute.

Devant l'impossibilité d'accepter une telle procédure, la lutte armée demeure pour le MOREHOB le moyen principal de faire triompher sa cause. Il ne saurait accepter une consultation tant que les forces espagnoles ne se sont pas retirées. Dans une telle hypothèse, d'ailleurs tout à fait invraisemblable, le MOREHOB préconiserait, pendant la consultation, l'installation de « casques bleus » de l'ONU.

Il faut ajouter que si, dans l'immédiat, le MOREHOB exclut une union du Sahara espagnol au sein du Grand-Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), et cela en raison du régime marocain actuel, il estime par contre qu'une coopération pourrait servir de base à une éventuelle union entre le Sahara indépendant et la Mauritanie, en respectant les intérêts mutuels des deux souverainetés.

RIVALITÉS EN MÉDITERRANÉE

Les attardés de la stratégie

Le gouvernement d'un pays modeste — la Grèce — puissamment assisté par un Grand — les Etats-Unis — pense pouvoir faire d'une pierre deux coups. Par une action de force : au mieux, rattacher à la mère patrie une terre irrédente, Chypre ; au pis, remplacer le chef de l'Etat chypriote — l'ethnarque Makarios, non-aligné convaincu — par un homme compréhensif à l'égard de l'OTAN. Pas d'alternative à redouter : dans chaque proposition Chypre redevient la puissante base aéronavale traditionnellement à la disposition de l'Occident.

Voilà une idée à vendre au grand protecteur. Ce sera aisé si l'interlocuteur appartient à la catégorie des stratèges attardés qui croient :

1) qu'au temps du feu nucléaire les bases aéronavales ont un sens ;

2) qu'un pays peut s'offrir un glacis ou un bastion avancé sans que l'affaire se mondialise.

Des stratèges de cette espèce doivent exister encore chez les Américains puisqu'ils donnent le feu vert.

Aussi bien, après le ratage de la suppression physique de l'archevêque Makarios, les événements se déroulent-ils en toute rigueur :

— l'affaire est portée devant l'ONU ;

— les Turcs, pour forcer la main aux *Nations unies, créent l'événement ;*

— l'ONU ne peut que se prononcer en faveur du cessez-le-feu et du retour à l'ordre constitutionnel. Un peu partout, on se félicite de l'acceptation turque. C'est oublier que les Turcs ne se sont faits « perturbateurs » *que* pour obtenir cette décision.

Deux remarques non négligeables :

— Les Russes ne sont intervenus que par voie diplomatique, mais leur crédibilité est telle qu'on leur a généreusement prêté une « gesticulation » (mouvement de divisions blindées) qu'ils n'ont même pas eu à faire. L'opinion mondiale a « réagi » plus vite que M. Kissinger.

— Devant la gravité du coup porté à l'OTAN, M. Kissinger, lorsqu'il a pris, trop tard, les rênes, est allé sans pitié au fond du problème. Comme les Soviétiques l'avaient fait des communistes toudehs après le coup raté de Téhéran en 1953, il a abandonné les colonels grecs perdants.

L'affaire n'est pas *orientale*. Elle a valeur générale, et elle est exemplaire de la conduite obligée de chaque Grand depuis les accords de Moscou de mai 1972.

GÉNÉRAL GEORGES BUIS.

Les structures du totalitarisme restent intactes à Athènes

Par RICHARD SOMERITIS

LE 23 juillet dernier, à 19 h 15, la radio grecque diffusait le communiqué suivant : « *Devant les circonstances exceptionnelles que traverse le pays, les forces armées ont décidé de remettre le pouvoir à un gouvernement politique.* » Une fantastique explosion de joie accueillait immédiatement cette nouvelle dans tout le pays. Chacun avait compris : la dictature abdiquait, sept ans et trois mois après la « révolution » du 21 avril 1967.

D'ordinaire, les « circonstances exceptionnelles », réelles ou le plus souvent supposées, constituent le prétexte officiel des coups d'Etat. C'est sans doute la première fois que les militaires au pouvoir les invoquent pour faire appel aux hommes politiques. Le communiqué du 23 juillet constitue ainsi un des plus vibrants hommages jamais rendus à la démocratie. D'autant que les « circonstances » dont il fait état sont réellement exceptionnelles et graves. Elles résultent du bilan désastreux, intérieur et extérieur, moral et technique de ceux qui, en 1967, s'étaient arrogé le droit de « sauver le pays » en le soumettant à leur arbitraire.

Le gouvernement politique que M. Constantin Caramanlis a formé quelques heures après son retour de Paris, où il avait passé onze années d'exil volontaire, rassemble toutes les forces du pays, de la droite antidictatoriale à la gauche socialiste, à l'exception des communistes. Le président du conseil a une grande expérience du pouvoir : il a gouverné la Grèce de 1955 à 1963. Conservateur et autoritaire, *il a été durement combattu par* la gauche et le centre, adulé par la droite. Aujourd'hui, la gauche non communiste accepte de collaborer avec lui et des communistes déclarent : il est le seul à pouvoir assumer cette tâche. Certes, plusieurs dirigeants communistes des deux partis issus de la scission de 1968 contestent ce point de vue. Mais il n'est nullement certain qu'ils refuseraient de participer au gouvernement si des propositions leur étaient faites.

Trois inconnues

EN fait, l'homme qui a été appelé par une armée politiquement aux abois pour sauver Chypre mise en danger par eux, pour éviter la tragique aventure d'une guerre gréco-turque et conduire le pays à des élections libres, n'est pas celui qui, en 1963, après une défaite électorale, abandonnait « définitivement » et la politique et la Grèce. Il a pu méditer, mûrir, changer, alors que le pays, plongé dans la nuit totalitaire, changeait à son tour. Ses qualités et ses défauts, l'audience dont il jouit dans une partie des forces armées, son incontestable popularité et le respect qu'il inspire, notamment après ses réquisitoires contre la dictature, l'imposent aux fonctions qu'il occupe.

Même ses amis reconnaissent toutefois que la mission dont il a été chargé peut le conduire à un suicide politique. Tous ses ministres ont conscience de l'ampleur du pari collectif accepté. Mais les manifestations populaires démontrent que leur geste est compris, que l'expérience Caramanlis est soutenue par la grande majorité de la population.

Les premiers actes du gouvernement, quelques heures à peine après le retour de M. Caramanlis à Athènes et avant la nomination de la plupart des ministres, ont été la libération des prisonniers, l'annonce d'une amnistie réellement générale, la suppression du sinistre camp de Yaros — qui déjà n'héberge plus que ses serpents et ses scorpions, — l'ouverture des frontières aux exilés. Puis un décret retirait à la puissante police militaire tous ses pouvoirs sur les civils. Un climat nouveau a été immédiatement créé. Les journaux *retrouvent leur liberté* — et leurs lecteurs — et, surtout, les citoyens retrouvent leurs droits, au grand jour.

Cependant, et chacun en a conscience, rien n'est joué. Le gouvernement et les libertés sont sur le fil du rasoir. Seules les forces morales résultant de la ferveur populaire et de l'aveuglante constatation de la faillite totale de la dictature se dressent contre les dangers d'un brutal retour en arrière. Jamais gouvernement ne s'est trouvé, en Grèce, devant des problèmes aussi difficiles et dans une situation aussi délicate.

La dictature a en effet abdiqué sans disparaître. La crise de Chypre et la menace toujours présente d'un conflit gréco-turc expliquent — et aussi excusent commodément — le maintien des structures actuelles des forces armées qui, dans une large partie, sont également celles de la junte. Il est vrai que de nombreux jeunes officiers ont des aspirations démocratiques. Ils ont joué un rôle dans l'action entamée par le IIIe corps d'armée, stationné en Grèce du Nord et qui est à l'origine de la crise interne de la junte et de son abdication. Mais, contrairement au Portugal, il n'y a pas eu de coup d'Etat de « capitaines ». Ce sont, dans une atmosphère dramatique, sous la menace d'un affrontement entre fractions militaires alors que la crise internationale était à son comble, tous les officiers généraux qui, faisant bloc, ont remis le pouvoir aux civils. L'attitude des Etats-Unis, qui ont à la dernière minute abandonné brutalement leurs amis de la junte soutenus depuis 1967 par le Pentagone et la C.I.A., a joué également — mais non seule — un rôle important. En somme, le compromis préalable réalisé au sein des forces armées avant l'appel aux civils laisse les structures et les hommes du totalitarisme intacts, quoique défaits.

Cette réalité précise les limites étroites de l'action gouvernementale. Seule la détente à Chypre et sur la frontière gréco-turque permettra de les élargir. Or cette détente exige des efforts gigantesques et une bonne volonté totale de la part de tous les protagonistes de la crise : les Turcs, les Britanniques, les Grecs, les Chypriotes et aussi les Américains.

Trois questions peuvent être posées à ce sujet. Les réponses détermineront l'avenir. La première concerne les Etats-Unis : le Pentagone et la C.I.A., qui ont essuyé une défaite cuisante *et à Chypre et en Grèce* avec la défaite de la junte grecque, ont-ils réellement modifié leur attitude à l'égard des affaires de la Grèce ? Il est évident que les Américains ont pris en marche le train du changement en Grèce, pour sauver leurs positions stratégiques. Mais on peut craindre que, comme par le passé, ils soutiendront les éléments les plus fascistes de *l'armée grecque dans l'espoir de* contrôler toujours aussi étroitement la politique du pays.

La deuxième question concerne la Turquie : le premier ministre, M. Bulent Ecevit, a-t-il toute liberté d'action sur son armée dont les raisonnements diplomatiques et politiques peuvent être aussi simplistes et faux que ceux des militaires grecs ?

La troisième, enfin, concerne Chypre. L'installation provisoire à la présidence de M. Glafkos Clérides n'a nullement réglé la crise ouverte au sein de la communauté grecque par la sanglante intervention des agents de la junte d'Athènes. Le gouvernement illégal nommé par ces agents est tou*jours en place. Les officiers auteurs* du coup d'Etat du 15 juillet sont toujours aux commandes. Or il s'agit d'officiers choisis par l'homme dur de la junte d'Athènes, le général de brigade Dimitrios Ioannidis, qui, avant l'appel à M. Constantin Caramanlis, détenait tous les pouvoirs sinon en Grèce du moins à Athènes. Ce noyau d'officiers putschistes peut à tout *moment déclencher à Chypre une nou*velle opération-suicide et une déflagration gréco-turque. Ils poursuivent l'extermination systématique du mouvement démocratique chypriote, qu'il s'agisse des socialistes de l'EDEK ou des communistes de l'AKEL. Ils n'ont plus rien à perdre. Ils se sentent abandonnés par les Américains qui n'avaient nulle envie de partager les conséquen*ces de leur échec. Est-ce là l'explica*tion de la prudence observée à Athènes à l'égard du général de brigade Ioannidis ?

« *Chypre a sauvé la Grèce, la fille a sauvé la mère* », a déclaré le professeur Georges-Alexandre Mangakis, ancien prisonnier politique, en regagnant Athènes après deux années d'exil en Allemagne fédérale. Il est évident que la résistance du peuple de Chypre à l'invasion des officiers grecs a entraîné la chute de la dictature. Mais il est tout aussi clair que l'avenir du gouvernement politique et de la démocratie à construire en Grèce dépend toujours de Chypre.

Et puis, la Grèce se trouvera en présence du désastreux bilan de sept années de dictature : une économie *complètement* désorganisée, le record de l'inflation dans la zone de l'O.C.D.E., un endettement extérieur écrasant — et aggravé récemment encore par les massifs achats d'armes aux Etats-Unis, en France et dans d'autres pays — et une accumulation de problèmes *sociaux. En même temps* l'administration, truffée d'agents de la junte, politiquement dangereux et techniquement incompétents, est en état de paralysie. L'enseignement est en crise profonde. La jeunesse, fortement radicalisée par la dictature, est en état de révolte. L'Eglise se débat dans une crise permanente et explosive tout en étant moralement déconsidérée en raison de sa collaboration officielle avec la dictature. Le népotisme, la corruption et l'enrichissement sauvage tiennent le haut du pavé. La faillite des « élites » qui, à l'exception des intellectuels et de quelques cadres, ont courbé l'échine durant les sept dernières années fait douter gravement la population de la qualité de l'encadrement du pays. Enfin, sur le plan international, la Grèce *se retrouve* après sept ans de pouvoir totalitaire à la fois vassalisée par les Etats-Unis, écartée de l'Europe et absente politiquement de tous les centres où se joue une partie de son avenir.

L'ampleur des désastres de tous ordres accumulés à l'intérieur et à l'extérieur par les « colonels » définit l'étendue de l'œuvre urgente de reconstruction *qui incombe au gouverne*ment de M. Caramanlis. Et ce même gouvernement, dont un nouvel élargissement ne saurait être exclu dans l'avenir, a pour tâche de préparer l'établissement d'une démocratie véritable et viable dans un pays où les inégalités sont grandes et qui aspire avec ardeur à la dignité internationale, à la liberté, au progrès. Ce n'est pas une *aspiration nouvelle : telle était la* volonté, si souvent trahie par la suite, de ceux qui, en 1821, ont pris les armes pour créer la Grèce moderne.

Les atouts des forces progressistes à Chypre

Par FRANÇOIS LECLERC

LA chute de la *dictature s'accom*pagne en Grèce d'un profond sentiment de victoire, mitigé cependant par la composition du gouvernement de M. Caramanlis. Rien de tel ne se manifeste à Chypre au sein de la communauté chypriote grecque, malgré les déclarations apaisantes *venues de toutes parts et l'application* du cessez-le-feu . Mgr Makarios personnifiait et garantissait l'indépendance et l'unité de l'île ; tant qu'il ne sera pas rétabli dans ses *fonctions* de président, celles-ci resteront menacées.

Les regards sont donc tournés vers Athènes, dans l'espoir que la nouvelle « démocratie » grecque ne s'inscrira pas dans le cadre que la diplomatie américaine lui a fixé. C'est que le maintien de M. Clérides à la présidence est étroitement lié à l'avenir du gouvernement de M. Caramanlis, sur lequel il doit s'appuyer pour assurer son autorité à Chypre, et aux intentions du nouveau gouvernement grec par rapport au retour de Mgr Makarios.

La situation dans l'île reste donc confuse et instable, largement tributaire également de la « solution » qui résultera des négociations de Genève et qui sanctionnera le nouveau rapport de forces instauré dans la région et dans l'île. Le « *sentiment d'insularité* » que reconnaissait le 25 juillet M. Turkan Gunes, ministre turc des affaires étrangères, rend en effet impossible, dans la conjoncture actuelle, la partition de l'île, qui était dans les projets américains à moins de menacer la position de M. Clérides. Mais la solution « fédérale » que réclame le gouvernement turc remet également en cause l'indépendance de l'île, à moins que la définition de cette « fédération », préconisée pour des raisons intérieures, ne se révèle proche du contenu des accords de Londres et de Zurich. La marge de manœuvre de M. Clérides par rapport à la communauté chypriote grecque sera donc, lors des négociations, particulièrement étroite. Elle le sera d'autant plus que, bien que battues, les forces de la résistance qui s'opposaient à la junte de M. Sampson n'ont pas été écrasées par la garde nationale et les troupes grecques.

A Nicosie, à Paphos, mais aussi dans toutes les villes de Chypre et dans les campagnes, les victimes ont certes été nombreuses. Les combattants des forces loyalistes de la police, de l'Eglise orthodoxe, des milices populaires animées par l'EDEK et M. Vassos Lyssaridès ont été durement atteintes par les affrontements dans les villages, alors que les désertions qui étaient attendues par les partisans de Mgr Makarios au sein de la garde nationale ont été peu nombreuses.

Mais de nombreux *militants* faits prisonniers par la junte chypriote ont été libérés pour aller « *combattre les envahisseurs turcs* », tandis que les cadres de la résistance ont pu échapper à la répression. Des partisans armés de Mgr Makarios étaient parvenus à rejoindre les montagnes pour préparer une résistance de longue durée.

Malgré la disproportion des forces militaires en présence, la résistance, qui n'avait pas cessé de faire entendre sa voix, même une fois Paphos tombé, grâce aux émissions biquotidiennes de The Voice of Free Cyprus, n'était pas en effet sans soutiens. Elle pouvait escompter celui de la grande *majorité* de la communauté chypriote grecque, dont l'attachement à Mgr Makarios avait encore grandi lors des derniers affrontements avec le régime militaire grec, avant le coup d'Etat. Elle bénéficiait également de soutiens extérieurs au Proche-Orient, étant donné l'enjeu que représente Chypre dans le bassin méditerranéen. Les forces de l'AKEL, enfin, qui ne sont pratiquement pas intervenues et restent pratiquement intactes pour jouer leur rôle dans les luttes politiques à venir.

Divisions internes

BIEN que l'invasion des troupes turques, qui ont obtenu difficilement le contrôle d'une large tête de pont dans l'île, ait bouleversé les cartes, ce serait une erreur de croire que la communauté chypriote grecque se retrouve soudée derrière son nouveau président. Dix années d'efforts, depuis les derniers affrontements entre les communautés grecque et turque, en 1963, ont certes été partiellement anéanties par les combats entre les deux *armées et les exactions* auxquelles ceux-ci ont donné lieu. Mais la définition et l'application d'un nouvel accord de *statu quo* remettant en cause les principes de la politique de Mgr Makarios ne seront pas aisées pour M. Clérides, qui doit défendre les intérêts atlantiques.

La situation est provisoirement « gelée » en raison à la fois de la présence des troupes grecques et turques et du renforcement de la présence du contingent de l'ONU. Tôt ou tard cependant la coalition *des partis poli*tiques qui soutenaient Mgr Makarios éclatant de fait, M. Clérides devra affronter une mobilisation populaire s'opposant à son maintien au pouvoir s'il cherche à s'opposer au retour de l'ethnarque.

Appuyé par le gouvernement américain, qui l'avait placé depuis longtemps « en réserve », M. Clérides bénéficie, il est *vrai, de la « reconnais*sance » de M. Denktash, le leader de la communauté turque. Mais ces appuis importants ne peuvent masquer le réel rapport des forces dans l'île.

La fondation, en 1969, du parti démocratique unifié, dont M. Clérides est le leader, s'était en effet soldée par un demi-échec. Quinze députés le représentaient au sein de l'Assemblée nationale, qui *compte trente-cinq sièges ;* 25,5 % des suffrages exprimés s'étaient portés vers ses candidats lors des dernières élections législatives de 1970, l'AKEL en recevant 39,8 % et l'EDEK 13,4 %. Pour peser ces résultats, que les observateurs avaient reconnus « *décevants* » à l'époque, il faut également prendre en compte que l'AKEL, dans son souci de « *permettre une représentation au sein de l'Assemblée nationale de toutes les formations de la coalition soutenant Mgr Makarios* », avait volontairement limité le nombre de ses candidats. A la suite de ces résultats, M. Clérides n'était pas parvenu à faire du parti démocratique

unifié une formation politique structurée pouvant rivaliser dans son influence avec les deux partis de gauche : l'EDEK et l'AKEL.

C'est la raison pour laquelle des élections — aux résultats pourtant hasardeux — sont maintenant nécessaires, une fois obtenue l'épuration de la garde nationale, dont M. Cléridès serait le prisonnier si les artisans du putsch restaient à Chypre. La puissance des syndicats, dominés par l'influence de l'AKEL, celle de l'Eglise, dont les membres se sont rangés sans équivoque du côté des défenseurs de Mgr Makarios pour défendre Paphos, contribuent à restreindre cette marge de manœuvre.

Une nouvelle crise ?

CONSACRE maintenant par la presse internationale comme un *« habile négociateur »*, M. Cléridès portait, conjointement avec M. Denktash, une part de responsabilité dans la lenteur et l'échec des négociations intercommunautaires qu'il menait pratiquement sans le contrôle du gouvernement. Représentant de la droite, il ne bénéficiait pas à ce titre d'une influence majeure au sein de la bourgeoisie chypriote grecque, qui lui reprochait ses liens avec le régime militaire d'Athènes.

L'appel lancé par l'AKEL le 23 juillet demandant que tous les partis politiques réclament le retour de Mgr Makarios reste dans la logique d'une politique qui ne préparait pas le moment de l'affrontement armé avec la junte grecque.

La défense de l'unité et de l'indépendance de Chypre, qui s'appuie sur les forces progressistes chypriotes, dépend pourtant de l'évolution de la situation en Grèce, si le *« retour à la démocratie »* s'accompagne du refus par le peuple grec de renouer avec la politique du centre et de la droite qui avait conduit à l'avènement de la dictature. Mais il faudra compter à Chypre avec la présence militaire américaine (qui était un des enjeux de la crise, les rumeurs d'évacuation des bases britanniques s'accentuant), ainsi qu'avec une expérience d'ingérence acquise dans le Chili de l'Union populaire et qui est déjà mise en pratique au Portugal et en Argentine.

Une nouvelle « crise » à Chypre est dès maintenant en préparation, par-delà la nouvelle « solution » américaine négociée à Genève. Elle ne pourra connaître d'autre dénouement que le maintien d'un régime atlantique imposé par l'OTAN contre la volonté de la communauté chypriote grecque ou l'avènement d'un pouvoir de transition au socialisme qui seul assurerait l'unité des deux communautés chypriotes. Seul le retour de Mgr Makarios, aux dépens des intentions américaines, pourrait éviter ce choix.

FRANÇOIS LECLERC.

Moscou entend profiter des contradictions entre alliés atlantiques

Par BERNARD FÉRON

NON seulement l'Union soviétique a réagi avec une rapidité inhabituelle aux événements de Chypre, mais elle les avait devancés. La presse de Moscou, en effet, avait dénoncé à plus d'une reprise les menaces qui pesaient sur le gouvernement de Mgr Makarios et mis en cause à ce propos le régime militaire grec ainsi que l'OTAN. Sans perdre de temps, le Kremlin exigea, après le coup d'Etat, la fin des interventions extérieures dans les affaires de l'île. Cette démarche, vigoureuse dans le ton, risquait de rester sans effet : les Soviétiques n'avaient guère les moyens de peser sur l'événement. Ils ont tout de même, grâce aux Turcs, obtenu gain de cause puisque les chefs militaires grecs ont tout perdu dans cette mésaventure. Ils ont surtout eu la satisfaction de voir la discorde s'installer chez l'adversaire : pour la première fois, deux membres du pacte atlantique ont failli en venir aux mains. Après cette crise, l'U.R.S.S., comme les autres pays, va être amenée à réviser ses analyses de la situation dans cette partie du monde.

Depuis le combat pour l'indépendance, Moscou a soutenu Mgr Makarios. Non parce que l'ethnarque lui inspire toute confiance : l'archevêque a évidemment une conception du monde très éloignée de celle que professe M. Brejnev. Du moins les marxistes-léninistes se devaient-ils d'encourager un homme qui s'était engagé dans la bataille anti-impérialiste et qui entend prendre sa place parmi les non-alignés. Il était par sa lutte, avant et après la conquête du pouvoir, un symbole à respecter.

Pour les Russes, il offrait un autre avantage. Alors qu'à l'origine il se rangeait parmi les partisans du rattachement de l'île à la Grèce, Mgr Makarios avait pris goût à l'indépendance. D'ailleurs il ne voulait pas subir la loi des généraux et colonels qui tenaient le haut du pavé à Athènes. Il avait certes consenti à laisser les Britanniques exercer leur souveraineté sur deux bases, mais il se refusait à renoncer au statut de neutralité. Il gouvernait donc l'un des quelques Etats de la région qui poursuivaient une politique amicale à l'égard des pays socialistes. D'ailleurs l'existence de bonnes relations avec l'U.R.S.S. était une des conditions de sa survie politique.

Le coup d'Etat a failli tout remettre en question. Les hommes qui constituaient le cabinet de l'éphémère « président » Sampson prodiguaient certes des assurances. Ils affirmaient qu'ils avaient agi simplement pour se débarrasser d'un personnage qu'ils exécraient et qui, selon eux, faisait le malheur du pays. Mais ils ajoutaient qu'en aucun cas ils ne modifieraient le statut établi par les accords internationaux. Donc Chypre continuerait d'être un Etat indépendant, non aligné, au sein duquel seraient garantis les droits de la minorité turque.

Qui cependant pouvait prendre au sérieux ces bonnes paroles ? Avant de faire leur coup d'Etat, les putschistes ne cachaient pas leur volonté de rattacher Chypre à la Grèce. De plus, pour réussir l'opération, ils avaient fait appel aux services des quelques centaines d'officiers envoyés par Athènes pour encadrer la garde nationale. Dans de telles circonstances, le mot d'indépendance n'avait plus aucune signification. Le coup d'Etat du 15 juillet, si les auteurs avaient pu aller jusqu'au bout de leur entreprise, conduisait logiquement à la liquidation de l'Etat chypriote et donc à l'intégration dans l'OTAN d'un territoire jusqu'à présent neutre. Le pire pour les Russes est évité, mais l'inquiétude demeure : personne ne peut ignorer que les Américains ont joué un rôle décisif et que, jusqu'à preuve du contraire, leur influence reste déterminante.

AVEC la Grèce, le Kremlin n'a jamais entretenu de rapports cordiaux. La guerre civile, il y a un quart de siècle, a laissé d'amers souvenirs. Une importante partie de l'opinion grecque, traumatisée par cette tragédie, est restée profondément antisoviétique alors même que Moscou n'avait pas fait grand-chose pour soutenir la cause des communistes hellènes. Après 1967, l'U.R.S.S. ne pouvait que dénoncer la dictature des colonels sans refuser pour autant d'entretenir des relations d'affaires avec les Grecs.

Il y a sept ans, les Soviétiques — tout comme le maréchal Tito — s'inquiétaient des événements qui se succédaient en Méditerranée orientale : coup d'Etat à Athènes puis guerre israélo-arabe. Ils en étaient presque arrivés à la conclusion que, pour s'installer solidement dans la région, les Américains mettaient en avant des régimes forts ou prétendus tels et s'apprêtaient à balayer tous ceux qui leur tenaient tête. Par la suite, les Soviétiques s'aperçurent qu'une telle analyse était peut-être trop rudimentaire, mais la méfiance persistait. Le coup d'Etat à Chypre, un mois après la tournée triomphale du président Nixon au Proche-Orient, avait de quoi intriguer M. Brejnev.

A première vue, les dirigeants du Kremlin sont tentés de se féliciter du dénouement à Athènes comme ils s'étaient félicités deux mois plus tôt du rétablissement de la démocratie à Lisbonne. Il y a toutefois une différence. Au Portugal, les communistes sont associés à la direction des affaires. Si la gauche a quelque peine à coopérer avec le général Spinola, elle bénéficie des sympathies d'une partie de l'armée. En Grèce, le pouvoir revient à un homme d'Etat libéral, certes, mais qui au début de sa carrière avait marqué son hostilité à l'extrême gauche. Des officiers ont exigé le départ des généraux et la restauration d'un régime civil, mais ils ont agi, semble-t-il, plus sous le coup d'une humiliation nationale que par la volonté d'instaurer un nouvel ordre social. La junte, selon eux, se composait d'incapables qui avaient jeté le pays dans l'aventure.

Reste la Turquie, dont l'intervention a bouleversé les données de la situation. Depuis un demi-siècle, les rapports entre Moscou et Ankara ont connu des hauts et des bas. Il y eut d'abord la période d'amitié qui unissait deux révolutionnaires, Lénine et Ataturk. Le fondateur de l'Etat soviétique avait solennellement promis de respecter les frontières ; il avait même restitué les provinces de Kars et Ardahan. Il renonçait au rêve des tsars de conquérir Constantinople pour contrôler les Détroits. La brouille s'installa en 1936 lorsque l'U.R.S.S. demanda à la Turquie la liberté de passage dans les Détroits pour les navires de tous les Etats riverains de la mer Noire. La querelle rebondit en 1945 lorsque l'U.R.S.S. reprocha à la Turquie de n'avoir pas, pendant la guerre, tenu ses engagements puisque les bâtiments des puissances de l'Axe avaient pu emprunter les Détroits. Moscou présentait ses exigences : en temps de guerre, le passage dans les Détroits sera autorisé pour les navires des puissances riveraines et interdit aux autres. De plus, toutes les puissances riveraines devront assurer en commun la défense des Détroits. Concrètement, l'U.R.S.S. voulait installer des bases dans cette région.

Cette tension marqua le début de la guerre froide et donna naissance à l'alliance occidentale. En effet, le président Truman accorda sa protection à la Turquie pour qu'elle résiste aux Russes. Non seulement l'Union soviétique ne put installer de bases à proximité des Détroits, mais elle dut se résigner à la présence de militaires américains en Turquie. Le climat ne s'améliora véritablement qu'en 1964, lorsque le chef du gouvernement turc fit à Moscou une visite qui inaugura une nouvelle période de coopération. Depuis lors, les rapports entre les deux pays sont présentés sinon comme exemplaires du moins comme tout à fait corrects. En 1964 également, le Kremlin marqua sa bonne volonté en reconnaissant **« les droits légaux des communautés à Chypre »**. Venant d'une puissance très soucieuse de ménager Mgr Makarios, alors en difficulté avec la minorité turque, cette **« reconnaissance »** fut particulièrement appréciée à Ankara.

A l'intérieur cependant, le régime turc n'est guère plus tolérant pour les communistes que ne le furent les gouvernements grecs, mais ce n'est pas là, pour Moscou, un obstacle à la coexistence pacifique. De plus, les derniers événements donnent à penser aux dirigeants du Kremlin que la Turquie se trouve désormais dans une position « intéressante ». L'U.R.S.S. n'avait pas prise sur le conflit chypriote. Or c'est la Turquie qui a bouleversé les plans établis par les Américains ou échafaudés avec la bénédiction de services américains. De ce fait, elle s'est mise en état de conflit avec ses alliés. C'est encore elle qui peut bloquer ou débloquer la situation selon qu'elle maintiendra ou lèvera la pression qu'elle a exercée en débarquant à Chypre. Elle est un exemple des contradictions qui, en bonne doctrine marxiste, déchirent l'autre camp et que les pays socialistes doivent utiliser.

L'alerte, enfin, a donné un argument aux dirigeants soviétiques qui invoquent le danger extérieur pour renforcer la cohésion de la communauté socialiste. Les Roumains et les Yougoslaves se sont inquiétés plus que d'autres des conséquences de cette crise. Le maréchal Tito et M. Ceausescu, qui venaient précisément de condamner l'impérialisme et l'« hégémonisme », c'est-à-dire l'appétit de domination de l'U.R.S.S., savent que, dans les périodes de détente internationale, les pays socialistes peuvent tenter d'accroître leur indépendance alors que, dans les périodes de tension, les pressions des grands amis risquent de se faire de plus en plus vives.

APPEL AUX MÉDITERRANÉENS

En moins d'un an, la situation en Méditerranée s'est radicalement modifiée. Avec la crise du pétrole, l'Europe a pris soudain conscience de la vigueur du renouveau arabe. Avec la crise chypriote, s'est révélée la nocivité de l'ingérence des puissances étrangères à la Méditerranée. L'heure semble venue d'une mutation plus profonde encore : le réveil de la conscience méditerranéenne.

Par XAVIER SALLANTIN *

Il est intolérable que des forces navales appartenant à des puissances non riveraines adoptent ce théâtre pour leurs dangereux ébats, cautionnant les agressions bien plus qu'elles ne les préviennent. Bien significative, tant de l'absurdité de cette stratégie que de la carence méditerranéenne, est la présence de la Grèce et de la Turquie dans un système dit de l'Atlantique nord. Qu'attendent les Méditerranéens pour libérer leur mer d'une occupation étrangère ? Leur clientèle est aujourd'hui suffisamment recherchée par les Américains et les Russes pour que des mises en demeure de déguerpir soient suivies d'effet. N'a-t-il pas suffi du geste d'un de Gaulle ou d'un Kadhafi pour que les Américains déménagent d'immenses bases, du geste d'un Sadate pour que les Soviétiques rapatrient leurs conseillers ?

Il est humiliant qu'entre nations riveraines les règlements d'un contentieux plusieurs fois millénaire soient ainsi déférés à des puissances lointaines qui, voici peu de siècles, n'étaient que peuplades ignorant tout d'un droit conçu bien avant Jésus-Christ sur les bords de la Méditerranée. Qu'attendent les Méditerranéens pour fonder un tribunal habilité à régler leurs litiges ?

Il est odieux de voir des millions de travailleurs migrants venir se livrer, nouveaux galériens, aux chaînes de production des industries d'Europe, et aux caprices de leur embauche, tandis qu'en sens contraire des flots de touristes nantis et prétentieux viennent consommer du loisir et, pour certains, étaler leur débauche. Qu'attendent les Méditerranéens pour constituer un office des migrations chargé de les coordonner, de les réglementer, de les défendre ?

Il est désastreux que la Méditerranée soit en train de devenir un cloaque du fait des déversements d'usines dont le développement est planifié par des Européens, prisonniers du vertige de la croissance et du profit. Qu'attendent les Méditerranéens pour créer une agence de protection écologique de leur mer qui meurt ?

Il est irritant de voir se propager sur les bords de la Méditerranée les séductions du seul progrès matériel pris pour unique fin, au moment même où les sociétés industrielles avancées constatent les limites de cet absolu matérialiste et où les nouvelles générations sont en quête d'un humanisme dépassant la société de consommation. Qu'attendent les Méditerranéens pour faire revivre ensemble leur message spiritualiste dont la richesse réside dans la diversité de visions complémentaires ?

La communauté européenne avortera tant que l'Europe ne sera qu'atlantique, fascinée par le savoir et l'efficacité des ingénieurs lotharingiens, polarisée par la prospérité des plaines du Nord. Cette Europe atlantique a résolu le problème des comment techniques, mais elle n'a pas de réponse aux pourquoi éthiques. La crise de l'énergie, avec toutes ses formidables conséquences, n'a pas sa solution dans le système occidental : elle appelle l'avènement d'une pensée mondialiste dont la Méditerranée, à la croisée des continents, a toujours été le levain.

Qu'attendent les Méditerranéens pour faire des universités et des centres de recherche où s'épanouirait leur génie universaliste dans l'affrontement et la symbiose de cultures différentes ? Chaque fois que des conjonctions entre ces courants ont eu lieu, il en est résulté des conquêtes de l'esprit qui ont ensemencé le monde ; parmi tant d'autres produits de ces mariages méditerranéens : Héraclite, Empedocle, Philon, Augustin, Averroès, Raymond Lulle, etc.

La civilisation planétaire qui se cherche, et doit se trouver sous peine de mort pour l'humanité, a besoin d'un catalyseur qui permettra la synthèse des personnalités occidentale, africaine et asiatique, dans le respect de leur individualité. Ce n'est pas à l'ONU, dans un forum de cent trente-cinq nations, que ce catalyseur sera découvert. Il lui faut un creuset où fondre les efforts d'un nombre restreint de représentants des principales écoles de pensée, déjà solidaires par leurs racines, déjà d'accord sur l'hypothèse de travail.

Où trouver meilleure matrice pour une telle entreprise que le carrefour d'une Méditerranée cessant d'être une annexe de l'Occident et retrouvant sa vocation de milieu des terres ? Quand trouver meilleure opportunité historique que ces temps de crise où l'impérialisme occidental est dans l'impasse tandis que de grandes voix non occidentales trop longtemps silencieuses retentissent à nouveau ?

Le temps n'est plus d'une diplomatie feutrée qui, chez certains, date encore de la liquidation de l'empire ottoman, et qui, chez la plupart, n'a d'autre projet que l'entretien du statu quo à coups d'expédients précaires et de tranquillisants illusoires. Certes, des chefs d'Etat ont déjà lancé des appels mais ils n'ont pas été entendus. Il est vain d'espérer réaliser à travers le réseau des chancelleries le consensus de tous les gouvernements en faveur d'une organisation méditerranéenne commune. La conjoncture n'est propice qu'à des initiatives limitées et concrètes, en dehors des circuits officiels. Qu'elles aient pour amplificateur la faveur populaire, et les Etats ne manqueront pas de récupérer cette diplomatie sauvage et d'en assumer la suite.

Mais qui fera le premier pas ?

D'un haut lieu de la Catalogne imprégnée par des influences issues « des quatre coins » de la Méditerranée, je m'adresse à tous ses riverains conscients de sa fonction médiatrice et génétrice, et désireux de contribuer à sa renaissance.

Si cet appel rejoint leur attente, qu'ils correspondent avec sa source (1) en sorte qu'un deuxième pas devienne possible : se reconnaître, se rencontrer, échanger, en vue de préparer un « Manifeste inter-Méditerranéens » (MAIM). Ainsi s'ébaucherait un troisième pas : rassembler des hommes, des idées, des appuis, des moyens nécessaires à une Fondation qui aurait pour mission de ranimer l'esprit méditerranéen et de penser un modèle authentiquement méditerranéen, c'est-à-dire ouvert sur le globe.

* Président de la Fondation Bena.
(1) Adresse du Maim : Bena - 66800 Saillagouse - France.

Le "dérapage contrôlé"

(Suite de la première page)

Le dessein nationaliste de Mgr Makarios reposait sur l'acceptation des lois de la majorité par la minorité ethnique. L'ethnarque, au génie politique indiscutable, butait à son tour, comme tant d'autres pères de la nation, sur l'éternel problème des fortes minorités dans des pays en voie de formation nationale. Cette incompréhension des problèmes de la minorité turque, voire cette intransigeance devant ses revendications, cette volonté d'être reconnu par les Chypriotes turcs comme seul président doté d'une légitimité historique, d'une légitimité de fait, bloquaient les rapports intercommunautaires. L'affrontement entre Chypriotes grecs et turcs était inéluctable. En 1963, la révision de la Constitution proposée par Mgr Makarios se heurta au refus catégorique du vice-président turc, le Dr Kutchuck, qui démissionna, entraînant avec lui ses collègues ministres, tous les fonctionnaires turcs de l'appareil gouvernemental. Affrontements sanglants, intervention des forces de l'ONU. Chypre se transforma de fait en république gréco-chypriote, reléguant sa minorité turque derrière la « ligne verte » qui sépare les deux communautés.

Mgr Makarios perdait-il son pari nationaliste ? Suivrait-il inexorablement la pente de l'engagement aux côtés d'une des deux superpuissances, à l'instar de son ami Nasser ? Etait-ce le glas de la politique neutraliste ? Chypre, dernier rempart de Bandoung ?

Le putsch des colonels en avril 1967, la guerre de six jours et la défaite des pays arabes, le renforcement du potentiel militaire de la Grèce et de la Turquie, redonnent une nouvelle vigueur à la politique nationaliste de Mgr Makarios : les élections présidentielles se transforment en plébiscite — 95,45 % des voix (grecques), — le retour d'exil de M. Rauf Denktash, leader de la communauté turque, la souplesse de M. Cléridès aux pourparlers intercommunautaires en 1968, permettent à Mgr Makarios de persévérer dans son pari de devenir un jour le président reconnu et accepté des deux communautés.

Cependant, l'hypothèque de l'Enosis demeurait. En suivant attentivement la politique de Mgr Makarios, on constate que son souci majeur, même au cours des périodes de tension avec les Turcs, était de se défaire de la mainmise du gouvernement grec sur les rouages de l'appareil d'Etat et de la garde nationale. Pour l'ethnarque, le danger principal qu'il fallait parer coûte que coûte était la Grèce et son paravent, l'idéologie de l'Enosis. Fort de l'appui de l'AKEL (P.C.), qui représentait de 35 à 40 % des électeurs, des autres formations de gauche — syndicats, l'EDEK (Union démocratique du centre) de M. Lyssaridès, — il pouvait surveiller de près les activités d'une EOKA I et II, turbulente et inefficace, et se délier prudemment de la Grèce. Une fois libéré de l'hypothèque de l'Enosis, il se consacrerait à son grand dessein : réinsérer la communauté turque dans le giron de la majorité grecque.

La Grèce des généraux ou le vertige du vide

LA Grèce des années 60, en mal de démocratie, n'avait pas encore digéré sa guerre civile (1947-1949). Le spectre de ces années-là planait sur toutes les consciences. La gauche, l'EDA, tiraillée entre la ligne que définissait un P.C. grec en exil et qui, de loin, observait la Grèce avec les yeux de l'immédiat après-guerre, et celle qui voulait suivre les communistes de « l'intérieur », faisait du sur-place, attendant les élections de 1967. Le centre, trop compromis avec la droite, attendait une *résurrection* à travers M. Andréas Papandréou. La droite, toujours au pouvoir, se méfiait de tous et de tout. Le pays était ingouvernable... et la guerre de six jours se préparait... Le coup d'Etat attendu (!) par tous les milieux politiques grecs balaya tout sur son passage. Toute la classe politique grecque traditionnelle sombra en avril 1967. Un des piliers de la « couverture balkanique » de l'OTAN fut ainsi consolidé.

Sans vouloir entrer dans les détails de la politique des colonels face à Chypre, on peut dire en résumé qu'elle consistait à renforcer la position de la junte dans l'île, sans toutefois s'aliéner Mgr Makarios. Paradoxalement, M. Papadopoulos ne voulait guère aller plus loin. Entre lui et Mgr Makarios, une sorte de « gentleman's agreement » s'était établi. M. Papadopoulos avait besoin de la sympathie de Mgr Makarios dans son conflit avec la Turquie (1972). Quant à l'ethnarque, il avait très bien saisi le parti qu'il pouvait tirer de la dictature militaire en Grèce : dans la conscience des Chypriotes grecs, habitués à vivre dans une démocratie des plus anglaises, la Grèce était un repoussoir, l'esprit de l'Enosis s'effondrant de lui-même. Aux yeux des Chypriotes grecs, la « renaissance » de l'EOKA, téléguidée d'Athènes, n'avait désormais aucune chance de succès.

Pour la politique américaine, la Grèce de Papadopoulos commençait à ne plus être rentable. Malaise dans la marine de guerre grecque, chez certains corps d'officiers fidèles au serment prêté au roi : l'armée grecque, plus préoccupée de politique que de réalités militaires, inquiétait le Pentagone. La tentative de libéralisation du régime en août 1973 s'était soldée par un échec. La droite classique, évincée du pouvoir en 1967, exigeait tout le pouvoir ou rien. Elle se savait être le seul recours de la politique américaine en vue d'une « normalisation » de la Grèce et, ne voulant pas se compromettre aux yeux du peuple par une collaboration avec la junte des colonels à bout de souffle, elle devint plus radicale, plus dure que la gauche dans ses critiques de Papadopoulos. Quant à la gauche et au centre gauche, atomisés, déchirés par des dissensions internes, vivant le mythe de la résistance efficace sous un régime totalitaire, stériles en projets sociaux et politiques, ils devenaient objectivement spectateurs des événements. La libéralisation du régime de Papadopoulos survint d'ailleurs au mauvais moment, à la veille de la guerre d'octobre, et elle pouvait, par des bouleversements imprévus, menacer la stabilité, même précaire, de la Grèce, donc de l'OTAN. Le coup d'Etat des généraux du 25 novembre 1973 était alors « inéluctable ». Si la junte des colonels avait néanmoins réussi à obtenir un certain appui d'une partie de la population, la junte des généraux se trouvait suspendue au-dessus d'un vide absolu. Inflation galopante, scandales financiers, persécutions et arrestations tous azimuts, remous dans l'armée, la situation s'effilochait de jour en jour. La junte des généraux, isolée, cloîtrée dans son ghetto politique, tenta alors le grand jeu nationaliste : « *Face à la Turquie, qui veut notre pétrole et qui nous menace, faisons l'unité nationale.* » Le fiasco fut total. Aucun élan populaire ne répondit à l'appel des généraux. Il leur fallait agir. La crise interne revêtait son expression externe : l'aventure chypriote.

L'accolade fraternelle Kissinger-Sadate sous le soleil chaud d'Egypte consacrait une des plus grandes victoires de la diplomatie américaine. A « chaud », le bouchon du Proche-Orient sauta, le problème était en voie de règlement. Dans les milieux politiques bien informés de Washington, on chuchotait que la question grecque était à l'étude. Information précieuse, qui circulait dans le monde politique grec de l'opposition. Mais personne cependant, en ce printemps de 1974, ne voyait comment un changement s'effectuerait en Grèce. M. Caramanlis ?... Son nom circulait depuis longtemps sans trop de conviction, et les suppositions les plus farfelues allaient bon train. La restauration de la démocratie au Portugal par une junte militaire enflamma les esprits des opposants grecs. Chacun parlait de textes de jeunes officiers grecs que personne d'ailleurs n'avait lus. Toutefois, quelque chose planait dans l'air...

Le 2 juillet, Mgr Makarios exige du gouvernement grec le retrait des six cent cinquante officiers grecs de la garde nationale. Dès l'annonce de cette nouvelle, diverses questions se posèrent :

— Mgr Makarios avait-il reçu préalablement des garanties américaines dans le cas où l'armée grecque interviendrait à Chypre ?

— A-t-il agi de sa propre initiative, évaluant avec précision le degré de pourrissement de la junte des généraux, et prévoyant sa chute à la suite d'une intervention militaire ?

— Ou plutôt, *probablement*, les Américains ont-ils tendu, par l'intermédiaire de Mgr Makarios, un piège aux généraux grecs afin qu'ils y tombent d'eux-mêmes, précipitant la décomposition du régime pour, à chaud, trouver une solution à la question grecque ? Et, faisant d'une pierre deux et même trois coups, se débarrasser par la même occasion du neutralisme de Mgr Makarios, pris lui aussi dans le piège du conflit armé ? Et, mettant fin au nationalisme de Mgr Makarios, porter par ricochet un coup à la diplomatie soviétique, qui ne semble pas encore se remettre de sa défaite diplomatique au Proche-Orient ?

— Et la Turquie ? Les Américains ne pouvaient pas ne pas escompter une intervention turque faisant suite à celle de la Grèce, même camouflée « juridiquement » comme une affaire intérieure à Chypre. Ainsi l'affrontement gréco-turc, par Chypriotes grecs interposés, permettra à chaud de régler le problème intercommunautaire et d'installer des hommes politiques raisonnables à Nicosie.

Il est impossible, pour l'instant, de dire avec certitude laquelle de ces variantes primait le 2 juillet. Certes, dans ce calcul politique, plusieurs inconnues entraient en ligne de compte :

— Le Pentagone permettrait-il une défaite militaire grecque à Chypre, lourde de conséquences sur le moral des officiers grecs, donc sur leur efficacité militaire désormais sapée par un esprit anti-américain ?

— Jusqu'où irait l'autonomie d'action du gouvernement turc, qui, dans le cas précis, ne peut agir sans prendre en considération les impératifs de l'OTAN ?

— La *défaite* des généraux ne risquait-elle pas de s'accompagner d'une explosion populaire incontrôlable et incontrôlée, en raison du *vide* politique qui régnait à Athènes ?

— Et les Chypriotes grecs, la résistance ? Le rôle soudain des communistes chypriotes, bien sages jusqu'alors, n'en serait-il pas accru ?

Mais en réalité les risques n'étaient pas aussi grands qu'ils apparaissaient. Un habile « dérapage contrôlé » ne suffit-il pas à éviter les obstacles *éventuels* d'une telle opération ? A partir du 2 juillet, l'opinion publique perplexe va assister à une cascade de paradoxes, de revirements spectaculaires, d'interprétations confuses.

La semaine folle

LE 15 juillet, les chars T-34 de la garde nationale chypriote commandée par les officiers grecs occupent les points stratégiques de Nicosie. Le palais présidentiel est attaqué, et les putschistes déclarent à la radio que Mgr Makarios a été tué. Un nouveau président est nommé : le ridicule Sampson. Mgr Makarios, le lendemain, déclare à la radio de Paphos qu'il est vivant et qu'il reprend le combat pour l'indépendance de Chypre devant l'opinion internationale.

Pour les Chypriotes grecs, partisans de Mgr Makarios, la situation est tragique. Combats inégaux et fratricides entre Grecs ? Sur ce point, l'explication des événements internes éclaire d'une autre lumière le défi lancé le 2 juillet par Mgr Makarios.

Pour l'ethnarque, l'épreuve de force, qu'il attendait, se situait à deux niveaux : interchypriote grec et, par l'intermédiaire des officiers grecs de la garde nationale, entre lui et la junte. Au premier niveau, les actions de l'EOKA II, aussi limitées qu'elles soient, appelaient une riposte que l'extrême gauche, qui se développait dans l'île, était prête à assumer. En attaquant l'EOKA II, ces groupes paramilitaires visaient en fait la junte, qui téléguidait l'EOKA. Impatients d'agir, ces groupes pouvaient échapper à tout contrôle gouvernemental. Une telle riposte contre l'EOKA II entraînerait alors au second niveau une réaction de la junte, débarquant à Chypre des troupes se présentant comme les sauveurs des Chypriotes grecs déchirés par une lutte fratricide. D'autre part, des pressions de plus en plus fortes étaient exercées sur Mgr Makarios pour qu'il agisse radicalement contre l'EOKA II. La position de l'ethnarque devenait de plus en plus instable, son autorité était en baisse. Une guerre civile entre Chypriotes grecs, même limitée, lui enlèverait toute possibilité d'ouverture vers la communauté turque. Pour Mgr Makarios, la responsabilité d'une guerre civile devait incomber exclusivement à la Grèce, et ainsi, affirmant son autorité, il jouerait le rôle de conciliateur : la junte perdant la face, responsable du sang versé, n'aurait aucun crédit aux yeux du monde, car elle restait son principal ennemi, contre lequel il allait diriger ses foudres à l'ONU, quelques jours plus tard, après son évasion. Ainsi l'objectif de Mgr Makarios coïncidait étrangement avec celui du département d'Etat qui prévoyait un règlement de la question grecque. Cette concordance d'intérêts confirme les hypothèses avancées plus haut et éclaire d'un jour différent la suite des événements.

Le samedi 20, à l'aube, des troupes turques débarquent à Chypre au moment où les forces des partisans de Mgr Makarios sont défaites. Des centaines et des centaines de partisans de l'ethnarque pénètrent dans la zone turque, allant vers les troupes turques, leurs alliées contre la junte. Revirement spectaculaire de la situation, suivi quelques heures plus tard par un autre revirement non moins spectaculaire, le retour des partisans de Mgr Makarios aux côtés de la garde nationale, cette fois-ci pour se battre contre les Turcs. A l'extérieur, quelques faits projettent un éclairage plus pénétrant sur les dessous de cette crise. Le Conseil de l'OTAN soutient Mgr Makarios et demande le retrait des officiers grecs. Les Turcs expriment à Mgr Makarios une sympathie non déguisée. Mgr Makarios lui-même, à l'ONU, ménage les Américains. Quant au département d'Etat, silence prudent, interprété de façon hâtive comme un soutien à la junte grecque. De même, les voyages Athènes-Ankara de M. Sisco sont interprétés comme un soutien à Athènes. En réalité, aucune déclaration *officielle* n'a implicitement ou explicitement exprimé un soutien quelconque à la junte des généraux. Au contraire, elle était condamnée par les Américains.

Ankara annonce le lundi matin qu'un coup d'Etat a eu lieu à Athènes. Athènes dément aussitôt. Ankara réitère, avec trop d'insistance pour que cette information soit dénuée de fondement. Il est évident qu'Ankara est au courant de ce qui se prépare à Washington. Couvre-feu à Athènes, communications téléphoniques interrompues, les rumeurs persistantes d'un coup d'Etat militaire circulent dans la capitale. La IIIe armée du général Davos marche sur Athènes. Des généraux vont-ils remplacer les généraux ? Cela fait trop théâtre de Karaghiose ! M. Sisco, dont la mission consistait à mesurer avec exactitude la rapidité de la décomposition de la junte et à freiner les ambitions des Turcs, trouva-t-il que la situation à Athènes était mûre ? La petite phrase de M. Kissinger sur les « *changements* » au sein du gouvernement grec tombe sur les téléscripteurs. Le même jour, à quinze heures, le cessez-le-feu prend effet à Chypre. Dans la matinée du 23, M. Sampson, vraie tête de turc de l'affaire, est remplacé par M. Clérides, chargé d'assurer l'intérim de la présidence à Chypre. Le 23 au soir, M. Caramanlis débarque à Athènes.

La poignée de main de MM. Denktash et Clérides, le 25 juillet, signifie plus qu'une réconciliation intercommunautaire. C'est la fin d'une page de l'histoire de Chypre. L'ethnarque devra quitter la scène politique. Son dessein nationaliste, et c'est une autre ironie de l'histoire, se fera sans lui mais, sans doute aucun, avec sa bénédiction. Chypre indépendante, mais dorénavant *engagée*, va intégrer tôt ou tard le dispositif de l'OTAN. Les premières informations sur les négociations de Genève laissent prévoir que la Turquie, un solide atout en main par sa présence militaire dans l'île, va introduire l'Amérique, directement ou indirectement, à la table des négociations. L'Angleterre a cette fois-ci définitivement terminé son rôle : le dernier anachronisme en Méditerranée du sud-est disparaîtra de la carte politique. Le grand perdant à Chypre, c'est l'AKEL (P.C.). Partisan inconditionnel de Mgr Makarios, le départ de l'ethnarque le prive de son rôle semi-officiel dans la vie gouvernementale de Chypre. M. Clérides, libéral de droite, fin politicien, le réconciliateur, installe ainsi son autorité sur les Chypriotes grecs et turcs traumatisés par cette guerre.

La Grèce fête la fin de la dictature. M. Caramanlis réalise l'objectif majeur de la droite grecque, sa condition pour réaccéder au pouvoir : ou tout, ou rien. Mais cette droite s'est épurée de son provincialisme, le séjour en Europe occidentale de nombre de ces politiciens leur a donné l'occasion de connaître le fonctionnement d'une démocratie occidentale. Une jeunesse grecque avide de savoir, de grands desseins, d'ouvertures sur le monde, se découvre. La Grèce est-elle au seuil de sa modernité ?

Sur le plan international, les paradoxes ne sont pas moins grands. L'U.R.S.S. s'est montrée particulièrement discrète tout au long de la crise. Ses problèmes économiques sont-ils aussi graves, la relève de certains de ses dirigeants aussi difficile pour que sa diplomatie soit aussi timide ? Un vingtième congrès ne pointe-t-il pas à l'horizon ? Les Etats-Unis ont réalisé à leur profit, une fois de plus, à chaud, le déblocage d'une situation inextricable. Comme jamais auparavant, la présence américaine est solide dans cette région du monde.

Ah ! On allait les oublier : les morts à Chypre... Dear Henry !

ILIOS YANNAKAKIS.

LA STRATÉGIE NAVALE DES ÉTATS-UNIS APRÈS LE VIETNAM

Une application de la doctrine Nixon : la nouvelle diplomatie de la canonnière

Par MICHAEL T. KLARE *

LORSQUE le président Nixon ordonna, le 25 octobre dernier, la mise en état d'alerte mondiale de l'armée américaine, un des premiers gestes du Pentagone fut d'envoyer une flotte de guerre, autour du porte-avions *Hancock*, dans le golfe Arabo-Persique. Cette « démonstration de force » visait à impressionner les régimes locaux en témoignant de la puissance militaire des Etats-Unis. Sans la lier officiellement à l'embargo sur le pétrole des pays arabes, les porte-parole du Pentagone présentèrent la mission du *Hancock* comme un signe de la volonté des Etats-Unis de faire face à toute menace dirigée contre les intérêts occidentaux — pétroliers en particulier — dans la région stratégique de l'océan Indien et du Golfe. Pour ceux qui ont étudié l'histoire de la région, cette incursion n'était pas sans rappeler le rôle impérial qu'y jouèrent jadis les Britanniques grâce aux bâtiments de guerre de la Royal Navy. En envoyant le *Hancock* dans ces parages, le Pentagone manifestait son intention de faire de l'U.S. Navy une force « para-diplomatique » chargée d'intimider et de dissuader les gouvernements hostiles du tiers-monde.

Pour la plupart de ceux qui ont grandi dans l'ère nucléaire, il peut paraître anachronique de placer à ce niveau la volonté d'épater. Pourtant, les changements récents intervenus dans l'équilibre des forces au niveau planétaire — du fait de l'échec américain au Vietnam et du renforcement de puissances rivales — ont conduit la Maison Blanche à accélérer les constructions navales et à poursuivre une politique agresaive dans les zones maritimes stratégiques. La marine a dépensé 3,9 milliards de dollars à la construction de nouvelles unités au cours de l'année fiscale 1974 — soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente, et la somme la plus importante jamais affectée à ce poste depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les dépenses totales de la marine (27,5 milliards de dollars en 1974) dépassent de beaucoup celles des autres armes. Les amiraux Thomas Moorer, ancien président des chefs d'état-major interarmes, Elmo R. Zumwalt, chef des opérations navales (1970-1974), et James L. Holloway, le nouveau chef de la marine, jouent un rôle croissant dans la définition de la politique de sécurité nationale. L'amiral Zumwalt (qui a accordé récemment une interview exclusive à la revue *Playboy*) a même laissé entendre qu'en raison des revers subis par les autres armes la marine et le corps des « marines » (fusiliers marins) « *pourraient être les seules forces utiles* » dans des conflits futurs (1).

Les nouveaux impératifs stratégiques

POURQUOI cette insistance nouvelle sur la puissance navale ? Elle procède d'abord d'une révision de la doctrine stratégique américaine rendue nécessaire par l'échec de l'engagement au Vietnam et par les modifications de la situation militaire mondiale.

L'appareil de guerre américain a été fortement malmené au Vietnam : pendant qu'un corps expéditionnaire moderne de cinq cent mille hommes était immobilisé par moitié moins de paysans en armes, des millions de personnes s'engageaient dans le mouvement contre la guerre et bien d'autres commençaient à remettre en question les postulats de base de la politique étrangère des Etats-Unis. Dès le début de l'ère post-vietnamienne, la défense doit tenir compte de diverses contraintes :

— Le public américain ne se laissera pas facilement convaincre de laisser l'armée de terre s'engager dans une guerre de contre-guérilla prolongée en Asie ;

— Les problèmes intérieurs préoccupants, l'inflation galopante, l'énorme déficit de la balance des paiements, laissent penser que les programmes de la défense obtiendront relativement moins de crédits fédéraux dans les années à venir :

— Le Pentagone a dû abandonner beaucoup de plans stratégiques impliquant l'utilisation de forts effectifs, car l'extension du mouvement antimilitariste et de la résistance des G.I. au racisme et à la répression ont considérablement réduit la combativité de nombreuses unités.

Mais le plus grave, finalement, c'est l'effondrement du consensus idéologique qui apportait un soutien populaire à toutes les mesures de la « guerre froide » fondées sur une opposition absolue à l' « expansion communiste ». Il ne suffit plus aujourd'hui, comme au temps de Berlin ou de la guerre de Corée, de brandir le spectre du communisme pour obtenir le soutien du public — et les crédits du Congrès — afin d'envoyer les troupes américaines à l'étranger.

La conscience du public américain, toute préoccupée par l'engagement dans le conflit indochinois, ne se rendait pas bien compte des changements survenus ailleurs dans le monde. Le dégagement américain du Vietnam étant presque achevé, on peut à présent évaluer l'ampleur du réalignement des puissances intervenu ces dix dernières années. Pendant presque toute la période de « guerre froide », les Etats-Unis n'ont eu en face d'eux qu'une grande puissance, l'Union soviétique, et la plupart des crises internationales se définissaient en termes de rivalité Est-Ouest. Aujourd'hui, la plupart des observateurs s'accordent à dire qu'il s'est établi un équilibre multipolaire entre cinq puissances majeures : la Chine, le Japon, l'Europe occidentale, l'Union soviétique et, bien sûr, les Etats-Unis.

Cette évolution récente s'ajoute au fait que le jeu stratégique a changé. Les Etats-Unis disposent actuellement d'une puissance militaire supérieure à celle de toute autre puissance (ou d'une combinaison quelconque de deux ou trois puissances), mais ils doivent envisager la possibilité de se retrouver dans le camp des perdants à l'issue d'une redéfinition de l'équilibre planétaire des forces. L'Amérique ne peut plus espérer sortir victorieuse de *tous* les conflits armés où elle pourrait se trouver engagée, à moins d'envisager un holocauste nucléaire pour défendre *n'importe quel* gouvernement ou territoire qu'elle jugerait vital pour ses intérêts. « *Notre relative puissance militaire dans le monde a atteint son*

* Membre du North American Congress on Latin America à Berkeley (Californie), auteur de *War without end: American Planning for the next Vietnams* (Knopf, New-York, 1972).

(1) Elmo R. Zumwalt, Jr., « FY 1973 Military Posture and Budget of the U.S. Navy », communication devant la commission des forces armées du Sénat, communiqué de presse du ministère américain de la défense, 1972, p. 30.

apogée et décline aujourd'hui, constate l'amiral Moorer. *Nous n'avons plus cette confortable supériorité stratégique qui nous a permis dans le passé de défendre nos intérêts dans le monde avec une marge de sécurité absolue. A l'avenir, nous devrons manœuvrer avec une grande précision et calculer nos risques prudemment* » (2).

Le dilemme auquel les stratèges américains se trouvent confrontés se complique du fait que, malgré leur échec à rendre viable le gouvernement inféodé de Saigon, les Etats-Unis sont toujours partie prenante à la survie de nombreux autres régimes pro-américains du tiers-monde. Ces gouvernements suscitant le mécontentement populaire en refusant d'accéder à la revendication d'un développement national indépendant, il est clair que la nécessité d'une aide militaire américaine se fera toujours sentir.

Le "profil bas" de la doctrine Nixon

POUR tenter de surmonter ces contradictions, Washington n'a rien trouvé de mieux que le « profil bas » de la doctrine Nixon. On a beaucoup débattu sur le sens précis de cette nouvelle politique. Toutefois, il est acquis qu'elle implique le déploiement des forces aéronavales américaines — en particulier les porte-avions — chaque fois que les troupes terrestres d'un gouvernement allié seront menacées d'effondrement (comme ce fut le cas lors de l'offensive du F.N.L. au Vietnam du Sud en mai 1972). A une plus vaste échelle, la stratégie du « profil bas » appelle la mise en place d'un corps expéditionnaire mobile, autonome, qui pourrait être déployé rapidement en cas d'urgence, jouer un rôle décisif pendant un court laps de temps, puis quitter le terrain avant le réveil de l'opinion publique. Selon l'amiral Zumwalt, « *en cas d'engagement militaire outre-mer* [une telle stratégie] *nous oblige, pour soutenir les armées de nos alliés menacés, à utiliser des services à haut degré de technologie et d'investissement en capital, comme les forces aéronavales* ».

Ces nouvelles conceptions stratégiques vont dans le sens du développement prioritaire d'une force navale puissante. Les partisans de la marine, de leur côté, ne manquent pas d'arguments allant dans le même sens. Tout d'abord, ils soulignent que les sous-marins nucléaires porteurs de missiles *Polaris* constituent désormais la force de représailles stratégiques la plus efficace, surpassant les missiles balistiques intercontinentaux et les bombardiers stratégiques, plus vulnérables. Ensuite, la montée du sentiment nationaliste dans les pays développés comme dans les pays sous-développés rend de plus en plus délicat le maintien de troupes ou de bases aériennes à l'étranger, tandis que les forces navales, étant maintenues en mer, ne suscitent pas de telles préoccupations. Mais le plus important peut-être est la question des matières premières et du carburant : les Etats-Unis sont de plus en plus dépendants des sources d'approvisionnement étrangères et doivent en particulier accroître leurs importations de pétrole — surtout en provenance du Proche-Orient. L'amiral Zumwalt prévoit que, en 1985, l'Amérique devra importer quelque 12 millions de barils de pétrole par jour. « *Cela exigera de plusieurs centaines à un millier de tankers (...) entièrement affectés à la livraison de pétrole aux Etats-Unis. Le potentiel de coercition des Etats-Unis, avec ou sans alliés, que suppose une telle situation, est proprement inquiétant.* » Sans une marine puissante, estime l'amiral, « *nous ne pouvons rationnellement commercer, honorer nos traités ni déployer nos forces à l'étranger* » (3).

En dernière analyse, la marine doit renforcer son potentiel parce qu'aucune autre arme n'est en mesure d'accroître les possibilités d'intervention politique des Etats-Unis à l'étranger tout en réduisant le déploiement effectif des forces américaines sur le sol étranger — but que s'est fixé l'administration Nixon. En maintenant une importante force navale dans des zones stratégiques telles que l'océan Indien ou la partie orientale de la Méditerranée, la Maison Blanche espère dissuader les autres pays de porter atteinte aux intérêts américains vitaux, tout en évitant de coûteux et impopulaires engagements au sol tels que la très contestable intervention au Vietnam.

De hauts responsables de la défense font valoir que l'association marine-« marines » assure un « *mélange optimum* » de force de dissuasion et de capacité d'intervention : les forces navales peuvent intervenir rapidement lorsqu'une crise se développe, fournir une puissante capacité d'assaut aérien et terrestre, puis se retirer tout aussi rapidement lorsqu'elles ne sont plus requises. « *En l'absence d'une véritable infanterie d'attaque,* écrivait en 1972 le commandant des « marines », Robert C. McFarlane, *la collaboration de la marine et du corps des « marines » assurant une présence constante en mer de forces prêtes à l'action est la plus capable, en toute logique, de démontrer de façon tangible la détermination des Etats-Unis à tenir leurs engagements en matière de défense, que ce soit en restant en mer ou en débarquant pour affronter l'adversaire. Sans intervention physique, cette présence peut fournir une riposte immédiate à toute situation nouvelle quelle qu'en soit la gravité* » (4).

Les atouts de la marine

D'AUTRES arguments militent en faveur d'un rôle accru de la marine :

— Seule la collaboration marine-« marines » permet de mettre sur pied, en tout point du globe, dans les heures suivant le début d'une crise, des troupes armées, prêtes au combat et soutenues par l'aviation. On l'a vu en mai 1972, lorsque quatre porte-avions américains servirent de bases à des attaques aériennes ininterrompues contre le Vietnam du Nord. L'amiral Zumwalt appelle cette faculté « *l'antenne de la puissance américaine outre-mer* » : « *Nous pensons en l'occurrence*, a-t-il précisé, *à nos grands porte-avions dont les appareils sont capables de frapper à près de 1 000 kilomètres à l'intérieur des terres pour appuyer nos forces terrestres ou des forces terrestres alliées ; à notre corps de « marines » convoyé par ses forces amphibies ; à la marine marchande enfin, qui fournit de quoi alimenter et maintenir indéfiniment la puissance militaire américaine à des milliers de kilomètres de nos rivages selon la volonté de nos dirigeants nationaux* » (5) ;

— Les forces amphibies de la marine sont basées en mer et ne peuvent donc être expulsées par un régime nationaliste étranger, comme ce fut le cas en 1970 pour les bases aériennes américaines en Libye. « *Dans certaines situations,* fait valoir l'amiral Zumwalt, *la force navale (...) est la seule capable d'intervenir rapidement et efficacement sans avoir à dépendre de bases avancées, de droits de survol ou d'atterrissage ou de toute autre facilité requérant le consentement d'Etats souverains* » (6) ;

— La force navale est un instrument d'intimidation voyant contre une puissance locale ; elle permet des « *démonstrations de force* » sans engager les troupes américaines sur le terrain (comme en témoigne la mission du *Hancock* en 1973). Selon l'amiral Zumwalt, « *notre mission consiste à manifester une présence outre-mer suffisamment visible et puissante pour qu'un adversaire éventuel, votre un allié, soit convaincu que s'en prendre à nos intérêts vitaux outre-mer ou à ceux de nos alliés, ce serait risquer un affrontement avec la puissance armée américaine* » (7). Cela vaut tout particulièrement pour les territoires anciennement colonisés du tiers-monde, où les forces navales ont traditionnellement servi à représenter et à protéger les intérêts des puissances impériales. « *Pour le ressortissant d'une société technologiquement moins développée,* notait Zumwalt en 1972, *rien ne vaut la visite d'un destroyer sur pied de guerre* » (8).

Bien que la plupart des spécialistes reconnaissent qu'une puissante force navale est indispensable si l'on veut atteindre les objectifs-clés de l'ère post-vietnamienne, la flotte américaine actuelle est plus réduite qu'elle ne l'a jamais été depuis le début de la guerre de Corée. Pour disposer des fonds nécessaires à la construction de bâtiments de guerre modernes, la marine s'est efforcée de réduire les dépenses d'entretien en retirant de la circulation nombre d'unités datant de la seconde guerre mondiale. De sorte que la flotte active qui, pas plus tard qu'en 1968, comptait neuf cent soixante-seize unités combattantes majeures, n'en comporte plus désormais que cinq cent huit, chiffre qui ne sera pas dépassé avant quelques années au moins. Cette flotte souffre également de désuétude technologique : de nombreuses unités, équipées d'un armement traditionnel, sont devenues vulnérables aux missiles mer-mer tels que le *Styx* soviétique, qui peut être tiré de petits patrouilleurs ou de sous-marins difficiles à localiser. (L'efficacité de ces missiles a été prouvée en 1967 lorsqu'un *Styx* lancé d'un patrouilleur égyptien a coulé le destroyer israélien *Elath*.) La disponibilité croissante de ces missiles permet aux plus petits pays du tiers-monde de doter leur marine d'une défense redoutable contre une attaque navale des grandes puissances.

Ce « déclin » de la puissance navale américaine inquiète particulièrement les stratèges de la défense car il coïncide avec un renforcement de la marine de guerre soviétique. L'expansion de celle-ci a été « spectaculaire », notait l'édition 1970-1971 de *Jane's Fighting Ships*, le guide qui fait autorité en matière de puissance navale. « *Il semble qu'une fois lancé, rien ne puisse arrêter son développement naval,* écrit Raymond Blackman, le maître d'œuvre du Jane's. *Ces dernières années, il ne s'est pas passé un an sans qu'apparaisse un nouveau type de croiseur lance-fusées ou de destroyer lance-missiles. Chaque année on a pu observer un nouveau modèle de sous-marin* » (9).

Comment s'est manifesté cet essor des constructions navales soviétiques ?

— Entre 1967 et 1973, l'U.R.S.S. a sorti près d'une douzaine de nouveaux modèles de bateaux de guerre, y compris les porte-aéronefs accueillant des hélicoptères de type *Moskva* et *Leningrad* équipés de lance-missiles, des croiseurs à missiles téléguidés de la classe du *Kara* et du *Kresta*, ainsi que des sous-marins à missiles balistiques de type *Yankee* et *Delta* (10).

— Fin 1973, l'Union soviétique a lancé son premier porte-avions, le *Kiev*, bâtiment de 40 000 tonneaux. Bien qu'il ne soit pas entièrement aponté comme le *Forrestal* ou d'autres porte-avions de combat américains, le *Kiev* pourra accueillir des avions V/STOL (ADAC/ADAV : avions à décollage-atterrissage court/vertical), ce qui « *libérera les forces navales soviétiques de leur totale dépendance à l'égard des appareils basés au sol* » (11).

— En 1973, pour la première fois dans l'histoire, du fait des déploiements navals soviétiques et du retrait d'unités américaines désuètes, le nombre de grosses pièces de la marine soviétique en surface (deux cent vingt et une) a dépassé celui des Etats-Unis (le nombre d'unités sous-marines soviétiques dépasse celui de la flotte américaine depuis les années 50) (12). (Voir le tableau comparatif des puissances navales américaine et soviétique.)

Les responsables américains de la défense ont rapporté ces développements en termes de plus en plus alarmants. L'amiral Moorer déclarait en 1972 devant la commission des forces armées du Sénat : « *La croissance continue des possibilités navales soviétiques, comparée à la nôtre, est un souci majeur pour tous les chefs d'état-major. La marine soviétique a déjà un rayon d'action mondial. Ses bateaux manœuvrent désormais en permanence dans l'Atlantique, dans le Pacifique, dans l'océan Indien et de plus en plus dans la mer des Caraïbes. A moins d'accélérer la modernisation de notre propre flotte, les Soviétiques vont contester de plus en plus notre contrôle des mers dans les régions maritimes indispensables au succès de notre stratégie de défense avancée et même dans des zones proches de nos côtes* » (13). Deux ans plus tard, en février 1974, l'amiral Zumwalt informait la même commission sénatoriale que « *les Soviétiques sont en mesure d'empêcher des manœuvres américaines dans certaines régions... Nos capacités navales ainsi que certaines tâches que nous nous verrions contraints d'effectuer pourraient être fortement réduites en de nombreuses occasions* » (14).

Ces cris d'alarme ont été repris et amplifiés dans la presse, au point que certains commentateurs n'hésitent pas à dire que les Etats-Unis vont devoir faire face à un effort concerté des Soviétiques en vue de prendre le contrôle des hautes mers. Ainsi, dans un article intitulé « *La marine rouge veut s'imposer à la première place* », *U.S. News and World Report* notait en mars 1973 : « *De nombreux spécialistes américains de la défense sont convaincus que la Russie a mis en route un plan d'ensemble pour le contrôle des principales voies maritimes du globe* » (15). Il n'est pas jusqu'à *Newsweek* qui indiquait, en décembre 1973, que « *le spectre d'une flotte soviétique puissante en travers des routes commerciales du monde et patrouillant ses points chauds est nouveau et ne laisse pas d'inquiéter de nombreux stratèges américains* » (16).

Si nul ne peut contester l'importance du développement naval soviétique, on a pu cependant accuser la marine américaine d'exagérer la gravité de la menace navale soviétique afin de se faire attribuer une part plus substantielle des responsabilités et des crédits de la défense. En fait, il n'est guère difficile de percevoir qu'une campagne soigneusement orchestrée tente d'accréditer l'idée d'un « *retard naval* » analogue au prétendu « *retard des bombardiers* » des années 50 et au « *retard des missiles* », tout aussi imaginaire des années 60. En mai dernier, dans une dramatique intervention « de la onzième heure » propre à enflammer les passions au Congrès, l'amiral Zumwalt affirmait que « *la cote d'alerte* (était) *dépassée* » et que la marine soviétique était désormais en mesure de dominer la flotte américaine en mer. La « *capacité de l'Union soviétique de nous interdire l'accès des voies maritimes, qui est son but, est plus grande que notre capacité de maintenir ouvertes ces voies maritimes, qui est notre but* », déclarait-il à des journalistes du *New York Times* (17). Le groupe de pression qui mène une campagne énergique au Congrès en faveur de l'attribution de crédits supplémentaires à la marine s'empressa de faire écho à cette mise en garde.

Des "dépenses extravagantes"

TOUTEFOIS, l'opinion de l'amiral Zumwalt sur l'équilibre naval mondial est loin de faire l'unanimité. Ainsi, le sénateur William Proxmire, adversaire de longue date d'un accroissement intempestif des dépenses pour la défense, a vigoureusement critiqué l'évaluation que fait le Pentagone de la puissance navale soviétique. Après une analyse solidement étayée des capacités navales américaines et soviétiques, il conclut que « *les Etats-Unis dominent l'Union soviétique dans presque tous les secteurs navals majeurs, et les programmes en cours nous maintiendront en tête* ». S'appuyant sur des renseignements fournis par l'amiral Gene La Rocque, qui dirige l'indépendant Centre d'information sur la défense, le sénateur Proxmire note que les nouveaux croiseurs soviétiques sont en fait plus petits que les destroyers américains et que l'importante flotte sous-marine soviétique manque notoirement d'appareils à propulsion nucléaire et n'arrive pas, de ce fait, à la hauteur de la flotte américaine. Il laisse également entendre que les déclarations du Pentagone sur la puissance navale soviétique comportent souvent des « *informations partiales ou incomplètes* » destinées à tromper le public (18).

Le scepticisme du sénateur quant aux thèses alarmistes de la marine est partagé par d'autres spécialistes, dont certains travaillent d'ailleurs au Pentagone. L'officier de réserve de la marine, Robert Waring Herrick, auteur d'une étude magistrale sur la stratégie navale soviétique, écrit que « *l'absence totale dans la marine de guerre soviétique de vecteurs de forces offensives constitue une différence qualitative fondamentale, qui exige que nous restions sur le plan de la défensive en matière de stratégie navale* » (19).

Cette opinion est partagée par le secrétaire d'Etat à la défense lui-même, M. James R. Schlesinger, qui qualifie d' « *alarmistes* » les déclarations de Zumwalt et d'autres dirigeants de la marine quant à une éventuelle supériorité navale de l'U.R.S.S. sur les Etats-Unis. Dans un rapport confidentiel du département de la défense, parvenu subrepticement au *New York Times*, M. Schlesinger fait remarquer que la marine soviétique est handicapée par ses vieilles unités, construites dans les années 50, tandis que les Etats-Unis ont actuellement en chantier des douzaines de bâtiments de guerre modernes qui leur assureront la domination des mers pendant des décennies encore (20).

En dépit de ces notes discordantes, la marine a largement réussi à rallier le Congrès à ses thèses. Les crédits pour la construction navale sont passés de 1,2 milliard de dollars en 1968 à la somme record en temps de paix de 3,9 milliards de dollars pour l'année fiscale 1974 — soit trois fois plus ! Selon D.M.S. Inc., société privée spécialisée dans l'information sur les marchés pour la défense, la flotte de combat des Etats-Unis s'accroîtra de plus de deux cents unités majeures dans les dix prochaines années, pour une somme qu'on évalue à 50 milliards de dollars (21).

Afin d'adapter les forces de la marine aux tâches de l'ère post-vietnamienne, les chantiers navals accélèrent la mise au point de navires d'un type totalement nouveau, en même temps que la modernisation des unités existantes. Ils testent des profils de coque et des systèmes de propulsion révolutionnaires pour les bateaux de guerre de demain. Aiguillonnée par le Pentagone, l'industrie navale adopte graduellement les techniques de production et les innovations technologiques de l'industrie aérospatiale. Après des années d'hésitation et de contraintes budgétaires, la marine est désormais prête à lancer une nouvelle génération de bateaux de guerre.

Selon les détails fournis en février 1974 par l'amiral Zumwalt et par le secrétaire à la marine, M. John W. Warner, le budget de la défense pour l'année fiscale 1975 prévoit l'attribution de fonds à la construction de trente nouveaux navires de guerre — plus de deux fois le montant alloué au cours de l'année fiscale 1974. Contrairement aux précédents programmes qui mettaient l'accent sur l'acquisition de grosses unités lourdement armées, le nouveau budget prévoit un grand nombre de patrouilleurs et d'escorteurs d'assez faible tonnage, équipés d'un armement léger et destinés à contrer les menaces ennemies sur le trafic maritime des forces américaines et de l'OTAN.

Parmi les bateaux qui seront construits pendant l'année fiscale 1975 figurent :

— Deux sous-marins porteurs de missiles balistiques *Trident* ;

— Quatre patrouilleurs-hydrofoils (PHM) lance-missiles ;

— Un porte-avions pour appareils V/STOL (le *Sea Control Ship*, 15 000 tonneaux) ;

— Sept destroyers équipés de lance-missiles de type *Spruance* ;

— Sept frégates de patrouille (PF) ;

— Trois sous-marins nucléaires d'assaut type SSN-688 (22).

1974 verra également le lancement de plusieurs grosses unités de combat en chantier depuis plusieurs années, y compris le porte-avions d'assaut *Nimitz*, de 95 000 tonneaux, et le *Tarawa*, le premier navire d'assaut porte-hélicoptères pour les « marines ». En outre, si les solutions du secrétaire à la défense, M. James Schlesinger, sont adoptées, la marine entreprendra des études en vue de lancer une nouvelle génération de bateaux de combat dans les années 80 : le CVX, un porte-aéronefs de taille moyenne qui devrait coûter beaucoup moins cher que les vaisseaux du type *Nimitz*, lesquels reviennent à 1 milliard de dollars l'unité ; le DSX, un escorteur de 2 000 tonneaux fondé sur le principe du SES (Surface Effect Ship, ou bateau sur coussin d'air), et un nouveau sous-marin équipé de lance-missiles balistiques qui prendrait la succession des *Trident*. Bien que le Congrès n'ait pas encore accordé les crédits nécessaires à l'un ou à l'autre de ces projets, il est clair que la marine a déjà commencé d'en dresser les plans (23).

Une "marine à 100 nœuds" ?

IL n'est pas possible ici de donner le détail de chacun de ces nouveaux bâtiments ; du moins la présentation des vaisseaux les plus importants et les plus novateurs permet-elle de se faire une idée d'ensemble de ce que sera la « marine de demain ».

CVN-70 : L'amiral Zumwalt a déclaré au Congrès en 1972 que l'acquisition d'un quatrième porte-avions à propulsion nucléaire, le *CVN-70*, avait la priorité absolue dans le budget de la marine pour 1973-1974. Actuellement en construction aux nouveaux chantiers navals de Newport, ce porte-avions de la classe du *Nimitz*, qui coûtera 1 milliard de dollars, sera le plus puissant de tous les navires de guerre lors de son lancement vers la fin des années 70. En réponse aux critiques du Congrès selon lesquelles le *CVN-70* ne justifierait pas d'aussi extravagantes dépenses, Zumwalt soulignait que « *sans lui, nous écarterions toute possibilité de supériorité navale à la fin des années 70 et dans les années 80* » (24).

LHA : L'USS Tarawa (LHA-1) est le premier navire de guerre américain spécialement conçu pour les opérations de débarquement héliportées des « marines ». Ce mini-porte-avions de 40 000 tonneaux pourra transporter un contingent de deux mille « marines », équipement et véhicules compris, ainsi que des hélicoptères de transport de troupes et des bateaux de débarquement amphibies. Litton Industries' Ship Systems Division doit entreprendre la construction de cinq *LHA*, pour un coût estimé à 170 millions de dollars l'unité. Ces « garnisons flottantes » seront stationnées près des points chauds potentiels de la Méditerranée, de la mer des Caraïbes, du Pacifique et de l'océan Indien, où elles seront disponibles pour des « interventions instantanées » dans les pays du tiers-monde en éruption (25). Lorsque le *Tarawa* deviendra opérationnel, écrivait en 1973 M. James Hessman, rédacteur en chef de *Sea Power*, les Etats-Unis seront « *pour la première fois en mesure de lancer une attaque aérienne et maritime coordonnée, concentrée, brutalement efficace et extrêmement rapide, à partir d'un seul bateau* » (26).

SES (Surface Effect Ship) : De tous les programmes de recherche, celui qui concerne l'application à la marine de guerre du système SES sera sans doute le plus intéressant à longue échéance. A l'inverse des autres navires, le SES n'a pas besoin de coque pour flotter ; il glisse à la surface de l'eau sur un coussin d'air sous pression. Il peut se déplacer à très grande vitesse (plus de 100 nœuds), même sur des mers démontées. L'apparition de tels navires, assurait l'amiral Zumwalt au Congrès en 1972, « *permet virtuellement de révolutionner la guerre navale* » (27). La marine a déjà construit deux prototypes SES de 160 tonneaux ; elle a annoncé qu'elle mettait à l'étude la construction d'un destroyer SES de 2 000 tonneaux. Bien que le système SES en soit encore au stade expérimental, les bureaux d'étude de la marine rêvent déjà d'une « marine à 100 nœuds » pourvue de SES lance-missiles, de SES d'assaut et de SES « mini-porte-avions » équipés de jets V/STOL (28).

Ces navires, ainsi que les autres bâtiments de guerre en cours de construction, donneront aux Etats-Unis une puissance maritime suffisante pour assurer à l'Occident la domination des mers pendant de longues années. Alors que la marine soviétique va pouvoir défier de plus en plus la flotte américaine dans les quelques zones couvertes par les forces aéronavales basées au sol, son manque de véritables porte-avions constitue une faiblesse fondamentale qui place les forces américaines en haute mer hors de portée des menaces soviétiques. La supériorité américaine en porte-avions et en sections d'assaut de *marines* laisse penser en outre que les Etats-Unis continueront d'employer les forces navales à des « démonstrations de force » agressives, voire coercitives, dans les voies d'eau essentielles du tiers-monde.

(Lire la suite page 8.)

LES FORCES NAVALES AMERICAINES ET SOVIETIQUES (1)

	Etats-Unis	U.R.S.S.
SOUS-MARINS	115	315
— porteurs de missiles balistiques	41	62
— autres	74	253
BATEAUX DE COMBAT EN SURFACE	174	221
— porte-avions	14	0
— porte-hélicoptères	0	2
— croiseurs	7	29
— destroyers équipés de missiles téléguidés	29	43
— destroyers de type classique	33	39
— frégates/escorteurs	91	108
PETITES UNITES DE COMBAT	23	1 200
— patrouilleurs	14	430
— dragueurs de mines	9	260
— autres bâtiments	0	510
BATEAUX AMPHIBIES	65	100
BATEAUX DE SOUTIEN	135	1 140
APPAREILS DE L'AERONAVALE (avions, etc.)	6 260	1 200
EFFECTIFS COMBATTANTS ET AUTRES	562 000	470 000

(1) Source : communiqué de presse du département d'Etat américain à la marine, 1er janvier 1974.

(2) Amiral Thomas H. Moorer, *United States Military Posture for FY 1975* (Washington, Département de la défense, 1974). Pour la définition de la nouvelle stratégie maritime américaine, voir aussi : Norman Polmar, « New Carrier Concepts and the CVN-70 », *Sea Power*, mars 1972, pp. 6-12 ; Lawrence Griswold, « The New CVN: An All-Purpose Carrier », *Armed Forces Journal*, février 1972, pp. 46-47, et Wynn V. Whidden, « The Case for the Carrier », *U.S. Naval Institute Proceedings*, juillet 1971, pp. 25-33.

(3) Zumwalt, *op. cit.*, pp. 3 et 31.

(4) Robert C. McFarlane, « At Sea — Where We Belong », *U.S. Naval Institute Proceedings*, novembre 1971, p. 38.

(5) Elmo Zumwalt, « The Navy Tomorrow », *Ordnance*, janvier-février 1972, p. 286.

(6) Zumwalt, « FY 1973 Military Posture », p. 22.

(7) Zumwalt, « Navy Tomorrow », p. 286.

(8) Elmo R. Zumwalt, Jr., communication devant le Conseil des affaires mondiales de Boston, communiqué de presse du département de la marine, 13 décembre 1972.

(9) Cité *in The Wall Street Journal*, 11 septembre 1970.

(10) Pour une information complète sur les capacités navales soviétiques, consulter l'édition 1973-1974 de *Jane's Fighting Ships* (McGraw-Hill, New-York, 1973).

(11) Amiral Moorer, *op. cit.*, p. 55.

(12) *Ibid.*, pp. 70, 73.

(13) Cité *in Congressional Record*, 25 mai 1972, p. S8422.

(14) Elmo R. Zumwalt, Jr., « FY 1975 Military Posture and Budget of the United States Navy », communication devant la commission des forces armées du Sénat, communiqué de presse du département de la défense, 19 février 1974, p. 3.

(15) « Red Navy: Aiming to Be Number 1 », *U.S. News & World Report*, 12 mars 1973.

(16) « Russia's New Naval Muscle », *Newsweek*, 3 décembre 1973, p. 51.

(17) *The New-York Times*, 14 mai 1974.

(18) *Congressional Record*, 25 mai 1972, pp. S8422-3.

(19) Robert Waring Herrick, *Soviet Naval Strategy* (U.S. Naval Institute Press, Annapolis, 1968), pp. 145, 149.

(20) *The New York Times*, 20 mai 1974.

(21) Cité *in Armed Forces Journal*, mai 1973, p. 15.

(22) Zumwalt, « FY 1975 Military Posture », pp. 6-10.

(23) L. Edgar Prina, « Schlesinger Details Plans for New Generation of Combat Ships », *Sea Power*, avril 1974, pp. 33-6.

(24) Zumwalt, « FY 1973 Military Posture », p. 20.

(25) Voir : James D. Hessman et Bernadine M. Kopec, « The Navy, the Marines and the Nation Take a Giant Step », *Sea Power*, novembre 1973, pp. 24-9, et Arthur T. McDermott et Fred H. Kruck, « LHA-1, The USS Tarawa », *Marine Corps Gazette*, mars 1974, pp. 23-8.

(26) Hessman et Kopec, « Giant Step », p. 24.

(27) Zumwalt, « FY 1973 Military Posture », p. 28.

(28) Voir : Larry Booda, « 100-Knot Navy », *Navy*, juin 1971, pp. 17-22 ; William D. Sturm et William G. Holder, « Future Water Transport », *Ordnance*, mars-avril 1972, pp. 395-9, et R.C. Truax, « Surface Effects Ships in the Surface Navy », *U.S. Naval Institute Proceedings*, décembre 1973, pp. 50-4.

(Suite de la page 7.)

Si l'on écarte l'éventualité pour la décennie à venir d'un échange nucléaire et d'une contre-guérilla prolongée, le développement effréné de la puissance navale américaine conduit à penser que la situation militaire la plus probable dans l'ère post-vietnamienne sera le conflit naval, avec ou sans intervention des *marines*. Le changement qu'apporte la défense à son appareil militaire à l'étranger en transformant ses bases terrestres en bases aéronavales et le renforcement des flottes des ennemis potentiels des Etats-Unis tendent à confirmer ce point de vue. En outre, la force navale américaine devient davantage un moyen d'intimidation vis-à-vis des nations plus faibles pour les dissuader de choisir une politique jugée contraire aux intérêts américains.

Si de telles opérations peuvent être éventuellement efficaces à court terme, leur caractère provocateur est tel qu'elles susciteront autant de conflits qu'elles en éviteront.

Certes, l'utilisation agressive des forces navales représente une prestation efficace de ce que l'amiral Zumwalt appelle « *nos services à haut degré de technologie et d'investissement en capital* » : elles sauvegardent les intérêts américains à l'étranger à partir d'un faible investissement humain. Toutefois, comme de récents événements l'ont montré, une telle stratégie ne va pas sans des risques certains : les systèmes « *à haut degré de technologie et d'investissement en capital* » sont particulièrement vulnérables au sabotage, aux mutineries et aux grèves du personnel spécialisé qui les fait fonctionner. Ainsi, au plus fort de la guerre aérienne américaine contre le Vietnam en 1972, deux porte-avions ont été immobilisés pendant plusieurs mois par des dégâts provoqués, semble-t-il, par des marins révoltés. Dans le premier cas, le porte-avions *Forrestal* a été ravagé par un incendie qu'aurait allumé un marin de dix-neuf ans, causant pour 12 millions de dollars de dégâts, tandis que dans le second cas, le *Ranger* a dû faire relâche pendant trois mois pour réparer ses moteurs : quelqu'un avait jeté une clé et de gros boulons dans le système de commande du bateau... Divers sabotages — entretien défectueux, vol de pièces de rechange indispensables, incendies, etc., — ont mis des douzaines d'autres bâtiments hors de combat pour des périodes allant de quelques heures à plusieurs semaines (29). Aussi longtemps qu'il y aura un seul homme d'équipage mécontent de ses officiers ou de la marine en général, aucun navire ne sera à l'abri de tels désordres internes.

Les conflits raciaux ont joué un rôle dans l'immobilisation de certains gros bâtiments de guerre : en octobre 1972, quarante-six marins ont été blessés à bord du porte-avions *Kitty Hawk* (alors ancré au large de la côte vietnamienne) lorsque des *marines* ont dû intervenir pour séparer des marins noirs et blancs qui en étaient venus aux mains. Peu après, un grand nombre de marins noirs ont organisé une grève sur le tas à bord du porte-avions *Constellation* ; la situation était si tendue que le capitaine a jugé préférable de rentrer au port plutôt que de faire route vers le Vietnam comme prévu (30).

A la suite de cet incident, l'amiral Zumwalt a convoqué tous ses amiraux à Washington et s'est livré devant eux à une dénonciation sans précédent du système raciste en vigueur dans la marine (31). Une série de mesures ont été prises aussitôt pour réduire les tensions raciales : recrutement d'un plus grand nombre d'officiers de couleur (en 1971, sur les soixante-dix-sept mille officiers que comptait la marine, cinq cent dix-huit seulement étaient des Noirs) ; tenue de séminaires sur les relations raciales à bord de tous les bateaux ; nomination d'un plus grand nombre de Noirs aux emplois techniques requis (à bord de la plupart des unités, les Noirs travaillent dans la chambre des machines et effectuent les tâches ingrates, tandis que les Blancs occupent en général les postes qualifiés), et renvoi de quatre mille « indésirables » (32). En dépit de ces efforts, les relations raciales restent tendues à bord de nombreux bateaux. Selon Earl Caldwell, journaliste du *New York Times*, « *les sentiments de certains soldats noirs confinent à la mutinerie* » (33).

Même si les tensions raciales diminuent sur certains bateaux, combien de temps faudra-t-il pour éliminer tout vestige des préjugés et de la discrimination qui provoquent la colère des Noirs tant en mer que dans le pays ?

MICHAEL T. KLARE.

(29) *The New-York Times*, 6 novembre 1972. Voir aussi Larry Hendel et Sheila Western, « Sabotage in the U.S. Navy », *American Revort*, 16 juillet 1973.

(30) *The New York Times*, 6 novembre 1972 et 26 janvier 1973.

(31) *The New York Times*, 11 novembre 1972.

(32) *The New York Times*, 28 mai 1973.

(33) *Ibid.*

Les enjeux économiques et militaires de la conférence sur le droit de la mer

Par JEAN-YVES CHAPIN

Depuis le 20 juin, la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer rassemble à Caracas les délégués de cent quarante-sept pays en vue d'élaborer une nouvelle convention juridique internationale. L'enjeu principal est le contrôle des richesses des océans, pour lequel les pays du tiers-monde s'efforcent de faire valoir leurs revendications. Les grandes puissances, quant à elles, ne se préoccupent pas seulement de préserver leurs possibilités d'accès à des ressources dont on ne fait encore qu'entrevoir l'immensité : pour l'U.R.S.S. et les Etats-Unis en particulier, les impératifs de défense passent en priorité.

LES précédentes conférences sur le droit de la mer n'avaient pas permis d'arriver à un accord sur le problème primordial de la largeur de la mer territoriale. On peut toutefois déduire de l'article 24 de la convention de Genève relative à ce sujet et à la zone contiguë que cette largeur ne doit pas excéder 12 milles. L'article stipule en effet que la zone en question sur laquelle l'Etat peut exercer un certain contrôle dans les domaines fiscaux et douaniers « *ne peut s'étendre au-delà de douze milles à partir de la ligne de base qui sert de point de départ pour mesurer la largeur de la mer territoriale* ». Cependant, il ne s'agit pas là d'une règle juridique strictement établie, et bon nombre d'Etats refusent de la considérer comme une disposition prohibitive : l'extension de la mer territoriale au-delà de ces limites est devenue, ces dernières années, un phénomène de plus en plus courant. Mais, plus souvent encore, des pays appartenant principalement au tiers-monde ont préféré renoncer à cette solution pour instituer en revanche, au-delà de ces 12 milles, des « zones de pêche réservées » dont l'existence juridique n'est mentionnée par aucun traité international si ce n'est, sur le seul plan européen, par la convention de Londres du 9 mars 1964. Elles présentent toutefois l'avantage de ne heurter de front aucune règle de droit établie. Situées en marge du droit, les « zones de pêche réservées » constituent des solutions médianes par lesquelles les gouvernements peuvent exploiter dans leur propre et unique intérêt des portions accrues d'espace maritime sans toutefois proclamer d'une manière trop affirmée leur souveraineté sur ces espaces. L'Etat titulaire d'une « zone de pêche réservée » n'y dispose en fait que d'une compétence fonctionnelle limitée au seul domaine de la pêche.

Les propositions présentées par les Etats du tiers-monde à l'actuelle conférence du droit de la mer visent en quelque sorte à faire passer dans le domaine juridique la notion de « zone de pêche réservée ». Mais il ne s'agit plus seulement de pêche : il est question de faire reconnaître la souveraineté de l'Etat côtier, relativement à l'exploration et à l'exploitation des ressources biologiques et minérales, sur une portion des espaces marins adjacents à la mer territoriale.

Pendant longtemps, les pays du tiers-monde ont dû assister en témoins muets et impuissants à l'exploitation effrénée de leurs ressources halieutiques par les flottes beaucoup plus modernes des pays occidentaux, du Japon ou de l'U.R.S.S. Le véritable pillage auquel se livrent, au large des côtes péruviennes, des flottilles américaines précédées d'hélicoptères détecteurs et de bateaux radars n'a pas été étranger à la décision du Pérou d'étendre ses eaux territoriales ; les exemples de ce genre pourraient être multipliés, mettant en cause aussi bien le Japon que l'U.R.S.S. Ainsi la tendance que manifestent les pays du tiers-monde à étendre leurs droits sur les eaux adjacentes à leurs côtes trouvent-elles d'amples justifications.

En outre, au fur et à mesure du développement des techniques d'exploitation sous-marines, la mer s'affirme comme une source potentielle de matières premières des plus diverses. C'est ainsi que la zone côtière et le plateau continental renferment, d'après les sondages et recherches déjà effectués, du fer, de l'étain, des diamants, du soufre, des hydrocarbures et du gaz. Le produit de l'exploitation industrielle de ces diverses matières a représenté pour 1970, sur le plan mondial, plus de 6,5 milliards de dollars dont 6 pour les hydrocarbures et le gaz.

Là encore il s'agit, pour le tiers-monde, d'éviter que ces ressources minérales ne soient bientôt surexploitées par les pays plus développés, comme il en a été pour les ressources terrestres.

Les propositions concrètes avancées par les pays du tiers-monde pour assurer la sauvegarde des ressources situées au large de leurs côtes trouvent leur origine dans un projet présenté par le délégué du Kenya à la réunion annuelle du comité consultatif légal afro-asiatique tenue à Lagos au début de 1972. Elles tendent toutes à instaurer au-delà de la mer territoriale une « zone économique » réservée, tant dans son exploration que dans son exploitation, à l'Etat riverain. Une proposition formulée lors des travaux préparatoires de la conférence de Caracas par un groupe d'Etats du tiers-monde (Algérie, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Ile Maurice, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Tunisie, République unie de Tanzanie et Zaïre) définit avec une particulière clarté le concept nouveau de « zone économique » et les droits de l'Etat ayant établi une telle zone. Il y est affirmé que tous les Etats ont le droit d'instituer, au-delà de leur mer territoriale, une « zone économique » dont la largeur sera fixée en considération des ressources propres de chaque région et des droits des pays en voie de développement. Il est précisé, ainsi que dans la plupart des autres projets relatifs à l'instauration d'une « zone économique », que la largeur de cette zone ne saurait excéder 200 milles, ce qui revient en fait à reconnaître d'avance et à légitimer une telle étendue. En principe, les droits exercés par l'Etat riverain sur sa « zone économique » seront exclusifs, et aucun autre Etat n'explorera ou n'exploitera les ressources, vivantes ou non, renfermées dans cette zone sans la permission de l'Etat côtier. L'Etat riverain exercera la juridiction sur sa « zone économique », et les Etats tiers ou leurs ressortissants porteront la responsabilité des éventuels dommages résultant de leurs activités à l'intérieur de ces limites.

La « zone économique » présente donc pour les pays en voie de développement l'évident intérêt de leur permettre de se réserver le bénéfice de l'exploitation des ressources naturelles situées au large de leurs côtes. Elle leur apparaît comme une solution juste et nécessaire et se justifie d'autant plus facilement, en ce qui concerne le domaine de la pêche, que la surexploitation des eaux situées au-delà de la mer territoriale par des bateaux étrangers provoque inévitablement la disparition du poisson à l'intérieur des eaux territoriales elles-mêmes. Quant aux ressources minérales, les pays en voie de développement veulent avant tout éviter le pillage des richesses situées au large de leurs côtes, comme ils l'ont fait ces dernières années dans le secteur de la pêche.

La liberté de manœuvre des deux Grands

LES Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont joué un rôle non contestable dans la surexploitation des richesses naturelles renfermées dans les eaux situées au-delà des côtes des pays du tiers-monde. Leur manque d'enthousiasme face aux propositions des pays en voie de développement ne saurait donc surprendre. Il n'en reste pas moins que les préoccupations qui motivent leurs positions sont d'ordre principalement militaire.

Ce serait un lieu commun de rappeler que, depuis quelques années, les Etats-Unis et l'Union soviétique intensifient le déploiement de leurs forces navales sur les océans, et notamment en Méditerranée. Depuis 1964, année où la crise de Chypre prenait toute son ampleur, l'U.R.S.S. déploie régulièrement ses forces en Méditerranée afin d'apporter une riposte à la présence dans ces eaux de la VIe flotte américaine et des sous-marins Polaris. En outre, les forces navales soviétiques effectuent, depuis 1968, de fréquentes visites dans l'océan Indien. Selon les observateurs militaires occidentaux, soixante et onze navires et sous-marins soviétiques ont pu être détectés dans cette région du monde pendant la période 1968-1971. Des forces soviétiques détachées du port de Sébastopol croisent fréquemment au large du cap de Bonne-Espérance afin de protéger les opérations des bateaux de pêche russes qui opèrent dans les eaux très poissonneuses situées de part et d'autre de ce cap. L'U.R.S.S. a pu ainsi obtenir, à l'entrée de l'océan Indien, quelques implantations intéressantes, notamment dans l'île de Socotra, appartenant à la République démocratique du Sud-Yémen, et, en Somalie, dans le port de Berbera et à Berikao. L'intensification de la présence soviétique en Méditerranée a entraîné la décision de Londres et de Washington d'installer une base pour les forces navales et aériennes américaines et britanniques à Diégo-Garcia, petit atoll de l'archipel Chagos, situé au sud des Maldives à 1 600 kilomètres de l'extrême pointe du sous-continent indien, et qui fait partie du BIOT (Territoire britannique de l'océan Indien).

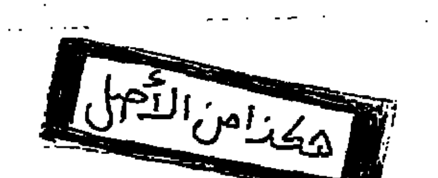
La flotte militaire soviétique peut actuellement être estimée à sept cent soixante-dix unités, dont cent quatre-vingt-quinze se trouvent dans le Pacifique, cent trente-six dans la mer Noire, cent soixante-sept dans la Baltique et deux cent soixante-douze dans l'Atlantique nord. La flotte américaine, quant à elle, compte cent vingt-six unités dans l'Atlantique nord et vingt-deux en Méditerranée. Si l'on ajoute l'ensemble des forces de l'OTAN, les chiffres passent respectivement à trois cent soixante et une unités et cent cinquante-huit unités (1).

L'examen des programmes de développement militaire des deux pays montre que le déploiement des forces maritimes américaines et soviétiques s'intensifiera encore dans les années à venir. Le programme fédéral pour les océans élaboré par l'administration de M. Nixon pour l'année 1975 prévoit d'affecter plus de 97 millions de dollars au secteur de la défense. L'effort portera notamment sur la construction de dix sous-marins Trident porteurs de missiles balistiques intercontinentaux. En U.R.S.S., l'amiral Sergei Gorshkov, commandant en chef de la flotte soviétique, insiste sur la nécessité d'accroître la puissance navale de l'U.R.S.S. Ses opinions ont rencontré un écho certain, et l'on sait que, le 18 janvier dernier, dans un discours prononcé à Kazan, le maréchal Gretchko, ministre de la défense, se faisait l'apôtre énergique d'un renforcement de la puissance militaire soviétique. La construction navale militaire de l'U.R.S.S. est actuellement orientée vers de nouveaux croiseurs dotés de missiles à long rayon d'action pouvant atteindre des objectifs jusqu'à 4 000 milles.

La stratégie maritime développée par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. exige, pour sa mise en œuvre, une liberté de navigation maximale dans les mers, en particulier dans les détroits. La fermeture du détroit de Bab El-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, lors du dernier conflit israélo-arabe, illustre avec une suffisante acuité l'importance de ce problème des détroits. Or cette liberté de navigation dans les détroits paraît menacée en premier lieu par les projets des Etats du tiers-monde visant à instaurer au-delà des mers territoriales des « zones économiques » soumises à la juridiction des Etats souverains. La liberté de survol au-dessus des détroits risque également d'être mise en cause, et du même coup les possibilités de manœuvre des forces aériennes. Les pays en voie de développement estiment quant à eux que l'application pure et simple du régime du « droit de passage inoffensif » établi par la convention de Genève sur la mer territoriale donne aux grandes puissances des garanties suffisantes. Mais les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont plus sceptiques. Il est en effet expressément stipulé dans cette convention que le droit de passage inoffensif peut être suspendu par l'Etat côtier pour des raisons de sécurité. Dès 1969, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. avaient élaboré un avant-projet de convention internationale relatif à la liberté de circulation dans les détroits. En contrepartie du droit reconnu à tout Etat d'étendre à 12 milles ses eaux territoriales, il était prévu de maintenir un couloir de haute-mer caractérisé par une totale liberté de navigation et de survol dans les détroits internationaux ne faisant l'objet d'aucun traité particulier et dont les eaux territoriales risquaient de se trouver dans leur totalité sous la souveraineté des Etats riverains. Un projet analogue a été soumis en 1971 par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. au comité de l'ONU sur les fonds marins, sans toutefois déboucher sur des mesures concrètes.

Le problème de la liberté de navigation dans les détroits demeure ainsi une des bases fondamentales des positions soviétiques et américaines. Dans les milieux bruxellois de l'OTAN, on semble convaincu que la Chine, qui cherche à développer sa puissance sous-marine, appuie sans réserve les positions des pays en voie de développement afin de contrecarrer la suprématie militaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans le domaine maritime en mettant un terme à l'exclusivisme des deux grandes puissances. Cette opinion contribue à renforcer l'opposition des Etats-Unis au principe de la « zone économique ». Récemment, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Kenneth Rush, demandait au Congrès américain de retarder l'adoption du décret-loi visant à la création d'une « zone économique » autour des côtes américaines. Estimant plus opportun d'attendre que se soit achevée la conférence sur le droit de la mer, il affirmait notamment que « *les éventuels avantages à court terme découlant d'une telle mesure unilatérale ne compenseront pas ses effets néfastes pour les intérêts nationaux des Etats-Unis* ».

(1) Cf. l'article du vice-amiral B.B. Schofield, membre du Council of the Royal United Services Institute for Defence Studies, paru dans *World Survey*, numéro 62.



L'évolution du mouvement ouvrier en Europe

(Suite de la première page.)

Il est donc inévitable que le P.C.I. et le P.C.F. considèrent que le socialisme n'est plus à l'ordre du jour immédiat. Pour eux, seules des batailles « pacifiques », conduites dans le cadre de la légalité bourgeoise, sont désormais susceptibles d'aboutir à une amélioration du sort des masses.

L'examen des changements intervenus dans la société capitaliste depuis la révolution scientifique et technique qui a suivi la seconde guerre mondiale montre du reste que l'ajournement du socialisme comme objectif, la bataille pour des « réformes démocratiques », la volonté de participer au pouvoir de l'Etat bourgeois, ne constituent pas, contrairement à certaines analyses gauchistes ou maximalistes, un choix dépourvu de perspectives historiques à court terme.

Ce choix correspond d'abord en principe à des intérêts réels des classes dirigeantes. A l'heure où le capitalisme a étendu son hégémonie à l'ensemble des activités humaines, il est difficile de faire tourner la machine économique et politique sans un certain consensus social, l'appui d'une majorité de fait et l'accord d'une fraction importante du prolétariat. Tout blocage sectoriel risque de provoquer une paralysie générale et de déboucher sur une crise révolutionnaire menaçante pour l'ordre social. On l'a vérifié en 1968, le plan de stabilisation de 1967 ayant préparé la crise du régime.

Dans le cadre d'une stratégie réformiste, en brandissant la menace de bloquer la machine, les partis ouvriers peuvent donc imposer des compromis de type nouveau à des classes dirigeantes effrayées par la perspective d'affrontements sociaux susceptibles de détruire l'équilibre de bicyclette de la machine économique. On peut donc leur offrir, au nom de leur intérêt de classe, de troquer la paix sociale contre des concessions économiques et politiques réelles, correspondant à l'intérêt immédiat des masses, et même leur arracher un certain partage du pouvoir... moyennant la promesse de respecter l'ordre établi. Cette politique s'appuie sur une réalité profonde. Il n'est pas vrai que la marge de concessions politiques et institutionnelles des classes dirigeantes soit réduite à zéro. Pour une part, les institutions, l'appareil juridique, les principaux mécanismes de la société civile en Occident, ne sont pas parfaitement adaptés aux besoins du capitalisme à l'heure de la révolution scientifique et technique. Ils peuvent être assouplis pour soulager à court terme l'existence des masses. Les « changements » (comme le vote des jeunes à dix-huit ans) s'inscrivent dans le contexte de cette « modernisation ». Dans le même cadre, le succès des partisans du divorce en Italie peut être considéré pour le P.C.I. comme un succès du compromis historique.

Ce mouvement vers le changement, c'est-à-dire, pour la bourgeoisie, vers une association des partis communistes au pouvoir, est d'autre part amplifié par les conséquences de la crise actuelle. Pour le comprendre, il faut en analyser la nature réelle obscurcie, pour des raisons contradictoires, par les partis communistes et par les classes dirigeantes. Il n'y a pas de « crise de l'énergie », mais ouverture d'une nouvelle guerre mondiale « froide » dont l'enjeu est, une fois de plus, le contrôle du marché mondial (3), celui des matières premières en particulier.

L'offensive américaine

MM. NIXON et Kissinger ont eu la lucidité de voir qu'ils ne leur était pas possible de combattre à la fois l'U.R.S.S., la Chine et les concurrents japonais et européens qui pénétraient en force dans le marché américain. Ces derniers sont d'autant plus dangereux qu'ils n'ont pas, eux, de charges militaires écrasantes, et que l'Europe appuie son développement sur la surexploitation d'une masse de travailleurs étrangers qui lui permet de concurrencer en partie la main-d'œuvre japonaise à bon marché.

Comme l'avait fait Hitler à la veille de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis établissent une priorité des dangers. Ils décident de conclure avec l'U.R.S.S. et la Chine une trêve qui leur laissera la possibilité de mettre à genoux l'Europe et le Japon et de rétablir leur hégémonie sur la partie la plus industrialisée du globe. L'opération est facilitée par deux circonstances temporaires.

Dans son conflit avec l'U.R.S.S., la Chine estime avoir atteint un stade où le danger essentiel vient de l'U.R.S.S. Les dirigeants chinois couvrent leur pays d'un formidable réseau d'abris anti-atomiques. Ils sont prêts à un accord temporaire avec les Etats-Unis pour éviter une lutte sur deux fronts.

Pour sa part, l'U.R.S.S., qui se débat dans des difficultés économiques sérieuses, est prête à substituer la détente, puis la collaboration, à la guerre froide. Le coût exorbitant des armements pèse plus lourd sur le dos du citoyen soviétique que sur celui du contribuable américain. Réduit au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'écart technologique entre Russes et Américains tend à s'élargir de nouveau dans certains secteurs de pointe : la miniaturisation des ordinateurs, par exemple, et leur très large insertion dans la production — d'autant que la science et la technique américaines utilisent et organisent à leur profit la science et la technique des pays industriels satellisés par les Etats-Unis. Pour satisfaire les aspirations au bien-être d'un peuple qui rêve d'accéder à la société de consommation, M. Brejnev est disposé à une opération politique sans précédent dans l'histoire de l'U.R.S.S. depuis la N.E.P. Pour sortir son pays du marasme agricole, il procède à des achats massifs de blé. Pour développer l'industrie et la production, il n'hésite pas à payer en matières premières les usines livrées sur pied par les grandes sociétés américaines. Il accepte même des milliards de dollars de prêts qui, pour une dizaine d'années, vont accrocher son pays au char américain. Pour lui, l'opération prévue par M. Nixon n'est pas dépourvue de profits politiques et économiques. En effet, les Etats-Unis se proposent d'affaiblir les ennemis traditionnels de l'Etat russe : l'Allemagne et le Japon. De plus, l'U.R.S.S., qui exporte de l'énergie et des matières premières, va bénéficier de la crise déclenchée par l'opération. Elle va profiter de la hausse de l'or et engranger le profit qui résulte du changement de valeur des matières premières énergétiques, s'enrichir enfin des surprofits des producteurs de pétrole.

Renouvelant, à trente ans d'intervalle, le geste de Ribbentrop à la veille de la seconde guerre mondiale, M. Kissinger va en Chine. M. Nixon traite ensuite avec M. Mao Tse-toung, cherchant à isoler les Vietnamiens contraints à terme d'accepter une trêve, matérialisée ultérieurement dans les accords de Paris. Dans un second temps, les Etats-Unis développent leurs accords militaires, politiques et économiques avec l'U.R.S.S. Ils supplantent ensuite leurs rivaux allemands et japonais sur le marché socialiste.

Le terrain ainsi déblayé, les Etats-Unis peuvent se retourner contre leurs adversaires principaux : ils ouvrent l'offensive économique contre l'Europe et le Japon.

Dans une première étape, MM. Nixon et Kissinger acceptent de faire tomber, puis de dévaluer le dollar. Ils suspendent sa convertibilité en or en 1971, prennent des mesures draconiennes de contrôle et orchestrent savamment la panique. Les risques économiques et politiques sont énormes, mais l'enjeu est de taille. Ils stabilisent le déficit et bloquent l'hémorragie menaçante des capitaux.

Dans une seconde étape, MM. Nixon et Kissinger vont utiliser l'arme du pétrole pour détruire la source d'énergie à bon marché qui sert de base à la prospérité de leurs concurrents. Il ne faut pas être dupe des apparences. Pour les Américains, la crise du Proche-Orient n'est qu'un prétexte habilement utilisé pour atteindre l'objectif essentiel : la hausse massive des prix de l'énergie qui va faire bondir les prix de leurs concurrents et remettre l'industrie américaine au premier rang de la compétition internationale.

Conséquences politiques et économiques

LES premiers résultats de l'offensive américaine ne se font pas attendre : depuis janvier 1974, les Etats-Unis vont de succès en succès sur le plan politique.

En quelques semaines, l'U.R.S.S. a perdu l'essentiel des positions difficilement conquises au Proche-Orient depuis la seconde guerre mondiale. Solidement appuyé sur l'Arabie Saoudite, M. Nixon a dégagé l'Egypte, puis la Syrie, de l'orbite soviétique. L'Irak, menacé par une révolte kurde bien vue des Américains, pourrait basculer à son tour. L'Amérique retrouve dans une zone décisive la position de l'Angleterre au dix-neuvième siècle. Elle contrôle les sources, le transport et la distribution du pétrole du Proche-Orient et prend en main l'industrialisation des pays arabes. Elle voit affluer chez elle les milliards de dollars supplémentaires payés aux producteurs arabes par l'Europe et le Japon. Depuis janvier 1974, les profits des principales sociétés pétrolières ont augmenté de 50 à 100 %. La ponction faite sur les économies européenne et japonaise (une quarantaine de milliards de dollars en 1974) va renforcer la supériorité technique et industrielle des Etats-Unis. En quelques semaines, MM. Nixon et Kissinger ont ensuite rétabli l'hégémonie américaine sur l'Europe occidentale. Ils ont été servis par la substitution de Schmidt à Brandt, de Wilson à Heath, de Giscard à Pompidou. Les objectifs européens de la politique de M. Kissinger ont été atteints avec une surprenante facilité. La tournée « impériale » de Nixon à Bruxelles marque le regain de l'hégémonie américaine sur l'ensemble des néo-colonies européennes. La « bavure » chypriote n'est qu'une péripétie.

Le succès américain est plus grand encore sur le plan économique. En très peu de temps, le dollar remonte, puis c'est la balance américaine des paiements qui se retrouve excédentaire.

Plus important encore, les Etats-Unis font capituler l'Europe et le Japon sur un point décisif : ils les contraignent à reconnaître le dollar, en lieu et place de l'or, comme moyen international de paiement. Européens et Japonais ne pouvaient que céder au chantage dans le cadre du système. Pour couvrir les nouveaux déficits pétroliers, il fallait choisir entre liquider des stocks d'or déjà insuffisants (Allemagne : 5 milliards de dollars ; France : 4,3 ; Suisse : 3,5) ou emprunter à court terme en les évaluant au prix réel du marché libre. L'accord américain à l'opération les sauve, certes, dans l'immédiat, mais les condamne à terme. Accepter le dollar-papier comme moyen de paiement signifie en clair que l'immense accumulation des dettes liquides américaines (plus de 100 milliards de dollars-papier) va s'accroître d'achats massifs de biens et de services réels payés au poids du papier. Cela correspond en fait à un prélèvement de biens réels des pays créanciers en faveur des Etats-Unis : transfert « gratuit » comparable, à une autre échelle, aux prélèvements effectués par la Grande-Bretagne sur l'empire britannique au dix-neuvième siècle.

Le temps est loin où de Gaulle menaçait le dollar. Les Etats-Unis viennent de faire un pas important sur le chemin de l'hégémonie mondiale. Le prix à payer : l'accélération de l'inflation dans les pays industriels (les « arabo-dollars » prenant le relais des « euro-dollars » des dernières années) n'a rien d'effrayant pour les Etats-Unis. Les plus forts profitent toujours des circonstances au détriment des faibles, en cas de crise généralisée du système.

En quelques semaines, enfin, les Etats-Unis ont fait éclater le Marché commun et cassé les reins de leurs concurrents les plus faibles. Ils les ont fait passer de l'expansion à la stagnation ou à la récession. Pour combler le déficit creusé par la hausse de l'énergie (10,5 milliards de dollars en 1974 pour la Grande-Bretagne, 4,5 pour la France, 1 pour le Danemark, la seule exception étant encore constituée par l'Allemagne fédérale qui doit payer 5 milliards de dollars supplémentaires, et dont la production et les importations sont pourtant en recul par rapport à 1973), les Européens doivent comprimer leur demande intérieure et pousser leurs exportations, et cela dans un monde où les principaux marchés (ceux des Etats-Unis et du camp socialiste) se ferment progressivement devant eux.

De nouvelles contradictions menacent maintenant les pays industriels. Ils ne peuvent tous exporter davantage s'il ne reste personne pour importer plus. Les conditions économiques d'une « stagflation » généralisée sont ainsi mises en place. Les principaux bénéficiaires de l'opération, les Etats-Unis et leur auxiliaire allemand, se protègent contre l'afflux des capitaux étrangers par un freinage de l'expansion et une politique d'argent cher : le taux d'escompte atteint 11 % aux Etats-Unis en 1974.

Leurs victimes en font autant. C'est à ce prix seulement, comme l'a brutalement annoncé M. Schmidt à M. Giscard d'Estaing, qu'ils peuvent espérer obtenir les prêts qui leur sont indispensables pour ne pas étouffer. Ils sont donc allés aux ordres. C'est ainsi que le loyer de l'argent atteint 12 % en Angleterre et 13 % en France. Ce qui n'empêche pas les prix de grimper, puisque le rythme actuel de la hausse des prix atteint 18 % en France, 15 % aux Etats-Unis, 20 % en Grande-Bretagne et plus de 25 % en Italie et au Japon.

L'ouverture de la crise

AINSI apparaissent les premiers signes d'un mécanisme de crise générale qui pourrait marquer le début d'un long cycle dépressif, la spirale des coups de frein déflationnistes aspirant vers le bas l'ensemble de l'économie capitaliste. Pour en comprendre la nature et la portée, on ne peut se contenter des schémas bien connus du mécanisme des crises cycliques.

Crise de surproduction liée à la baisse tendancielle du taux de profit, l'ensemble des événements que l'on a pris l'habitude de désigner sous les termes de « crise de 1929 » se caractérise classiquement par la destruction massive des marchandises excédentaires et le sous-emploi généralisé des capacités humaines et matérielles de production. Des coups de frein en chaîne engendrent une paralysie générale des échanges et le blocage progressif des circuits de la production capitaliste. On en connaît les conséquences économiques et politiques.

Il n'est pas étonnant que l'agression américaine contre l'Europe et le Japon sécrète artificiellement des phénomènes du même type malgré l'élargissement continu du marché qui résulte de la révolution scientifique et technique. Déjà, dans les années 30, les économistes marxistes allemands avaient compris le danger mortel que représentaient des courants monétaires à sens unique non compensés par des mouvements de marchandises en sens inverse. L'échec des plans Dawes et Young résultait d'une vérité élémentaire : à défaut de courants de marchandises positifs, tout amortissement de dette est impossible. Le phénomène se reproduit sous nos yeux par la volonté de MM. Nixon et Kissinger.

Les grands pays débiteurs d'Occident doivent transférer des ressources monétaires massives en paiement des produits pétroliers vers des pays qui — contrôlés qu'ils sont par les Etats-Unis — sont incapables d'absorber les contreparties correspondantes. N'osant traiter bilatéralement avec les producteurs de matières premières, par peur des réactions américaines, ils glissent sur la pente de 1929. Emportés par le courant, ils sont condamnés à naviguer à vue contre la surchauffe et la déflation.

Du point de vue de la rentabilité capitaliste, le seul moyen de préserver un minimum acceptable de reproduction du capital et de compétitivité sur le marché mondial est de réduire l'accroissement continu du niveau de vie, de bloquer l'augmentation des salaires, bref de faire accepter à la classe ouvrière des sacrifices assez importants pour assurer la survie du système en Europe et au Japon. Cela pose des problèmes difficiles, car le système a fait miroiter les progrès continus du bien-être et va se trouver contraint de changer de langage. Le recours à des solutions classiques de temps de crise (développement du capitalisme d'Etat ou économie de guerre) n'est pas facile à faire accepter à la classe ouvrière, comme M. Heath en a fait la cuisante expérience et comme on le constate dans l'Italie de l'été 1974. De plus, les conflits vont s'amplifer entre partisans et adversaires bourgeois du nouvel ordre américain, comme en témoigne le développement rapide des querelles à l'intérieur de l'Europe.

Visiblement, face à la crise montante, la bourgeoisie a deux fers au feu : une politique de rigueur économique accompagnée d'un durcissement autoritaire du régime, et une politique de conciliation avec les réformistes de l'opposition qui accepteront de jouer le jeu et de ne pas profiter de la situation économique pour pousser la lutte des classes jusqu'à l'affrontement politique avec le régime capitaliste. Tel est le fondement du nouveau réformisme qui s'édifie sous nos yeux.

Variantes du "compromis historique"

DU reste, le contrôle de l'inflation semble échapper toujours davantage aux moyens d'intervention des Etats. Il est possible de soutenir que l'extension du marché de la consommation à l'ensemble de la classe ouvrière a cassé un moyen de contrôle décisif. Le capitalisme, en effet, ne peut plus, pour des raisons économiques et politiques évidentes, s'offrir des millions de chômeurs : une telle contraction du marché risquerait de paralyser la machine. Il ne peut plus lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit due à l'accroissement continu du capital fixe en s'emparant de secteurs précapitalistes de la production. Seul le tiers-monde peut encore faire les frais de l'opération, à la condition que soient maîtrisées les explosions résultant d'une telle politique.

Une chose est claire : l'ancien état d'équilibre des grandes puissances établi au lendemain de la seconde guerre mondiale s'écroule et ne resurgira pas. Quand la poussière de la bataille ouverte par les Etats-Unis sera retombée, le nouveau rapport des forces économiques trouvera nécessairement sa traduction politique.

En premier lieu, la crise va rendre irréversible l'écart entre pays riches et pays pauvres, et va engendrer de nouvelles inégalités entre pays surpeuplés dépourvus de matières premières (comme l'Inde) et pays faiblement peuplés qui en disposent (comme les pays arabes).

Les « ciseaux » entre les prix des produits industriels et des matières premières, un instant refermés par la secousse pétrolière, s'écartent à nouveau. Les phrases sur l'aide au tiers-monde s'éclairent brutalement par ce qui se passe au Sahel. La ligne de la révolte des victimes du système, temporairement bloquée par l'échec de Guevara, a toutes chances de retrouver un climat favorable.

La politique de « compromis historique » revêt, dans ce cadre général, une signification variable en fonction des situations politiques concrètes où elle se développe.

Le « compromis historique à l'italienne » est actuellement dans l'impasse. Le P.C.I. ne trouve pas de répondant dans la classe politique bourgeoise italienne qui n'a jamais manifesté d'indépendance par rapport aux Etats-Unis. Récemment une minorité du grand patronat industriel, confronté à une décomposition de la vie économique et politique, est en passe de s'y rallier. Patron de la Fiat, président de la « Confindustria », M. Agnelli vient même d'appeler la majorité socialiste démocrate-chrétienne à une collaboration avec le P.C.I. Mais la voie d'une « union » pour le salut public se ferme rapidement. Au stade actuel de la crise, la gestion des affaires d'une bourgeoisie en perdition — vu la difficulté de faire accepter aux masses les sacrifices indispensables à la survie du capitalisme en Italie et la menace croissante d'un débordement à gauche — apparaît comme une opération peu sérieuse à un nombre croissant de militants ouvriers, à l'intérieur comme à l'extérieur du P.C.I. M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., est contesté au niveau de la direction du parti. La naissance d'une nouvelle gauche révolutionnaire autour de la fusion du « Manifesto » et du P.D.U.P. risque d'accélérer la décomposition de sa politique.

En France et en Espagne, la situation est différente.

La ligne de « Front national démocratique » du parti communiste espagnol, étendue récemment aux éléments « démocratiques » et « nationaux » de l'appareil d'Etat du franquisme, trouve un écho, au lendemain des événements du Portugal, dans les masses et dans certaines couches de la bourgeoisie espagnole. Ces couches souhaitent depuis longtemps faire évoluer le régime pour faciliter l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun. Leur volonté de changer les choses risque d'être amplifiée par la montée des périls sur le plan économique et par la perspective, ouverte par le Portugal, de changements qui ne mettent pas l'ordre social en jeu. La stratégie du « compromis historique à l'espagnole » trouve ainsi des répondants dans les forces sociales en présence. Il est toutefois douteux qu'on assiste dans ce pays à une répétition des événements de Lisbonne. La fraction « moderniste » de la bourgeoisie est minoritaire dans l'appareil d'Etat, et le régime a depuis longtemps mis l'Espagne dans la dépendance des Etats-Unis. L'affaire portugaise résulte de circonstances particulières : elle reflète la volonté des protecteurs américains de l'armée portugaise de ne pas laisser glisser les colonies de ce pays, riches en matières premières, dans le camp des pays révolutionnaires en Afrique. Le « compromis historique à la portugaise » est une démarche qui a suivi et non précédé l'événement.

Reste le cas français. Le P.C.F. a la possibilité de jouer sur les contradictions entre les éléments du grand capital industriel qui ont soutenu le gaullisme et les éléments du grand capital bancaire, lié aux sociétés multinationales, qui préconisent depuis 1958 un retour à une alliance étroite avec les Etats-Unis. Cette contradiction domine la vie politique française depuis le coup qui ramena de Gaulle au pouvoir.

Battues au cours des dernières années du régime gaulliste, les forces pro-américaines n'ont cessé d'œuvrer au renversement de la ligne « nationaliste » de de Gaulle et d'éroder les positions de leurs adversaires sur le plan économique. La mainmise progressive du capital américain sur des secteurs décisifs de l'industrie (l'électronique et le nucléaire par exemple) a ouvert la voie au renversement du cours de la politique « nationale » française, matérialisée par l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

En quelques jours, la politique française a changé de cap. Pour desserrer le garrot du déficit pétrolier, M. Giscard d'Estaing a troqué le soutien financier de l'Allemagne (principal cheval de Troie des intérêts américains en Europe) contre la réintégration de la France dans le bloc atlantique et la mise à la disposition des Etats-Unis, sous couvert de défense commune, des forces militaires françaises. Le mouvement vers une soumission aux Américains est visiblement amorcé, même s'il est aujourd'hui encore masqué pour maintenir la cohésion de la majorité. Le P.C.F. spécule sur un sursaut « national » des gaullistes : c'est-à-dire sur les réflexes de survie d'un patronat menacé de mort par les sociétés multinationales. Son calcul s'appuie sur une analyse sérieuse. Une course de vitesse est engagée sous nos yeux entre l'actuelle majorité et une gauche bien résolue aux concessions nécessaires (le P.S. et M. Mitterrand n'ont pas hésité, au lendemain des élections présidentielles, à dénoncer « *un retour en force des Etats-Unis* » dont ils n'avaient jamais parlé pendant la campagne présidentielle) pour le partage du groupe gaulliste.

Contrairement à certaines apparences, il n'est pas évident que la démarche de la gauche vers les gaullistes vise une échéance électorale. Il suffirait qu'une soixantaine de députés gaullistes rompent avec la majorité, par hostilité à l'égard des Etats-Unis, et qu'ils acceptent l'éventualité d'être réélus avec des voix de gauche pour que Giscard se retrouve dans la situation de Mac-Mahon... la soumission ou la démission. Ces députés ne feraient que retrouver le réflexe de ceux qui, sous l'occupation, avaient choisi l'alliance avec les communistes pour combattre les nazis. MM. Jobert et Charbonnel préparent le terrain. Une majorité de centre gauche, allant des communistes aux gaullistes, est parfaitement réalisable. Incarnant la politique de compromis historique, elle bénéficierait du soutien d'une partie du patronat et de la neutralité bienveillante d'un gouvernement russe inquiet de la dégradation de ses positions internationales et de l'extension de l'hégémonie américaine sur l'Europe.

Pour la démocratie des producteurs

LE succès éventuel de cette ligne contraindrait la nouvelle gauche révolutionnaire à se déterminer par rapport à des problèmes qu'elle n'a cessé de sous-estimer. Seule une attitude de soutien critique et d'unité conflictuelle, permettant de pousser à fond les luttes et d'expliquer la nature réelle des objectifs qu'elle poursuit, lui permettrait d'éviter l'isolement et de préparer l'avenir.

Dans le cas inverse, où M. Giscard d'Estaing réussirait à emporter l'adhésion de la majorité de la bourgeoisie à sa politique pro-américaine, la nouvelle gauche révolutionnaire servirait de fer de lance à la bataille anti-américaine en démasquant la nature réelle des responsables de la situation. Enfin une stratégie globale devrait lui permettre d'insérer les luttes partielles dans un combat plus vaste, de les articuler sur le mouvement de la crise, de combler le fossé qui sépare les luttes d'aujourd'hui du modèle de société socialiste de demain. Ceci suppose de prendre en compte les aspirations égalitaristes et anti-hiérarchiques nées de Mai 68 et du « Mai rampant » italien, et de s'expliquer clairement sur des idées (comme celle de l'autogestion) qui ont servi de véhicule à la pénétration des idées révolutionnaires dans les nouvelles couches de la classe ouvrière. La critique de la division capitaliste du travail ne prend son sens qu'avec l'élaboration simultanée d'une alternative « conciliste » autogestionnaire de l'organisation de la production. La critique de l'idéologie de la croissance implique d'abord celle de la consommation moderne et l'édification d'une théorie nouvelle de la consommation : des marchandises « durables » se substituant à la camelote de masse destinée par nature à être rapidement remplacée pour permettre le fonctionnement du système.

La critique des rapports entre pays riches et pays pauvres reste purement verbale si elle ne propose pas une révision globale de l'économie de marché et le rejet de l'actuel rapport de prix entre matières premières et produits industriels. La critique de l'hégémonie capitaliste sur la vie moderne ne prend sa dimension réelle que si elle s'insère dans un projet de destruction de la société civile de l'Etat moderne, et si elle s'appuie sur l'élaboration de valeurs sociales et d'institutions fondées sur la démocratie des producteurs, rêvée par les pères du socialisme scientifique.

JEAN-PIERRE VIGIER.

(3) Voir l'article « Crise de l'énergie et partage du monde », *le Monde diplomatique*, avril 1974.

POINT DE VUE

Europe, priorité essentielle ?

Par PIERRE-BERNARD COUSTÉ (*)

DURANT sa campagne électorale, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé que l'Europe constituait pour lui *« la priorité essentielle »* (1). En outre, il s'est engagé à faire proposer par la France pendant qu'elle présiderait le Conseil des Communautés (du 1er juillet au 31 décembre 1974) *« un calendrier et une méthode permettant d'aboutir à l'union de l'Europe en 1980 » (2)*. Ainsi M. Valéry Giscard d'Estaing a pris des engagements qui confirment sa volonté de faire respecter une des décisions les plus importantes prises lors du « sommet » tenu par les Neuf à Paris du 19 au 21 octobre 1972, sur l'initiative et sous la présidence de Georges Pompidou, et où il fut en effet convenu d'organiser *« avant la fin de l'actuelle décennie... l'ensemble des relations des Etats membres en une union européenne »*. Ce projet ambitieux, difficile à réaliser, compte tenu de la situation de l'Europe en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing, *« centriste, libéral et européen »*, pour reprendre une expression fort juste de François Lancel, l'a entièrement repris à son compte.

Cette attitude courageuse adoptée par M. Giscard d'Estaing n'a pas étonné ceux des Européens qui suivent de près les problèmes de l'Europe et qui savent qu'à maintes occasions il a exposé des thèses très positives sur l'organisation de l'Europe. Ainsi, à Saint-Jean-de-Luz, le 8 septembre 1966, a-t-il plaidé *« pour un Sénat européen »* (3). Il a été jusqu'à admettre *« la nécessité, en matière économique, d'une autorité fédérale dans l'Europe économique de demain »* (4). Il a aussi rejeté l' *« Europe des alliances »* et lancé l'idée de l' *« Europe existentielle »*, dont *« la définition sera donnée, quant à son contenu et quant à ses limites, par son développement lui-même »* et qui conduira *« à l'Europe organique, vivante dans ses composantes que sont les collectivités locales, les régions, les communautés et institutions de tout ordre et aussi bien évidemment les Etats, puisqu'ils sont un aspect parmi d'autres de la réalité existentielle de l'Europe »* (5). D'un autre côté, analysant les réponses reçues des candidats à l'Elysée, l'organisation française du Mouvement européen, dans son bulletin de mai-juin 1974 (*Contacts européens*) souligne qu' *« un seul candidat, M. Giscard d'Estaing, s'engage à proposer un programme par étapes vers l'union politique sans toutefois donner de précision sur la nature de ces propositions »*.

Ce rappel de quelques prises de position et citations souligne à l'évidence le fait que l'accession à la magistrature suprême du président Valéry Giscard d'Estaing a signifié pour beaucoup la relance de l'Europe, d'une Europe « européenne », « indépendante », « progressive », à « visage humain », de « l'équilibre entre l'Est et l'Ouest » : en réalité, disons le mot, d'une Europe libre à communauté de destin.

En fait, à propos de l'Europe, au soir du 19 mai 1974, la situation n'était pas brillante. Elle peut se résumer comme suit : l'union douanière des Neuf existait, mais les Etats-Unis faisaient pression sur leurs partenaires du Marché commun pour abaisser la protection douanière de cette Europe *économique bien fragile* : le Marché commun agricole, une des réalisations les plus importantes de l'Europe, sur l'impulsion de la France d'ailleurs, était menacé par la crise économique italienne ; le Royaume-Uni exposait des prétentions de renégociation de son entrée dans le Marché commun. Les relations Europe - Etats-Unis étaient marquées par l'inquiétude et l'incompréhension ; la coopération politique tournait en rond..., l'union monétaire restait un objectif alors que cinq des Neuf (les Trois du Benelux, l'Allemagne fédérale et le Danemark) respectaient encore l'engagement des parités fixes seulement fluctuantes dans le « serpent européen »... Au total, une Europe bien désorientée, secouée par des problèmes institutionnels (pouvoirs du Parlement européen, règle de vote au Conseil des Communautés, partage des pouvoirs - Conseil - Commission - Parlement...), minée par l'inflation, bourrée de complexes, vis-à-vis des Etats-Unis et voire du monde arabe, donnant au total l'impression de constituer une machine énorme disposant d'un bien faible moteur.

Si la nomination de M. Jacques Chirac comme premier ministre a provoqué quelques réticences dans certaines capitales européennes (les incidents d'avril-mai et de juillet-août n'étant pas facilement oubliés à Bruxelles), l'entrée dans l'équipe ministérielle de personnalités comme M. Jean Sauvagnargues, l'un des chauds partisans de la défunte CED (Communauté européenne de défense) et ambassadeur à Bonn, ou comme M. Jean Lecanuet, qui affirme que l' *« Europe sera européenne dans la mesure où elle existera »* (on rejoint la notion d'Europe existentielle du président français), ont laissé présager que quelque chose de neuf allait se passer.

Une dynamique nouvelle

EN quelques semaines, une suite d'événements majeurs constitue la preuve qu'une dynamique nouvelle souffle sur l'Europe. Enumérons à ce sujet quelques faits significatifs : le 30 mai, le Conseil ministériel de l'O.C.D.E. adopte une charte de bonne conduite commerciale (éviter des mesures de restriction au commerce extérieur) ; le 31 mai, les Neuf se mettent d'accord sur les concessions à accorder aux pays tiers à la suite de l'élargissement du Marché commun ; les 31 mai-1er juin, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt confirment à l'Elysée leur accord pour non seulement affirmer la *« cohésion »* et la *« personnalité »* de l'Europe des Neuf mais aussi pour *« progresser »* ; le 4 juin, à Luxembourg, la France lève sa réserve afin de permettre l'extension des pouvoirs budgétaires du Parlement européen à compter du 1er janvier 1975 ; le 6 juin, à Luxembourg, les ministres des finances des Neuf se mettent d'accord sur la possibilité pour les banques centrales *« d'échanger de l'or à un prix proche du marché libre »* (accord confirmé, en ce qui concerne les emprunts en devises, lors de la réunion des Dix à Washington le 11 juin). Le même jour, 6 juin, le Sénat américain rejette deux amendements réclamant la réduction du nombre des troupes américaines à l'étranger — donc en Europe (amendements Mansfield, chef de la majorité démocrate au Sénat) ; le 10 juin, à Bonn, les ministres des affaires étrangères des Neuf se mettent d'accord pour ouvrir le dialogue euro-arabe (M. Ortoli, président de la Commission des Communautés européennes, ayant assisté pour la première fois à la totalité des entretiens portant sur des problèmes politiques), ce qui permettra à M. Sauvagnargues de dire que *« désormais l'Europe des Neuf ne parle pas seulement d'une seule voix. Pour la première fois, elle agit dans un domaine concret »* ; le 12 juin, à Bonn, à l'occasion des entretiens Sauvagnargues-Genscher, les points de vue français et allemand se rapprochent à un point tel que M. Sauvagnargues pourra dire : *« Nous sommes très vite tombés d'accord sur tous les sujets que nous avons abordés »* ; les 18-19 juin, à Ottawa, les Quinze de l'alliance atlantique adoptent la *« déclaration atlantique »*, dont il était question depuis plus d'un an et qui était plus ou moins une autre source de tension entre la France et les Etats-Unis.

Cette suite de faits positifs accumulés en un mois souligne l'existence d'une *« ère nouvelle de la politique française »* (6), sans que la volonté de *« dignité »* et d' *« indépendance »* de la France soit pour autant mise en cause. Tout comme ses deux prédécesseurs à l'Elysée, il semble acquis que M. Valéry Giscard d'Estaing s'efforcera de *« maximiser »* l'intérêt national français (son message au Parlement du 30 mai est significatif à cet effet) (7), mais il le fera en utilisant au maximum les virtualités européennes et en évitant celles des querelles de susceptibilités qui ne cadrent pas avec le bon sens. Car en réalité, si on analyse de près les événements majeurs qui se sont produits sur le plan de l'Europe et des relations Europe - Etats-Unis du 19 mai *au 19 juin 1974*, on s'aperçoit qu'il s'agit essentiellement d'une *« victoire du bon sens »*, victoire qu'a notamment tenu à souligner M. Jean Sauvagnargues, à son retour d'Ottawa. Oui à l'Europe dans le respect de la dignité française semble être la ligne de conduite que suivra M. Giscard d'Estaing dans cette relance souhaitée de la construction européenne. Cela se dégage d'ailleurs dès les entretiens Schmidt-Giscard d'Estaing de l'Elysée (31 mai-1er juin). Si l'axe Paris-Bonn semble constituer à nouveau l'assise de l'union européenne à faire (alors que, pour Pompidou, l'Europe reposait plutôt sur l'axe Paris-Londres), M. Giscard d'Estaing a indiqué clairement que la France n'envisageait pas de demander une aide financière à l'Allemagne de l'Ouest. C'est à la France qu'il appartiendra de trouver une solution à ses problèmes d'inflation et de déficit de balance des paiements extérieurs... et les premières mesures prises en juin, quelle que soit leur certaine impopularité, constituent la marque de cette volonté. Faire appel à l'aide financière de la R.F.A. eût constitué une politique de facilité incompatible d'ailleurs avec le concept d' *« indépendance politique »*. Ce choix délibéré aura évidemment des incidences sur la politique européenne. A court terme, il semble exclu que l'union monétaire européenne puisse progresser, mais, par contre, la concertation européenne des politiques économiques sera renforcée, et un renforcement du rôle des institutions communautaires dans ce domaine n'est pas improbable. MM. Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ayant admis qu'il était non seulement *« nécessaire de maintenir tout l'acquis et tout ce qui a été construit jusqu'à présent dans la construction européenne »* mais aussi *« nécessaire de progresser »*, il semble en conséquence, puisque à court terme des progrès semblent exclus dans les domaines de l'union monétaire et de l'union économique (tout au moins des progrès spectaculaires), que ce sont d'autres domaines qui seront concernés. Nous en voyons personnellement trois : la coopération technologique, la défense, et enfin l'union politique.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner dans mes interventions au Parlement européen (8), il est urgent que la Communauté européenne réalise quelque chose dans les domaines de la politique industrielle et technologique. Dès le 4 novembre 1968, la France avait soumis à ses partenaires du Marché commun un plan de relance de la coopération technologique. Ce plan, dit plan Debré (du nom du ministre français des affaires étrangères de l'époque, qui l'avait proposé), est resté pour l'essentiel dans les tiroirs des institutions communautaires. Au « sommet » de Paris de décembre 1972, sur demande du président Pompidou, la coopération technologique fut à nouveau reconsidérée... Dix-huit mois se sont écoulés et l'Europe en reste à peu près au même point pour ce qui est de la coopération technologique et industrielle. Or là, si la volonté européenne existe, il existe un champ d'action considérable dans les techniques de pointe (atome, électronique, aviation...). Les quelques exemples de début de coopération réussie dans les secteurs de l'espace, de l'aviation et de l'atome prouvent qu'il ne faut pas s'attendre à des programmes ambitieux quant au nombre des pays concernés, mais ils doivent l'être quant à l'envergure et à la portée pour l'avenir de projets nouveaux. Or, à ce sujet, de nombreuses initiatives franco-allemandes peuvent être attendues, auxquelles pourraient se rallier, à leur convenance, l'Italie, les pays du Benelux, la Grande-Bretagne. Mais, il faut l'avouer, une reconsidération d'ensemble de la politique de coopération industrielle franco-allemande est nécessaire. Elle semble s'être faite plus au hasard des circonstances qu'à une volonté délibérée du pouvoir. Les exemples de Concorde, de l'Airbus, des programmes militaires (aviation, chars...) prouvent amplement cette situation de désordre actuel. Pour des programmes d'avenir, si l'on veut bâtir progressivement une communauté de destin, il ne faut plus que ces programmes soient strictement nationaux, sinon c'est le gaspillage d'énergie, de ressources..., et plus encore la preuve qu'on ne veut pas ou qu'on ne croit pas à l'union européenne. Or les difficultés actuelles en matière de prix et de balances de paiements (cas plus spécialement de la France et de l'Italie) trouveront plus facilement leurs solutions si, à la technique actuelle du *« juste retour »* limité, petit programme par petit programme (l'Europe spatiale naissante a failli en mourir et en souffre beaucoup), on s'efforce de mettre en chantier de grands ensembles de coopération industrielle qui engendreront d'eux-mêmes un *« juste retour »* en diminuant les coûts, en répartissant les charges et en limitant la dépendance vis-à-vis de firmes extra-européennes.

Organiser la défense

LE second champ d'action doit être celui de la défense. Si, à terme, l'Europe « indépendante » veut exister, il faudra bien qu'elle ait certains des moyens de sa défense. Si la force de frappe européenne n'est pas pour demain, en raison de ses implications politiques, il faut cependant réaliser que l'Europe ne pourra pas toujours compter sur la présence des troupes américaines stationnées en nombre outre-Atlantique. Il est clair de plus en plus que la politique de *« détente, d'entente et de coopération »* entre l'Ouest et l'Est, qui est surtout due à l'initiative du général de Gaulle, est maintenant du ressort des deux Grands (Etats-Unis et U.R.S.S.). Les communications entre Moscou et Washington, qui ont passé un certain temps par Paris, s'établissent désormais nettement au-dessus de l'Europe. Si cette dernière n'est pas capable, dans les vingt ou trente années qui viennent, de se donner certains moyens plus importants de défense indépendante et de cohésion politique, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, que risque-t-il de se passer ? Deux grandes possibilités existent en ce cas. Ou bien les Etats-Unis et l'U.R.S.S. approfondiront leur coopération, ce qui conduira l'U.R.S.S. à obtenir le départ d'Europe des troupes américaines en échange d'une neutralisation de l'Europe centrale... et l'Europe sera plus ou moins finlandisée de l'extérieur ou de l'intérieur. Ou bien les Etats-Unis et l'U.R.S.S., pour diverses raisons (insuffisance de libéralisation en U.R.S.S., rapprochement U.R.S.S.-Chine), se neutraliseront dans un équilibre de terreur et de partage du monde. En ce cas, l'Europe occidentale inorganisée deviendra plus dépendante des Etats-Unis qu'elle ne l'est actuellement.

En l'absence d'une garantie de paix effective à l'échelon international, l'Europe, si elle veut exister en tant que force propre, est condamnée à penser ses problèmes de défense et à s'organiser en conséquence. A court terme, ce sont dans les domaines de la production d'armements communs standardisés et de support logistique en commun que doivent s'attaquer les responsables de la défense. Là encore, un rôle d'initiative franco-allemand est à souhaiter. Jusqu'à présent, soit dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) (grâce au comité permanent des armements), soit dans le cadre de l'OTAN (conférence des directeurs nationaux des armements), des études ont été conduites, mais les programmes de production coordonnée sur des systèmes d'armes européens sont rares (9). Savoir si la production coordonnée d'armements communs aux forces européennes doit se faire dans le cadre de l'U.E.O. ou de l'OTAN n'est pas le vrai problème. Le seul est que cette production démarre sur des systèmes conçus pour la défense européenne. Là encore, la France et l'Allemagne pourraient jouer un rôle moteur.

Union politique dans la diversité des peuples

LE troisième champ d'action doit être *celui de la politique*. Si l'Europe veut exister, elle doit se définir vis-à-vis du monde extérieur et aussi dans ses structures politiques internes. Faire l'Europe, c'est d'abord un choix politique, et un choix politique ne peut s'affirmer que par l'existence d'institutions appropriées. Les institutions actuelles de l'Europe des Neuf (Commission, Conseil, Assemblée parlementaire, Cour de justice) correspondent à un mélange de conception technocratique et de tradition démocratique. Gérer une union douanière, un marché commun agricole, c'est une affaire technique, d'où l'existence d'une Commission à conception communautaire ; le dosage de tradition démocratique est plus ou moins introduit par le Parlement européen et par la Cour de justice ; quant au Conseil, mi-législatif, mi-exécutif, il sauvegarde la *« primauté »* de l'intérêt national... Beaucoup d'Européens attendent de grands exploits de l'élection au suffrage direct des membres du Parlement européen et de l'extension des pouvoirs de ce dernier. En fait, je suis d'avis que des réformes de ce genre qui ne s'accompagneraient pas d'une restructuration institutionnelle complète de l'Europe en devenir seraient une erreur. En l'état actuel des choses, la réalité du pouvoir législatif est entre les mains du conseil des ministres : c'est une cause de paralysie, dit-on, et c'est vrai. Mais le transfert du législatif du Conseil au Parlement, quoique improbable en l'état actuel des choses, aurait l'inconvénient majeur d'orienter l'Europe dans la voie de l'uniformisation (par le truchement de votes majoritaires d'une Assemblée européenne), alors que cela est contraire à ce qu'il convient de réaliser en Europe. Faire l'Europe, ce n'est pas, grâce au truchement d'une règle majoritaire d'Assemblée, unifier les mœurs, les habitudes, les langues... les patries de peuples à unir dans une communauté de destin. Alors que l'on parle de plus en plus dans les Etats unifiés de *« décentralisation »*, approcher l'Europe dans la conception d'un super-Etat unificateur conduirait au recul et à l'échec. Faire l'Europe signifie mûrir, unir les peuples qui le souhaitent dans la paix, la liberté, la fraternité et dans le respect de leurs diversités, de leurs ethnies, en fait, de leurs patries. Si les modèles d' *« association »* (insuffisants) ou d' *« Etat européen unitaire »* (excessifs) sont à rejeter, il semble que le modèle le plus approprié de l'union européenne soit celui de la confédération débouchant sur la fédération.

Le modèle américain ou celui ouest-allemand d'Etat fédéral (dans la mesure où ils concernent les ethnies parlant la même langue et plus ou moins homogènes) ne semblent pas fait pour l'Europe de l'an 2000. Le modèle suisse (confédération muée en fédération) devrait inspirer ceux qui pensent à l'Europe des patries qui, en fait, est la seule à envisager actuellement. Et la conception d'une Europe existentielle garante des particularités nationales n'est pas étrangère au président de la République française. En ayant pris position en 1966 pour un Sénat européen, M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu à la préoccupation de ceux des Européens qui veulent une Europe des patries. Une initiative en ce sens, de sa part, serait actuellement d'une grande portée pour l'avenir de l'Europe. L'idée d'un *« Sénat européen »* dépasse en possibilités et en promesses, pour l'union européenne, celle d'un secrétariat politique européen qui reste trop au niveau de la préoccupation technocratique. Dans le concept du *« Sénat européen »*, il y a un choix d'organisation de l'union européenne, union qui pourrait s'attaquer aux problèmes plus généraux de la politique étrangère et de la défense de l'Europe. Dans une interview accordée en décembre 1966 au *Vingtième siècle fédéraliste*, M. Valéry Giscard d'Estaing disait notamment : *« Le Sénat européen serait chargé d'examiner en deuxième lecture tous les textes nationaux dont la convergence et l'harmonisation entre Etats sont jugées souhaitables : fiscalité, charges sociales, droit commercial, droit du travail. Des débats pourraient être organisés sur la défense, la politique extérieure et la politique économique. Le Sénat examinerait les textes de sa compétence après une première lecture par les Parlements nationaux, avec faculté d'amendement. Le Sénat pourrait, à une majorité qualifiée, exiger une deuxième délibération européenne. Les Parlements nationaux statueraient en dernier ressort. Ce Sénat serait la première étape d'une évolution à poursuivre pour construire l'Europe. »*

La création d'un Sénat européen serait évidemment un élément majeur de la relance de l'Europe, plus important à notre avis que l'élection au suffrage universel direct des membres de l'actuel Parlement européen. En fait, la création d'un Sénat européen conduirait à un rééquilibrage complet des institutions des Communautés européennes. Le législatif serait alors partagé entre trois organes : Conseil, Parlement, Sénat, un transfert progressif des fonctions du Conseil au Sénat conduirait la Communauté européenne sur la voie de la fédération ; l'exécutif serait confié au Conseil et à la Commission, le caractère collégial de cette dernière lui donnant déjà les caractéristiques d'un organe fédéral. Une autre approche consisterait à créer un Sénat européen à compétence limitée pour l'instant à des domaines non couverts par les traités de Paris (CECA) et de Rome (Marché commun, Euratom), donc en fait, plus spécialement, à la coopération politique, à la défense, à l'enseignement... Parallèlement, le Parlement européen pourrait obtenir compétence délibérative et légiférante sur ces mêmes sujets. Ainsi l'union européenne s'organiserait-elle autour de deux pôles, celui de l' *« Europe des peuples »* représentée par un Parlement européen plus authentique, et celui de l' *« Europe des nationalités »*, incarnée par un Sénat européen ayant un rôle effectif à jouer pour éviter que l'Europe ne s'engage dans la voie de l'uniformisation ou de la confusion, qui n'est pas celle que puisse envisager un humaniste libéral.

Réaliste, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui considère l'Europe comme la *« priorité essentielle »*, qui est décidé à ce que la France apporte sa *« détermination »* à la grande tâche de l'Union de l'Europe (10), a devant lui la perspective délicate mais immense de prendre celles des initiatives qui conduiront l'Europe réconciliée sur la voie de l'union. Il est de stature et de caractère à le faire. Et pour cela il pourra compter sur le soutien de ceux qui veulent accentuer la mission libérale d'une France maîtresse de son destin, dans une Europe à unir dans sa diversité et non à unifier — dans une Europe à laquelle il convient de donner une vision de dimension politique et de communauté de destin, destin d'une société libre et à la dimension de l'homme. Ainsi l'Europe pourrait-elle fournir à l'humanité un exemple d'organisation qui ne soit ni le modèle soviétique, ni le modèle américain, ni le modèle chinois, mais celui de peuples multiples, divers, enfin rassemblés dans une communauté fraternelle de destin et d'union.

---

* Député du Rhône apparenté à l'U.D.R., vice-président du Parlement européen.

(1) Conférence de presse du 11 avril et déclaration à Strasbourg le 19 avril 1974. Notons qu'il n'a pas dit *« une »* mais *« la »* priorité essentielle.

(2) Propos tenus à R.T.L. le 20 avril, confirmés dans une lettre du 2 mai 1974 à M. Louis Leprince-Ringuet, président de l'Organisation française du Mouvement européen, qui avait envoyé en avril une lettre aux différents candidats à l'Elysée afin de leur faire préciser sans ambiguïté leur éventuel engagement européen.

(3) Thème repris à d'autres occasions — notamment dans son entretien avec le *Vingtième siècle fédéraliste* en décembre 1966 et dans l'ouvrage de synthèse publié en 1972 chez Grasset par le Club « Perspectives et Réalités », sous le titre : *Imaginer l'avenir*.

(4) Déclaration faite au cours d'un débat organisé par Europe n° 1 avec M. François Mitterrand, le 21 octobre 1967, à propos de l'ouvrage de Jean-Jacques Servan-Schreiber : *le Défi américain*.

(5) Interview au *Vingtième siècle fédéraliste*, décembre 1966.

(6) Allusion à la déclaration faite par M. Valéry Giscard d'Estaing le soir de son élection, et reprise le 27 mai lors de son installation à l'Elysée.

(7) Dans ce message, il affirme notamment : *« La France maintiendra l'indépendance de sa politique, c'est-à-dire qu'elle fera le nécessaire pour prendre elle-même, en toute liberté, les décisions qu'appelle la défense de ses intérêts... »*

(8) Plus spécialement le 11 février 1974, comme rapporteur de la commission économique et monétaire.

(9) Le seul programme important est celui de l'avion de combat européen polyvalent — M.R.C.A. — auquel la France ne participe pas. Les trois pays concernés sont l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie.

(10) Allocution au corps diplomatique, le 20 juin à l'Elysée.

1974, ANNÉE MONDIALE DE LA POPULATION

Une conférence mondiale de la population se tiendra à Bucarest du 19 au 30 août prochain, à l'initiative de l'Organisation des Nations unies, qui a fait de 1974 l'« Année mondiale de la population ». La quasi-totalité des pays seront représentés à cette conférence gouvernementale, qui devrait adopter un plan d'action mondial, mais dont le but premier vise à précipiter une prise de conscience planétaire de l'acuité des problèmes démographiques.

Selon toute probabilité, la population mondiale, qui est actuellement évaluée à trois milliards huit cents millions d'habitants, atteindra quelque six milliards et demi d'individus en l'an 2000 (dont plus des trois quarts dans les seuls pays dits du tiers-monde) ; dans la meilleure hypothèse, elle ne se stabiliserait qu'au-dessus de onze milliards d'êtres humains, au milieu du siècle prochain.

Cette réalité de demain suscite de légitimes cris d'alarme. L'économiste Paul Bairoch et l'agronome René Dumont préconisent ici des solutions que l'on pourrait qualifier de « minimales » malgré les vastes bouleversements qu'elles impliquent.

Malthus, présentant comme loi naturelle la conséquence d'un mode de développement particulier, a fait valoir que la population croît de façon exponentielle, tandis que la croissance des ressources est arithmétique. Si tel est bien le cas, chercher à augmenter celle-ci et à diminuer celle-là, n'est-ce pas tenter de résoudre la quadrature du cercle ? Le problème, en fait, est moins quantitatif que qualitatif. Onze milliards d'humains dans trois générations : cette perspective n'est désastreuse que compte tenu — et c'est une tendance indiscutable — de l'aggravation croissante actuelle du pillage des ressources et surtout des inégalités. Pillage et inégalités qui sont les fondements et les résultantes du système d'exploitation impérialiste à l'échelle mondiale. Or la question fondamentale est bien de savoir si l'homme doit être au service du système ou le système au service de l'homme. Aussi longtemps que la première des deux formules prévaudra sur la majeure partie de la planète, les mesures conservatoires qui pourront être prises seront-elles autre chose que des palliatifs visant à prolonger les conditions d'existence de l'exploitation ? Les avertissements des pacifistes ont rarement grippé l'engrenage d'une guerre : les alertes à la survie de la planète et de l'espèce seront-elles mieux entendues dans un monde où le système continue de s'imposer à l'homme ?

Inflation démographique et tiers-monde

SI l'importance et les causes de l'inflation démographique sont connues, on n'a pas suffisamment insisté sur le caractère unique de cette dernière. Jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité on n'avait assisté à une aussi rapide progression de la population. Cette accélération ne provient pas d'une augmentation des ressources alimentaires, mais d'une réduction de la mortalité due à l'application massive de techniques médicales occidentales.

Une telle inflation démographique pose des problèmes extrêmement graves pour le développement du tiers-monde. D'abord au niveau des investissements. Sans accorder un caractère absolu et trop rigoureux aux notions d'intensité de capital, il est évident que, pour permettre aux ressources globales de s'accroître à un rythme supérieur à celui de la population, il est absolument nécessaire de procéder à des investissements importants. La mobilisation d'une telle masse de ressources est évidemment des plus malaisées. Dans les pays développés, ce n'est qu'à partir des années 1950-1960, à un moment où leur produit par habitant était de sept à dix fois supérieur à celui de la moyenne du tiers-monde d'aujourd'hui, qu'ont été atteints les taux de formation de capital qui seraient nécessaires au tiers-monde. En outre, cette mobilisation ne va pas sans risques énormes de gaspillage des ressources financières et surtout humaines, comme en témoigne le phénomène du chômage et du sous-emploi tant ruraux qu'urbains.

Mais il y a surtout la contrainte qu'impose de façon croissante cette inflation démographique par rapport aux terres cultivables. De 1900 à 1970, la superficie agricole par personne occupée dans l'agriculture dans le tiers-monde a diminué dans la proportion de 2 à 1. En l'absence de modifications significatives des tendances démographiques et économiques dans les soixante-dix prochaines années, cette diminution risque d'atteindre la proportion de 5 à 1. Or l'expérience montre que l'évolution négative du rapport « homme-terres cultivables » se traduit par une stagnation de la production agricole par habitant et par un recul de la productivité du travail agricole.

Outre ces deux contraintes majeures, il en existe d'autres, liées au problème de l'éducation d'une fraction massive de jeunes, dont le nombre augmente plus rapidement que la population totale ; à celui de la santé des femmes du fait de grossesses répétées ; enfin, dans le domaine de l'aménagement du territoire, à celui de l'exode rural excessif et à son corollaire, l'hypertrophie urbaine.

LE freinage de l'inflation démographique grâce à des politiques antinatalistes est évidemment l'élément-clé d'une solution optimale. Mais l'application et les modalités de telles politiques impliquent toute une série de préalables, notamment sur le plan de l'abord global du problème, sans parler des différenciations très accusées au niveau des régions et même des pays individuels. En outre, il convient de relever et de combattre un certain nombre de fausses interprétations de ce grave problème.

Les notions très différentes de rythme de croissance et de densité démographique sont souvent et abusivement confondues. Le danger essentiel de l'inflation démographique réside dans le rythme trop rapide de l'augmentation de la population et non du niveau absolu de population qu'elle entraîne. Certes, pour quelques pays sous-développés, il est possible voire probable que leur densité actuelle de population ne soit pas suffisante pour faciliter une amélioration du développement économique. Mais, en cherchant à passer *trop rapidement* à une densité supérieure, on handicape sérieusement les possibilités mêmes du développement.

D'autre part, les adversaires d'une politique antinataliste objectent fréquemment que celle-ci a peu de chances d'aboutir sans une authentique modification préalable des attitudes sociales, laquelle ne saurait résulter que d'une augmentation notable du niveau de vie. Cette argumentation repose sur la constatation que les pays développés ont réduit sensiblement leur fécondité, de façon spontanée, dès que les conditions économiques se sont améliorées. Toutefois, il convient de rappeler que la réduction de la fécondité dans ces pays s'est produite avec des temps de réaction très longs. Ainsi, pour que le taux brut de natalité descende au-dessous de 30 pour mille, il a fallu attendre en général soixante à quatre-vingt-dix ans après le début de la révolution industrielle, c'est-à-dire que le revenu par habitant atteigne 1 000 à 1 200 dollars actuels — soit un niveau plus de six fois supérieur à celui des pays sous-développés d'Asie notamment. L'inflation démographique impliquant des contraintes très importantes dans le processus de la croissance économique, il est fortement probable qu'un tel niveau de développement sera extrêmement difficile, sinon impossible, à atteindre à moyen terme dans le tiers-monde.

SI le freinage démographique est une nécessité impérieuse pour les sociétés non encore développées, on ne saurait dissocier le problème démographique du tiers-monde de celui de l'ensemble de la planète, ni du problème du développement en général. En effet, il est exclu de dissocier la question du freinage démographique du tiers-monde de celle de l'évolution et de la répartition de la population mondiale

De la même façon, il est inconcevable de poursuivre *à très long terme* la croissance démographique des pays développés. A l'heure actuelle, compte tenu des besoins tant agricoles que, surtout, de loisirs et d'espaces verts, il est probable que l'Europe occidentale, avec ses cent cinquante habitants au kilomètre carré, est déjà trop densément peuplée. Or, au taux actuel de croissance démographique, elle compterait, avant l'an 2300, plus de deux mille habitants au kilomètre carré. Ici aussi donc, il faudra arrêter un jour la croissance démographique : pourquoi ne pas le faire tout de suite, sans attendre un stade de densité plus dramatique ?

L'arrêt de la croissance des pays industrialisés doit compléter une politique antinataliste planétaire

En outre, le problème mondial de la pollution, de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement de certaines ressources naturelles engage directement la responsabilité des pays développés. Qui plus est, l'accroissement futur de la population de ces derniers est un facteur infiniment plus important dans l'aggravation de cette situation que l'accroissement de la population du tiers-monde. En postulant — hypothèse minimale — que l'impact d'un habitant d'un pays développé moyen sur ces phénomènes est quinze fois supérieur à celui d'un habitant du tiers-monde, le 1 % d'accroissement annuel des 1,1 milliard d'habitants des pays développés entraîne deux fois et demi plus de dégradation des ressources mondiales que les 2,5 % d'accroissement annuel des 2,6 milliards d'habitants du tiers-monde.

Pour toutes ces raisons, toute politique antinataliste du tiers-monde doit s'inscrire dans une stratégie mondiale de freinage démographique. Des études de l'optimum de densité *sociale* de la population devraient d'ailleurs être encouragées : il faut en effet dépasser la notion d'optimum de densité économique, beaucoup trop liée à des structures économiques et techniques du passé, quand la distance était un obstacle important à la transmission des informations et des biens.

Toutefois, s'il est probable qu'une stratégie du développement économique du tiers-monde a très peu de chances d'être efficace sans une action de freinage démographique, il convient d'insister sur le fait que ce freinage ne peut en aucun cas être présenté comme un substitut à une telle stratégie. Il n'est pas en lui-même un élément suffisant pour favoriser le développement économique s'il ne s'inscrit pas dans le cadre général d'une stratégie de développement.

Last but not least, il apparaît souhaitable d'intégrer la stratégie de développement du tiers-monde dans une stratégie globale de développement mondial, qui devrait se traduire notamment par un ralentissement, puis par un arrêt de la croissance des pays industrialisés, par une modification de rythme et de la nature des progrès technologiques et par un accroissement substantiel de l'aide accordée au tiers-monde.

PAUL BAIROCH

professeur à l'université de Genève, auteur de le Tiers-monde dans l'impasse *(Idées-Gallimard, Paris, 1971).*

La dilapidation mortelle des ressources

DES 1930, au Tonkin, désormais Vietnam du Nord, nous soulignions que la croissance de la population qui s'amplifiait, grâce à l'hygiène, dans les deltas d'Asie méridionale, déjà surpeuplés, représentait une lourde menace. Traité de néo-malthusien de droite et de gauche, nous ne fûmes pas écouté. Ceylan demandait aux Nations unies, dès 1950, une aide pour généraliser le contrôle des naissances. Le principe de celle-ci ne fut accepté, après de laborieux débats, qu'en 1966.

Nous écrivions alors que nous allions à la famine. Nous y voici maintenant, et si 1973 a vu plus de trois cent mille morts de faim, en trois parts à peu près égales (Sahel, Ethiopie, Asie du Sud), 1974 risque fort d'en dénombrer davantage.

Le phénomène pourrait encore s'accélérer. De 1959 à 1969, la production alimentaire par tête de l'ensemble des pays dits du tiers-monde a été à peu près stagnante, l'avance de quelques-uns étant donc compensée par le recul des autres. De 1969 à ce jour, le recul est général : la production vivrière *per capita* ne cesse de diminuer. Pas seulement au Sahel, en Ethiopie, dans les montagnes andines et le Nord-Est brésilien, mais dans toute l'Afrique tropicale et l'Asie méridionale, où la « révolution verte », les blés et les riz à hautes potentialités, ne réalisent pas les espérances — parfois démesurées — placées en eux. Au Pendjab, les rendements du blé diminuent déjà ; si la production de cette céréale est passée en Inde de 12 à 30 millions de tonnes, c'est en partie aux dépens des fourrages, donc du lait, et des légumineuses, plus riches en protéines que le blé.

Le soudain renchérissement du pétrole rend la situation plus difficile encore. Cet hiver, de l'Inde au Bangladesh, bien des motopompes arrosant les rizières ou les jardins ont dû s'arrêter, faute de fuel ou de courant.

Les engrais azotés, les plus efficaces, sont souvent à base de pétrole. Eux aussi voient leurs prix monter. Les usines indiennes d'engrais ne tournent même plus à la moitié de leur capacité, tandis que les possibilités d'importation diminuent. Quand les trains roulent moins en Inde, que les chauffeurs et les mécaniciens y revendent leur charbon la nuit, le cultivateur notable est moins incité à produire s'il n'est pas sûr des transports. Mais le drame s'accentue s'il s'agit du petit paysan. Exploité par le propriétaire foncier, par l'usurier, par le commerçant, par le fonctionnaire enfin, comment serait-il encouragé à accroître son effort pour augmenter sa production ? Quant à l'ouvrier sans terre, il ne peut que subir. En outre, l'arrêt prolongé depuis quinze ans des trois grands réseaux d'irrigation de l'Inde n'est-il pas dû au lobby des spéculateurs, qui ont un évident intérêt à l'aggravation des disettes ? Certains en sont convenus en 1959.

A L'ECHELLE mondiale, devant la montée des périls, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estime que le tiers-monde risque d'être obligé d'importer 85 millions de tonnes de céréales vers 1985. C'est à peu près le maximum de ce que les pays développés pourront leur céder, si ces derniers n'acceptent pas de réduire leur consommation de viande. Le drame de la famine risque, sans une meilleure répartition des ressources que celle de l'économie dite libérale, de prendre d'effroyables proportions, car les besoins ne cesseront de croître après 1985.

Les spécialistes insistent sur l'inertie démographique, affirmant l'impossibilité absolue de réduire vite le taux des naissances. La menace de famine va bientôt nous obliger, *volens nolens*, à remettre en cause une telle conception. Si une mobilisation générale pour la survie était enfin décrétée à l'échelle mondiale, comme le proposent plus ou moins explicitement les écologistes et le Club de Rome, rien ne permet d'affirmer que l'on n'irait pas plus vite dans cette voie : notamment en généralisant plus rapidement l'éducation des filles, qui réduit partout la natalité ; en mobilisant les mass media et en politisant le problème, comme en Chine. En outre, les possibilités de progrès agricoles également sont affectées d'une autre inertie, au moins aussi poussée. Cependant, si l'on donnait à l'Asie méridionale le pétrole, les engrais et les aménagements de contrôle de l'eau qui lui font tant défaut, l'agriculture y pourrait, pour un temps limité, progresser plus vite. Surtout s'il s'y joignait une réelle réforme agraire.

CES deux inerties conjuguées nous mènent donc à une famine terrifiante à l'échelle mondiale, sauf si nous savons réduire largement (de moitié, dans les pays les plus riches) notre consommation de produits animaux. Le cheptel des pays dits développés a consommé, en 1973, 380 millions de tonnes de céréales et tourteaux : mille fois plus que ce que nous, tous les riches, avons donné au Sahel ! Si les pauvres sont menacés de famine, cela vient du gaspillage des riches. C'est donc chez ceux-ci qu'il faut d'abord réduire et la natalité, et l'effroyable dilapidation de la société dite de consommation. Cette gabegie nous mène aussi à une destruction accélérée de notre environnement. Depuis 1971, les avertissements n'ont point manqué, dont nous ne tenons encore guère compte.

Deux impératifs de survie : la fin du gaspillage et la réduction des inégalités à l'échelle mondiale

Faute de savoir réduire le gaspillage par tête, il nous faudrait alors réduire plus encore le nombre de gaspilleurs. J'estime cependant qu'il nous faudra pousser dans les deux directions à la fois. Tous les encouragements à la natalité en pays développés — du quotient familial fiscal, qui « paie » plus cher les enfants des riches, aux allocations familiales après le deuxième enfant — devraient de toute urgence être remis en question, malgré le matraquage publicitaire nataliste auquel nous avons été indument soumis depuis un bon demi-siècle. Le « *Croissez et multipliez* » a déjà fait assez de dégâts, depuis plus de deux millénaires qu'il sévit. Il est temps que les Eglises, enfin conscientes de leurs responsabilités, en dénoncent publiquement les méfaits, comme nous a récemment demandé de le faire la radio protestante de Genève.

D'autre part, l'agriculture emploie toute une série de procédés dont on ne sait pas encore bien mesurer tous les effets à long terme. Le D.D.T. et d'autres pesticides sont déjà reconnus dangereux. Certains abus d'engrais méritent d'être examinés de plus près. La défriche de tous les marais met en jeu l'existence d'espèces dont nous aurons peut-être besoin. Il n'est donc plus question de dominer la nature, comme si nous en étions les seuls maîtres, mais de nous associer à la biosphère : ce qui implique des limites plus étroites encore à nos possibilités d'accroissement de production immédiate, agricole et industrielle.

LA protection de l'environnement passe par la limitation drastique de la population comme de la production industrielle, donc par la fin des plus éhontés de nos gaspillages. Ce qui implique la réduction des inégalités à l'échelle mondiale. Or, dans les vingt dernières années, celles-ci se sont sans cesse accrues : de même, la part des ressources naturelles, pourtant limitées, qu'accaparent les pays riches ne cesse de s'accroître : tout cela finira par sauter, mais quels dégâts en résulteront ?

Retournant le problème dans tous les sens, on n'arrivera pas à modifier la conclusion essentielle, celle du Club de Rome, même si certaines des données utilisées par lui apparaissent discutables. Si nous voulons procurer des ressources décentes à la population du globe, il faut de toute urgence arrêter partout la croissance démographique. Si nous voulons protéger l'environnement, il faut freiner du même coup la consommation de viande, la fabrication des autoroutes et des autos, l'urbanisation délirante, l'anarchie des résidences secondaires, l'industrialisation sans frein, la surconsommation d'énergie... La pelouse bordant l'autoroute ne nourrit guère.

En laissant les choses aller dans les directions actuelles dans le cadre de l'économie capitaliste, nous savons maintenant que l'effondrement total de notre civilisation serait bientôt inévitable. Certains de ceux qui le savent préfèrent encore ne pas se l'avouer, et pratiquent la politique de l'autruche : celle-ci ne pourra durer bien longtemps.

RENÉ DUMONT.

PRINTEMPS HONGROIS ?

Le parti communiste s'adapte à la situation nouvelle créée par un souffle de liberté dans l'économie et la culture

Enquête de CHARLES ZORGBIBE

LOIN des jours glacés, la Hongrie tente la difficile synthèse de l'Etat marxiste et de la société de consommation. Les insurgés de 1956, les « communistes libéraux » du cercle Petöfi, auraient-ils finalement gagné ? Le dépérissement relatif du parti unique, la réforme de la gestion économique, le desserrement de l'emprise du pouvoir sur la vie culturelle incitent à le penser. En même temps, les bataillons d'hommes d'affaires occidentaux qui déferlent au Duna-Intercontinental ou à l'Hôtel Royal, ces caravansérails des sociétés multinationales, donnent comme la sensation concrète de la **« convergence des systèmes »** chère à *nombre de sociologues et* d'économistes. Seules subsistent du passé — évidente leçon des événements de 1956 — l'affirmation de liens privilégiés avec l'Union soviétique, la sensibilité aux ondes de choc émises depuis Moscou.

Au centre de cet étonnant retournement, la très complexe personnalité de M. Janos Kadar, ce communiste aux mains propres qui, à peine sorti des prisons staliniennes, avait été associé à Imre Nagy pour prendre la tête d'une Hongrie en révolution, n'hésitait pas à trahir, dans les premiers jours de novembre 1956, le trop idéaliste apôtre d'un **« communisme qui n'oublierait pas l'homme »** pour faire appel à l'ultime — et décisive — intervention des forces soviétiques ; quelques années plus tard, le gouvernant ramené dans les fourgons de l'étranger a déjà acquis une incontestable popularité pour son habilité à libéraliser les institutions hongroises à l'intérieur du cadre fixé par les Soviétiques, pour son intelligente, bien qu'implicite, reconnaissance du caractere pluraliste de la société hongroise. En 1968, la crise tchécoslovaque permettra de mesurer le chemin parcouru : jusqu'aux dernières heures, le *chef de file hongrois luttera pour éviter l'action* des puissances du pacte de Varsovie.

Mais la recherche d'un communisme plus humain serait-elle un moderne mythe de Sisyphe ? Le 21 mars 1974, MM. Reszo Nyers, « père » de la réforme économique, Gyorgy Aczel, grand maître de la vie culturelle, Lajos Feher, responsable de l'agriculture, sont écartés du secrétariat du parti : avec le départ de ces trois proches collaborateurs de M. Janos Kadar, est-ce l'expé*rience hongroise qui est atteinte ? Le 28 mars,* dans un discours prononcé devant les militants de la circonscription de Szabolcs-Szatmar, le premier secrétaire du parti hongrois entend couper court aux rumeurs : les décisions annoncées correspondent à un **« reclassement des cadres dans quelques postes dirigeants, rien de plus »; « sans doute, en pareil cas, existe-t-il toujours des possibilités de mauvaise interprétation »** ; en fait, **« la ligne politique essentielle est inchangée »**. Est-ce si sûr ? Dans la Hongrie d'aujourd'hui, la réalisation d'un large consensus autour du pouvoir n'exclut pas l'approche lucide des problèmes du régime ; et les pressions des pays socialistes sont d'autant plus ressenties qu'elles ravivent d'anciennes cicatrices.....

(Photo Keystone.)

CONCERT « POP » A BUDAPEST

« La ligne politique essentielle est inchangée. »

Du parti directeur à l'«Etat-appareil»

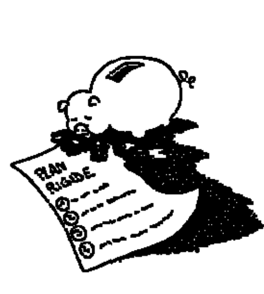
A l'ère stalinienne — celle de Matyas Rakosi et de ses collaborateurs Ernö Gerö, Mihaly Farkas, Jozsef Révai, — le parti et *son appareil* entendaient donner d'eux-mêmes une image d'infaillibilité : ils étaient censés contrôler pleinement la société hongroise. En fait, *la relation de conflit, bien que cachée,* était permanente entre un Etat monolithique et une société pluraliste : *elle se révèle soudain,* lors de la révolution de 1956 ; en même temps est éclairée la réalité des influences réciproques du parti et de *ses courroies de transmission. Les organes du* consensus obligatoire — syndicats, mouvements de jeunesse, organes de l'administration locale — deviennent autant de sites de contestation spontanée ; la police et l'armée se joignent aux émeutiers, à l'exception de la police politique, ultime bastion du stalinisme ; le parti lui-même se comporte comme un vaste corps délibérant, alors que sa presse passe au crible les interprétations des « journaux frères » de Moscou.

Le mérite de M. Janos Kadar a été de comprendre que le parti hongrois ne se relèverait jamais de la brisure de 1956, que sa survie dépendrait de sa discrétion face à une opinion exaspérée. Ainsi s'explique l'étrange *effacement* du *« parti socialiste des travailleurs hongrois »*, dont les fonctions d'animation et de mobilisation sociales ont été déléguées aux différentes organisations de masse, voire aux institutions constitutionnelles : le parti a dépéri au profit de l' « Etat-appareil », *selon l'excellente* expression de Ghita Ionescu. Les luttes de tendances se manifestent moins désormais au sein du parti, « centre du pouvoir », qu'entre ces *branches* plus diffuses de l'Etat-appareil que sont les syndicats, l'administration du plan, le gouvernement...

A l'impératif politique de 1956 s'est substitué l'impératif économique de 1968 : l'efficacité économique passe par la participation, l'engagement volontaire, l'élargissement du consensus ; *elle* contribue à la réactivation d'organes constitution*nels longtemps considérés comme* purement décoratifs. Dès 1966, le professeur Otto Bihari, spécialiste de science politique, avait réclamé, dans la revue théorique du parti **Tarsadalmi Szmele,** une réforme électorale qui permette des élections effectivement disputées, et une relance de l'activité du Parlement. En octobre 1970, la révision de la loi électorale a ouvert la voie aux candidatures multiples : quarante-huit duels et un combat triangulaire ont marqué les élections législatives du printemps 1971... et posé de nouveaux *problèmes, tels que celui des résultats défavorables* des femmes et des jeunes candidats. Si le Parlement reste une institution formelle, qui ne siège que quelques jours par an en session solennelle, *du moins ne se contente-t-il* plus de ratifier les décisions des organes dirigeants du parti : certaines de ses commissions semblent connaître de véritables débats. Surtout les conseils locaux constituent, depuis 1969, d'authentiques centres de décision : leur autonomie financière est assurée par un prélèvement de 6 % sur les bénéfices des entreprises et par l' « enveloppe » octroyée par le pouvoir central pour la durée du plan ; *leur* allégeance au parti fait d'autant moins problème que les « sans-parti » sont nombreux parmi les *conseillers ; leurs travaux éveillent un certain* intérêt dans l'opinion locale.

Reste que la **« démocratisation de la gestion politique »** ainsi réalisée est limitée au secteur de la vie quotidienne et des relations privées. Nous recevant dans les locaux aseptisés du Front patriotique populaire, dont il est l'un des responsables, M. Laszlo Hegedus, député « paysan » de Szentendre, l'un de ces bureaucrates appliqués et sans imagination qui se sont maintenus, nombreux, dans le régime Kadar, vantait, comme par *automatisme, les avantages de la « démocratie à* **la base »** pour la solution de problèmes tels que ceux de l'implantation des crèches ou de la refonte du droit de la famille. **« Ainsi peut-on redécouvrir les sentiments des gens qui sont difficilement appréciés à travers les procédures administratives »,** concluait-il avec un humour très involontaire. Poussera-t-on, un jour, la redécouverte plus loin ?

Le nouveau mécanisme économique



« Un pays de fer et d'acier » : telle était, en 1947, l'ambition affichée des nouveaux gouvernants de Budapest, *qui* projetaient mécaniquement le modèle soviétique de planification et de gestion sur une Hongrie au demeurant dépourvue *de minerai de fer et de charbon. Mobilisation* totale des ressources nationales et des énergies individuelles en vue d'atteindre les objectifs déterminés souverainement par la direction du parti ; concentration du développement du pays sur un nombre restreint de branches d'activité, sans crainte des inéluctables déséquilibres ; indifférence totale aux besoins individuels, aux demandes des consommateurs : *le résultat des années grises* fut, comme dans les autres démocraties populaires, le respect théorique des normes du plan et le gaspillage réel des ressources disponibles par des entreprises peu incitées à promouvoir leurs ventes, à améliorer la qualité de leurs produits, à appré*cier la rationalité de leurs opérations* avec l'étranger.

Avec le séisme de 1956 s'imposent les réalités quotidiennes, le souci de l'efficacité et de la bonne administration, au détriment du catéchisme économique stalinien. La question agraire est résolue en premier. La collectivisation est menée à bonne fin en 1961, mais, entre-temps, la gestion des fermes coopératives a été considérablement libéralisée : leurs membres perçoivent une rente foncière pour le sol et les moyens de production *mis en commun ; ils élisent librement leurs dirigeants,* qui jouissent d'une grande indépendance en matière d'administration courante et d'investissements ; ils ne sont plus tenus aux livraisons obligatoires du passé mais concluent de libres accords avec les partenaires de leur choix. Ainsi *la Hongrie est-elle, avant la Pologne, le premier* pays du COMECON à limiter la planification agricole à l'action sur les prix. En même temps, les exploitations personnelles dont jouissent les membres des fermes collectives sont réhabilitées : il est vrai que les lopins individuels, s'ils repré*sentent moins* de 10 % des terres cultivables, permettent le ravitaillement de la moitié de la population...

Dans le domaine industriel, les nouvelles méthodes de gestion sont entrées en vigueur le 1er janvier 1968 : c'est le **« nouveau mécanisme économique »**, dont Jean Marczewski a écrit que, **« contrairement aux réformes entreprises dans les autres pays socialistes, il s'agit d'un système cohérent et complet qui englobe l'ensemble de l'activité économique du pays... »**. Libérer les *entreprises du carcan bureaucratique, recourir* aux signaux du marché pour briser la cloison étanche qui séparait la production de la consommation, *c'était à la fois redéfinir* la fonction du plan, les structures de l'administration économique, la vie même de l'entreprise. Le plan national ne fixe *plus de façon détaillée* les objectifs quantitatifs de production — mis à part quelques produits énumérés ; il se limite à l'orientation générale de la croissance et se contente d'influencer le contexte économique par le biais de la politique du crédit et des prix, de la réglementation du commerce extérieur....

Déconcentration administrative

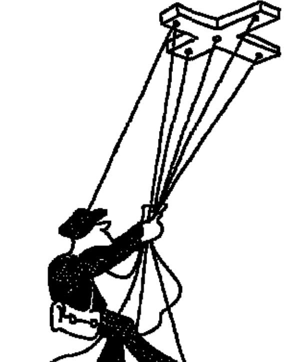
L'ADMINISTRATION économique est déconcentrée : les ministères et administrations centrales veillent à la coordination de l'ensemble des activités économiques mais abandonnent leurs attributions de gestion aux entreprises ou unions d'entreprises, librement *constituées. Les entreprises,* qui choisissent désormais leurs fournisseurs *et leurs clients,* sont tendues vers la maximisation de leur profit, *réparti* entre trois fonds : le fonds de réserve, le fonds d'intéressement des travailleurs, le fonds de développement ; elles doivent assurer elles-mêmes leurs investissements et faire appel au crédit des banques — le rôle des investissements d'Etat *ne reste essentiel* que dans les secteurs vitaux de l'industrie lourde et des mines. Le système des prix est assoupli l'Etat peut imposer des prix fixes (charbon, transports, articles de consommation essentiels), mais il se contente le plus souvent de déterminer des prix-plafonds (beurre, fromage, appareils ménagers...) ou fluctuant entre deux limites (café tissus, chaussures, meubles...); les entreprises fixent librement les autres prix, qui concernent 50 % des biens de consommation.

L'accent est, enfin, mis sur les *relations* économiques avec l'étranger : le rôle des centrales du commerce extérieur est maintenu, mais une centaine d'entreprises industrielles ont obtenu le droit de développer des rapports directs avec leurs partenaires étrangers : les devises étrangères sont converties en monnaie nationale suivant des coefficients multiplicateurs qui assurent un lien entre prix internationaux et intérieurs.

Les conséquences de la réforme économique *ont été, dans l'ensemble, très positives. Après un* démarrage difficile, une vive compétition s'est manifestée entre entreprises publiques ou coopératives industrielles et agricoles. La croissance s'est nettement accélérée ; son taux est de 5 % l'an. La hausse des prix, forte pour un pays socialiste, n'a cependant pas dépassé 2 % l'an. Le niveau de vie et le salaire réel ont augmenté. Sans doute des problèmes ont-ils surgi : dans l'enthousiasme de l'autonomie fraîchement acquise, nombre d'entreprises ont lancé d'ambitieux *programmes d'investissements qui* sont restés inachevés car le coût de l'amortissement avait été mal calculé ; l'augmentation des importations, surtout d'Europe occidentale, a été très forte et a suscité un déficit extérieur qui n'a cessé de s'accroître jusqu'en 1973 — année où la balance *a été rééquilibrée.* Mais ces difficultés sont normales : une économie artificiellement isolée ne peut s'adapter brusquement aux exigences du marché international.

Peut-on aller plus avant dans l'application du *nouveau mécanisme économique ?* M. Reszo Nyers semblait le penser, qui déplorait l'appui financier encore accordé par l'Etat, **« qui aboutit au nivellement des résultats économiques obtenus par les entreprises, que leur efficacité soit élevée, médiocre ou faible »** ; d'autres « managers » regret*tent l'impossibilité* pour une entreprise bénéficiaire de réinvestir dans une autre branche — le crédit étant *monopole* d'Etat : une telle diversification permettrait une authentique restructuration de l'économie hongroise ; d'autres encore dénoncent les **« super-profits »** *réalisés* par les entreprises de commerce extérieur. En fait, l'heure semble plutôt aux **« ajustements »**, à une certaine recentralisation. L'avenir de la réforme est encore, politiquement, fragile. **« Elle est dangereuse,** souligne M. Jean Marczewski, **pour les milliers de bureaucrates, grands et petits, dont l'existence parasitaire est greffée sur les organes malades du système... »**. Précisons, cependant, que ces bureaucrates prêts à invoquer le dogme pour lutter contre les changements qui les menacent sont souvent, en même temps, « managers » : ils forment *l'ancienne génération* de directeurs nommés par le parti à l'époque stalinienne, et pleins de nostalgie pour le temps des instructions impératives du plan, si sécurisantes...

Tensions sociales et renouveau syndical



L'ancienne classe s'est répandue à travers le monde. A *Budapest,* ses ultimes représentants, aristocrates et bourgeois déchus, s'adonnent à de mélancoliques ballets sous les lambris du café Vörösmarty, resté pour eux cette « confiserie Gerbaud » dont les dorures et les murs classés portent témoignage pour l'époque austro-hongroise.

Mais les ci-devant ont, depuis longtemps, abandonné aux ambassades les hôtels particuliers de l'avenue Andrassy — maintenant avenue de la République populaire, — qui naît sous les platanes du « Bois de la ville » ; et leurs maisons gracieuses des collines de Buda ont été la proie des hiérarques du nouveau régime.

Car le franchissement du Danube, l'abandon de Pest et de ses fumées d'usines, pour Buda, ses palais baroques, ses demeures néo-gothiques, qui, depuis des générations, symbolisent le succès matériel, s'est poursuivi — concrétisant une nouvelle, et très profonde, différenciation des couches *sociales. La* « nouvelle classe » existe : elle se manifeste, très habillée, aux soirées de l'Opéra, ou, plus frivole, aux défilés de mode de Clara Rothschild, la *maison* de haute couture de la rue Vaci ; elle fait construire ses villas au bord du lac Balaton et importe d'Occident ses *automobiles, dont la densité* est exceptionnelle pour un pays socialiste. Elle est essentiellement composée de deux groupes sociaux, l'un au cœur du régime, l'autre en marge : d'une part, les « managers », chers à Djilas, qui dirigent les entreprises d'Etat, jouissent des meilleurs salaires et *conditions de* vie et — peut-être — d'un prestige social supé-





rieur ; d'autre part, les animateurs d'un secteur privé — le « Magan-szektor » — toléré au sortir de l'ère stalinienne. Les premiers gouvernent, non sans cynisme, une masse anonyme et impuissante ; maîtres du « complexe économique », ils ne sont pas toujours liés au parti puisqu'ils sont recrutés sur le critère de leur qualification objective — mais l'adhésion au parti facilite évidemment une carrière. Les seconds — membres des professions libérales, commerçants et artisans indépendants, — bien qu'œuvrant dans un domaine d'activité strictement limité, connaissent une incontestable expansion du fait de la rareté des produits et services qu'ils offrent.

Au-delà de ces groupes privilégiés, le peuple hongrois reste pauvre — comme le révèlent le délabrement des immeubles de Pest, l'attente devant les boutiques, la simplicité des vêtements... et les statistiques officielles hongroises. A l'heure du nouveau mécanisme économique, les différenciations de revenus ne peuvent qu'être accrues. L'impératif de productivité rend les conditions du travail plus pénibles ; la liaison établie entre les rémunérations et le rendement ouvre l'éventail des salaires ; la fermeture des usines non rentables suscite chômage et fluctuations des emplois. « Capitalisme d'Etat » sauvage ? Le syndicaliste canadien Charles Levinson a dénoncé les campagnes menées par le gouvernement hongrois auprès des firmes multinationales leur présentant la Hongrie comme une terre de **« paix sociale »** ; il a rapporté comment une entreprise américaine préféra déplacer le siège d'une de ses filiales d'Autriche en Hongrie, avec le total soutien des autorités hongroises et malgré les protestations du syndicat communiste autrichien directement concerné, qui avait été jugé trop combatif..... L'ambiguïté du système hongrois a été particulièrement ressentie par un ancien président du conseil, M. Andras Hegedus, un vétéron du stalinisme. Dès 1956, dans un mémoire sur la **« modernisation du système de gestion »**, M. Hegedus écrivait : **« Les masses laborieuses ne connaissent pratiquement rien de leurs dirigeants. Les changements de personnes sont souvent enveloppés de mystère. Il n'est pas rare, lorsqu'un nouveau directeur arrive dans une entreprise, que seuls les cadres supérieurs les mieux informés soient au courant de ses activités antérieures, la majorité des employés ne disposant même pas sur son compte du moindre écho. »** Abandonnant la politique active pour la recherche sociologique, M. Hegedus, qui, en 1968, a condamné l'intervention des puissances du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, apparaît, aujourd'hui, comme l'authentique chef de file d'un **« socialisme à visage humain »** : il a été exclu du parti en 1973.

Le rôle de la classe ouvrière

« LE **droit des ouvriers à dire leur mot sur certains sujets devrait être rendu largement effectif »**, écrivait M. Hegedus. Sur ce point, le Conseil central des syndicats — dont l'imposant immeuble qui fait face au monument de marbre rouge célébrant l'Octobre soviétique dit assez le caractère d'institution officielle — s'est sensiblement réanimé : de branche morte de l'Etat-appareil, il est devenu l'une de ses structures les plus dynamiques ; de courroie de transmission du parti, il s'est érigé en porte-parole des travailleurs — qui semblent accorder plus de crédit, dans l'entreprise, au syndicat qu'à l'organisation du parti, à laquelle ils reprochent d'être psychologiquement dominée par le directeur.

Au niveau national, les heurts entre les syndicats et l'Etat sont désormais publics : **« Chacun connaît et approuve en paroles le rôle dirigeant de la classe ouvrière, mais fait la grimace quand un ouvrier en bleu de travail entre dans la pièce »**, imprime le quotidien des syndicats, **Nepszava**, qui évoque également le développement d'un **« libéralisme petit-bourgeois de classe moyenne »** et réclame, pour la classe ouvrière, plus de **« positions clés dans l'Etat, l'économie, la fonction publique »**.

L'organe du parti, **Nepszabadsag**, réfute gravement les arguments syndicaux... ou les approuve lorsque M. Janos Kadar, procédant à son autocritique, reconnaît que **« la discrimination de la classe ouvrière représente une faute politique »**. L'attention que le régime porte à la situation matérielle et sociale de la classe ouvrière consacre la levée d'un autre mythe : le prolétariat n'est plus automatiquement gagné à la cause du régime ; il exige autant de soins que les paysans, les artisans, les intellectuels. La « participation » est aussi indispensable dans l'entreprise qu'à l'université ou dans l'Etat. A cet égard, les syndicats ont obtenu un faisceau de compétences dans le cadre de l'entreprise : droit de proposition sur la stratégie économique de la firme ; droit de décision en matière sociale, la gestion du « fonds social » — cantines, crèches, maisons de repos... — leur appartenant totalement ; et, surtout, droit de veto suspensif dans les domaines de la répartition des salaires et des conditions du travail. Ainsi divers syndicats ont-ils refusé les modifications des normes de travail décidées par les directions d'entreprises, arguant qu'elles n'étaient pas justifiées par une évolution technologique ; le différend est alors tranché au niveau national de l'Etat, voire du parti.

Du côté de l'intelligentsia



Sélection. Participation. Méthodes d'enseignement... Des facultés traditionnelles, enracinées au cœur de Budapest, dans ce quartier du Belvaros qui fut, en 1848, celui du « Printemps des peuples », à l'université Karl-Marx de sciences économiques, toujours bruissante dans les anciens locaux des douanes, le même débat est engagé. La sélection, effective dans toutes les disciplines, est très sévère et suscite les vives protestations des étudiants : en droit, seuls deux cent quatre-vingts candidats à l'entrée en première année ont été admis en 1973, à Budapest — et il n'y a que trois facultés juridiques dans le pays.

Parmi les enseignants aussi, les critiques sont nombreuses — moins sur le principe que sur les modalités des épreuves : comment choisir, par exemple, les futurs juristes alors que les diplômés de l'enseignement secondaire ignorent encore tout du droit et sont jugés à partir de dissertations de littérature, d'histoire, de géographie ?

Sur la participation, le dynamique doyen de la faculté de commerce, M. Ferenc Kreskay, est enthousiaste : **« Nous avons voulu retenir les leçons du Mai français. »** Chaque conseil de faculté compte quatre étudiants, dont trois sont librement élus par leurs camarades, le quatrième étant désigné par la branche locale de l'Union de la jeunesse communiste. Les méthodes d'enseignement **« sont celles de l'Université allemande du dix-neuvième siècle »**, se plaisent à affirmer les plus modernistes des enseignants hongrois. Cours magistraux peu suivis, séminaires obligatoires seulement en principe : les étudiants ont peu de contacts directs avec leur établissement. Seule l'université des sciences économiques, sous l'aiguillon du « nouveau mécanisme », s'est profondément rénovée : elle recrute aujourd'hui, à New-York comme à Moscou, ses professeurs associés qui doivent aider à former les futurs « managers ».

Comme à l'Ouest...

PAR nombre d'autres problèmes auxquels elle est confrontée l'Université hongroise ressemble à celles de l'Ouest européen. Depuis qu'en 1962 le critère de l' « origine sociale » a été supprimé, les adolescents d'ascendance ouvrière ou paysanne éprouvent certaines difficultés à entrer dans l'enseignement supérieur : la question a été posée par la grande presse de Budapest. Le prestige des titres universitaires est tel qu'on a pu voir un ministre présenter une thèse de doctorat — ce qui n'est pas sans évoquer les mésaventures de ce président du Bundestag ouest-allemand saisi du désir d'obtenir une chaire dans une faculté de théologie protestante ! Jusqu'à une date récente, la séparation totale de la recherche et de l'enseignement suscitait de multiples rivalités entre les instituts de l'Académie des sciences et les universités...

Contre toute attente, les débouchés offerts aux étudiants sont peu planifiés : si les économistes n'éprouvent guère de préoccupation pour les années qui viennent, la faible rémunération des enseignants explique la féminisation du public étudiant des facultés des lettres ; et, du fait de l'extrême centralisation du pays, la plupart des étudiants de la capitale refusent tout poste en province, quitte à vivre pendant quelques années d'emplois d'occasion.

Au contraire de leurs aînés de 1956, les étudiants hongrois des années 1970 n'auraient-ils que des problèmes « corporatifs » ? En 1956, l'opinion publique, en rupture avec le régime, s'était rassemblée autour de la communauté universitaire ; et la révolution de Budapest était née au « Cercle Petöfi », ce club de débats créé au sein même de l'Union de la jeunesse travailleuse (D.I.S.Z.). Normalisée depuis près de vingt ans, la nouvelle Union de la jeunesse (K.I.S.Z.) n'apparaît plus que comme un vaste et très efficace service public : dans les facultés, elle est chargée de la distribution des bourses ; ses membres sont moins des militants que des usagers.

L'insurrection de 1956 révélait que la jeune génération hongroise, éduquée dans le régime, rejetait unanimement le stalinisme. La nouvelle génération des années 1970 semble, dans sa grande majorité, loyaliste : la participation au jeu politique, à peine esquissée, côtoie encore le folklore — ainsi lorsque les étudiants en sciences économiques, groupés en une originale machine électorale, font échec, dans l'une des circonscriptions « disputées » de Budapest, au député sortant, artiste lyrique qui n'avait plus leurs faveurs ; l'opposition reste, le plus souvent, « dans le système » — telle faculté est réputée « centre oppositionnel », mais le débat reste « familial ».

Mais cette allégeance n'est-elle pas superficielle ? Elle procède d'un certain opportunisme et débouche, pour le plus grand nombre, sur un total apolitisme. On peut inverser, il est vrai, la question : pourquoi le pouvoir hongrois ne mobilise-t-il pas la nouvelle génération autour des transformations sociales et politiques qu'il réalise ? La réponse est évidente : l'impératif résultant de la position géographique de la Hongrie conduit les jeunes au désenchantement et au scepticisme, et contraint le pouvoir à ne souhaiter qu'un consensus passif. Le compromis est fragile, que remettra en question toute novation à Moscou ou dans la communauté socialiste.

Le « 1968 magyar », qui revient souvent dans les conversations, ne fut pas seulement la réfraction, par-delà les différences de systèmes sociaux, du Mai de Paris ; il consista surtout dans une interrogation anxieuse sur la tragédie tchécoslovaque. Pendant les deux semaines qui suivirent l'intervention des puissances du pacte de Varsovie, des fractions étudiantes crièrent leur réprobation et tentèrent de définir une nouvelle stratégie. De là date l'éclosion d'un gauchisme universitaire hongrois, qui s'est, depuis, renouvelé avec la protestation contre le nouveau mécanisme économique, qualifié de **« restauration capitaliste »**.

Le romancier Mihaly Sukosd — qui désespère de parvenir à rédiger l'ouvrage qu'il voulait consacrer à **« la jeunesse devant la politique »**, car **« la situation est trop mouvante »** — dénonce la nouvelle extrême gauche : **« Elle mêle l'admiration de Guevara aux slogans contre la civilisation technicienne et à la nostalgie du Printemps de Prague »** ; **« si Dubcek avait réussi, elle se prononcerait aujourd'hui contre lui »**. Au-delà, dans l'échelle de la non-allégeance, le courant « populiste » — pour reprendre la qualification des sociologues hongrois, — important à l'université, semble renouer directement avec les tendances **« réactionnaires »** de l'ancien régime ; son ciment est le nationalisme et l'hostilité à l'Union soviétique.

Détente culturelle

LA Hongrie d'aujourd'hui connaît une grande liberté d'expression et ignore pratiquement les tabous. Comblé d'honneurs par le régime, ce professeur d'université évoque les événements de 1956 : **« Ce fut réellement une révolution socialiste. Je revois cette mer de drapeaux rouges devant le Parlement... ces drapeaux que portaient, alors, mes étudiants et que j'ai retrouvés, par hasard, il y a peu, dans un réduit oublié de mon université. »** Et notre interlocuteur, communiste convaincu depuis l'adolescence, d'évoquer, avec tristesse, la confusion persistante entre les intérêts nationaux de l'Union soviétique et ceux du socialisme international.

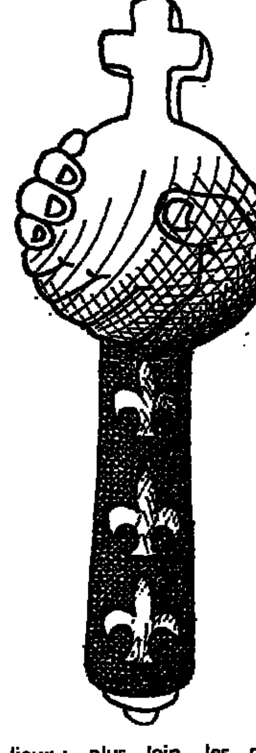
Dans leurs sobres locaux de l'avenue Lénine, où triomphe la peinture abstraite, les rédacteurs de la revue **Valosag** (Réalités), principal périodique « intellectuel », qui compte dix-sept mille lecteurs, rappellent avec fierté qu'ils étaient considérés, il y a encore dix ans, comme **« oppositionnels »** : ils soulignent que leur organe n'est plus menacé, qu'ils ne sont soumis à aucune censure, et que les textes qu'ils publient sont d'inspiration **« marxiste »** ou **« non marxiste »**.

A la télévision, la **« démocratie à la base »** s'épanouit avec l'émission « Forum » : les ministres des départements « techniques » viennent défendre leur gestion et se soumettent aux questions des téléspectateurs — parfois fort embarrassantes, comme lors du débat sur le logement. Et tout contrôle idéologique semble avoir éclaté au niveau des cadres de l'appareil d'Etat, dont les bureaux disparaissent sous les collections du **Monde** et de la **Frankfurter Rundschau**, tandis que les traductions des essais de John Kenneth Galbraith fleurissent aux vitrines des librairies économiques.

De fait, la politique culturelle, définie en 1958 par les « directives » du comité central du parti hongrois, rompt avec le régime antérieur de « centralisme bureaucratique ». Gyorgy Aczel a souvent dénoncé les **« immenses dégâts »** causés par le monopole du marxisme-léninisme, qui engendrait un **« pseudo-marxisme »**, un **« marxisme des citations »** ; selon lui, la direction idéologique du parti doit se traduire non par des **« mesures de caractère administratif »** mais par la **« coopération avec les créateurs »**, car il faut compter avec l' **« exigence intérieure »** des intellectuels, et l'approfondissement de leur conscience socialiste ; surtout l'art doit être **« en relation avec les tendances générales du parti, et non pas forcément avec l'actualité du jour »**, la liaison de la politique et de l'art est à prendre **« dans une acception stratégique et nullement tactique »**.

Le « discours » non marxiste est admis, réserve faite de la critique idéologique des valeurs non marxistes, qui incombe non au pouvoir central, mais à chaque institution culturelle : le comité de rédaction d'une revue accompagnera d'une note rectificative un article **« discutable »** ; une conférence que nous fîmes devant l'Institut de l'Etat et du droit de l'Académie des sciences fut suivie d'un courtois rappel de l'interprétation marxiste de la question traitée. Cette politique, souple et nuancée, a permis le ralliement implicite de cette majorité d'intellectuels qui, dans les années 50, **« se trouvaient en opposition non pas avec le pouvoir de la classe ouvrière, mais avec sa déformation dogmatique »**. Est-elle, aujourd'hui, menacée ? Moins, peut-être, par les mutations au sein du bureau politique que par les conséquences négatives de la réforme économique : les entreprises culturelles, dominées désormais elles aussi par l'impératif de la rentabilité, courent le risque, en multipliant les traductions de romans policiers ou les publications pornographiques, de susciter un retour à l'ordre idéologique....

Les Eglises et l'Etat



Tels deux guerriers épuisés, l'Eglise catholique et le pouvoir socialiste ont cessé de lutter. Le voyageur qui, après avoir parcouru les ruines du château de la dynastie d'Arpad au-dessus du coude septentrional du Danube, gagne d'antique capitale d'Esztergom, siège de la primature catholique, discerne plus la lassitude qu'un quelconque irrédentisme dans le fief de la « Vendée hongroise » : lors de la visite de la basilique, le guide ne mettra nul défi dans son évocation respectueuse du cardinal Mindszenty, ancien maître des lieux ; plus loin, les retables sculptés et les incunables enluminés du Musée d'art chrétien figurent sur l'itinéraire proposé par l'organisation officielle de tourisme. Liaisons transnationales au sein du monde socialiste : sur la colline de Buda, les groupes catholiques polonais se pressent dans la crypte de l'église Saint-Matyas et sur les surprenantes tourelles du Bastion des Pêcheurs — ce décor néo-roman pour tragédie shakespearienne édifié au début du siècle par un peuple privé de sanctuaire historique.

Lors de la fondation de la République populaire, les positions des dignitaires catholiques comme celles des dirigeants de la génération stalinienne excluaient tout compromis : ceux-ci souhaitaient **« extirper des masses tout préjugé religieux »** ; ceux-là, solidaires de l'aristocratie et souvent proches du régime Horthy, incitaient à la résistance aux **« lois injustes »**. A partir de 1948 se développe une longue série de mesures contre la diffusion de la pensée religieuse : la censure préventive frappe non seulement la presse catholique, déjà réglementée, mais aussi les circulaires épiscopales et jusqu'aux écrits polycopiés ; les imprimeries catholiques sont nationalisées et les ouvrages déjà édités, retirés de la circulation ; la dissolution du parti démocrate populaire et des associations catholiques est prononcée. Surtout, avec la nationalisation des écoles catholiques, majoritaires dans le pays, surgit le conflit décisif qui aboutira à la condamnation du cardinal Mindszenty en février 1949.

En Pologne, l'Eglise catholique, animée avec une extraordinaire diplomatie par le cardinal Wyszynski, a su progressivement s'imposer comme l'indispensable co-gérant du pays. En Hongrie, sous l'impulsion d'un prélat de Contre-Réforme, elle frôlera l'effondrement. Déjà, par l'accord conclu avec le gouvernement le 30 août 1950, les évêques hongrois approuvaient totalement l'ordre nouveau — sans aucune des réserves émises, au même moment, par la hiérarchie polonaise. Mais la partie majeure est perdue en 1956 : le cardinal Mindszenty ne semble pas avoir perçu les possibilités limitées du soulèvement ; loin d'accorder son appui inconditionnel au gouvernement Nagy, qui venait de le réhabiliter, il condamne le communisme sous toutes ses formes ; son allocution au micro de radio-Budapest, le 3 novembre 1956, encourage les éléments les plus réactionnaires... Ici aussi, l'ère Kadar sera celle de la « normalisation » — esquissée dès 1961, consacrée en 1964 avec la visite de Mgr Casaroli.

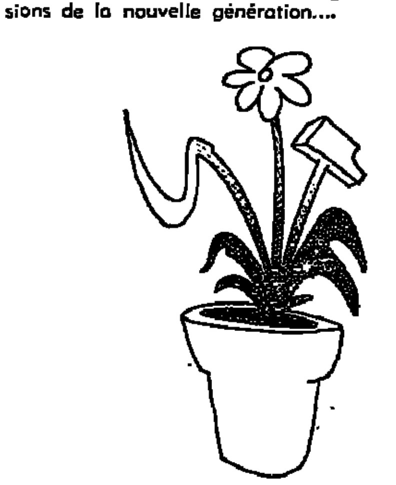
Une forme de nationalisme

L'EGLISE catholique serait-elle devenue l'une des « courroies de transmission » du pouvoir socialiste ? Le cinéaste Miklos Jancso a montré de jeunes communistes de l'après-guerre mondiale partant à l'assaut d'un monastère. Aujourd'hui, leurs cadets vantent, devant l'observateur occidental, le charme des messes de Bach interprétées sur rythme de jazz en l'église Saint-Matyas. Mais le renouveau de la pratique religieuse, que l'on constate au sein de la nouvelle génération intellectuelle, ne relève pas seulement du folklore : il correspond à la recherche d'une identité hongroise et révèle un nationalisme latent. Et la coexistence Eglise-Etat impose au pouvoir ses propres sacrifices : la reconnaissance de valeurs en contradiction avec le matérialisme et le volontarisme de l'idéologie dominante ébrèche le mythe de l'homogénéité de la société socialiste.

Les autres confessions hongroises — les calvinistes, qui constituent le quart de la population, ainsi que quelques communautés luthériennes et juives — avaient, en 1945, une attitude plus ouverte face au nouveau pouvoir. Les protestants étaient, dans leur grande majorité, traditionnellement partisans d'un régime démocratique : leurs Eglises, peu structurées, ne pouvaient être considérées comme un second centre de commandement, concurrent virtuel de l'Etat ; l'occasion leur était donnée d'une certaine revanche sur le catholicisme.

Les juifs avaient fourni les cadres de la social-démocratie puis de la Commune de Bela Kun, en 1919. Le comportement des gouvernants n'en fut pas moins intransigeant à partir de 1948 : la mise à la raison des Eglises protestantes se traduisit par la destitution de plusieurs de leurs dirigeants, la fermeture de leurs collèges et facultés ; l'évêque Laszlo Dezséry, collaborateur de l'extrême droite sous le régime Horthy, fut placé à la tête de l'Eglise luthérienne — en 1951, Karl Barth lui reprochera de donner à sa théologie un contenu communiste. Les juifs — dont les institutions religieuses furent brutalement liquidées, tandis que l'Américain Jakobson, qui répartissait à Budapest l'aide de l' « American Joint » était accusé d'espionnage — se trouvaient pris sous les feux croisés de l'antisémitisme populaire, lié à l'origine religieuse de nombre de dirigeants de la période stalinienne, et de l'antisémitisme d'Etat, procédant de l' « antisionisme » moscovite.

La situation de ces diverses confessions semble aujourd'hui stabilisée. Ainsi la Hongrie est-elle le seul pays est-européen à apparaître désormais immunisé contre le virus antisémite, du fait, à la fois, de la répugnance de M. Janos Kadar à l'égard des **« campagnes antisionistes »** à la mode des pays frères — le souci du régime hongrois de distinguer judaïsme et sionisme apparut lorsque fut autorisée la représentation du **Violon sur le toit**, malgré les protestations de la vieille garde « dogmatique » lancées au nom de l' « amitié arabe », — et de l'assimilation accélérée des juifs hongrois, qui ne se comportent, en aucune manière, comme une minorité nationale — tout au plus peut-on constater que les petits-fils des compagnons de Bela Kun partagent les désillusions de la nouvelle génération....



(Dessins de Plantu.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

En raison de la pénurie de main-d'œuvre

Le gouvernement fait appel à des travailleurs étrangers

Par GEORGES FRELASTRE

A L'IMAGE des pays capitalistes, deux Etats socialistes manquent de bras dans certains secteurs. C'est le cas de la République démocratique allemande. C'est plus encore celui de la Tchécoslovaquie.

« Notre goulet d'étranglement, c'est la main-d'œuvre », *dit à Prague un économiste du* Statni Komice, *organe central du plan. En fait le problème est posé depuis dix ou quinze ans. Mais les besoins deviennent plus aigus à l'heure actuelle.*

Il faudrait à l'industrie, à l'agriculture et au « tertiaire » au moins un million huit cent mille actifs de plus d'ici à 1990, mais il serait plus raisonnable d'évoquer des besoins de l'ordre de deux millions quatre cent mille, si l'on voulait coller davantage à la réalité. Or il est prévu que six cent mille individus seulement vont arriver à l'âge productif de 1974 à 1990. Et le commerce, au sens strict du terme, sans tenir compte des autres catégories de « services », requerra à lui seul trois cent mille emplois....

L'agriculture ne peut plus être considérée comme un réservoir de main-d'œuvre. Deux cent cinquante mille travailleurs de la terre ont actuellement plus de soixante ans et vont bientôt partir à la retraite. Cent mille autres vont atteindre soixante ans dans les deux prochaines années. Il faudra les remplacer.

On espère, grâce à une accélération de la mécanisation, augmenter encore la productivité et économiser des bras dans ce secteur qui, en 1948, employait deux millions de personnes. En 1971, elles n'étaient plus qu'un million. En modernisant, on pourrait arriver à diminuer encore les besoins de 40 %, et « dégager » trois cent ou quatre cent mille ouvriers, mais il faut également combler les vides laissés par le départ des paysans âgés. « En fait nous ne pourrons peut-être récupérer que trente mille travailleurs pour l'industrie et le commerce », *dit-on.*

Sur le plan économique, la République fédérée de Slovaquie avait un certain retard, il y a vingt-cinq ans, par rapport aux « pays historiques », la Bohême et la Moravie. Elle l'a en partie comblé, à grands renforts d'investissements prioritaires décidés par le gouvernement, ce qui déclenche parfois quelques mécontentements chez les Tchèques en général et les Praguois en particulier. A l'heure actuelle, 60 % seulement des femmes slovaques travaillent, contre 83 % en Bohême-Moravie. L'Etat fédéral essaie de puiser dans cette réserve d'une de ses deux républiques. Il investit en priorité dans les zones semi-montagneuses ou montagneuses du Sud et de l'Est, il y crée des usines. Depuis quatre ou cinq ans, on fabrique des textiles à Zilina, des chaussures à Bardejov, des tissus synthétiques à Poprad. Des unités plus lourdes ont été également construites, qui font appel à la main-d'œuvre féminine : électronique à Ostrava, mécanique à Kysuc-Nove-Mesto et Bardejov, tracteurs forestiers à Martin, wagons de chemins de fer à Poprad, combinat chimique à Humenne. Kosice, à l'est, est devenu un important centre industriel. La métallurgie y est alimentée par le minerai de Frivoirog, acheminé en train d'U.R.S.S. Quatre-vingts kilomètres de voies à grand écartement, utilisables par les convois soviétiques, ont été construits en territoire tchécoslovaque.

MAIS dans un certain nombre de secteurs, c'est presque la crise, et il faut faire appel à des travailleurs étrangers. Il est par exemple difficile aux hôpitaux de trouver des femmes de service. Dans le bâtiment, la productivité n'est pas toujours très élevée, ce qui n'est pas le cas dans d'autres domaines. Il faut couramment deux ans, trois ans pour construire un bâtiment administratif. Une des causes est précisément le manque de main-d'œuvre.

Dans le cadre du COMECON, la Tchécoslovaquie a passé des contrats bilatéraux avec un certain nombre de partenaires, en prenant parfois comme modèle un accord intervenu précédemment entre l'Allemagne de l'Est et la Hongrie, et portant sur l'envoi en R.D.A. de cinq mille travailleurs. Il est convenu qu'une firme étrangère vient construire sur place, en amenant ses ouvriers avec elle, et parfois ses machines et son matériel. On garantit aux salariés le logement, le libre rapatriement de leurs gains dans la patrie d'origine, la franchise douanière pour les marchandises transportées. Ainsi, en travaillant d'arrache-pied, ils sont assurés de pouvoir amasser un pécule et le transférer chez eux.

A Prague, les Polonais construisent un abattoir, en remplacement de l'ancien, qui était situé au centre de la cité et devenait trop vétuste. Des Roumains édifient une clinique d'urologie. A Bratislava, des Hongrois sont en train de monter un hôtel. Dans les régions montagneuses du Nord, près de soixante mille Polonais travaillent à la réfection ou à la création de routes, ou encore dans l'industrie à Ostrava. D'autres, dans la construction de barrages. De nombreuses Polonaises sont employées, en zone frontalière, dans des usines textiles. Cinq cents d'entre elles ont été embauchées chez Skoda, à Mlada-Boleslav.

Avec la Yougoslavie, le problème est plus délicat à régler. Cet Etat n'est lié au COMECON que par un simple contrat d'association, et le dinar est convertible en dollars. Mais on fait cependant un large appel à la main-d'œuvre de ce pays, notamment pour la construction de bâtiments administratifs à Bratislava, d'un hôpital et de plusieurs hôtels thermaux à Piestany.

A Prague, c'est à une firme suédoise qu'a été confiée l'édification de deux grands magasins, dont les Tchèques se contentent de faire les fondations. Mais ici, c'est la haute technicité scandinave en ce domaine qui a déterminé ce choix étranger, plus que la question de main-d'œuvre. L'achèvement en a été promis dans des délais records, et la société de travaux publics a accepté le risque de payer des pénalités considérables, 1 million de couronnes par semaine de retard, s'il y avait lieu. Une cinquantaine de badauds praguois stationnent en permanence sur le trottoir, en face du chantier, et semblent stupéfaits du rythme imprimé à la construction, pour laquelle trois à quatre équipes se succèdent jour et nuit.

Les ouvriers étrangers, originaires d'Etats collectivistes voisins, font souvent l'impossible pour rester en Tchécoslovaquie à l'expiration du contrat de leur firme. Les autorités de Prague semblent se montrer intraitables et refusent de satisfaire à cette aspiration. On permet seulement aux frontaliers de louer en permanence une chambre dans la ville où ils sont employés : ils y habitent pendant la semaine et regagnent souvent leur pays pour le week-end.

Avant guerre, les Bulgares étaient traditionnellement utilisés comme jardiniers. Ils doivent renoncer à cette spécialité. Il reste aux étudiants d'essayer de conquérir le cœur d'une jeune Tchèque ou Slovaque et de l'épouser. Alors il leur est permis de s'installer dans le pays et d'y exercer leur profession....

ARGENTINE

Après l'accession au pouvoir de Mme Isabel Peron

La droite divisée s'oppose aux projets gouvernementaux

De notre envoyé spécial
ALAIN LABROUSSE

CEUX qui n'ont cessé d'affirmer que la mort de Peron plongerait l'Argentine dans le chaos sont aujourd'hui démentis par les faits. La disparition du président de la République représente un coup si rude pour la classe dominante, menacée par le développement des luttes ouvrières et la radicalisation de la jeunesse militante, que ses différentes composantes ont jugé bon de serrer les rangs autour de Mme Isabel Peron, héritière du pouvoir.

Assurée de l'appui de l'armée, du Mouvement justicialiste, de la C.G.T., des partis de l'opposition — en particulier du parti radical de M. Ricardo Balbin et du parti communiste, — et même jusqu'ici de la Jeunesse péroniste et de l'organisation des Montoneros, Mme Isabel Peron n'apparaît plus comme une marionnette que la mort du président devait effacer de la scène. Et d'autant moins qu'une habile campagne a réussi à imposer d'elle une image nouvelle : *« l'intrigante »*, *« l'usurpatrice »*, a fait place à la *« femme d'Etat »*, compétente et responsable, qui prend seule ses décisions. Mais cette unité des forces de droite, imposée par les nécessités de l'heure, dissimule en fait une sourde lutte pour le pouvoir.

Deux projets politiques s'affrontent en effet au nom de Peron. L'un représente la continuité. Il s'incarne dans la personne du ministre de l'économie, M. José Gelbard, et consiste à renégocier les conditions de la dépendance à l'égard des Etats-Unis, à financer le développement industriel grâce aux excédents d'un secteur agraire dont la production serait enfin « rationalisée », à développer les échanges économiques avec les pays socialistes et du tiers-monde. Cette politique est appuyée par une bourgeoisie dite « nationale », mais dont les secteurs dominants sont cependant liés aux monopoles impérialistes. Pour la mener à bien, deux types de coalition gouvernementale sont envisageables : le parti communiste et la Jeunesse péroniste appellent à la constitution d'un gouvernement d'union nationale dont ils seraient partie prenante ; mais plus vraisemblable apparaît l'élargissement du gouvernement actuel qui rassemblerait alors, outre les péronistes, le parti radical de M. Ricardo Balbin et les forces armées.

Cependant, la droite est elle-même divisée, et le projet Gelbard est de plus en plus vivement attaqué et saboté. En particulier par les grands propriétaires terriens dont deux importants syndicats, la Société rurale et la CARBAP, viennent de fusionner et refusent la politique fiscale du gouvernement ainsi que le blocage du prix de la viande ; mais aussi par les entreprises étrangères dont le bras politique est aujourd'hui la puissante bureaucratie syndicale que représente l'appareil de la C.G.T. La mort, peu après celle de Peron, d'Adelino Romero, secrétaire général de la centrale syndicale, a porté un rude coup aux péronistes « loyaux » et donné un avantage décisif au secrétaire de l'Union ouvrière métallurgique, M. Lorenzo Miguel, dont la stratégie sera en particulier de mettre en péril le « pacte social » en exigeant des augmentations de salaires que seuls les monopoles peuvent actuellement accorder.

LES secteurs « ultras » ont, pour représentants les plus visibles dans le cabinet, M. Lopez Rega, ministre du bien-être social, et l'amiral Massera. Jusqu'ici, l'arbitrage entre les deux courants a été exercé par le vice-président de la République, M. Duilio Brunello, qui a montré son habileté à Cordoba. Le secteur de droite, cependant, ne présente pas un front aussi cohérent que celui des partisans de M. José Gelbard, et il ne pourrait s'imposer qu'à la faveur d'une dégradation brutale de la situation économique ou d'une recrudescence de la violence qui impliquerait l'intervention directe de l'armée, peu soucieuse de s'engager jusqu'ici.

Or une trêve paraît observée par l'extrême gauche péroniste (Jeunesse et Montoneros) et par M. José Gelbard, soucieux d'élargir la base sociale du gouvernement. Quant à l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.), groupe de guérilla castriste, elle a momentanément interrompu ses actions, en attendant que le gouvernement révèle lui-même son véritable visage. Il ne semble pas que l'exécution, le 15 juillet, de l'ex-ministre de l'intérieur du général Lanusse, le radical Mor Roig, qui a en particulier couvert le massacre de Trelew, en 1972, puisse être attribuée à l'une ou l'autre organisation. Elle a cependant servi de prétexte à une vague de répression policière contre l'extrême gauche, et six militants de l'E.R.P. ont été en particulier exécutés dans la semaine suivante.

La stabilité du gouvernement mis en place par le général Peron dépend donc d'un certain nombre de facteurs : les répercussions sur l'économie argentine de la fermeture des frontières européennes aux exportations de viande, dont 50 % dépendaient de ce marché ; les possibilités du gouvernement de poursuivre une politique sociale qui compense les effets de l'inflation et de contrôler le sabotage économique dont sont accusés les monopoles et le secteur agraire ; sa capacité de freiner la violence de la police et des groupes d'extrême droite, qui suppose une réplique de la guérilla.

S'il ne semble pas que la politique de M. José Gelbard soit menacée dans l'immédiat, la situation paraît se dégrader lentement et entraîne donc une extension du rôle dévolu à l'armée. Le degré d'unité et d'organisation des forces de gauche, même si elles s'appuient sur une classe ouvrière et une jeunesse extrêmement combatives, ne laisse pas prévoir pour l'instant autre chose qu'une vive « résistance » à la fascisation progressive de l'Etat.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

AFRIQUE DU SUD
(24 avril 1974)

Nombre d'électeurs inscrits : 2 203 324 : votants : 1 157 470 : suffrages valablement exprimés : 1 136 537.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis :

Parti national : 636 402 voix, 123 sièges ; parti uni : 364 878 voix, 41 sièges ; parti progressiste : 72 487 voix, 7 sièges ; Herstigte nasionale party (parti national reconstitué) : 44 717 voix ; parti démocrate : 12 053 voix ; indépendants et divers : 6 000 voix.

GRECE
(26 juillet 1974)

Premier ministre : *M. Constantin Caramanlis ;* vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères : *M. Georges Mavros ;* ministre délégué auprès du premier ministre : *M. Georges Rallis ;* défense nationale : *M. Evanghelos Averoff ;* coordination économique et Plan : *M. Xénophon Zolotas ;* ordre public : *M. Solon Ghikas ;* affaires culturelles : *M. Constantin Tsatsos ;* justice : *M. Constantin Papaconstantinou ;* éducation nationale : *M. Nicolas Louros ;* travail : *M. Constantin Laskaris ;* affaires sociales : *M. Andréas Kokevis ;* intérieur : *M. Christophoros Stratos ;* finances : *M. Ioannis Pesmazoglou ;* agriculture : *M. Dimitrios Papaspyrou ;* industrie : *M. Charalambos Protopapas ;* commerce : *M. Athanasios Canellopoulos ;* travaux publics : *M. Georges-Alexandre Mangakis ;* communications et transports : *M. Georges Mylonas ;* marine marchande : *M. Ioannis Mineos.*

PORTUGAL
(17 juillet 1974)

Premier ministre : *colonel Vasco Gonçalves ;* ministres d'Etat : *commandants Vitor Alves* et *Melo Antunes, MM. Alvaro Cunhal* et *Magalhaes Mota ;* intérieur : *colonel Da Costa Bras ;* affaires étrangères : *M. Mario Soares ;* justice : *M. Salgado Zenha ;* environnement : *M. Jose Augusto Fernandes ;* travail : *capitaine Da Costa Martins ;* affaires sociales : *Mme de Lourdes Pintasilgo ;* économie : *M. Rui Vilar ;* finances : *M. José Silva Lopes ;* information : *commandant Sanches Osorio ;* éducation : *M. Magalhaes Godinho ;* défense : *lieutenant-colonel Firmino Miguel ;* relations interterritoriales : *M. Almeida Santos.*

Le carnet des ambassades

● L'ambassadeur du Rwanda et **Mme Canisius Karake** ont offert une réception le 1er juillet à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion de la fête nationale irakienne, l'ambassadeur d'Irak et **Mme Saleh Mehdi Amash** ont donné une réception le 16 juillet dans les salons de l'ambassade.

● **M. Miguel Lojendio**, ambassadeur d'Espagne, a offert une réception le 18 juillet à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire de Pologne, l'ambassadeur de Pologne et **Mme Emil Wojtaszek** ont donné une réception le 18 juillet.

● **M. Naguib A. Kadry**, ambassadeur de la République arabe d'Egypte a offert une réception le 23 juillet à l'occasion du douzième anniversaire de la révolution.

Nécrologie

● **Sir Hugh Ellis-Rees**, qui occupa de 1952 à 1960 le poste de représentant permanent du Royaume-Uni près l'Organisation de la coopération économique européenne, est décédé le 17 juillet.

● **M. Arthur Watson**, ambassadeur des Etats-Unis en France de 1970 à 1972, est décédé accidentellement le 26 juillet dans sa propriété de New-Canann (Connecticut).

CALENDRIER DES FÊTES NATIONALES

16-31 AOUT	
17 GABON	Fête de l'indépendance
17 INDONESIE	Anniversaire de la déclaration de l'indépendance
23 ROUMANIE	Fête nationale
25 URUGUAY	Fête de l'indépendance
31 MALAISIE	Fête de l'indépendance
31 TRINITE ET TOBAGO	Fête de l'indépendance
1er-15 SEPTEMBRE	
1 LIBYE	Fête nationale
2 REP. DEM. DU VIETNAM	Fête de l'indépendance
3 SAINT-MARIN	Fête nationale
3 QATAR	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l'indépendance
7 BRESIL	Fête nationale
9 BULGARIE	Fête nationale
9 REP. DEM. POP. DE COREE	Fête nationale
15 COSTA-RICA	Fête de l'indépendance
15 EL SALVADOR	Fête de l'indépendance
15 GUATEMALA	Fête de l'indépendance
15 HONDURAS	Fête de l'indépendance
15 NICARAGUA	Fête de l'indépendance

A TRAVERS QUATRE LIVRES ENGAGÉS

Marxisme et vie quotidienne en U.R.S.S.

cinquante ans après la mort de Lénine

Quatre livres sur l'U.R.S.S. publiés en quelques mois au début de 1974 : voilà de quoi répondre aux questions très différentes que le « public » se pose sur ce pays. Le participant occasionnel à une conférence d'information demande si on a le droit, en U.R.S.S., d'être propriétaire de sa maison, combien gagne l'ingénieur par rapport à l'ouvrier spécialisé, si les jeunes diplômés trouvent facilement un emploi correspondant à leurs goûts. L'étudiant politiste ou économiste veut savoir si la suppression de la propriété privée des moyens de production a réellement suffi à extirper les antagonismes de classes et les rapports d'exploitation. Le cadre d'entreprise participant à un séminaire sur les méthodes de management à l'Est et à l'Ouest s'informe sur le rôle du profit dans l'entreprise soviétique, sur la formation des cadres de gestion. Le chercheur non russophone, après avoir étudié les manuels d'économie publiés en français par les Editions de Moscou, ou les traductions de textes législatifs ou réglementaires diffusées par la Documentation française, s'interroge sur l'arrière-plan doctrinal des documents qui lui sont accessibles, sur leur place dans l'évolution des idées.

Tous ces publics peuvent trouver une réponse à leurs préoccupations dans quatre livres publiés ces derniers mois (1). Si ceux de Charles Bettelheim et Henri Chambre s'adressent d'abord à des lecteurs déjà bien au fait des débats doctrinaux socialistes et soviétiques, ils sont centrés en définitive sur des thèmes d'intérêt très général : la signification même de la société soviétique actuelle, le type de pouvoir qui s'y exerce, les finalités de son système économique. Inversement, si l'ouvrage de Francis Cohen est d'emblée, sans doute, le plus facile, on ne saurait y voir une simple description de la vie des gens ; il suggère des lignes d'analyse théorique sur les nouveaux rapports sociaux, impliquant une lecture au second degré. Quant à la présentation en forme de reportage documentaire, axée sur la vie quotidienne de l'entreprise, adoptée par E. Egnell et M. Peissik, c'est au public cultivé non spécialiste qu'elle s'adresse visiblement, donc à tout le monde...

D'un livre à l'autre, les thèmes se recoupent. Mais avant d'en relever quelques-uns, il faut savoir qui parle : aucun de ces livres n'est ni ne se veut « neutre ». Un premier éclairage sera ainsi donné à l'approche de certains grands sujets, que nous avons retenus sans prétendre épuiser le contenu de ces quelque mille sept cents pages : Staline, lutte des classes, réforme économique.

Par MARIE LAVIGNE *

POURQUOI parle-t-on de l'U.R.S.S. ? Parce qu'on y est allé, qu'on y a vécu, qu'on s'est consacré avec passion à son étude, depuis quarante ans, dit Charles Bettelheim, trente ans pour Henri Chambre, vingt-cinq ans pour Francis Cohen; parce que l'on s'est mis au défi de la comprendre, comme le suggère la dédicace d'E. Egnell et M. Peissik. Parce que les réponses données aux questions que posent le régime soviétique, son évolution, commandent *« pour une grande part l'orientation que l'on donne à sa vie »* (Francis Cohen), ont *« une importance et une portée mondiales »* (Charles Bettelheim), voire métaphysiques, par référence à l'*« humanisme socialiste »* que, dans ses dernières lignes, Henri Chambre met en question.

Même spécialiste d'une discipline (économie, droit, sociologie), on ne peut facilement morceler l'approche de l'U.R.S.S. Economiste, Charles Bettelheim se fait historien, tout en se défendant d'écrire *« une histoire de l'U.R.S.S. »*, pour comprendre la réalité contemporaine. Francis Cohen précise bien que son livre n'est *« ni celui d'un historien, ni celui d'un sociologue, ni celui d'un économiste »*, mais recourt aux travaux de ces trois disciplines. Henri Chambre associe l'analyse de la théorie économique et du droit, replacés dans la perspective historique des années 1956-1971.

L'approche, totale, est en même temps engagée — le terme d'engagement n'excluant pas, bien sûr, l'analyse patiente et méthodique des sources doctrinales ou quantitatives, ce dont seul se dispense l'ouvrage qui se présente comme le plus « neutraliste », celui d'E. Egnell et M. Peissik. Charles Bettelheim déclare *« renouer avec le contenu révolutionnaire du marxisme »*, au terme d'un itinéraire personnel daté qui, contrairement à ce qu'il affirme, n'est pas, de loin, *« sans grand intérêt pour le lecteur »*. Francis Cohen, communiste, souhaite que son étude documentée et nuancée serve à *« éclairer les voies des transformations qu'appelle notre pays »*. Pour Henri Chambre, *« la rationalité plus sérieuse et plus cohérente »* du régime soviétique qu'il a retracée conduit à une visée ultime : *« construire le régime communiste et édifier un type d'homme qui y soit pleinement adapté aussi bien dans sa conscience que dans son comportement dans la vie quotidienne »* ; à l'extrême fin d'une présentation sans cesse objective et méticuleuse de cette rationalité, à travers les manuels économiques, les codes juridiques, en trois lignes, tombe la condamnation de cette visée, que l'auteur de *Christianisme et communisme* ne pouvait pas ne pas prononcer.

Passion commune pour le sujet, longue familiarité avec la recherche en ce domaine, engagements profondéments différents : voilà ce qui fait d'abord la richesse des trois premiers ouvrages cités ; les novices auteurs du quatrième suscitent un intérêt surtout documentaire.

Staline

« LE fantôme de Staline n'a cessé de planer sur les quinze années 1956-1971 », dit Henri Chambre. La déstalinisation n'a pas vraiment abouti parce que deux analyses essentielles n'ont pas été entreprises, *« le rapport réel du parti au peuple »*, *« le fonctionnement réel de la démocratie au sein du parti »*. Ces deux analyses-là, l'auteur ne les fait pas non plus ; ce n'est pas son propos. Le droit qu'il étudie, c'est tout l'édifice juridique qui n'est pas droit constitutionnel ou politique : droit civil, pénal, de la famille, du travail, à travers un commentaire méthodique de la doctrine et des codifications. Par contre, sa première partie, consacrée à la théorie économique, c'est toute l'histoire de la déstalinisation en ce domaine : *« On se propose de rechercher si la théorie (doctrine) économique soviétique qui a été formulée de 1943 environ à 1954 s'est modifiée depuis la critique du « culte de la personnalité » (1956) jusqu'à nos jours (1971). »* Le chapitre premier sur *« la loi économique fondamentale du socialisme »* est fascinant. Nous rappellerons que Staline avait, depuis 1941, entrepris de faire élaborer un manuel d'économie politique ; sa brochure *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* parue en 1952 en donnait, à la suite de plusieurs débats, les linéaments ; une conférence finale pour en arrêter le plan devait se tenir le 5 mars 1953 — le jour de la mort de celui qui l'avait convoquée.

Henri Chambre, qui a traité quant au fond des thèmes staliniens dans son *Marxisme en Union soviétique* (1955), recherche toutes les nuances et formulations de la *« loi fondamentale »* à travers les éditions successives des manuels et cours d'économie politique. On dira que c'est là application de chartiste : est-ce vraiment si important de savoir si la loi s'énonce : *« assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de toute la société »* (formulation de Staline, reprise dans les premières éditions du Manuel de l'Académie des sciences), ou bien : *« assurer la complète prospérité et le développement libre et harmonieux de tous les membres de la société »* (énoncé de Lénine, repris à partir de 1959) ? Doit-on discuter de la priorité de la *« loi du développement rationnel de la production »* sur *« la loi fondamentale »* ? Celle-ci, qui, selon l'auteur, *« n'exprime guère la réalité économique soviétique telle qu'elle est vécue quotidiennement »*, est-elle bien nécessaire ? J'ai assisté à Moscou à des cours de N.A. Tsagolov, qu'Henri Chambre présente comme l'un des auteurs de manuels les plus contestés, parce que précisément il a ébranlé le principe du primat de la *« loi fondamentale »* sur les autres lois économiques. Son enseignement enthousiaste n'éveillait ni plus ni moins de passion chez ses étudiants que chez les nôtres l'exposé de la théorie néo-classique des taux marginaux de substitution. Les économistes, rappelle Henri Chambre, s'efforcent depuis peu de donner un contenu concret à la loi fondamentale : n'est-ce pas ce passage du dogme à la définition démontrée qui constitue, précisément, la déstalinisation ?

Mais qu'est-ce que le stalinisme ? Pour Francis Cohen, employer l'expression, c'est continuer le culte de la personnalité qu'on prétend combattre. Non que le phénomène lui-même doive être nié ; le directeur de *la Nouvelle Critique* l'aborde sans détours, l'explique par *« un entrelacement de facteurs »* individuels et collectifs, en souligne les conséquences durables et dramatiques ; mais *« les conditions d'un jugement scientifique sont encore loin d'être réunies »*.

Chez Charles Bettelheim, Staline est présent au point que l'on pourrait sous-titrer son ouvrage « Contre Staline » (ou, alternativement, « Lire Lénine » ou « Pour Lénine »). Qu'on ne s'y trompe point : il ne prend pas Staline pour alibi de ses « erreurs » passées, sur lesquelles il s'exprime avec une remarquable sincérité intellectuelle, et entend bien fustiger *« le recours aux formules vides sur le culte de la personnalité »*. Retraçant son itinéraire idéologique, il rappelle son adhésion passée aux « lieux communs » du marxisme européen des années 30 qu'étaient les thèses de la disparition des classes antagonistes en U.R.S.S. et le primat du développement des forces productives, considérées comme moteur de l'histoire. L'autocritique — plutôt la rectification — englobe cette déformation spécifique qu'est l'économisme, faisant dépendre l'émergence de nouveaux rapports de production du développement des forces productives : cela, sans doute, pour ôter toute tentation aux commentateurs d'opposer l'auteur de *Problèmes théoriques et pratiques de la planification* (que personnellement je persiste à considérer comme une remarquable analyse de la période des plans quinquennaux) de 1946 à celui des *Luttes de classes en U.R.S.S.*

Pour Henri Chambre, Staline, c'est le dogme de la loi fondamentale, opposé au principe de rationalité ; pour Francis Cohen, c'est un individu exceptionnel devenu acteur et symbole d'une terrible déviation historique ; pour Charles Bettelheim, c'est en raccourci l'économisme toujours vivace dans les mouvements communistes européens, qu'ébranla et démentit la révolution chinoise. Pour E. Egnell et M. Peissik, c'est le dirigisme intégral de la période des plans quinquennaux, somme toute simple et cohérent, qui a certes *« profondément marqué la société soviétique »* — mais Staline est mort en 1953, et dans leur livre c'est, parmi les chefs « historiques », de Khrouchtchev qu'on parle le plus. Ils sont jeunes ; peut-être en effet faut-il oublier Staline, comme leurs contemporains soviétiques commencent à le faire.

La lutte des classes

LE titre du livre de Charles Bettelheim est volontairement provocant. Comment peut-il y avoir lutte de classes dès lors qu'a disparu l'opposition entre capitaliste et travailleur, par la nationalisation des moyens de production fondamentaux ? C'est pourtant bien la persistance de cette lutte que l'auteur veut démontrer, non seulement pendant la *« première période 1917-1923 »* à laquelle est consacré le volume paru, mais pendant toute l'existence jusqu'à ce jour de l'Union soviétique — ce qui sera traité dans le volume suivant. *« La première analyse marxiste d'ensemble de l'histoire et des réalités soviétiques »* a en effet pour essence *« de ne pas ignorer les rapports de classes et les effets de la lutte de classes* (souligné dans le texte), *mais au contraire de considérer qu'il s'agit là de rapports et d'une lutte d'importance décisive, et destinés à le rester tant que n'aura pas été édifiée une société sans classes, c'est-à-dire la société communiste. »* On en est encore loin : on se trouve aujourd'hui en présence d'une bourgeoisie d'Etat, installée aux postes de commande, gérant le capital collectif constitué par les moyens de production nationalisés, et reconduisant les rapports de production capitalistes, les producteurs directs n'ayant pas *« droit à la parole »*, sinon *« rituellement »* pour approuver des décisions prises en dehors d'eux. C'est le point d'aboutissement ; dès la première étape qui va jusqu'à la mort de Lénine en janvier 1924, on assiste peu à peu à l'émergence de la bourgeoisie d'Etat malgré l'apparition locale et passagère de véritables rapports communistes pendant la période dite du *« communisme de guerre »*, au processus d'*« autonomisation des appareils d'Etat »* contraire au dépérissement de celui-ci, qui est la condition du passage au socialisme. Une analyse politique, sociale, idéologique de la période vient étayer l'argumentation ; elle est, pour l'auteur, *« au plus haut point actuelle »*, car elle explique le présent, et doit constituer *« une leçon par la négative »* pour ceux qui aujourd'hui luttent pour le socialisme.

Francis Cohen inverse, absolument, ce raisonnement. Il part de la situation actuelle, longuement et concrètement décrite (« Les classes sociales du socialisme développé ») pour en expliquer la problématique dans un chapitre intitulé « Classes et différenciations sociales ». Pour cela il se réfère à la doctrine, à l'histoire : après la période de dictature du prolétariat caractérisée par une lutte très vive contre les anciennes classes exploiteuses, l'entrée dans la société socialiste a entraîné une *« homogénéisation »* de la société, les autres classes et couches acquérant progressivement les traits de la classe ouvrière.

Y a-t-il une « bourgeoisie d'Etat » ? Sans employer le terme, Francis Cohen pose la question : *« Le pouvoir est-il passé entre les mains du peuple et de la classe la plus avancée, le prolétariat ? Ou bien, comme l'idée en est si obstinément répandue, s'est-il créé une « nouvelle classe » qui exercerait le pouvoir à son profit, auquel cas tout serait à recommencer ? »* La réponse est nette : *« La couche des gérants de la production n'est pas propriétaire des moyens de production et elle ne peut pas les employer à autre chose qu'aux fins de la classe dominante de la société. »* Pour cette raison, le profit ne peut jouer en société socialiste un rôle analogue à celui qu'il revêt en système capitaliste : l'investissement de profits privés est impossible. Les travailleurs sont-ils muets face aux *« spécialistes de la gestion »* ? La parole leur est donnée à travers de nombreuses organisations (syndicales, sociales, professionnelles) ; s'ils refusent de la prendre, voire de s'informer, ils se mettent alors certes en situation d'exécutants passifs, mais c'est en même temps *« un signal d'alarme indicateur des progrès à réaliser »*. Peut-on alternativement voir la nouvelle classe non parmi les technocrates mais parmi les bureaucrates ? Il existe certes des déformations bureaucratiques, *« le risque d'une griserie du pouvoir »*, qui peut mener à des *« abus ou complaisances »* ; mais, précise Francis Cohen, ces abus n'affectent pas les rapports de production et ne permettent pas l'exploitation d'autres catégories sociales. Le pouvoir en U.R.S.S. procure quelquefois de l'argent, c'est vrai ; cet argent peut sans doute conférer à son bénéficiaire un niveau de consommation supérieur (et on ne saurait nier bien sûr le caractère choquant, *« parasitaire »* de cet effet) ; en aucun cas il ne peut donner la puissance économique, car il ne peut être employé à la création d'affaires privées. Quelques spéculateurs géorgiens ne reconstituent pas le capitalisme monopoliste.

La référence doctrinale commune aux deux auteurs, c'est la définition fameuse de Lénine, dans la brochure intitulée *la Grande Initiative*, du 28 juin 1919 : on appelle classes *« de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par la loi) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent »*. Francis Cohen met en relief trois des caractéristiques données : la forme de propriété des moyens de production (le *« rapport vis-à-vis des moyens de production »*, qu'effectivement toutes les lois constitutionnelles socialistes consacrent comme la base économique du socialisme) ; le rôle joué dans l'organisation du travail (exercice d'un travail agricole, industriel, manuel, intellectuel) ; la part dans le revenu national (aspect quantitatif) et le mode de perception de cette part, ou type de revenu. En reprenant cette définition, on peut retrouver les classes, ou groupes sociaux, de la société socialiste, la disparition de la propriété privée des moyens de production ayant supprimé les rapports d'exploitation, donc les antagonismes : certes des contradictions d'intérêts subsistent, que l'on cherchera à réduire. A ce commentaire s'oppose celui de Charles Bettelheim, en trois points également : les rapports de distribution ne sont qu'une conséquence des rapports de production (c'est l'interprétation du *donc* léninien) et ne sauraient renseigner sur la connaissance des rapports de classe (nous objecterons : peut-on vraiment soutenir que la disparition des profits privés en U.R.S.S. est un phénomène secondaire ?) ; la loi qui *« consacre »* les rapports de production peut dissimuler des rapports réels très différents ; les termes de *« place »* et *« rôle »* (premier et troisième termes de la définition) sont repris pour indiquer que les agents économiques issus du prolétariat, occupant à la suite du processus révolutionnaire les places et rôles de l'ancienne bourgeoisie, peuvent à tout moment y développer *« des pratiques sociales bourgeoises »* si ce processus révolutionnaire n'est pas mené correctement.

Point de départ identique, conclusions opposées. Reste à savoir si Lénine voulait parler des classes en système capitaliste, ou des classes en général. En définitive, à notre avis, sur la question des rapports de classes en U.R.S.S., c'est l'observation attentive de la réalité soviétique, l'étude des mécanismes économiques et sociaux, qui permet un jugement.

La réforme économique

SEULS E. Egnell et M. Peissik traitent de façon développée de la réforme économique, mais elle est présente dans les trois autres ouvrages : quelle signification doit-on donner à l'évolution de l'U.R.S.S. depuis 1965 ?

Pour Charles Bettelheim cette évolution découle de contradictions internes développées à travers la lutte des classes qui caractérise toute l'histoire soviétique, de l'absence de solution théorique apportée au problème de la socialisation des moyens de production : *« faute de s'attaquer aux contradictions sociales elles-mêmes, des « réformes économiques » ont été mises en œuvre qui représentent des tentatives visant à faire « mieux fonctionner » le système économique, notamment en accroissant les pouvoirs des directeurs d'usines et en donnant une place croissante aux formes et aux critères capitalistes de gestion de l'économie »*.

Sur ce dernier point, E. Egnell et M. Peissik confirment certes que les techniques de gestion *« importées des Etats-Unis »* sont de plus en plus appliquées par les *« managers »* soviétiques, mais non les finalités du système capitaliste : *« Le profit ne constitue pas une fin en soi, il est un des indicateurs, un des instruments du plan. »* Et Francis Cohen stigmatise la confusion voulue entre profit capitaliste et bénéfice des entreprises socialistes, le second n'étant qu'un *« levier économique »*, certes essentiel, mais non déterminant pour l'orientation de la production.

Les développements de Henri Chambre consacrés à la loi de la valeur, à l'*« économie mathématique »*, aident à comprendre le soubassement rationnel de la réforme. C'est pourquoi nous conseillerions vivement au lecteur de ne pas se contenter des quelques lignes déclaratives de MM. Egnell et Peissik sur le *« fondement objectif des prix »*, qui *« ne peut être que la valeur-travail »*, et de faire l'effort de se reporter aux cinquante pages de Henri Chambre sur *« loi de la valeur et formation des prix »*, montrant que c'est tout de même un peu plus compliqué ! De même, il est un peu rapide d'attribuer les difficultés de la *« révolution de l'informatique »* à l'attachement viscéral et parfois comique du Soviétique à son boulier, ou à la production insuffisante d'ordinateurs. Henri Chambre explique que l'étude de l'application des mathématiques à la planification a dû vaincre de grandes résistances doctrinales et ne remonte qu'au début de la décennie 1960, avec la reconnaissance des travaux pionniers de Kantorovitch et Novojilov, soutenus par l'autorité de Nemtchinov.

Les détails de la réforme, nous les lisons dans *U.R.S.S., l'entreprise face à l'Etat*. La vie quotidienne de l'entreprise soviétique, le décor de l'administration moscovite sont vécus : on se promène avec les auteurs entre les vieux ministères de la place Noguine, les ministères distingués du « faubourg Saint-Germain » moscovite, le vieil Arbat, les ministères dans le vent installés dans les immeubles d'acier et de verre de l'avenue Kalinine ; l'analyse des noms donnés aux entreprises, le commentaire de la « Tribune du Directeur » de la *Gazette économique*, sont bien venus (puisque nos auteurs lisent si assidûment la presse, que n'ont-ils exploité les « Histoires étonnantes », dans les *Izvestya*, de Pantéleimon Koriagin, pseudonyme derrière lequel se cachent quatre journalistes qui collectent, avec la maîtrise de collaborateurs du *Canard enchaîné*, une foule d'histoires pittoresques et vraies, signalant les abus, déformations, difficultés des relations courantes entre l'administration, les entreprises, les citoyens — rubrique fort sérieuse au demeurant car elle a pour but non seulement de faire connaître les grands et petits scandales, mais aussi de mettre en jeu la responsabilité des coupables).

Mais dès que nous passons à l'analyse — plutôt la description — des mécanismes de la réforme, les choses se gâtent quelque peu. Pour ne pas faire pédant, les auteurs réduisent au minimum les références — mais alors pourquoi tant de mots russes ? Pour donner un *« parfum de mystère »* comme le dit Francis Cohen à propos de l'usage que font les soviétologues de termes translittérés du russe ? La courte bibliographie en russe repose sur des principes de sélection obscurs : pourquoi retenir l'honorable fiscaliste Ja. G. Liberman, dont les propositions (fort intéressantes) de réforme fiscale ne sont nullement mentionnées, alors que le seul Liberman cité dans le texte est son homonyme, plus connu comme « père » de la réforme ? Les rares données chiffrées sont vagues ou ne renvoient pas à des sources. Les indications d'ordre institutionnel feraient frémir le soviétologue juriste (pourquoi parler de ministères « pan-nationaux » alors que, depuis longtemps, le terme de « fédéraux » est admis ? Eh non, les litiges économiques ne sont décidément pas soumis *« à l'arbitrage de la Chambre de commerce de l'U. R. S. S. »* (!) mais à l'Arbitrage d'Etat de l'U.R.S.S., institution certes difficile à analyser ! Quant à la définition de la légalité socialiste, mieux vaut se reporter, une fois de plus, à Henri Chambre). Ce n'est pas parce que le décret sur *« les mesures de perfectionnement de la gestion de l'industrie »* est paru dans la *Pravda* du 3 avril 1973 qu'il est de cette date : il est du 2 mars 1973, comme le statut de l'Union — on peut vérifier. Enfin, et entre autres, il est tout à fait abusif de présenter le crédit à long terme comme *« le mode principal de financement direct des investissements »*, alors que les auteurs soviétiques constatent, en le déplorant d'ailleurs, que la part du crédit, de 3,3 % du total des investissements industriels en 1972, est encore insignifiante (*Financy S.S.S.R.*, 1974, 5, p. 12).

Remarques d'universitaire tatillon, dira-t-on. Aussi bien, ce n'est pas à un public d'universitaires que le livre est destiné (que les chercheurs non russophones reprennent, plutôt, le gros livre pionnier de Monique Meyer, *l'Entreprise industrielle d'Etat en Union soviétique*, ou le récent *Shchekino, entreprise soviétique pilote*, de Jeanne Delamotte). Et nous adhérons aux remarques terminales des auteurs : l'U.R.S.S. ne « converge » pas vers le capitalisme ; la conscience collective de la propriété étatique des biens de production, quand elle existera vraiment, sera un signe décisif de la victoire du socialisme.

Notre civilisation occidentale est bien souvent, exagérément passéiste. Lorsque l'on visite une ville, une région, en France ou à l'étranger, que de fois ne s'entend-on pas dire : *« Si seulement vous aviez pu voir comme c'était mieux il y a dix ans ! »* En U.R.S.S., combien de fois ai-je entendu : *« Revenez dans dix ans, ce sera tellement mieux ! »* Cet état d'esprit, *les Soviétiques, Classes et société en U.R.S.S.* et *U.R.S.S., l'entreprise face à l'Etat* le traduisent.

---

* Maître de conférences aux universités de Paris.

(1) Charles Bettelheim : *les Luttes de classes en U.R.S.S.*, première période 1917-1923, Seuil/Maspero, Paris, 1974, 534 pages, 45 F.

Henri Chambre : *l'Evolution du marxisme soviétique, Théorie économique et droit*, Seuil, coll. « Esprit », Paris, 1974, 476 pages, 48 F.

Francis Cohen : *les Soviétiques, Classes et société en U.R.S.S.*, Editions sociales, Paris, 1974, 352 pages, 24 F.

Erik Egnell, Michel Peissik : *U.R.S.S., l'Entreprise face à l'Etat*, Seuil, Paris, 1974, 303 pages, 23 F.

INDONÉSIE

L'"ordre nouveau" en question

Les difficultés économiques encouragent la contestation

Par RÉGIS BERGERON *

DEPUIS la tentative avortée de coup d'Etat militaire le 30 septembre 1965, l'ordre règne en Indonésie : l' « ordre nouveau » (*Orbaru*), opposé à l' « ordre ancien » (*Orlama*). Un ordre, il est vrai, né dans le sang, au prix d'un holocauste dantesque : cinq cent mille, un million peut-être — la vérité, selon toutes les estimations, tient entre ces deux chiffres — d'hommes, de femmes et d'enfants massacrés en quelques semaines, communistes ou supposés tels, qualifiés ainsi en tout cas, des familles entières anéanties parce qu'elles en comptaient un en leur sein, des hommes contraints de s'entretuer entre frères, des villages décimés... D'autres ont fait le récit de ces jours tragiques : tanks écrasant des femmes couchées dans la poussière pour leur barrer la route, têtes coupées jalonnant les routes de Bali, comme autant de bornes à mesurer les distances...

Plusieurs semaines avant le coup d'Etat du 11 septembre, les fascistes du Chili avaient écrit sur les murs : *« Opération Djakarta ! »* Ils ne pouvaient trouver référence plus parlante à leur sinistre projet. Et ce fut en effet le même abominable scénario. Je me souviens...

J'étais arrivé à Djakarta (1) au cœur même de la semaine sanglante. Douze heures de couvre-feu qui permettaient tous les mauvais coups ; les incendies qui s'allumaient partout dans la nuit tropicale ; les automitrailleuses à chaque carrefour, armes décapuchonnées ; les paras coiffés du béret amarante patrouillant d'un bout à l'autre de la ville ; les chars camouflés sous les frondaisons odorantes, sur la route de Bogor, toute la périphérie de la capitale ; les hordes hurlantes qui chassaient à courre le communiste...

Puis Bali, un peu plus tard mais plus durement encore, Bali, la plus ensanglantée sans doute des trois mille îles de la République : fusillés, exécutés sommairement, percés de baïonnettes, décapités, les paisibles petits sculpteurs sur bois, les souriantes ouvrières du batik, les vieux vendeurs de colliers en noix de coco de Denpasar, les éleveurs, si humbles, de coqs de combat, les petits marchands de mangoustans ou de cigarettes aux clous de girofle, les danseurs et les danseuses, tout ce qui était le petit peuple de Bali devenu soudain l'enfer sur la terre, une terre d'Apocalypse. O, lecteurs de Vicky Baum, il n'y avait plus de volupté à Bali en ce mois d'octobre 1965 ! Seulement du sang, du sang, du sang...

Ainsi naquit l'ordre nouveau, *« un bel exemple dans le domaine de la stabilité et du progrès »*, selon M. Spiro Agnew quittant Djakarta en février 1973. Un expert !...

De quelle stabilité pouvait-il bien s'agir, voilà dix-huit mois ? La terreur blanche, l'effroyable saignée populaire avaient sans doute assuré la *« paix sociale »* pour un temps. Mais quand elle repose sur les cimetières, les camps et les prisons, la stabilité est bien incertaine. C'est pourquoi le nouveau régime bâtit toute sa politique sur un postulat : seul le développement est capable d'améliorer les conditions de vie de la population. Telle est la base de ce que les autorités appellent le *« consensus »* général établi après le 30 septembre 1965. Les grandes lignes d'orientation de l'Etat définies par l'Assemblée nationale l'explicitent : *« Le développement national a pour but d'établir une société juste pour tous et prospère, matériellement et spirituellement. »*

Or cette société juste se révèle de plus en plus être un mirage. Et, depuis la fin de l'été dernier, la contestation a fait irruption dans la vie politique de l'Indonésie. D'abord timide, limitée à certains milieux intellectuels, exprimée par des voix individuelles, elle a soudain, à l'automne, envahi la presse ; reprise par des groupes politiques entiers, elle a pris très rapidement de l'audace, et les étudiants, vite rejoints par d'autres éléments de la population, l'ont portée dans la rue, entraînés par un mouvement qui est allé crescendo au fil des trois derniers mois de 1973 pour culminer avec la violence que l'on sait en janvier dernier à l'occasion du voyage du premier ministre japonais, M. Tanaka.

Certes, le général Suharto, qui préside aux destinées de l'ordre nouveau, a dès longtemps mis en garde le pays contre toute attente d'un miracle, disant un jour : *« N'espérez pas en une lampe d'Aladin. »* Il n'empêche que les illusions demeurent. Quand il vint en Indonésie, en novembre dernier, le jeune ministre hollandais de la coopération, M. Jan Pronk, président à cheveux longs de l'I.G.G.I., ce groupe intergouvernemental d'aide dont l'Indonésie a déjà reçu une véritable manne, fut accueilli comme un messie par les autorités, sinon par les étudiants venus manifester sur l'aire même d'atterrissage. Mais un journal écrivait au lendemain de son départ : *« Nous espérons que ceux qui ont considéré Pronk comme une lampe d'Aladin retrouveront leurs esprits »*

Deux courants divisent en effet les milieux gouvernementaux : les uns pensent que, dans les prochaines années, le revenu tiré du pétrole ou du gaz naturel sera suffisant pour que l'Indonésie finance elle-même ses projets de développement. D'autres estiment qu'elle ne peut entièrement se libérer de l'aide que lui apportent et l'I.G.G.I. et de nombreux autres pays ou organismes divers. M. Pronk tient pour sa part que les crédits étrangers seront encore nécessaires à l'Indonésie pendant des décennies, et c'est l'avis qui prévaut au gouvernement. Cependant, celui-ci est obligé de rassurer l'opinion publique : *« Bien que cette aide semble d'année en année plus grosse,* déclare un jour à la télévision le vice-président du commissariat au plan, *son pourcentage décline. »*

Etouffer les protestations

EN réalité, ce n'est pas l'aide étrangère en elle-même qui se trouve le plus souvent mise en cause, mais les principes sur lesquels elle repose, ses modalités, et surtout l'usage qui en est fait et ceux à qui elle profita d'abord. Nombreux sont ceux qui pensent qu'un pays non indépendant économiquement ne peut l'être aussi politiquement, et l'on se souvient encore des pressions exercées jadis, en 1963, par les Etats-Unis, des conditions mises par eux à l'octroi d'une aide qui fut alors rejetée en raison de ces exigences et d'insupportables prétentions à l'ingérence dans les affaires intérieures du pays.

D'autre part, on observe que l'aide profite davantage à ceux qui la fournissent qu'à ceux auxquels elle est accordée, mais cela est surtout vrai pour les investissements étrangers, considérables, dont les revenus, jusqu'à une date récente, étaient quasi intégralement rapatriés dans les pays des investisseurs sans apporter de contribution à la prospérité de l'Indonésie.

Enfin, aide et investissements étrangers alimentent une corruption qui a pris une ampleur rare, dont les signes ostensibles soulèvent la réprobation générale et suscitent la colère des étudiants ; c'est une véritable gangrène qui affecte tout l'appareil d'Etat jusqu'à ses plus hauts sommets, où l'on vit dans un luxe insolent, n'épargnant pas l'entourage immédiat du chef de l'Etat dont l'épouse elle-même est fréquemment mise en cause. A tel point que le journal *Pedoman* écrivait le 21 décembre dernier : *« Nous ne pouvons, en conclusion, que citer Shakespeare : « Il y a » quelque chose de pourri au royaume de » Danemark. » Voilà le problème ! »*

Sans doute est-ce cette corruption qui mit le feu aux poudres au début de cette année et jeta des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Djakarta et de bien d'autres villes avec une force telle qu'elle fit vaciller l' « ordre nouveau » ; le président dut se hâter de prendre des mesures conservatoires et de faire sur certains points importants des concessions aux manifestants sous peine de voir son régime emporté par ce flot de mécontentement populaire : suppression de son conseil personnel composé de quatre généraux dont deux étaient particulièrement mis en cause par les manifestants ; mise à l'écart du général Sumitro, chef de l'organisme militaire chargé du maintien de l'ordre et de la sécurité publique (kopkamtib), considéré à l'étranger, notamment aux Pays-Bas, comme l' « homme fort » de l'Indonésie ; création d'un conseil national de stabilisation politique et de sécurité de onze membres, sous sa présidence et la vice-présidence du sultan de Djodjakarta, Hamengkubuwono, vice-président de la République, que l'on verra désormais de plus en plus à ses côtés en public ou dans les réunions intérieures, comme on verra réapparaître à un plan plus en vue le vieux Hatta, l'irréductible adversaire de Sukarno, dont le nom évoque l'époque de la lutte pour l'indépendance ; décision de tenir des sessions périodiques de cabinet consacrées au bien-être du peuple ; plan d'interdiction progressive des loteries et des jeux ; fermeture de certains night-clubs et établissements de bains de vapeur et de massage, et interdiction d'en ouvrir de nouveaux ; interdiction d'importer des voitures de luxe ; mutations de nombreux officiers supérieurs et de gouverneurs de province ; nomination de nouveaux ministres de la justice et de l'éducation et de la culture, d'un nouveau président de la Cour suprême ; simplification des structures de la police (dix-sept secteurs au lieu de vingt et un selon un plan de réorganisation qui devait être terminé en mai) ; nouvelle réglementation concernant les investissements étrangers qui devront être désormais associés dans des entreprises mixtes à des capitaux indigènes ; mise à l'ordre du jour de la réforme de la justice pour qu'elle devienne plus rapide, honnête et meilleur marché, etc.

Sans doute était-ce cela le dilemme : céder ou sombrer. La rue ne laissait en janvier guère le choix à Suharto, qui n'était personnellement que rarement attaqué, en tout cas de front, mais qui risquait de l'être à son tour s'il continuait à couvrir une politique et le comportement de ceux qui étaient chargés de l'appliquer, qui constituait aux yeux de l'opinion un défi à la morale.

Au reste, la composition et la diversité sociales des huit cent vingt détenus (selon les chiffres officiels) à la suite des journées de janvier, révélaient que le mouvement antigouvernemental débordait largement le milieu étudiant : les ouvriers et les employés n'étaient-ils pas plus nombreux parmi eux que les jeunes des écoles ? N'y avait-il pas eu parmi les personnes arrêtées deux membres de l'Association des avocats, cinq parlementaires et même un officier en activité ? Le recours à la peur, l'agitation de l'épouvantail communiste ne pouvaient plus suffire à apaiser la rue, même si l'on prétendait que les méthodes des instigateurs des manifestations étaient *« identiques à celles du parti communiste indonésien »* qui représenterait *« un danger latent »* contre lequel les deux partis officiellement reconnus et le Golkar de Java oriental appelaient la population à rester vigilante. Foin des contradictions puisque l'enquête consécutive aux incidents de janvier, selon un porte-parole du gouvernement, révélait à l'origine des manifestations la présence d'éléments des anciens partis Masjumi et P.S.I. (parti socialiste) et de l'A.M.S., ou « Jeune génération de Sulawesi », accusée en outre d'avoir comploté depuis août 1973 pour créer un Etat islamique... Il est vrai que, le 15 février, le ministre des forces armées annoncera qu'une tentative de coup d'Etat a été découverte au cours de l'enquête...

Le premier avertissement au régime ne datait pourtant pas de ces journées de janvier. L'agitation étudiante s'était accélérée et étendue depuis l'automne 1973, et pas seulement dans la capitale, mais aussi à Bandoung, à Surabaya, Medan, etc. Pour la première fois, elle avait perturbé jusqu'à la suspendre l'activité du Parlement, le 6 décembre dernier, en protestation contre le projet de loi sur le mariage, finalement adopté le 22 décembre après cent quarante-cinq jours de discussion publique et non sans avoir été amendé en raison des nombreuses oppositions qu'il avait suscitées, en particulier dans les milieux musulmans.

Mais n'était-ce pas tout l'édifice politique mis en place par le régime (en même temps que sa stratégie économique) qui était mis en cause dès cette soirée du 24 juin 1971 où quatre-vingt-dix mille personnes quittèrent le stade de la capitale, où était organisé un meeting électoral pour le scrutin du 3 juillet, dès l'arrivée des premiers orateurs, après avoir assisté aux attractions ? Une telle manifestation ne signifiait-elle pas le rejet populaire du système, qualifié, certes, de démocratie, mais qui n'en avait guère le visage ? Car il comporte l'obligation pour les partis politiques, tous interdits, de se regrouper dans deux organisations qualifiées à leur tour de partis, alors qu'elles n'en sont que des caricatures. Le régime, en outre, a créé ce Golkar d'essence corporatiste, auquel tous les fonctionnaires sont tenus d'adhérer. Et il faut ajouter ce Parlement-croupion issu d'élections truquées, ce pouvoir discrétionnaire de l'armée promue à jouer un rôle politique de premier plan, omniprésente, omnipuissante, ces technocrates organisant l'économie à leur profit, la prolifération d'organismes extra-constitutionnels comme le Kopkamtib, tel ce super-cabinet constitué par les quatre généraux, « conseillers personnels » du président de la République, etc.

Le peuple, dans tout cela ? Le 21 décembre dernier, le journal *Indonesia Raya* écrivait que l'Indonésie allait vers une société capitaliste contrôlée par le capital étranger et les compradores auxquels s'ajoute une petite oligarchie nouvelle, tandis que *« le peuple sera réduit au rôle de coolies »*.

Signe de l'audace croissante de la contestation dans une presse qui paiera cette audace, au lendemain des incidents de janvier, puisque les autorisations de paraître, ou d'être imprimé, ce qui est un distinguo subtil, seront retirées au même *Indonesia Raya* mais aussi à *Nusantara, Harian Kami, Abadi, Pedoman,* soit à près de la moitié des organes de presse les plus importants, ainsi qu'à bien d'autres moins puissants. Mesure d'ordre qui venait en pendant aux concessions, accompagnée de l'interdiction de toute manifestation et de toute *« parade allégorique »*...

Museler l'opinion est à coup sûr un remède pire que le mal. Cela ne peut régler les problèmes économiques, sociaux, politiques, pas plus que les problèmes tribaux, raciaux, religieux, qui restent aigus, comme le débat sur la loi sur le mariage l'a encore montré récemment. On n'en finira pas avec la contestation en menant campagne contre les cheveux longs, symbole d'indifférence de la jeunesse, selon les autorités. Il est clair que c'est tout le système qui est mis en cause par le mouvement de mécontentement. Ce mouvement s'alimente des conséquences de la stratégie du développement adoptée par le pouvoir : aide étrangère intensive, qui endette le pays ; plus large ouverture aux investissements des capitaux étrangers ; permanence et aggravation des inégalités sociales ; inflation galopante ; hausse vertigineuse des prix ; disette alimentaire ; déséquilibre né de l'excédent des importations sur les exportations ; insuffisance de la production agricole ; dilapidations de crédits ; corruption ; vie dissolue du personnel dirigeant ; chômage affectant un cinquième de la population ; misère, que traduit le revenu par tête (100 dollars américains par an, selon le ministre Emil Salim) ; etc.

Des richesses qui attirent des dollars

SI *« les espoirs sont élevés, les réalités sont parfois amères »*, reconnaissait le général-président Suharto devant le Congrès de la légion des vétérans. L'Ordre nouveau se heurte aujourd'hui à ces réalités amères, mais c'est le peuple indonésien qui en souffre.

Le premier plan quinquennal, fondé sur les « sapta krida », le programme en sept points du cabinet pour le développement, est terminé, et le second est en voie d'application depuis le 1er avril. Le premier n'a pas atteint le succès escompté, puisque, bien qu'axé sur l'agriculture et les progrès de son infrastructure, la production des denrées alimentaires reste insuffisante, ce qui provoque le stockage, la hausse des prix, la spéculation, la disette, l'inégale répartition selon les ressources des consommateurs, dont les plus pauvres ne peuvent acheter les neuf produits de base ; cette sous-production a par exemple obligé l'Indonésie à acheter en 1973 110 000 tonnes de riz à 400 dollars américains la tonne, soit le double du prix normal. L'inflation, loin d'être jugulée, a continué à croître durant l'exécution du premier plan.

Les objectifs du second plan quinquennal ont été définis par M. Suharto au cours d'une conférence réunissant tous les gouverneurs, du 6 au 9 février. De quoi s'agit-il d'ici à 1979 ? De résoudre de façon plus harmonieuse les problèmes économiques et sociaux, d'assurer le progrès et la justice, de prêter une attention plus grande à l'exploitation des ressources naturelles, de préserver le cadre de vie et de développer la capacité de l'appareil. Plusieurs directives ont été données ce jour-là aux gouverneurs : unir toutes les couches de la population, car une *« stabilité nationale dynamique »* est *« la condition majeure pour la réussite du développement »* ; accroître la vigilance contre ceux qui cherchent à saper l'unité et la stabilité en répandant des rumeurs ; poursuivre et accélérer le développement des régions en veillant à ce que les fonds d'Etat ne soient pas dilapidés ; faire en sorte que la communauté tout entière soit impliquée dans le succès du développement, y participe, ce qui suppose qu'on soit à l'écoute des aspirations populaires et qu'on étende la concertation, un système d'échanges et d'information mutuelle entre dirigeants et dirigés proposé dès l'automne 1973 par M. Suharto, sans autre précision, pour apaiser les voix de plus en plus nombreuses qui s'élevaient alors pour exiger davantage de démocratie, voire le retour à la vie des anciens partis politiques, en s'appuyant sur l'article 28 de la Constitution de 1945 sur la liberté de parole et de réunion. Le respect de cette Constitution et des cinq principes du Pantja Sila (croyance en Dieu, humanisme, nationalisme, démocratie, justice sociale) est du reste perpétuellement évoqué par les maîtres de l'Ordre nouveau qui entendent ainsi marquer la filiation de leur régime et des conquêtes de la lutte pour l'indépendance nationale dont le souvenir reste vif dans le peuple indonésien. C'est au nom de ce même respect de la Constitution de 1945 et du Pantja Sila que la contestation s'attaque à l'Ordre nouveau...

Celui-ci s'est heurté, avec la crise de l'énergie, à de nouvelles difficultés : la raréfaction des transports maritimes, vitaux pour un pays d'îles, a ralenti l'exportation, les marchandises s'amoncelant dans les ports, et fait monter le prix des matières premières, en particulier de celles qui sont nécessaires à l'industrie textile indonésienne, tributaire là encore de l'étranger. La hausse des prix du pétrole indonésien (10,80 dollars le baril à partir du 1er janvier 1974, soit 80 % de hausse, puis 11,70 dollars le baril depuis le 1er avril, cinquième augmentation en un an), dont la production a triplé depuis 1966, n'a pas suffi alors à compenser le dommage causé par la crise à l'économie indonésienne. L'Indonésie n'est donc pas près de pouvoir compter pour son développement sur les seules ressources tirées de son pétrole (elle est le huitième pays producteur du monde) ou de son gaz naturel. Il est évident que, loin de régresser, les investissements de capitaux étrangers et l'aide étrangère vont aller croissant. Depuis qu'en 1967 (2) fut prise la décision de leur ouvrir le pays, ils ont coulé à flots, recouvrant tous les domaines, et la dette extérieure de l'Indonésie (3,4 milliards de dollars américains quand l'Ordre nouveau s'attaqua à l'économie) atteint à la fin du premier plan quinquennal un total de 7 milliards de dollars (cumul de la dette ancienne et des dettes nouvellement contractées) alors que le revenu national de l'Indonésie est de 10 milliards de dollars (*Tempo* du 17 novembre 1973).

Et c'est à Djakarta un défilé permanent d'hommes d'affaires, de commerçants, de financiers, de responsables d'organismes bancaires, privés, nationaux ou internationaux : on y a vu, entre autres, depuis le voyage du ministre hollandais Pronk en novembre 1973, outre M. Tanaka en janvier, M. François-Xavier Ortoli, président de la Commission de la Communauté économique européenne, qui propose (février dernier) de réduire ou de supprimer les taxes à l'importation sur les produits agricoles indonésiens achetés par les pays européens (qui représentent alors 180 millions de dollars par an) ; une semaine plus tôt, M. R.-S. McNamara, président de la Banque mondiale, qui a déjà financé trente-quatre grands projets en Indonésie (500 millions de dollars), était venu étudier les possibilités d'aide à apporter par la Banque mondiale au cours du deuxième plan. Ce fut ensuite le tour de Sir Eric Griffith-Jones, chef de la Corporation pour le développement du Commonwealth, qui fournit déjà depuis deux ans une aide multiforme à plusieurs affaires du secteur industriel privé, etc. Sans oublier le voyage en mars 1974 du ministre soviétique Firioubine, qui eut successivement des entretiens avec le ministre des affaires étrangères, M. Malik, puis avec le président Suharto lui-même.

L'Indonésie de l'Ordre nouveau est-elle, pour ce qui est de l'aide financière internationale, un tonneau des Danaïdes ? Les voix indonésiennes qui s'élèvent depuis quelque temps pour contester que leur pays en tire le profit promis et escompté l'affirment, voire le démontrent. En tout cas, les dollars continuent et vont continuer à se déverser abondamment dans les caisses de l'Orbaru, ce qui était le but avoué du voyage de M. Suharto en Europe à l'automne 1972, comme il le dit alors sans ambage tant à M. Pompidou que devant la Chambre de commerce de Paris. Ainsi, pour ne prendre que les derniers mois :

En décembre dernier, l'I.G.G.I. accorde à l'Indonésie 850 millions de dollars de crédits annuels (300 pour améliorer sa balance des comptes, 550 pour l'exécution de grands projets) ; trois prêts lui sont accordés le 20 novembre et le 4 décembre par la Banque asiatique de développement (25,42 millions de dollars) ; seize banques japonaises prêtent en janvier 100 millions de dollars à la Pertamina, organisme d'Etat, d'ailleurs véritable Etat dans l'Etat, qui contrôle, avec toute l'exploitation pétrolière, bien d'autres secteurs économiques ; la Banque mondiale prête en février 7,8 millions de dollars ; une banque anglaise prête 4,5 millions à 9,5 % par an pour le développement de l'industrie du batik ; 10,2 millions, de deutschemarks cette fois, vont arriver d'Allemagne fédérale pour financer cinq grands projets ; un accord portant sur 23 millions de dollars d'investissements est signé début février avec la Suisse par le ministre Adam Malik. Autres investissements : le 6 juin, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement accorda 48 millions de dollars et l'Association internationale pour le développement 22,5 millions de dollars, dont 16 pour le développement du tourisme à Bali ;

* Auteur de *Révolution et expansion de la Chine*, et de *La Chine, 1922-1968*, ce dernier ouvrage écrit en collaboration avec Bertrand Russell.

(1) Délégué à la Kiapma, Conférence internationale contre les bases militaires étrangères.

(2) Dès mars 1967, pour leur part, les Etats-Unis offrirent 66 millions de dollars à l'Indonésie, soit un tiers du déficit de sa balance des paiements, et demandèrent aux pays créanciers de lui fournir une aide multilatérale. Le Chili du général Pinochet bénéficiera du même empressement...

dans le seul mois de janvier, le gouvernement indonésien a approuvé six grands projets reposant sur des investissements fournis par une banque suisse, trois firmes de Hongkong et neuf firmes japonaises (au total 112,5 millions de dollars), etc.

Les investissements français (1 % seulement — soit 15,8 millions de dollars — de la totalité des investissements étrangers en Indonésie de 1967 à 1971) apparaissent bien modestes en face des 580 millions investis par les Etats-Unis, suivis par le Japon (334 millions), puis par les Philippines (268 millions), devant Singapour (83 millions), la Corée du Sud (58 millions), etc., selon les chiffres donnés par le ministre Salim en 1972 et naturellement en hausse depuis (800 millions pour les Etats-Unis, 340 pour le Japon selon l'agence Antara, à l'automne dernier). Mais peut-être le récent voyage en Indonésie de M. Xavier Deniau à la tête d'une délégation parlementaire de sept membres, reçue le 13 février au palais Merdeka par le président Suharto, prélude-t-il à un développement de l'aide et des investissements français dans ce pays où nos hommes d'affaires, commerçants, industriels, banquiers, s'intéressent déjà au pétrole, à l'uranium, aux forêts, à la production d'engrais, à l'agronomie, à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, à l'énergie hydro-électrique (construction du barrage de Djatiluhur), etc. Sans compter nos marchands de canons qui ont trouvé dans les généraux de l'Ordre nouveau des acquéreurs pour les chars AMX-13, les Alouette-II et III, hélicoptères bien utiles pour lutter contre la guérilla, etc. (3).

L'enfer des camps et des prisons

C'EST justement contre la guérilla qu'est essentiellement entraînée l'armée indonésienne d'aujourd'hui, qui quadrille tout le pays, dotée des pouvoirs de police, voire de justice, laquelle est souvent rendue par des tribunaux militaires qui continuent à « instruire » les dossiers du « mouvement du 30 septembre ». Cette omniprésence et cette omnipotence de l'armée sont justifiées pour les autorités de l'Ordre nouveau par la permanence de la menace communiste, malgré le véritable génocide dont les membres du parti communiste, de ses organisations de masse et ses sympathisants ont été les victimes. Toute contestation un peu vigoureuse est ainsi assimilée aux méthodes communistes, comme en témoigne l'interprétation donnée par le président Suharto des incidents de janvier : *« Une page noire de plus dans la croissance de notre nation. »* (Discours aux gouverneurs de provinces en février.)

Il est vrai que le pourrissement de la situation intérieure, minée par tous les maux et fléaux dont nous avons parlé, est bien propre à donner un regain de popularité au parti communiste indonésien décapité, décimé depuis bientôt neuf ans, attaché dans les dures conditions de la clandestinité à réorganiser ses rangs, à gagner la population à ses idées, en particulier dans les zones rurales, à constituer ce front uni sans lequel il n'est pas de victoire possible, avec pour objectif à long terme l'instauration d'une démocratie réellement populaire, conquise de haute lutte par les armes. Le peuple indonésien n'est plus passif. Aux mois de stupeur dans laquelle l'avait plongé la terreur blanche, à la torpeur apparente qui s'était emparée de lui à entendre marteler jour après jour les mots ronflants par lesquels les maîtres de l'Ordre nouveau prêchaient le développement du pays dans l'ordre et la discipline, a succédé un élan de colère. La révolte s'exprime par de nombreuses grèves ouvrières, par une agitation rurale impossible désormais à dissimuler, par d'amples mouvements de contestation intellectuelle dont la jeunesse, et d'abord celle des écoles, des universités, mais aussi des lycées, inspirée par l'exemple des étudiants de Bangkok, est le fer de lance. Comment penser que ce qu'a semé le parti communiste indonésien, avec ses millions de membres, les dizaines de millions d'hommes et de femmes qu'il influençait dans les organisations populaires sous son contrôle, n'a pas laissé de traces ? A de nombreux signes, même si la maturation est lente — et comment ne le serait-elle pas après les massacres massifs des dernières années ? — déjà la germination s'annonce.

Quant à la lutte armée, on sait qu'après certains succès les communistes indonésiens, regroupés ici et là, ont subi de graves revers. Mais le « black-out » imposé aux mass media d'Indonésie sur cette question ne peut dissimuler que cette lutte se poursuit dans certaines régions du pays, et la presse, parfois, lâche des nouvelles dont la diffusion, même calculée, permet de se faire une plus juste idée de la situation, qui se précise à la lecture entre les lignes. Au cours de la session plénière du Parlement, les 29 et 30 janvier dernier, le président de la commission de la défense, de la sécurité et des affaires étrangères cita un certain nombre de cas de sabotage, d'incidents, de découvertes d'armes, à Sumatra, Java, et ailleurs, et même l'arrestation, à Indramayu, d'officiers de grade moyen et de cadets, parlant même d'infiltrations dans l'Académie des forces armées. Le 12 janvier, la mort de Saïd Ahmed Sofyan, ancien premier secrétaire du parti communiste pour la province du Kalimantan-Occidental, tué au cours d'un ratissage qualifié de *« punitif »* à quelque 50 kilomètres de Pontaniaka, et l'arrestation dans la même région de plusieurs autres dirigeants du parti ont confirmé l'existence d'activités de guérilla dans cette province où forces armées indonésiennes et malaises coopèrent depuis deux ans pour en venir à bout, non sans difficulté, semble-t-il, puisque Djakarta a envoyé sur le terrain un bataillon de la fameuse division d'élite Siliwangi.

Et la répression continue : alors que M. Suharto déjeunait au Grand Trianon avec le président Pompidou, en novembre 1972, on condamnait à mort l'ancien premier vice-président de la centrale syndicale SOBSI, Mardjoko ; en mars 1973, l'ancien président de la même organisation, Muhammad Munir, était mis en jugement ; en juin, Suwandi, ex-dirigeant du parti communiste, était condamné à mort à son tour ; comme l'était fin septembre 1973 par un tribunal militaire spécial le général de police Soegeng Sutarto, ex-chef d'état-major des services de renseignements ; le 10 décembre étaient condamnés à la détention à perpétuité deux dirigeants communistes, Jiman Karokaso et Mangara Silaban, le 11 février dernier, on apprenait encore la condamnation à la prison à vie de Mme Amnah, ancienne présidente de l'Association des femmes indonésiennes, et à la mi-juillet la condamnation à mort de Ruslan Ayasastra, du Bureau politique du P.K.I.

Les prisons, comme celle de Salemba, à Djakarta, comptent encore de nombreux prisonniers politiques, pour la plupart non condamnés, comme c'est le cas des détenus dans les camps, et qui ne le seront peut-être jamais. Selon différentes sources, il arrive souvent qu'on meure de malnutrition dans ces prisons. Les camps, eux, ont été longtemps un sujet tabou : la presse indonésienne gardait le silence ; quand elles n'en niaient pas l'existence, les autorités minimisaient le nombre de ceux qui s'y trouvaient détenus. Cependant, Amnesty International avança le chiffre de 75 000 à 90 000, dans un rapport bouleversant et précis, ce même mois d'août 1971 où le ministre des affaires étrangères, M. Adam Malik, avouait pour la première fois qu'ils étaient 45 000. Quinze mois plus tard, accompagnant en Suisse le général Suharto, la même personnalité déclarait qu'il y en avait *« seulement »* 30 000, tandis que le président, interrogé le 15 novembre 1972 par les journalistes français lors de son séjour à Paris, se contentait de reconnaître : *« Beaucoup de membres du parti communiste indonésien sont emprisonnés »*, justifiant même leur déportation dans des îles lointaines par la surpopulation de Java, problème auquel cette migration forcée apportait une solution qui semblait à ses yeux aller de soi ! Il ne paraît pas que ce fût là l'opinion du ministre hollandais Pronk, qui évoqua publiquement le problème des prisonniers politiques dans le discours prononcé en décembre dernier devant les membres du Groupe intergouvernemental d'aide réuni à Amsterdam pour accorder à l'Indonésie de nouveaux crédits.

Le problème est désormais posé. Incapable de l'esquiver plus longtemps, le gouvernement indonésien, qui ne nie plus son existence, a pris le parti d'en parler et d'en laisser parler, voire d'en faire parler, et la presse indonésienne a largement ouvert ses colonnes, l'automne dernier, aux visites rendues aux déportés de l'île de Buru par des journalistes, des membres de la faculté de psychologie de l'Université d'Indonésie et des officiers de haut rang conduits par le général Sumitro, chef du Kopkamtib. Plus de 10 000 prisonniers vivent à Buru, dans des villages construits par eux, se livrant à la culture du riz et à l'élevage, certains avec leurs familles, autorisées depuis peu à les rejoindre. La malaria sévit dans l'île, les médicaments y font cruellement défaut, les écoles y sont nettement insuffisantes pour les enfants, aucune nouvelle de l'extérieur n'y parvient, les lettres sont censurées, seule est permise la lecture d'ouvrages religieux ; on a d'abord construit des églises, mosquées et temples hindouistes, et le département des affaires religieuses a envoyé une équipe d'orientation religieuse, le tout étant destiné à donner aux déportés une *« culture spirituelle »*.

Des récits des participants au voyage, cependant, il ressort que cette culture ne pénètre pas aisément dans leurs cerveaux et que nombre d'entre eux demeurent irréductibles. Parmi ces détenus, beaucoup sont des intellectuels ayant milité dans des organisations culturelles créées et animées par le parti communiste. C'est le cas de l'écrivain bien connu Pramoedya Ananta Toer, déjà familiarisé avec les prisons durant deux ans sous la colonisation hollandaise : épuisé par le travail, il expliqua à ses visiteurs qu'il ne lui restait guère chaque jour qu'un quart d'heure pour écrire et cinq minutes pour lire. Sur l'île de Buru, l'une des neuf cent quatre-vingt dix-neuf îles de la province de Maluku, il faut travailler dur, avec dans l'estomac un repas des plus sommaires : on travaille tôt le matin jusque tard le soir, dit le Dr Suprapto, un juriste de cinquante-huit ans ; on est très fatigué, et dès qu'on entre dans sa chambre on se jette sur son lit et l'on s'endort. Il ne reste aucune chance de penser...

Et cela dure depuis cinq ans, et pour certains cela durait déjà depuis quatre autres années dans les camps de Java d'où ils ont tous été amenés là, en proie aux moustiques *« dix fois plus gros et cent fois plus agressifs que ceux de Djakarta »*.

Autre écrivain : Rival Apin, détenu parce qu'il était membre de l'Institut culturel du peuple, créé par le parti communiste, la Lekra, était affecté dans une unité disciplinaire, camp dans le camp, en quelque sorte, et par là même privé de riz aux repas ; ainsi sont, paraît-il, traités les *« irréductibles »*, les durs à cuire... Le poète n'a que quarante-sept ans, mais ses cheveux sont blancs et ses joues creuses, son visage marqué de rides profondes. Il y a encore le cinéaste Basuki Effendi, fils du dirigeant communiste Sakirman, de très nombreux ingénieurs, artistes, sculpteurs, peintres, musiciens... Tous voués par l'Ordre nouveau à la stérilité intellectuelle.

C'est en ce temps qu'une agence de voyage parisienne, correspondante d'une agence néerlandaise, confie aux journaux français des placards publicitaires invitant nos compatriotes avides d'exotisme à participer à des croisières en Indonésie, *« un des derniers paradis sur terre »* !...

RÉGIS BERGERON.

(3) De tous les pays du Sud-Est asiatique, seule l'Indonésie reçoit de la France une aide régulière sur fonds publics.

L'inexorable montée des conflits

Un approfondissement permanent de la révolution culturelle

Par JEAN DAUBIER

« *RESPECTE président Mao, salut ! Nous sommes venus à Pékin vous dire comment se déroule en province le mouvement contre Lin Piao et Confucius (« pi lin pi kong »).* » Ainsi débute une lettre ouverte affichée dans les rues de la capitale chinoise à la mi-juin. Ses auteurs, des ouvriers du Hounan, dénoncent les freins bureaucratiques auxquels se heurte la nouvelle campagne politique et idéologique.

On assiste à une floraison explosive de ces placards. Ils mettent en cause des dignitaires provinciaux, mais aussi, fait récent et décisif, *« des dirigeants des hautes sphères du parti à Pékin »*.

Une gigantesque mobilisation se développe donc, confirmant ce que nous écrivions ici en mars. En Chine, les grandes campagnes idéologiques préparent et accompagnent toujours des mouvements de masse. Croire que la critique de Lin Piao et de Confucius revêtirait la forme de banales causeries dans des salles de conférences eût été mal connaître le régime maoïste.

Dès le 20 février, le *Quotidien du peuple* indiquait : *« Il faut lier la critique de la ligne de Lin Piao, se modérer, en revenir aux rites — aux questions fondamentales surgies dans la lutte de classe et dans la lutte entre deux lignes ACTUELLES (souligné par nous). »* La renaissance des conflits de fractions dans la société et leur prolongement au sein du parti communiste étaient alors prévisibles. Depuis 1971, après les remous des années 60 et l'affaire Lin Piao, un effort de réorganisation et de stabilisation a caractérisé la politique intérieure chinoise. Cette nécessaire remise en ordre a entraîné un retour de flamme, évidemment non souhaité, de la droite. On assiste aujourd'hui à une vigoureuse contre-offensive de la gauche.

Les communistes chinois rejettent l'expression de seconde révolution culturelle. A leurs yeux, la révolution culturelle commencée le 10 novembre 1965 s'est poursuivie sans interruption, sous des formes et avec une intensité variables. Le mouvement présent en constitue l'approfondissement. Durant la décennie écoulée, la continuité du processus révolutionnaire fut l'aspect majeur de la situation. On peut en conclure que la récente poussée de la droite a été dangereuse mais limitée dans son ampleur. Les « déviationnistes » sont vraisemblablement une minorité. Une lutte aiguë pour le pouvoir paraît néanmoins probable.

La campagne contre Lin Piao et Confucius lie deux choses : une attaque contre les survivances culturelles du féodalisme, source de comportements arriérés voire ouvertement réactionnaires ; la dénonciation de certains cadres dirigeants. Les uns manquent d'enthousiasme pour ces campagnes révolutionnaires et évitent d'y faire participer la population. D'autres, par défaut de vigilance idéologique ou par corruption, se conduisent en nouveaux mandarins, recherchent les privilèges, sombrent dans le bureaucratisme et répriment des militants jugés trop turbulents. D'autres enfin, cas plus grave, seraient ligués contre la direction du parti, défendraient Liou Chao-chi et Lin Piao et seraient des *« adeptes du révisionnisme soviétique »*.

La mise en cause de divers responsables était sensible dès la mi-mars. Elle a débuté par la critique des dirigeants du Shantung et du Kiangsi. Ils auraient fait jouer une pièce, *la Plage turbulente*, qui présentait sous un jour défavorable le rôle des comités du parti. La diffusion d'un opéra faisant l'éloge de Liou Chao-chi, intitulé *Trois voyages à la montagne des Pêchers*, valut ensuite des critiques à M. Hsieh Che-hua, le secrétaire du Chansi.

Au début d'avril, les observateurs signalaient des affiches dirigées contre M. Li Teh-sheng, membre du bureau politique et chef du département politique de l'armée. L'intéressé apparaîtra cependant le 1er mai en compagnie d'autres dirigeants chinois.

A la mi-mai, le *Quotidien du peuple* s'en prenait *« aux partisans d'un compromis »*. Visiblement, le mouvement s'accélérait. Peu après, des ouvriers apposèrent des affiches dans les rues même de Pékin. Elles critiquaient le comité révolutionnaire de la capitale et affirmaient que *« des partisans jurés de Lin Piao y étaient retranchés »*. Cet événement eut un retentissement considérable.

Les accusations dénoncent notamment le blocage de la campagne « pi lin pi kong », et l'éviction du comité révolutionnaire des représentants des ouvriers et des gardes rouges, dont quelques-uns auraient été présentés comme des contre-révolutionnaires.

Depuis, des groupes d'ouvriers de province ont pris l'habitude de venir à Pékin afficher leurs doléances. Un dirigeant du Hounan, M. Hua Kuofeng, membre du bureau politique, est fréquemment visé par leurs textes.

Le 1er juillet, une affiche signée « Le Singe d'Or » (1) dénonçait la présence *« dans les hautes sphères du parti de représentants de l'impérialisme américain, du révisionnisme soviétique et de la clique de Tchiang Kai-chek »*. C'est là une accusation fort grave. Un nouvel échelon semble franchi, annonciateur peut-être d'un combat plus vif encore. Contrairement à ce qui s'est passé en 1966, ce ne sont pas des étudiants ou des intellectuels qui ont lancé la critique, mais des ouvriers. Ce qui confirme le souci du régime de faire jouer au prolétariat un rôle politique prépondérant.

L'enjeu

AU cours des années 60, les premières phases de la révolution culturelle suscitèrent de fréquents contre-sens. L'un d'eux fut d'y voir une série de luttes de clans au sommet. Or l'engagement massif de la population démentait et dément aujourd'hui cette interprétation « florentine » de la politique chinoise. En fait, à présent comme hier, la révolution culturelle résulte du choc de deux conceptions du développement de la Chine. La première est celle de l'ex-président Liou Chao-chi ; on l'attribue également à Lin Piao. Elle repose sur l'idée qu'il existe une contradiction entre le régime socialiste avancé et l'état arriéré des forces productives de l'économie, qu'il faut développer. Selon cette thèse, investir, spécialiser les tâches sans crainte, de stimuler les travailleurs par des différences salariales permet de moderniser l'industrie et de consolider le socialisme. C'est cette conception qui a prévalu en U.R.S.S., et si elle y a assuré un essor économique incontestable, celui-ci est fort déséquilibré. Il a été en outre payé de l'émergence d'une caste dirigeante privilégiée, et, finalement, de l'affadissement sensible des conquêtes du socialisme.

L'autre conception est celle de Mao Tse-toung qui renverse les termes du problème. La base économique socialiste est en contradiction avec certains éléments de la superstructure marqués par la tradition. Ainsi des stéréotypes culturels désuets ont encore une influence considérable en Chine. L'habitude d'estimer les intellectuels supérieurs aux ouvriers en est un. *« Les aristocrates sont les plus intelligents »*, disait Confucius. Cette maxime est aujourd'hui la cible de toutes les critiques. Il en va de même du style de travail bureaucratique des administrations, qui recrée la distance entre gouvernants et gouvernés et affaiblit le caractère prolétarien de l'Etat.

La clef de la révolution culturelle est que les communistes chinois ne veulent pas attendre que leur pays soit modernisé pour transformer les rapports entre les hommes dans la production et la société.

Le socialisme ne peut progresser par la simple accumulation (même baptisée socialiste) du capital. Il doit stimuler l'essor de forces productives originales et faire jouer l'initiative des travailleurs dans la production et l'innovation technique. Ceux-ci doivent acquérir la maîtrise effective de leurs conditions de travail, donc la direction des usines et des organes politiques du pouvoir. La nécessité d'un effort constant pour abolir la division du travail et les hiérarchies sociales en découle. La spécialisation étroite le cède alors à la diversification des tâches confiées aux individus et aux groupes. Il convient aussi que les travailleurs puissent s'exprimer et contrôler l'activité des cadres. Cette mobilisation requiert une tension idéologique permanente : elle repose actuellement sur l'étude intensive et générale des classiques du marxisme.

La révolution culturelle vise à détruire ce qui subsiste des rapports capitalistes. La seule instauration du socialisme ne permet pas d'atteindre immédiatement ce résultat. C'est le fruit d'un processus impliquant le développement quantitatif et qualitatif de la classe ouvrière.

Sous l'influence des Soviétiques, les marxistes ont longtemps cru que l'abolition de la propriété privée suffisait à créer des rapports de production socialistes, que les relations entre les groupes humains et les normes de répartition en étaient qualitativement transformées. Selon les communistes chinois, il n'en est rien (2). Sous un régime de propriété socialiste, les rapports entre les hommes peuvent rester de type bourgeois. Par exemple, entre ingénieurs et ouvriers, il peut fort bien exister des liens de subordination et non de coopération. Les normes de répartition peuvent aller dans le sens du renforcement des privilèges matériels de certaines catégories. Certes, le socialisme n'apporte pas d'emblée l'égalité ; chacun l'admet. Mais, selon les périodes, selon que des courants radicaux ou modérés donnent le ton, l'égalité est présentée en Chine comme un leurre ou comme un idéal révolutionnaire.

Ce problème fait vraisemblablement l'objet de vifs débats. Des échos (assourdis) nous en parviennent. En 1972, un commentaire de l'article de Marx, « Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt », rédigé par un comité du parti du Heilongkiang, affirmait que le *« partage égalitaire »* était une *« supercherie antimarxiste »* (3).

Il était donc frappant de lire dans un article du *Drapeau rouge* de janvier 1974 (4) cette phrase d'une veine toute différente : *« Mus par leurs intérêts de classe, les travailleurs ont avancé le point de vue révolutionnaire du partage égal, diamétralement opposé à la théorie confucéenne »*, et cette citation de Lénine venant à l'appui : *« L'idée d'égalité est la plus révolutionnaire. »* Sur un sujet aussi crucial, débattu dans la presse officielle du parti, ces écarts ne traduisent pas de simples variations sur un même thème. Ils laissent deviner des désaccords et une évolution du rapport des forces entre la droite, le centre et la gauche.

Différence avec les années 60 : les comités du parti dirigent le mouvement, ce qui est signalé par tous les observateurs. Le *Quotidien du peuple* a rappelé avec force le 1er juillet que les luttes et la critique au sein du parti ne signifiaient *« nullement que son rôle dirigeant puisse être amoindri »*.

Notons cependant que la révolution culturelle n'a pas visé le parti en tant que tel. L'effondrement de nombreux comités en 1967 fut largement dû au *« spontanéisme »*, et, disent certains textes, à l'influence occulte de Lin Piao. Mao Tse-toung et ses partisans n'avaient jamais souhaité une telle situation.

Mais, à côté du parti, les Chinois créeront-ils des organisations de masse semblables à celles des gardes rouges et des ouvriers qui foisonnèrent autrefois jusqu'à couvrir le pays de leurs ramifications ? On ignore si les auteurs des affiches actuelles sont de simples individus, de petits groupes, ou de vastes associations déjà structurées. Les témoins étrangers ne donnent guère d'informations sur ce point. De telles organisations ne seront-elles pas nécessaires à l'essor du mouvement de masse, et, en général, comme contrepoids aux penchants bureaucratiques du parti au pouvoir ?

Une différence essentielle avec les années 60 nous paraît être l'absence de références exaltées à Mao Tse-toung et à sa pensée. Ce que, par une expression ambiguë, certains appellent « le culte de Mao », remplissait une fonction précise : permettre au président de transcender l'appareil du parti par un appel direct aux masses. Il neutralisait ainsi ses adversaires et leurs manœuvres. Cette méthode a conduit à des excès qu'il fallut rectifier. Elle fit resurgir tout un fatras de rites formalistes étrangers au marxisme. Mao, selon ce qu'il dit à Edgar Snow lors de leur dernière entrevue, s'est aperçu que ses ennemis avaient appris à utiliser ce « culte » contre lui. En outre, le parti et les cadres sont aujourd'hui plus unis, plus loyaux, et il n'est pas nécessaire de les « contourner ».

Quelques notes pour finir sur le rôle de M. Chou En-lai. Malade, le premier ministre paraît un peu en dehors du mouvement en cours. Il en serait la cible, à en croire des « China watchers » de Hongkong. Des milieux diplomatiques se sont faits l'écho de cette rumeur.

On remarque par contre que les affiches les plus militantes de Pékin rendaient hommage au premier ministre. Le *Quotidien du peuple* du 6 juillet l'a montré en photo, à l'hôpital, recevant le sénateur Jackson. Ce genre de publication indique parfois en Chine qu'un dirigeant garde la confiance du parti. En l'espèce, cette image confirme aussi le rôle diplomatique de M. Chou En-lai, ainsi d'ailleurs que sa maladie.

(1) D'autres affiches ont récemment accusé le « Singe d'Or » d'être un contre-révolutionnaire. On ne saurait prendre pour argent comptant ces affirmations polémiques qui n'ont rien d'officiel.

(2) Précisons qu'on ne trouve pas une affirmation aussi nette dans les textes officiels. Toute la pratique chinoise atteste pourtant que tel est bien leur point de vue.

(3) *Pékin Information*, n° 12, 27 mars 1972.

(4) *Drapeau rouge*, n° 1 de 1974 : « La lutte anticonfucéenne des travailleurs dans l'histoire », par Tien Kai.

Utilité et risques d'une fonction critique

DÉCOLONISATION DE LA SOCIOLOGIE AU MAGHREB

Par TAHAR BEN JELLOUN

SI la sociologie a joui d'un destin particulier au Maghreb durant la période coloniale, c'est moins parce que le grand historien, et aussi premier sociologue, Ibn Khaldoun est originaire de Tunisie (1332-1406) que parce que l'administration coloniale avait besoin de connaître parfaitement la société qu'elle avait décidé de dominer. La sociologie a fait ainsi partie de la stratégie de pénétration coloniale et de pacification ; elle fut organisée dans un esprit utilitaire et dans un objectif d'application. Lorsque Le Chatelier, professeur de sociologie musulmane au Collège de France, créa à Tanger en 1904 une mission scientifique, Michaux-Bellaire, grand connaisseur du Maroc, écrivit : *« Il s'agissait pour créer les Archives marocaines de faire pour ainsi dire le catalogue du Maroc, de ses tribus, de ses villes, de ses confréries, d'en retrouver les origines, les ramifications, les luttes et les alliances (...), de reconnaître en un mot, dans la mesure du possible, le terrain sur lequel nous pourions être appelés à opérer un jour, pour nous permettre d'agir en toute connaissance de cause »* (1).

Le caractère ethnographique et colonialiste de cette sociologie de *« l'âme indigène »* n'a pas disparu de manière définitive (du moins pas magiquement) avec l'avènement de l'indépendance. La décolonisation du domaine culturel fut la première tâche qu'ont dû affronter les intellectuels maghrébins. Ce travail de longue haleine consiste, pour ceux qui ont été dépossédés de leur culture, non seulement à reconquérir leur patrimoine culturel dans un esprit en accord avec les exigences de la spécificité et de la culture nationales, mais aussi à *« rétablir de l'intérieur*, comme l'écrit M. Mostafa Lacheraf, écrivain et conseiller du président Boumediène, *une vérité longtemps mystifi-ée ou systématiquement niée »* par la colonisation.

Peut-on dire que le fait colonial a compromis le développement de la recherche sociologique au Maghreb ? Tout dépend de la manière dont les Maghrébins assument cette période de décolonisation. Pour M. Khatibi, professeur à la faculté des lettres de Rabat et ex-directeur de l'Institut de sociologie, *« une décolonisation de la sociologie suppose une non-dépendance scientifique de la métropole et une politique scientifique critique basée sur l'analyse comparative des pays sous-analysés ou plutôt mal analysés »*. C'est dans cet esprit de rupture avec la domination de la culture occidentale qu'il a réclamé, dans une communication au vingt-troisième congrès de sociologie tenu à Caracas, la dissolution de l'ethnologie parce qu'elle est *« en dernière analyse un fait lié à la colonisation et à l'impérialisme (ce qui est évident), mais aussi parce que son fondement théorique se trouve compromis »*.

L'*autre* ne peut plus être étudié comme un regard pur ; sa différence s'impose ; son discours commence par être cette pratique violente qu'est la rupture. *« Jusqu'à une date récente*, font remarquer deux sociologues tunisiens, MM. Zghal et Karoui, *les sociétés de culture non européenne n'ont participé au développement de la recherche en science sociale qu'en tant qu'objets de recherches entreprises par des chercheurs européens ou d'origine européenne. »* Cette rupture, première étape de la décolonisation, est non seulement le début de la prise en main par les chercheurs maghrébins de leur réalité, mais aussi une remise en cause du fondement scientifique et politique du travail entrepris jusqu'à présent par des sociologues *« intéressés par l'étude des aspects les plus « stables », voire les plus « archaïques », de la société maghrébine »*.

En 1960, l'Etat marocain créa avec l'aide de l'UNESCO un institut de sociologie à Rabat. A l'origine, cet institut était chargé de dispenser l'enseignement et de promouvoir la recherche ; mais, par manque de cadres et à cause de la complexité de la structure interne, cet institut est devenu un organisme d'enseignement à deux sections, l'une en langue arabe, l'autre en français. En 1971, il fut supprimé par le premier ministre. L'enseignement de la sociologie est assuré depuis à la faculté des lettres, dans le cadre de la licence de philosophie (2). Cependant, un enseignement au niveau du troisième cycle en sociologie continue à être assuré à la faculté. De même, un centre universitaire de la recherche scientifique (C.U.R.S.), créé au lendemain de l'indépendance, reste ouvert à Rabat. Il édite une bonne revue trimestrielle, le *Bulletin économique et social du Maroc*, fondé en 1933 et remanié en 1966 (3).

En Tunisie, dès l'indépendance du pays, de jeunes chercheurs manifestèrent leur volonté *« d'orienter et de contrôler »* les changements intervenus dans les structures sociales et politiques. En 1962, le gouvernement tunisien créa, dans l'esprit d'une politique de planification, un organisme universitaire de recherche en sciences sociales (C.E.R.E.S.). Ce centre avait pour mission — dans l'esprit des responsables — de former un noyau de chercheurs universitaires qui, tout en n'étant pas directement engagés dans l'action, sont, nous disent MM. Zghal et Karoui, *« motivés par les problèmes posés par la planification et les changements des structures socio-économiques et des mentalités en Tunisie »*. L'économie, la géographie et la sociologie furent les premières disciplines dont devait s'occuper le centre. Plus tard, il fut élargi à trois autres disciplines : la linguistique, la démographie et le droit.

Les principaux travaux du centre furent publiés dans la *Revue tunisienne des sciences sociales* et par les cahiers du C.E.R.E.S. (4).

En Algérie, juste après l'indépendance, fut créé un organisme de recherche (Centre d'études, de recherches et de documentation en sciences sociales), cycle terminal annexé à l'Institut d'études politiques d'Alger. Mais *« ce centre*, nous dit M. Lacheraf, *faute de moyens adéquats et en l'absence d'une définition appropriée des programmes, n'a pas pu jouer le rôle qui lui avait été dévolu »*. Avant l'indépendance, la sociologie proprement dite, dans sa forme la plus abâtardie, la mieux orientée vers la défense et l'illustration de la société coloniale, était tout entière assumée par l'anthropologie. M. Lacheraf constate qu'à l'indépendance, et presque officiellement, mais d'une façon paresseuse, ce fut encore à un degré se situant au-dessous de l'anthropologie, au niveau de l'ethnographie cette fois, que l'on consacra tant soit peu les études sociologiques. Cette absence d'école sociologique algérienne a fait que la critique sociale apparaisse au second plan, par le biais notamment de l'histoire nationale ré-écrite, démythifiée. La recherche sociologique proprement dite a été en quelque sorte reportée à plus tard. L'analyse des carences et mutations de la société algérienne reste à faire, car la sociologie officielle est faite plutôt dans le sens du fonctionnalisme. *« Ainsi*, fait remarquer M. Lacheraf, *au « fonctionnalisme » et à la rentabilité immédiate d'une sociologie sur commande, traditionnellement enseignée dans le sillage perfide et routinier de l'anthropologie coloniale et de la soif de diplômes, s'oppose une recherche laborieuse et obscure qui n'est pas toujours le fait de professeurs formés en conséquence, mais de chercheurs de bonne volonté qui s'interrogent devant les grands problèmes socio-politiques ou culturels en essayant de les éclairer, de les lier entre eux, de tirer de la réflexion dont ils sont l'objet constant un préalable de rigueur pour une vision renouvelée de l'histoire contemporaine de leur pays et même de son passé. »*

Engagement, mais hors des théories institutionnelles

LA rupture avec la tradition ethnographique coloniale, timide dans certains cas, assez violente dans d'autres, a permis la mise en place de nouvelles structures pour l'étude, l'enseignement et la recherche en sociologie. Cette rupture, c'est aussi la naissance d'une pensée sociologique maghrébine. Cette pensée s'attache d'abord à recouvrer une identité et une spécificité nationales ; le sociologue maghrébin participe par-là au développement du pays, dirigeant ses recherches — exclusivement — sur sa réalité sociale, qui jusqu'à présent a été sous-analysée.

Cette participation confère au sociologue maghrébin un statut particulier : engagé politiquement (de toutes les manières, il ne peut pas faire autrement), le sociologue maghrébin devra se situer en dehors des théories institutionnelles (le fonctionnalisme) dont la fonction est de légitimer continuellement un ordre établi, comme il devra aussi éviter de s'enfermer dans le ghetto universitaire du mandarinat, qui le coupe de la réalité en perpétuel bouleversement. Cette situation particulière fait que l'Etat se méfie de toute sociologie échappant d'une manière ou d'une autre à son emprise, et n'entend pas faire de la sociologie une éventuelle source de contestation.

Certains organismes d'Etat préfèrent parfois les services de sociologues étrangers, et ceci dans un souci de *« neutralité politique »*. Le sociologue maghrébin est alors non seulement frustré mais aussi non reconnu. D'un autre côté, la sociologie est détournée de sa fonction : *« Qu'on le veuille ou non*, écrit M. Khatibi, *la sociologie est insérée dans la lutte sociale. Elle peut également vouloir s'insérer dans un projet historique, une politique de transformation, comme par exemple ce que font les sociologues révolutionnaires en Amérique latine (...) La sociologie se situe dans une pratique politique réelle, bien qu'indirecte »* (5).

Il est évident que la recherche sociologique est politisée. L'Etat essaie de détourner le sens de cette politisation, le fonctionnalisme servant d'alibi. *« Il est certain*, poursuit M. Khatibi, *que par exemple une société qui se réclame de l'égalitarisme, ce qui peut venir un jour, voudra liquider le problème de la lutte des classes sociales pour justifier une idéologie théocratique qui considère la société comme une communauté où le conflit des classes sociales est transcendé par le sentiment divin et religieux, lui-même alibi d'un refus de changement. »*

Il faut remarquer cependant que cette politisation inévitable de la recherche sociologique au Maghreb néglige l'approfondissement théorique et l'élaboration d'une méthode de travail et d'investigation adéquate à la réalité étudiée. *« Tout se passe*, nous ont dit MM. Zghal et Karoui, *comme si les chercheurs tunisiens étaient plus intéressés par la compréhension des problèmes sociaux que par l'élucidation de questions théoriques ou méthodologiques spécifiques à leurs disciplines. »* La méthode utilisée est souvent empruntée à l'université d'origine. Parfois c'est tout un système de pensée qui se trouve plaqué sur la réalité étudiée. La pensée arabe contemporaine, comme le faisait remarquer A. Laroui, s'empare souvent du système au détriment de la méthode, et cela à des fins idéologiques (6).

Le choix d'une méthode pour la recherche détermine aussi le statut politique du sociologue. Pour M. Khatibi, même dans le cas ou le pouvoir veut des transformations, *« le sociologue doit être continuellement inséré dans la lutte sociale et continuellement critiquer dans le sens profond du terme pour n'être jamais récupéré »*. Attitude de vigilance et de critique permanente (double critique en fait : critique de la réalité sociale et critique de sa propre démarche) ; tel doit être le statut du sociologue. Mais peut-on dire que la fonction critique de la sociologie (il est évident que c'est là sa fonction propre) est tolérée par les responsables au Maghreb ? Jusqu'à quel point acceptent-ils la critique sociale, surtout si elle va de pair avec la critique de leur propre système politique ? *« Peu d'Etats*, écrit M. Khatibi, *acceptent facilement une grande dose critique ; c'est l'origine des difficultés que rencontre la sociologie dans la plupart des pays et, pour ne prendre que le cas du Maroc, de la fermeture pure et simple de l'institut de sociologie. »* Nul doute que cette décision eut pour le corps enseignant à l'institut et pour les étudiants une signification politique importante.

M. Lacheraf, en parlant du statut du sociologue algérien, rappelle, lui aussi, la nécessité d'une double critique ; il s'agit d'abord pour ce sociologue d'opérer un nécessaire bilan critique de ce qui a été entrepris et d'envisager sans démagogie ce qu'il y a à entreprendre

Il est un fait que la recherche sociologique ne peut se développer et évoluer que si sa fonction critique est acceptée et reconnue en tant qu'élément nécessaire pour le développement et la transformation de la société en période de décolonisation. Une sociologie complaisante, qui n'est là que pour justifier un ordre établi, manque son projet scientifique et ne peut prétendre liquider les séquelles de la colonisation ni combattre vraiment le sous-développement. Une sociologie critique n'est pas non plus un dénigrement systématique de ce qui existe, mais une contribution à une connaissance plus juste de la réalité sociale. Il faut admettre que la sociologie et sa gageure portent d'abord l'accent sur le politique, sur ses fondements et sur son expression, qui peut être aussi bien féodale que nationalitaire ou progressiste. Elle porte aussi, nous dit M. Lacheraf, sur la nature du pouvoir *« et les nouvelles classes nées de la révolution ; sur le populisme, l'intégrisme musulman, dont les promoteurs furent les théoriciens de la « colonisabilité » et optèrent à peine pour l'autonomie interne pendant la guerre de libération »*.

A ces bouleversements des structures politiques et sociales qu'a provoqués la révolution algérienne — et que la sociologie se doit d'analyser et de comprendre, — il faut ajouter, signale M. Lacheraf, *« les problèmes du milieu rural, de la paysannerie pauvre, qui, bien avant la révolution agraire, ont sollicité notre examen parce qu'ils constituaient un tout, depuis longtemps, avec les exigences de la juste transformation de la société algérienne »*. C'est à une sociologie globale du sous-développement qu'il faudra aboutir dans les pays du Maghreb. Pour cela, la recherche doit être orientée dans le sens d'une analyse de la tradition anti-sociale et des lignes de force d'un progrès collectif. Cette sociologie devra commencer par un inventaire exigeant et lucide des carences et des possibilités au lieu d'un bilan avantageux et à contretemps du processus de transformation socio-économique et culturelle.

(Photo Georges Viollon-Rapho.)

UNE POPULATION RURALE A 78 %

Tolérer le regard critique du sociologue.

Approprier le temps, l'espace et le savoir

CETTE exigence et cette lucidité sont revendiquées par les Tunisiens Zghal et Karoui, qui s'élèvent contre l'aspect empirique et hâtif des travaux sociologiques entrepris par les nationaux après l'indépendance ; ils vont jusqu'à leur appliquer le jugement que Jacques Berque avait émis sur la sociologie en période coloniale : la recherche actuelle *« est trop engagée, trop contiguë à son objet. Elle prêche par utilitarisme et impressionnisme. Elle ambitionne au mieux un échantillonnage de recettes »*. Sont visés par cette critique les jeunes chercheurs et les planificateurs. Cette collusion entre sociologues et planificateurs n'a pas toujours existé. Il est juste de constater, avec MM. Zghal et Karoui, que les chercheurs tunisiens, par leur position relativement marginale dans le système politique, ont mis l'accent sur les contradictions et difficultés des réformes entreprises par les responsables de la planification. Ils ont essayé de dévoiler ce qu'ils croyaient être les freins à la modernisation, comme par exemple la concentration des terres entre les mains des grands propriétaires fonciers, l'autoritarisme de la bureaucratie, l'inadéquation entre la formation scolaire et para-scolaire et le marché du travail... Ce qui fut à l'origine de malentendus et de tensions entre chercheurs et responsables de la planification.

C'est ainsi que, dès les premières publications du C.E.R.E.S., certains chercheurs furent accusés de jouer le rôle de dénigreurs systématiques. En 1966 fut créé un Bureau de recherches sociologiques (B.R.S.) (7) directement rattaché au ministère du plan et ayant comme devise *« pour une sociologie militante »*. Avec la création de ce bureau, le gouvernement voulait prendre ses distances à l'égard des chercheurs du C.E.R.E.S. Cependant, dans la pratique, les recherches effectuées au B.R.S. ne furent pas différentes de celles entreprises au C.E.R.E.S. Plus tard, le bureau et le centre fusionnèrent en un nouvel organisme de recherche : l'Institut de planification, de statistiques et d'études juridiques, économiques et sociales. Recherche et planification furent ainsi liées politiquement. La crise politique de 1969 va permettre d'une certaine manière à l'institution de retrouver en 1972 son ancienne appellation (le C.E.R.E.S.). Son caractère universitaire fut renforcé et de nouvelles sections créées (histoire du mouvement national ; histoire du Maghreb ; études islamiques ; études littéraires et esthétiques).

Dans le domaine des sciences sociales, les Tunisiens disposent sans conteste d'une infrastructure assez importante. Les chercheurs de ce pays militent pour que leur statut ne soit pas celui que l'Etat veut bien leur accorder, mais un statut défini par l'objectivité dans l'analyse et la compréhension de la réalité sociale dans laquelle ils vivent ; ce statut impose une distance par rapport à l'Etat et à la politique officielle ; il ne permet pas de manipulation. Ils demandent aussi que leur fonction soit reconnue. Vouloir transformer des structures par l'apport de l'analyse et de la critique sociologiques ne signifie pas faire *« œuvre de dénigreur systématique »*.

Tout sociologue appartenant à un pays du tiers-monde se heurte à ce problème : s'interroger sur la capacité des régimes politiques du tiers-monde à tolérer un regard critique. *« En effet*, écrivent MM. Zghal et Karoui, *sans un minimum de tolérance, aucune véritable recherche n'est possible même s'il existe des chercheurs dont la compétence scientifique est indéniable. »* Le problème politique du rapport Etat/sociologie comporte en son sein une difficulté majeure : les débouchés ; car il n'est pas vrai de soutenir que la sociologie n'a pas de débouchés dans les pays du Maghreb ; tout dépend du rôle et de l'importance qu'on veut lui accorder. Ne pas favoriser la création de débouchés pour la sociologie est une autre manière de refuser la fonction critique de cette science.

Les thèmes abordés sous forme de monographie, de thèse de troisième cycle ou de thèse d'Etat sont généralement des problèmes concrets de la vie sociale.

D'après une enquête faite auprès des professeurs maghrébins et français, qui dirigent des travaux de jeunes chercheurs (8), trois thèmes viennent en tête ; ce sont : sociologie culturelle et sociologie de l'éducation ; sociologie de la femme et de la famille et systèmes de parenté ; sociologie du développement. Ce n'est qu'au quatrième rang que vient l'étude de la réalité rurale.

On comprend mal ce peu d'intérêt pour le domaine agraire, surtout quand on sait qu'environ 70 % de la population du Maghreb vit dans les campagnes.

M. A. Khatibi écrit, dans l'avant-propos aux *Etudes sociologiques sur le Maroc* (9), qu'afin d'élaborer une démarche mieux appropriée à son objet *« la sociologie doit tendre — comme toute science — vers une appropriation du temps, de l'espace et du savoir »*.

L'appropriation du savoir, c'est d'abord le fait (l'acte) de repenser l'histoire et les idées sécrétées par l'Occident et qui habitent souvent notre conscience. Il faudra opposer à ce savoir dominant et possessif une théorisation critique, capable de faire de nous des sujets conscients à la fois de leurs possibilités créatrices et de la fragilité de tout discours purement nationaliste. Cette démarche est une reconquête et une ouverture : il s'agit de recouvrer notre identité — achever le processus de la décolonisation — et de s'ouvrir sur les autres différences, sur ce que le sociologue égyptien Anouar Abdel Malek appelle *« la rationalité à multiples variantes »*.

(1) Cité par M. A. Khatibi in *Bilan de la sociologie au Maroc* ; publications de l'Association pour la recherche en sciences humaines, Rabat, 1967.

(2) Cf. *Bulletin officiel*, n° 3042 (17-2-71) : Décret n° 2-70-621 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) abrogeant le décret n° 2-60-661 du 30 rabia L 1381 (11 septembre 1961) portant création d'un institut de sociologie. Notons qu'une Association marocaine de sociologie a été créée le 21 janvier 1973 à Rabat : son objectif premier est *« d'œuvrer dans le sens de la création d'une sociologie marocaine dont les préoccupations et la méthode d'approche sont dictées par le réel marocain et les aspirations du peuple marocain »*.

(3) B.P. : 535, Rabat-Chellah, Maroc.

(4) C.E.R.E.S., 23, rue d'Espagne, Tunis.

(5) *Lamalif*, revue mensuelle, culturelle, économique et sociale ; éditée à Casablanca, n° 57, février 1973.

(6) *« La conscience arabe, aux prises avec les nécessités de l'action, donne une même réponse au positivisme et au marxisme, une réponse bien paradoxale à première vue : oui au système, non à la méthode. »* Abdellah Laroui : *L'Idéologie arabe contemporaine*, Maspero, 1967, page 155.

(7) La publication du B.R.S. est *Etudes de sociologie tunisienne*.

(8) *Maghreb*, n° 52 (juillet-août 1972) : André Adam, *Un aperçu de la recherche sociologique en Afrique du Nord*.

(9) *Etudes sociologiques sur le Maroc*, recueil d'études des sociologues Belghiti, Bentahar, Khatibi, Lahlimi, Lazarev, Pascon. Publication du B.E.S.M., 1971, Rabat.

Ouverture sur l'Orient et condamnation de l'occidento-centrisme

JOSEPH NEEDHAM, ENCYCLOPÉDISTE DES CIVILISATIONS

Par ANOUAR ABDEL-MALEK *

VOICI enfin venu le temps où l'Occident commence à pleinement réaliser que l'Orient des orientalistes n'est plus, qu'il convient derechef de consentir à surmonter réticences et préjugés — l'ignorance, qui procède elle-même de la non-reconnaissance, — d'accepter d'entendre les voix et les voies de cet arc immense de civilisations et de cultures qu'est l'Orient en renaissance et en révolution, du Maroc à la mer de Chine. Un long et persistant retard vient entraver cette démarche. Pourtant, le cheminement des idées a, cette fois, précédé l'ouverture politique, que jalonne l'œuvre d'Arnold Toynbee, d'André Malraux — par-dessus tout de Joseph Needham, encyclopédiste éminent de la dialectique des civilisations à notre époque.

Science et religion mêlées

ETRANGES, en vérité, sont tant l'itinéraire de l'homme et de son œuvre que l'émergence à la pleine visibilité de l'apport scientifique et culturel de cette somme capitale que représentent *Science and Civilization in China* et les volumes d'essais qui l'accompagnent. Né avec le siècle, d'un père médecin et d'une mère musicienne, Joseph Needham étudie la médecine à Caius College, Cambridge, se passionne pour l'historicisme dans l'étude de l'histoire des sciences, mais aussi la philosophie, l'étude comparative des religions, la mystique. Ses livres de chevet — Lancelot Andrews, Jeremy Taylor, Angelus Silesius, Herbert of Cherbury, Miguel de Molinos, et les *Fioretti* de François d'Assise, — l'influence d'Edward Browne, qui expose les médecines arabe et perse, de F.C. Burkitt, qui traite de la religion manichéenne dans les sables du désert de Gobi, « *tels étaient les universitaires*, témoigne son ami de toujours, Henry Holorenshaw, *qui lui instillèrent en premier le sentiment de l'exaltation et du romanesque poétique, de l'érudition humaniste, particulièrement quand elle se combine avec l'histoire des sciences naturelles* » (1).

Une vocation allait naître, d'orientation véritablement encyclopédique : non point seulement le comput, l'inventaire, l'analyse formelle, mais par-dessus tout l'approche syncrétique, englobante, la vision par la raison et le cœur, étroitement mêlés. Après la médecine (1921), il s'engage dans la recherche en biochimie à Cambridge : en 1924, reçu docteur, il devient *fellow* de son collège — dont il sera élu *master* (doyen) en 1966 — et épouse Dorothy Mary Moyle, biochimiste de talent, et qui sera elle-même élue, aux côtés de son époux, *fellow* (membre) de la Royal Academy.

Une époque d'intense libération intellectuelle commence : R.G. Collingwood, Vaihinger, Rudolf Otto surtout, dont *The Idea of the Holy* va orienter Needham vers la compréhension de la valeur esthétique, merveilleuse, du symbolisme liturgique : William Blake, D.H. Lawrence, E. Carpenter, Havelock Ellis, qui ouvrent alors les voies de la libération sexuelle. De nombreux essais, parfois aux côtés de collègues prestigieux (Dean Inge, Malinowski, Eddington notamment), seront réunis en plusieurs livres : *Science, Religion and Reality ; The Sceptical Biologist ; The Great Amphibium ;* surtout, *Time, The Refreshing River (1943)*, dont l'introduction est autobiographique.

Encouragé par F.G. Hopkins, fondateur de la biochimie britannique, il s'établit au Cambridge Biochemical Laboratory où, de 1929 à 1942, il donne sa pleine mesure scientifique : les trois volumes de *Chemical Embryology ; Biochemistry and Morphogenesis ; History of Embryology ;* plus tard, les conférences de Yale, *Order and Life*, où il fournit une conception pionnière du rôle des microstructures dans la cellule vivante, avant l'époque du microscope électronique. Il est professeur en visite aux universités de Yale, Stanford, Cornel, London, Oxford, Varsovie, Cracovie, Lyons, Kyoto, et effectue de nombreux voyages d'étude et de conférences, que viennent consacrer de très nombreuses distinctions dont, en 1968, la médaille d'or George Sarton, au Congrès international d'histoire des sciences de Paris.

L'ensemble prendra corps autour de la communauté de l'Eglise de Thaxted, dans l'Essex, autour du vicaire Conrad Noël : socialisme d'inspiration chrétienne, grande tradition musicale, souci de la beauté liturgique. « *Cette doctrine du Royaume de Dieu*, écrit H. Holorenshaw, *revêtait une importance particulière. C'est alors que Joseph Needham en vint à la conviction, jamais abandonnée depuis, que ce royaume devait être compris comme celui de la justice et de la camaraderie sur Terre, que l'effort des hommes à travers les siècles devait constituer, et non primordialement comme un quelconque état spirituel quelque part ailleurs dans l'avenir. Graduellement, cette conception en vient à être associée dans son esprit avec la conviction en l'unité essentielle de l'évolution cosmologique, organique et sociale, au sein de laquelle l'idée de progrès humain, une fois toutes les réserves émises, trouverait sa place. Parallèlement, il acquit la conviction que le chrétien doit prendre le marxisme extrêmement au sérieux, des doctrines telles que le matérialisme historique et la lutte des classes pouvant constituer peut-être la reconnaissance des voies par lesquelles Dieu aurait agi durant le cours de l'évolution sociale.* »

Dès lors, *History on our side* (1945) est sous-titré « *Essays in Political Religion and Scientific Faith* ». Ce sera la rencontre d'après-guerre avec Teilhard de Chardin, au moment même où Needham est au cœur de la deuxième étape, chinoise, de son œuvre, et qui est un peu l'aboutissement du cheminement idéel amorcé avec Charles Raven et John Lewis dans *Christianity and the Social Revolution* (1935). Déjà, en 1917, il salue chaleureusement la révolution d'Octobre. En 1925, à la station de biologie marine de Roscoff, L. Rapkine l'initie à Spinoza et au marxisme. Tout, en vérité, à la veille de la guerre mondiale de 1939-1945, va dans le sens d'une démarche encyclopédique.

Alors viendra la Chine.

La découverte de la Chine

PLUSIEURS chercheurs chinois arrivent à Cambridge avant 1938 : Wang Ying-lai, devenu depuis directeur de l'Institut national de biochimie de Changhaï ; Shen Shih-chang ; Lu Gei-djen, surtout, qui l'initie à la langue et à la civilisation de la Chine, et deviendra l'amie irremplaçable des Needham, « *le commentaire, l'antithèse, la preuve et l'assurance d'une liaison qu'aucune séparation ne pourra briser* » (2). Vers 1938, Needham « *forme le projet d'écrire un traité systématique, objectif et rigoureux sur l'histoire de la science, de la pensée scientifique et de la technologie dans l'aire culturelle chinoise* ». La guerre disperse les compagnons. Elle va fournir aussi le tremplin nécessaire à la mise en œuvre de ce projet historique.

En 1942, Needham part pour la Chine, d'abord comme directeur de la mission scientifique britannique, puis comme conseiller scientifique près l'ambassade de Grande-Bretagne à Tchoungking. Il y dirige l'Office de coopération scientifique sino-britannique, qui se proposera pour objectif la liaison entre scientifiques de Chine et d'Occident, devient conseiller de l'administration médicale de l'armée chinoise et de la Commission nationale chinoise des ressources (naturelles). Il parcourt la Chine, infatigable, à dos de chameau, à cheval, sur des radeaux, et acquiert une connaissance du pays profond, des hommes, des scientifiques, de l'histoire immémoriale, des régions, de l'écologie, inégalée à ce jour, et dont on trouvera le journal dans *Chinese Science* (1945), puis *Science Outpost (1947)*. Il est élu membre étranger de l'Académie nationale chinoise, maintenant Academia Sinica, et reçoit l'ordre de l'Etoile brillante. En 1953, il effectue une mission de longue durée, de caractère similaire, auprès du gouvernement de Ceylan. En 1944, Joseph Needham se fait l'avocat d'une « Agence de coopération scientifique internationale » ; grâce à cette campagne, ajoutant la science aux deux domaines de l'éducation et de la culture, se précise l'UNESCO, dont il dirige la division des sciences naturelles de 1946 à 1948.

Entre-temps, le projet de 1938 prenait forme, une forme et des dimensions insoupçonnées. Dès le premier volume de *Science and Civilization in China*, en 1954, il devient évident qu'une programmation limitative n'est guère pensable : un vaste collectif de savants et de chercheurs — une douzaine, autour de Lu Gwei-djen, Wang Ling, Ho Ping-yü, Lo Jung-pang, K. Robinson, D. de Solla Pice, J.H. Combridge, N. Sivin — a pu assurer la publication, jusqu'ici, de quatre volumes, en six tomes de 2 000 à 3 000 pages chacun, format encyclopédie, sur un total de sept volumes en onze tomes, plus un tome d'index cumulatif (3). Dans chaque volume, sur chaque sujet, Joseph Needham assume la responsabilité de la présentation, de la synthèse et de la formulation des thèses acquises, de la problématique. Parallèlement, il publie une série de volumes qui vont constituer une sorte de réflexion, comme aussi d'études plus poussées dans le détail en certains domaines, de l'œuvre encyclopédique proprement dite. Tels seront *Heavenly Clockwork ; The Development of Iron and Steel Technology in China ;* surtout, les trois volumes comparatistes de 1970, *Clerks and Craftsmen in China and the West ; Within Four Seas : the Dialogue of East and West ; The Grand Titration : Science and Society in East and West ;* enfin la *Tradition scientifique chinoise* (4).

La contribution spécifiquement scientifique de cette œuvre encyclopédique consiste, d'ores et déjà, en deux réalisations : elle a permis de comprendre l'édifice national-culturel et de civilisation qui constitue les fondements de la renaissance chinoise, sous la direction du président Mao Tse-toung et du parti communiste chinois ; elle a donné conscience aux historiens des sciences, et plus récemment, avec maintes réticences, aux historiens de la culture et des civilisations, de l'impossibilité qu'il y a désormais à traiter de l'histoire du monde, en quelque domaine que ce soit, selon la manière en usage, c'est-à-dire à partir des postulats occidento-centristes, réductionnistes, entachés de racisme culturel, des travaux traditionnels, qui continuent de postuler l' « universalisme » à partir et en fonction de la tradition de l'Occident hégémonique depuis le seizième siècle jusqu'à Yalta. Nous sommes certes encore bien loin du temps où l'acquis scientifique et idéel de l'œuvre encyclopédique de Joseph Needham sera intégré, pas à pas, dans le corpus général des connaissances humaines. En fut-il autrement, au temps de l'*Encyclopédie* de Diderot, de d'Alembert et leurs compagnons, qui accompagnent la Révolution française et le triomphe des bourgeoisies en Europe ?

Mais alors, il convient de prendre la mesure de l'enseignement, de tirer les leçons de l'œuvre accomplie et en cours, principalement à partir des volumes d'essais qui accompagnent l'encyclopédie elle-même.

● LE POURQUOI D'UNE GRANDE VOCATION, tout d'abord, c'est-à-dire d'une orientation de vie tout entière. On voit alors combien Needham a raison d'alléguer que d'avoir été si complètement intégré en sa propre tradition, en la religion de sa civilisation propre, le christianisme, l'a rendu particulièrement sensible à l'entendement du confucianisme, du bouddhisme, du taoïsme, comme aussi de l'islam. L'influence de la communauté de l'Eglise de Thaxted, déjà évoquée, que résume H. Horolenshaw en une formule saisissante : « *La première chose essentielle devint de réaliser que le nouménal devait être dissocié de la théologie du Dieu créateur.* »

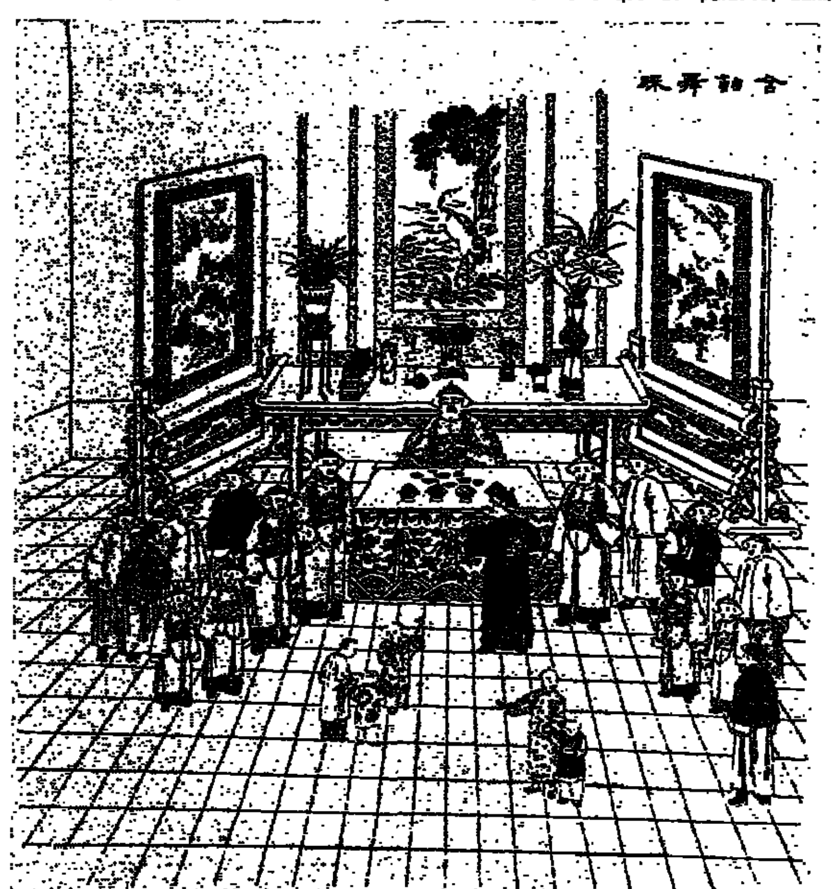
D'où la reconnaissance de l'enseignement du « *Sage, le Maître de Cent Mille Générations, Confucius (552-479 av. J.-C.), suprême modèle moral de la civilisation chinoise, empereur sans couronne, dont l'influence est aujourd'hui très vivante dans les maisons de Singapour, aussi bien que dans les communes de Shangdong, et constitue le fondement inéluctable de l'esprit chinois, qu'il soit traditionnel, technique ou marxiste ; sa vie a été au moins aussi historique que celle de Jésus (...). Le Tao du Sage ne fut pas mis en pratique à sa propre époque ; mais il assurait que les hommes et les femmes pourraient et devraient vivre en paix et en harmonie toutes les fois et en tous lieux où il serait pratiqué. Quant à sa croyance, moins orientée vers l'autre monde que le christianisme (...), elle s'associa avec les idées révolutionnaires implicites du début du taoïsme, avec les rêves radicalement apocalyptiques de Da Tong et Tai Ping — rêves pour lesquels les hommes devaient lutter et ont effectivement lutté — et commença à exercer une influence importante* » (5).

Les leçons d'un grand chercheur

DANS l'éventail théologique du christianisme lui-même, c'est vers l'orthodoxie que s'orientera la sensibilité de Needham : « *Elle attire l'homme (si tant est qu'il soit intéressé par les voies du christianisme) non seulement au-delà et en arrière des exagérations et des excès des deux camps au cours de la période de la Réforme, mais également vers ce qui précédait le temps des philosophes scholastiques eux-mêmes, qui, selon son sentiment, se trouvaient sur la voie erronée lorsqu'ils tentaient de cerner la religion mystique dans le corset de fer de la philosophie aristotélicienne (...). Pour lui, les actions pratiques* (du culte), *si pleines de symbolisme, qu'étudie la liturgologie sont elles-mêmes porteuses de signification et de prière tout autant que tout ce qui est purement mental. Ce qui est évidemment vrai du culte dans toutes les grandes religions de l'Asie et de la Chine.* » (H. Holorenshaw.)

● RE-CONNAITRE L'AUTRE, en l'occurrence les civilisations et les cultures autres de l'immense Orient, doit nécessairement conduire à une praxis. Et celle-ci consistera à épauler le mouvement du temps, au moment où souffle « le vent d'Est », non à le sermonner au nom d'impuissants schèmes idéologiques. Nous avons dit l'attitude de Needham, dès 1917, à l'égard de la révolution socialiste en Russie et du marxisme, puis son action dès 1938 au cœur de l'œuvre de renaissance grandiose impulsée par la révolution chinoise. En 1952, membre de la Commission internationale pour l'examen des accusations de guerre bactériologique en Chine septentrionale et en Corée, il parvient à établir la culpabilité des agresseurs impérialistes, fidèle en cela à l'esprit du Cambridge Scientists' Anti-War Group (fondé en 1935 par J.D. Bernal, J.B.S. Haldane, W.A. Wooster, D. Needham, etc.) (6), qui va devenir le centre moteur des études sur science et société dans le monde.

● UN TROISIEME ENSEIGNEMENT SE RAPPORTE A LA METHODE. Celle-ci ne saurait être que comparative, dans la mesure même où il n'est pas de monde univoque, privilégié. Et ce comparatisme lui-même va susciter un véritable renversement de la position même des problèmes. La question de savoir « *pourquoi la science moderne (...) ne s'est-elle développée que dans le monde occidental ?* » conduit à une deuxième question : « *Pourquoi, entre le premier siècle et le quinzième siècle de notre ère, la civilisation chinoise se révéla-t-elle beaucoup plus efficace que la civilisation occidentale en ce qui concerne l'application de la connaissance de la nature aux besoins pratiques de l'homme ?* » Faut-il chercher du côté de l'*Idealtypus* (wébérien) de la Chine, de l'Inde, de l'Egypte, de la Mésopotamie ? « *La réponse à toutes ces questions se trouve, je le crois maintenant, d'abord dans les structures sociales, intellectuelles et économiques des différentes civilisations (...). Je pense que les grandes différences historiques entre les cultures peuvent plutôt être expliquées par des études sociologiques, et que cela se fera un jour ou l'autre.* » Et « *c'est pourquoi*, ajoute-t-il, *je n'ai jamais eu d'attirance pour cette orientation de la pensée marxiste qui a cherché une formule unitaire et rigide des étapes du développement social que toutes les civilisations doivent avoir traversées* ».



(Cliché Giraudon.)

SCENE DE LA VIE D'UN MANDARIN AU DIX-NEUVIEME SIECLE
Re-connaître les cultures de l'immense Orient.



LE Dr JOSEPH NEEDHAM
La raison et le cœur étroitement mêlés.

Seule l'étude simultanée, comparatiste, de phénomènes donnés, dans l'ensemble des civilisations et des cultures du monde, peut permettre de progressivement élaborer les interprétations d'ensemble, théoriques, en chaque domaine. L'œuvre fourmille en exemples de cette méthode, et notamment : l'étude, exemplaire, du temps ; la comparaison entre le recrutement de la classe politique en Orient et en Occident, où l'on voit l'Orient susciter patiemment ses « intellectuels organiques », plusieurs dizaines de siècles avant la théorisation qu'en donnera Antonio Gramsci vers 1920-1930.

Là est bien l'unité d'une vie, magnifiquement déployée, au service d'une grande œuvre qui fait de Joseph Needham l'encyclopédiste éminent de notre siècle, à la charnière des rapports entre cultures et civilisations. « *Il est indispensable de voir l'Europe de l'extérieur, de voir l'histoire de l'Europe, les défaillances de l'Europe comme ses réussites, à travers les yeux de cette vaste partie de l'humanité que forment les peuples d'Asie et d'Afrique.* » Et, simultanément, étudier l'apport de l'Orient. « *La question tout entière se ramène peut-être à la pratique active de l'humilité et de l'amour fraternel. Nous avons besoin de conviction vraie aux termes de laquelle tout racisme, toutes les croyances auto-satisfaites en la supériorité culturelle, constituent un déni de la communauté-monde.* » (7).

Telle est la voie du maître éminent, qui se décrit volontiers comme un « *taoïste honoraire* ». De Confucius, il illustre l'inspiration des *Analectes* : « *Envers chaque homme, conduis-toi comme si tu recevais un hôte grand hôte.* » Puis, « *pour celui qui respecte la dignité de l'homme, et pratique ce que l'amour et la courtoisie exigent, pour lui tous les hommes entre les quatre mers sont frères* ».

* Maître de recherches au C.N.R.S.

(1) Autobiographie spirituelle magistrale par Henry Horolenshaw : *The Making of an Honorary Taoist*, in M. Teich et R. Young, *Changing Perspectives in the History of Science: Essays in Honour of Joseph Needham*, Heinemann, London, 1973, 1-20. Cf. également, P. Morrison, *Science and Civilization in China* et E. Boston, « Joseph Needham, The Real Thing », *The New-York Times Book Review*, 20 juin 1971, 1-3, sqq.; « On a slow boat from China: Chinese inventions and European plagiarists », *The Times Literary Supplement*, 7 janvier 1972, 1-3; G. Steiner, « The Making and Progress of an Honorary Taoist », *The Times Higher Education Supplement*, 1er juin 1973, 15; etc.

(2) Texte de la dédicace dans l'édition française de *la Science chinoise et l'Occident (le grand titrage)*, trad. E. Jacob, Le Seuil, Paris, 1973.

(3) Depuis 1954, chez Cambridge University Press, Cambridge, comme suit : Vol. I : *Introductory Orientations* (1954) ; Vol. II : *History of Scientific Thought* (1956) ; Vol. III : *Mathematics and the Sciences of the Heavens and the Earth* (1959) ; Vol. IV : *Physics and Physical Technology* - Part I, Physics (1962) ; Part II, Mechanical Engineering (1965) ; Part III, Civil Engineering and Nautics (1971).

(4) A paraître aux Editions Hermann, Paris.

(5) *Le Temps et l'Homme oriental, la Science chinoise*, 145-222.

(6) Cf. *Joseph Needham*, Desmond Bernal : a personal recollection, *Cambridge Review*, vol. 93, n° 2205, 19-11-1971, p. 33-6.

(7) Pour « *savoir, de source sûre, que la dialectique du oui et du non, de l'offensive-défensive, vrille en passe-muraille les cloisons cartésiennes dont s'enorgueillit l'Occident* », écrit justement le général Georges Buis (« Mao le magnifique », *le Monde*, 20 septembre 1973, 4). Moyennant quoi, Radovan Richta, auteur de l'ouvrage puissamment occidento-centriste et très prisé, *la Civilisation au carrefour*, Anthropos, Paris, 1968, ignore tout de l'œuvre de Needham, jusque dans sa très longue bibliographie...

JAPON

La droite à l'épreuve de la crise économique

Le parti libéral démocrate sauvera-t-il son unité ?

Par PHILIPPE PONS

LA question qui se pose actuellement au Japon est moins de supputer les chances d'une union de la gauche que de savoir si le parti libéral démocrate (P.L.D.), majoritaire, est capable de maintenir son monopole du pouvoir. Depuis le mois dernier, M. Tanaka doit faire face à la situation la plus grave qu'il ait eue à affronter en deux ans de gouvernement. Il a certes réussi, lors des élections pour le renouvellement partiel de la Chambre haute le 7 juillet, à préserver de justesse la majorité libérale démocrate et à différer ainsi une crise politique qui aurait pu emporter son cabinet. Mais il n'a pu éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale sur laquelle reposait jusqu'à présent son régime. Les démissions, coup sur coup, au lendemain des élections de MM. Miki, vice-premier ministre, et Fukuda, ministre des finances, ne sont en fait que les résultats de la crise profonde qui depuis quelques mois couvait au sein du P.L.D. Cette crise est moins une question de divergences politiques qu'une affaire de rivalités personnelles. Elle met en lumière le phénomène majeur de la vie politique japonaise actuelle : par-delà une montée continue des forces de gauche se confirme un affaiblissement du parti conservateur, malade de dissensions internes croissantes. La force du parti libéral démocrate japonais résidait dans son unité. Celle-ci est aujourd'hui remise en cause.

Les conservateurs sont au pouvoir depuis un quart de siècle. C'est assurément l'un des meilleurs exemples de stabilité politique dans l'histoire des démocraties parlementaires. Lorsque l'on constate d'ailleurs la continuité non moins extraordinaire au niveau des hommes qui tirent les rênes du pouvoir, on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec les oligarches de l'ère meiji. Mais cela ne signifie pas que l'unité du parti était une chose acquise : elle a toujours résulté d'un équilibre des pouvoirs au sein du P.L.D.

En fait, pendant trente ans, ce n'est pas au plan de la lutte partisane mais au niveau de la concurrence des influences à l'intérieur du P.L.D. qu'il faut chercher le véritable combat politique. Lorsqu'en 1955 les différents courants conservateurs se fondent dans le parti libéral démocrate, moins qu'un programme de gouvernement la droite japonaise a un but : empêcher les socialistes d'accéder au pouvoir. Ce qui explique que, né d'un faisceau d'intérêts divers, convergeant sur l'ennemi commun, le puissant P.L.D. n'ait jamais été monolithique qu'en apparence. Il s'agit en réalité d'un amalgame de pouvoirs personnels, de la fusion de familles politiques qui rapidement, dès 1957, se sont structurées en « factions », c'est-à-dire en des « clientèles » coagulées autour d'un leader (1).

Si le système a pu fonctionner sans tensions ni éclatements pendant vingt ans, c'est qu'un courant prédominant a toujours existé au sein du P.L.D. La crise actuelle du parti conservateur japonais vient de l'effritement et, aujourd'hui, de l'absence d'un véritable courant dominant.

A l'exception des cabinets d'Ichiro Hatoyama et de Tanzan Ishibashi, tous les gouvernements conservateurs ont été dirigés par des héritiers politiques de Shigeru Yoshida. Le dernier de cette « lignée Yoshida » est aujourd'hui M. Takeo Fukuda, rival malchanceux de M. Tanaka pour le poste de premier ministre en 1972 et qui vient de démissionner du poste de ministre des finances.

L'accession de M. Tanaka au poste de premier ministre marque une rupture dans la continuité du pouvoir des conservateurs au Japon. Rupture au niveau d'une certaine orientation de la politique étrangère certes, mais également, plus profondément, rupture dans la trame même de cette continuité : le consensus au sein du parti libéral démocrate. Bouleversant le clivage antérieur, M. Tanaka a assurément été le catalyseur d'une nouvelle majorité à l'intérieur du P.L.D. Mais cette majorité n'aura guère duré que le temps de son élection et de son voyage spectaculaire en Chine. Aujourd'hui, le « phénomène Tanaka » a fait long feu et le P.L.D. grince sur ses assises.

Pour le Japon, huit ans de gouvernement Sato signifiaient sans doute le pari gagné du précédent premier ministre, M. Ikeda : doubler le produit national brut en dix ans (il a triplé) ; mais c'était aussi l'envers du pari : des problèmes sociaux longtemps escamotés (logements, spéculations foncières, salaires, pollution) qui ont pris des proportions démesurées. C'était aussi une politique résolument antichinoise avec son corollaire : des liens renforcés avec Taiwan et la Corée du Sud. En 1972, c'est l'impasse internationale. L'ère « post-Sato » devra donc être d'abord une réponse aux choix exigés par la conjoncture économique et la situation politique mondiale : établir des liens avec Pékin, ne plus suivre aveuglément Washington mais se préparer à affronter économiquement les Etats-Unis, faire une percée en Europe. Sur le plan intérieur, l'alternative : stabilité ou croissance accélérée.

Le duel Tanaka-Fukuda

DES options qui vont rapidement se cristalliser sur deux hommes : MM. Kakuei Tanaka et Takeo Fukuda. Ce dernier, inconditionnel d'Eisaku Sato, est alors depuis un an le dauphin en titre. Il a de sérieux atouts. D'abord c'est un bureaucrate, condition essentielle pour être premier ministre au Japon. Ensuite, M. Eisaku Sato lui lègue tous ses soutiens. Une ombre cependant : M. Fukuda a été découvert par M. Nobusuke Kishi, le frère de M. Sato, chantre de la cause commune avec les Etats-Unis, considéré comme l'un des plus grands criminels de guerre par Pékin (2) et aussi ami personnel de Tchiang Kaï-chek : de telles accointances n'étaient pas la meilleure introduction pour Pékin, qui, d'ailleurs, l'avait clairement fait savoir. Or l'attitude de la Chine a été un facteur déterminant dans le choix du nouveau premier ministre japonais. Un autre élément va défavoriser M. Fukuda. Pour les plus réalistes des hommes d'affaires nippons, seul M. Tanaka a la trempe nécessaire pour faire face à la situation économique. Le miracle japonais grippe : le feu couve, que la crise pétrolière ne fera qu'aviver. Sur le plan social, le malaise va grandissant et les partis de gauche récupèrent peu à peu les mécontents.

Si l'opinion publique n'a aucune influence sur le choix d'un premier ministre, encore faut-il compter avec elle aux élections générales. La popularité de M. Sato est au plus bas et risque de s'étendre à l'ensemble du P.L.D. si l'un de ses « hommes » est placé à la tête du gouvernement. Or les députés libéraux démocrates pensent aux sinistres présages des élections générales. M. Tanaka, volontiers démagogue lorsqu'il promet une bouteille de lait à toutes les femmes enceintes, peut redonner une « image sociale » au parti conservateur. L'opposition d'ailleurs ne s'y trompe pas, qui, « tout bonnet blanc et blanc bonnet » que soient MM. Tanaka et Fukuda, préférait la cible facile que serait ce dernier. M. Takeo Fukuda propose la stabilité pour remédier aux distorsions de la croissance nippone, M. Tanaka joue la croissance. Mais, comme il nous le déclarait au lendemain de son élection : *« La croissance doit changer d'orientation. Il faut équilibrer ses inconvénients et l'augmentation du produit national brut »* (3). Pour cela, il a un plan : le *« remodelage de l'archipel nippon »* (4). Vision quelque peu titanesque, qui tient plus du programme électoral que d'un plan de technocrate, mais qui a du moins le mérite d'exister : c'est un constat des carences du miracle et la seule réponse globale que l'*establishment* nippon peut donner aux désordres de la croissance accélérée.

La « ligne Yoshida », dont M. Fukuda paraît le dernier épigone, est à bout de course et impopulaire. Mais tous les facteurs favorables à M. Kakuei Tanaka auraient peut-être été insuffisants si un autre phénomène ne s'y était ajouté : l'effritement du *consensus* au sein du P.L.D.

Trois mois avant l'élection du premier ministre, on prononçait à peine son nom pour succéder à M. Eisaku Sato. En puis, c'est le raz de marée Tanaka. Il a décidé de foncer, de faire cavalier seul. M. Eisaku Sato, dont il était le bras droit, « l'imagination », disait-on, est le premier à faire les frais de son habileté politique. Officiellement, M. Kakuei Tanaka n'a pas de faction, il fait partie de celle de M. Sato. En un mois, sur ses propres fonds (sa fortune accumulée dans les affaires de construction était alors estimée par la presse nippone à quelque 50 milliards de yens), il rassembla quatre-vingt-deux des cent vingt-quatre membres de la faction Sato : celui-ci, qui espérait une alliance Tanaka-Fukuda, se trouve pris de court et dans l'impossibilité de faire pression sur M. Tanaka. En même temps, le futur premier ministre va s'assurer le soutien des principales factions : celles de M. Okira, qui se place ainsi pour assumer le pouvoir après M. Tanaka, et de M. Takeo Miki, homme foncièrement libéral, hostile à la bureaucratie de M. Sato et qui a en outre toute la confiance de Pékin. C'est sur cette triple alliance que repose la montée de M. Tanaka. Dernière touche, rallier M. Yasuhiro Nakasone. La volte-face *in extremis* de l'ancien directeur de l'Agence de défense, dont la faction regroupe une quarantaine de députés, sera le facteur déterminant de l'échec de M. Fukuda — au dire même de ce dernier (5). A la suite des quatre principales factions, les cinq « clans » minoritaires vont emboîter le pas. *« C'est une révolution dans l'*establishment *conservateur »*, déclarera quelques semaines plus tard M. Nakasone. Et pourtant le premier ministre va perdre peu à peu le bénéfice, puis, en partie, le contrôle de la situation. Au fur et à mesure que sa stature s'affaiblissait, un homme ne cessait d'affermir sa position au point d'apparaître aujourd'hui comme son éventuel successeur : M. Takeo Fukuda.

Un premier ministre en perte de vitesse

EXACTEMENT deux ans après l'arrivée au pouvoir de M. Kakuei Tanaka en juin 1972, on s'aperçoit, à regarder la composition du cabinet Tanaka remanié en novembre 1973, que la répartition des cartes est bien différente et que M. Tanaka est en perte de vitesse : sur les dix-neuf membres du gouvernement, trois ministres proviennent de la faction Okira, trois de la faction Nakasone et deux de la faction Miki ; mais la faction Tanaka n'a plus que deux membres au gouvernement (dont M. Tanaka lui-même), alors que jusqu'à présent il est habituel de voir trois à quatre membres de la faction du premier ministre dans le cabinet. Plus significatif, trois portefeuilles ont été attribués à la faction Fukuda, dont celui des finances, le plus important, à M. Fukuda lui-même.

L'année 1973, avec les problèmes du yen flottant, l'inflation galopante, la crise pétrolière, fut une année « vérité » pour le Japon : elle le fut également pour M. Kakuei Tanaka. Rarement, un premier ministre avait recueilli un tel support populaire au lendemain de son élection : selon les sondages, 62 % des Japonais soutenaient M. Tanaka en juillet 1973. Moins de deux ans plus tard, en mars 1974, selon ces mêmes sondages, sa popularité était tombée à 17.5 % : M. Tanaka battait en cela tous les records d'impopularité des cabinets Kishi et Sato.

Que s'est-il passé ? M. Tanaka a fait un pari et l'a perdu. Contrairement à ses prédécesseurs, repliés dans les arcanes du pouvoir, le premier ministre a joué le contact avec les foules en utilisant à fond les mass media. Dans une société malade de hiérarchie, ce *self made man* symbolise pour beaucoup les espoirs de réussite sociale. Contrairement à ses prédécesseurs encore, ce plébéien avait de grands desseins pour rendre le Japon du miracle plus humain. Et les Japonais avaient placé leurs espoirs en son énergie et sa capacité d'action pour améliorer leur vie quotidienne. Or M. Tanaka les a déçus. Rien n'a été fait, au contraire. Les prix à la consommation au cours de l'année fiscale 1973 (qui s'achevait en mars 1974) ont augmenté de 20 %, les prix de gros de 34 %, et le gouvernement a dû en outre accepter le flottement du yen. Le mécontentement se transmet à la scène politique. La soixante et onzième session spéciale de la Diète, qui, à l'origine, devait durer cent cinquante jours, sera prolongée de quatre mois. Même la majorité gouvernementale n'est plus d'accord avec son premier ministre. La réforme du système électoral pour la Chambre basse qu'il propose inopinément en avril va provoquer un tollé dans les rangs du parti libéral démocrate et renforcer le front commun de l'opposition. C'est un coup fatal pour le prestige de M. Tanaka.

Une conjoncture défavorable, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, *« la situation la plus critique que le Japon ait connue en un quart de siècle »*, a certes confronté le gouvernement de M. Tanaka à de graves difficultés. Mais le recul de l'influence du premier ministre au sein du P.L.D. est dû en grande partie au jeu habile de M. Takeo Fukuda. Si ce dernier accepte en décembre 1972 un poste mineur (directeur du bureau de gestion administrative) dans le second cabinet Tanaka, c'est pour deux raisons : d'une part pour ne pas apparaître comme un fauteur de division dans la majorité quand M. Tanaka tente de faire l'unité ; d'autre part afin de pouvoir critiquer de l'intérieur la politique du premier ministre. Méthodiquement et minutieusement, à chaque conseil des ministres, tout en se rangeant à l'avis général, il contre les initiatives de M. Tanaka, dénonce ce qu'il estime des erreurs. Tandis que M. Kakuei Tanaka s'entête à voir dans une croissance accélérée un viatique, M. Takeo Fukuda prêche la stabilité. Il sera assurément l'un des principaux artisans de la mise à l'écart du « plan Tanaka » de remodelage du Japon, qui fut rejeté essentiellement pour deux raisons : 1) il fallait, pour qu'il soit mené à bien, une législation et une structure administrative pour l'aménagement du territoire que le Japon ne possède pas ; 2) il engendrait une spéculation foncière encore plus effrénée.

Tandis que, sur le plan économique, les faits donnent raison à M. Fukuda, sur le plan des factions le vaincu d'il y a deux ans, cristallisant les mécontentements, reconstitue sa faction (la plus importante en nombre du P.L.D.) et apparaît de plus en plus comme une solution de rechange. La crise du pétrole, s'ajoutant à la flambée des prix, met M. Tanaka le dos au mur. Pour assurer la survie de son régime, il va être contraint de modifier ses alliances. La mort, en novembre 1973, de M. Kishi Aichi, ministre des finances, lui donne l'occasion de proposer le portefeuille vacant à M. Takeo Fukuda. L'ascension de ce dernier a plusieurs conséquences. Elle implique d'abord, sur le plan économique, le constat d'échec de la politique de M. Kakuei Tanaka et un blanc-seing laissé à M. Fukuda pour enrayer la montée des prix. Sur le plan de la lutte pour le pouvoir au sein du parti libéral démocrate, l'arrivée de M. Fukuda aux finances signifie non seulement un glissement des alliances sur lesquelles repose le régime Tanaka, mais également une nouvelle orientation à droite d'un gouvernement qui, jusqu'alors, s'appuyait sur les forces de centre gauche du P.L.D.

La course à la présidence du P.L.D.

D'UNE alliance quatripartite à l'origine — Tanaka, Ohira, Miki, Nakasone, — le régime Tanaka passe à une alliance tripartite dont les trois piliers principaux sont MM. Ohira, Fukuda et Tanaka. Si elles apportent toujours leur soutien au premier ministre, les factions de MM. Miki et Nakasone ne sont plus que des forces d'appoint. Ce revirement s'inscrit en fait dans une perspective à long terme : il apparaît déjà que M. Tanaka, très controversé au sein du P.L.D., ne verra pas sans difficultés son mandat de trois ans reconduit en été 1975.

L'accession de M. Fukuda à un poste-clef pour contrôler les contacts avec les milieux d'affaires et rassembler les fonds nécessaires à une campagne fait de lui le candidat probable qui s'opposera au premier ministre sortant. Ce qui réduit considérablement l'éventail des candidatures possibles. M. Ohira, l'homme de confiance de M. Tanaka, n'a jamais caché qu'il envisageait de succéder, un jour, à l'actuel premier ministre. Lorsqu'en novembre 1973, pour sauver son régime et étouffer les critiques au sein du P.L.D., M. Tanaka appelle M. Fukuda aux finances, il vient en fait de refuser ce portefeuille à son vieil allié, mettant ainsi M. Ohira sur la touche. Ce dernier ne peut se désolidariser du premier ministre sans risquer l'isolement au sein du P.L.D. Sa politique chinoise, l'accord aérien passé avec Pékin malgré une levée de boucliers du « lobby taiwanais », lui ont valu bien des ennemis. Son avenir politique est lié à M. Tanaka.

Les élections à la Chambre haute le 7 juillet ont bouleversé en partie ces données. Les tiraillements de l'opposition avaient, à la veille des élections, réconforté, un peu vite, les libéraux démocrates. Rapidement, ces élections ne sont pas seulement apparues comme un combat entre la majorité et l'opposition, mais également comme une lutte entre les factions pour accroître leurs sièges à la Chambre haute et se placer ainsi dans la course à la présidence du P.L.D.

Dès lors, la situation est la suivante : face à M. Tanaka en perte de vitesse et à M. Fukuda qui, en démissionnant, a clairement entamé par des déclarations sans ambiguïté une campagne anti-Tanaka et ouvert ainsi la lutte pour la succession, un homme revient sur le devant de la scène : M. Ohira. En le nommant ministre des finances au lendemain de la démission de M. Fukuda, le premier ministre le place en position pour éventuellement entrer en lice lors des élections pour la présidence du P.L.D. C'est donc à une confrontation Ohira-Fukuda que pourrait se ramener la lutte pour la succession de M. Tanaka.

Après le récent éclatement de la coalition gouvernementale, quel peut être l'avenir du parti libéral démocrate japonais ? Face au tandem Tanaka-Ohira, MM. Miki et Fukuda représentent deux courants divergents : une droite qui se cristallise autour de M. Fukuda et une tentative réformiste dont M. Miki se voudrait le catalyseur. L'ascension de M. Fukuda atteste la force du courant de droite du P.L.D. Mais l'ancien ministre des finances n'en est qu'un pôle, car au clivage gauche-droite s'est ajouté ces dernières années un clivage de générations.

La faction Fukuda représente la vieille droite. Celle de la ligne Kishi-Sato. Elle raisonne en termes de guerre froide. La moitié de ses membres faisaient partie de l'ancien groupe d'extrême droite Soshinkai, sorte de ligue anticommuniste, et également de la Ligue pour une Constitution indépendante, c'est-à-dire différente de celle « imposée » par les Américains dont l'article neuf interdit, théoriquement, le réarmement du Japon. L'autre pôle est infiniment plus significatif. Il est constitué par la nouvelle droite, qui s'est structurée autour du Seirankai (groupe de la Jeunesse des tempêtes).

Jusqu'à présent, le P.L.D. était parcouru de courants divergents allant de l'extrême droite au centrisme libéral ; mais, d'un côté comme de l'autre, une certaine modération était de mise, qui évitait une polarisation réelle au sein du parti. Le Seirankai est, lui, un mouvement virulent. Le groupe s'est officiellement constitué en juillet 1973, mais il était né quelques mois auparavant dans le sillage de rancœurs que laissa derrière lui M. Tanaka en allant à Pékin et l'aura de craintes qui se fit jour au lendemain des élections de décembre 1972 où le P.C.J. apparut comme le deuxième parti d'opposition au Japon. Le Serankai rassemble une poignée de jeunes députés libéraux démocrates, provenant des factions Nakasone et Fukuda, qui rejettent la politique extérieure du cabinet Tanaka. Au départ, ils sont neuf ; trente et un aujourd'hui. Au point de vue idéologique, ils reprennent les options du Soshinkai : abolition de la Constitution actuelle, restauration des pouvoirs de l'empereur, consolidation des liens avec le monde libre et notamment la Corée du Sud et Taiwan. Il s'agit pour eux d'une « mission historique » scellée par l'échange des sangs, comme le faisaient les jeunes officiers de 1930. Leur charte s'articule autour de deux axes : l'ordre et la loi, la lutte de l'esprit contre le matérialisme. Le jeune député Shintaro Ishihara, écrivain, ami de Yukio Mishima qui se suicida, en novembre 1971, d'une manière spectaculaire après avoir tenté de soulever de jeunes officiers, a utilisé sa renommée littéraire pour asseoir sa position politique. C'est l'un des fondateurs et le théoricien du Seirankai. Voici quelques mois, il nous expliquait ainsi l'action de son groupe : *« Nous ne sommes pas un groupe anticommuniste. Nous ne nous opposons pas aux relations avec Pékin ou Hanoï. Par contre, nous nous opposerons avec la dernière vigueur, s'il le faut, à tout ce qui va à l'encontre des intérêts nationaux de notre pays : notre premier but est la défense d'une société libre et patriotique et la lutte contre la pagaille qui s'instaure au Japon. »*

Précisément, dans un pays comme le Japon, qui compte plus de trois cents organisations d'extrême droite, allant des armées privées aux nostalgiques des campagnes du Pacifique, de tels propos pourraient n'être guère alarmants. En fait, le Seirankai, au-delà de sa phraséologie, est infiniment plus vindicatif. D'abord, il a le soutien d'un certain nombre de « faucons » du P.L.D., qui trouvent en lui un moyen de se faire entendre. L'ascension du Seirankai est due en grande partie au jeu des factions hostiles à M. Kakuei Tanaka. C'est pour M. Fukuda, notamment, un levier pour faire pression sur l'actuel premier ministre. En outre, le Seirankai, qui est à l'origine du mouvement contre la diplomatie de M. Ohira à l'égard de la Chine, est largement soutenu financièrement par Séoul et Taipeh. D'autre part, le groupe bénéficie d'une certaine audience auprès des foules : vingt-cinq mille personnes assistaient à son meeting national à Tokyo le 26 janvier dernier. Surtout, par ses « connections » avec les mouvements d'extrême droite comme la Zen Ai Kaigi (Fédération des organisations patriotiques), qui compte deux cent mille membres, ou la Kokusai Shohyo Renmei (Alliance internationale pour la victoire contre le communisme), il n'est pas dépourvu de moyens de pression violents. Ces mouvements ont souvent une double structure japonaise et sud-coréenne, et certains de leurs membres sont notoirement connus pour avoir des relations étroites avec « le milieu » de Tokyo ou d'Osaka.

Ce réveil de la droite japonaise, même si aujourd'hui des dissensions se font jour au sein du groupe de la Jeunesse des tempêtes, est d'autant plus lourd de présages que M. Tanaka n'a rien fait pour entraver le développement du mouvement. Au contraire, dans certains cas, il a cédé devant les exigences du Seirankai. Cette tendance de la politique de M. Tanaka a été corroborée lors de la campagne qu'il mena pour les élections à la Chambre haute : il joua à fond la carte du patriotisme, des vertus ancestrales et des réflexes anticommunistes. Peu avant, il avait réaffirmé que les principes énoncés voici un siècle par l'empereur Meiji dans le Rescrit impérial sur l'éducation devaient être la base de l'enseignement dans les écoles primaires. La loyauté à l'empereur, le patriotisme, la soumission des intérêts personnels à ceux de la nation, telles sont les valeurs que l'on inculquera aux petits Japonais. En même temps d'ailleurs, le premier ministre entend nationaliser et subventionner le temple Yasukuni, sépulcre de deux millions et demi de victimes de guerre. Enfin, il veut réformer le code pénal et renforcer les condamnations pour atteintes à la sûreté publique : manifestations, articles de journaux jugés « irresponsables », mouvements populaires contre la pollution, etc. Dans l'état actuel du Japon, il est certain que le Seirankai et les réformes qu'il prône vont à l'encontre du sentiment national. Mais le Seirankai, installé au cœur du parti libéral démocrate, pourrait, à la faveur d'une victoire de la gauche, apparaître comme le pôle d'un régime autoritaire. C'est d'ailleurs bien dans cette hypothèse qu'a été fondé le groupe. En juillet 1973, on pensait que les élections municipales de Tokyo amèneraient une majorité communiste. Le Seirankai avait alors pour projet de se constituer en parti autonome, distinct du P.L.D.

Les désirs de réforme

La refonte du P.L.D. est depuis des années à l'ordre du jour et au centre des discussions des hommes politiques japonais. La nécessité en est certes profonde. Tel qu'il est pratiqué actuellement, le système conduit à régler les affaires publiques au jour le jour. M. Sato, le précédent premier ministre, avait l'art de différer les problèmes. Il les a en fait accumulés pour son successeur. M. Tanaka, lui, a bien souvent ces derniers mois fait preuve d'empirisme. Aujourd'hui, certains observateurs japonais de la vie politique estiment que les progrès de la gauche, l'« incurie » du P.L.D., dont son recul aux élections du 7 juillet a été la sanction, pourraient favoriser une entreprise de réforme du parti conservateur. Le sentiment semble très vif également dans les milieux d'affaires qu'il est impératif d'améliorer le système si on veut éviter une crise sociale et politique grave. Logiquement, l'initiative devait venir du premier ministre lui-même. En accédant au pouvoir, M. Tanaka avait à plusieurs reprises manifesté l'intention de « repenser » le parti conservateur. En a-t-il encore l'intention, et surtout en aurait-il les moyens ? En fait, par-delà les querelles des factions, seule une réforme de leur parti peut donner aux conservateurs une chance réelle de demeurer au pouvoir.

---

(1) Au point de vue sociologique, le « factionnalisme » est un phénomène traditionnel au Japon. D'une structure étatique féodale, il s'est transmis au jeu parlementaire.

(2) Ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Tojo, reconnu criminel de guerre de la classe « A » et condamné à trois ans de prison en 1946 par le tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient.

(3) Interview publié dans *l'Express* du 10 juillet 1972.

(4) Paru, traduit de l'anglais, aux Presses de la Cité sous le titre *le Pari japonais*, janvier 1974.

(5) Interview accordée par M. Takeo Fukuda au grand quotidien *Mainichi Shimbun*, 21 août 1972.

Edité par la *S.A.R.L. le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

la crise économique
son unité ?

CINÉMA POLITIQUE

MIRAGES DU PASSÉ

RÉTROGRADER... OU RÉTROAGIR?

DANS les mailles de quel fourbe pan de rets, les chatoiements confus d'une mode nouvelle nous précipitent-ils ? Question d'alarme qui se soutient et se fonde sur cette sympathie ambiguë, diffuse, maladive, d'un nombre croissant de réalisateurs à convoquer dans un même élan nostalgique, irréfléchi, les événements politiques qui marquèrent les récentes décennies, et les signes frivoles qui en furent témoins. Dépression économique et fascination des « vamps », crise des démocraties et apogée de l'Art déco, montée des fascismes et magie du cinéma parlant composent pêle-mêle des sortes de calandres qui dessinent vaporeusement le moiré trouble, vain et fallacieux de décennies mythiques.

Ce regard en arrière, étrangement dépourvu de hargne, ne semble pas interroger le fonctionnement des mentalités droitières qui l'aguichent, ni débrouiller la complexité sémantique d'une époque qui le hante ; le projet politique ou historique, quoique affiché, apparaît généralement subsidiaire, estompé, décavé, ruiné par le souci vétilleux d'ordonner un cadre déconcertant, un décor inusité pour mieux montrer l'endroit d'un monde dont, pense-t-on, les « films progressistes » avaient fini par trop exposer l'envers. **Portier de Nuit**, de Cavani, et **Lacombe Lucien**, de Malle, constituent de flagrants exemples de ce ciné-rétro envasé, par inconséquence et légèreté, dans le bourbier poisseux de ce qu'il faut bien appeler les contradictions secondaires.

Trois films plus récents accommodent leur récit dans le climat des années 30, mais conjuguent le passé récent à des modes différents.

Seul, parmi eux, le **Stavi(Trot)sky**, de Resnais, sollicite avec insistance une étiquette politique ; il néglige toutefois cette dimension pour s'empêtrer dans la mise en place d'un réseau de « signes d'époque » qui brouillent le message et finissent par tirer à eux tout l'intérêt de la mise en scène, tout le sens d'un récit qui, détourné, transforme Stavisky en une sorte de nabab excentrique et saturnien plus proche du **Gatsby** de Scott Fitzgerald ou du **Gilles** de Drieu La Rochelle que de l'escroc dont la mort amena les bouleversements de 1934.

Amarcord, de Fellini, film analytique, sorte de « roman familial » bâti sur des rêves diurnes et situé en entier dans le registre du fantasme, adopte sur les années 30 et sur les mythes mondains qui déjà fonctionnaient comme tels (vedettes de Hollywood - palaces - tango - croisières...) un point de vue de classe ; celui du petit peuple installé dans une convivialité perdue.

De son côté **La Paloma**, de Schmid, se voudrait hors de l'histoire ; il se donne comme un pur collage de stéréotypes qui recherche seulement l'exténuation des codes narratifs ; mais de sa majesté illusoire, des fleurs fanées de sa rhétorique montent les effluves vivifiants d'une recherche ambitieuse sur les formes signifiantes.

Ces deux derniers films prouvent qu'on ne saurait se contenter de la seule acception, négative, dont le mot **rétro** était jusqu'à présent affecté et qui, en tant que résidu apocopé du mot **rétrograde**, convient encore à **Stavisky**. Des films comme **Amarcord** et **La Paloma**, qui nous réapprennent à voir, par **feed-back**, les équivoques du récent passé, peuvent aussi, sans mépris, être considérés comme des films **rétro**, puisqu'ils interviennent dynamiquement sur nos idées reçues par **rétroaction**.

IGNACIO RAMONET.

“ Amarcord ” : une théâtralité codée

DANS *Amarcord*, le recours au passé ne relève pas d'un formalisme superficiel, ne se réduit pas à ce saupoudrage de quelques signes erratiques qui assurent, dans d'autres films à la mode, un compromis fascinant entre la modernité et l'évocation légère d'un passé désincarné. La quête nostalgique du passé est au centre même du projet fellinien, fonde la structure profonde du film. Mais une ambiguïté fondamentale règne sur l'objet de cette quête : ce passé relève-t-il de la réalité historique ou d'une construction purement imaginaire, empruntant seulement à l'histoire réelle le matériel de sa fiction ?

L'image du passé produite par le film est celle d'une civilisation provinciale des années 30 en Italie, encore très liée à ses origines paysannes ; une *micro-société* parfaitement homogène, non clivée, transparente à elle-même, solidement défendue contre l'extérieur, l'étranger, le différent, par la faculté d'assimiler sous forme de mythes simplificateurs tout ce qui pourrait la questionner, la remettre en cause ; une communauté résolument à l'abri de l'histoire, en marge des conflits. Au centre de cette société, une famille, condensation exemplaire de la petite ville, désigne par métonymie l'essence des rapports au sein de cette société : la *familiarité*.

Au premier abord, il peut sembler que le film offre une structure éclatée, qu'il inscrit de nombreux clivages : différences sociales, différences de générations, clivages politiques, clivages entre raison et folie. Mais le film, sans cesse, travaille précisément à recouvrir ces différences, à les nier, à restaurer entre tous les personnages le sentiment d'appartenance à une même communauté familiale où les différences, loin de porter atteinte à l'unité, sont perçues avec attendrissement.

Le sentiment de la *familiarité* est inscrit dans la théâtralité commune à tous les personnages Cette théâtralité un peu emphatique n'a rien d'hystérique, de pathétique, d'englué, car c'est manifestement une théâtralité codée. C'est un mode général de communication, une convention qui règle tous les rapports expressifs au sein de la fiction. Ce code, dont tous les personnages possèdent la maîtrise, renforce l'homogénéité de cette société fictive, assurant une parfaite circulation du sens entre les acteurs de la fiction, procurant au spectateur un sentiment permanent de reconnaissance, d'une séquence à l'autre, d'une figure à l'autre.

Le fou lui-même n'est pas exclu de ce langage théâtral, et il déjoue aussitôt la petite mise en scène de départ destinée à lui faire abandonner son arbre, et son désir. Aussi bien sa figure ne désigne pas le lieu d'une exclusion de la communauté puisqu'il en maîtrise le langage.

Le clivage politique, enfin, se résout en théâtralité : la trahison du contremaître anarchiste par le beau-frère qui vit sous son toit devrait mettre en péril la cellule familiale, mais une tirade bouffonne vient suppléer à la crise attendue, et l'unité familiale est reconduite.

FELLINI ordonne son récit comme une suite de spectacles. Chaque séquence est l'occasion d'une paradoxale régression : les personnages, qui devraient être les acteurs de la fiction, sont placés en position de spectateurs naïfs. La petite ville n'est pas le lieu d'une fable, c'est le décor de spectacles providentiels : les « manine », le feu, le cinéma, le rassemblement fasciste, la neige, les mille milles. Il n'arrive jamais rien à tous ces personnages : ce sont des spectateurs innocents. La lutte politique elle-même est vécue sur un mode spectaculaire, avec *l'Internationale* jouée par le gramophone en haut du clocher : c'est une lutte entre deux chansons. Tout, dans le film, la mort, les saisons, la politique, est prétexte à rassemblements unanimes où la communauté, en état d'innocence idéologique, communie devant la Beauté, la Grandeur, la Nature, le Mystère.

Le désir pourrait être la faille de cette structure familiale, la menace d'un éclatement de la communauté, et il est partout présent. Mais Fellini inscrit ce désir dans une figure centrale, la Gradisca, qui va d'une certaine façon le neutraliser. La Gradisca, toujours en mouvement, est la figure même de la circulation du désir au sein de la communauté. Elle assure par ce déplacement permanent la légèreté, le non-encrage du désir, garantissant ainsi la centralité immobile de la figure de la mère.

Le fascisme ne réussit pas dans cette société provinciale à susciter un désir collectif, et la grande cérémonie qu'il organise dérape en fantasmes individuels. La Gradisca, au risque d'aliéner son propre désir, réussit là où le fascisme venu de l'extérieur ne peut qu'échouer par sa méconnaissance de cette société provinciale.

IL est clair que la quête du passé se confond totalement avec la régression fantasmatique. Il y a sans aucun doute quelque chose d'infantile dans cette nostalgie d'unité, de totale familiarité, d'homogénéité, mais cette origine infantile déborde et fait écran sur la réalité provinciale des années 30 en Italie. Fellini joue tout au long du film de cette ambiguïté indécidable. Plus que la description nostalgique d'une époque réelle, *Amarcord* est un refus de l'histoire, la nostalgie régressive d'un fantasme infantile, d'une époque qui n'a jamais eu lieu. Derrière tant d'innocence apparente, le film, en définitive, ne met-il pas tout en œuvre pour prendre le spectateur au piège de cette régression ?

ALAIN BERGALA.



INGRID CAVEN ET PETER KERN DANS « LA PALOMA »
Un couple prisonnier d'un enfermement somptueux et désolé.

“ La Paloma ” ou le temps d'une décomposition

ÉTALAGE de références aux années 30, de stéréotypes narratifs, de citations musicales et cinématographiques, La Paloma *apparaît comme un patchwork mythologique finement bricolé, un vaste artefact condensant de multiples emprunts.*

Ce monument fétichiste, cependant, ne donne lieu à aucune réactivation. Il se déploie dans une atmosphère raréfiée, sépulcrale, et ne cesse de vampiriser ce qu'il démarque. Il n'a rien à voir avec l'écho clinquant et nostalgique d'une aura révolue, on dirait plutôt un long renvoi suffocant des réminiscences dont il est gros. De là sans doute, en grande partie, son côté difficilement consommable.

Si, d'une part, il convoque une pléthore de signes manifestement décadents, fait appel à tout un arsenal baroque, d'autre part il s'emploie à exténuer cette réplétion, exhibant exagérément l'emphase rhétorique, mettant les codes ventre en l'air, pour reprendre une expression de Roland Barthes. La surenchère y confine à la destruction, destruction lente, infiniment retenue, sorte de consumation glacée, presque cérémonielle. Sur l'attirail qu'il ressort des vieux tiroirs, le film exerce une puissance dévoratrice, mais avec une excessive et constante mesure.

La Paloma n'est donc qu'un simulacre de relance, piégeant les stéréotypes à leur propre jeu, les frappant de morbidité. Il s'agit d'une entreprise d'ensevelissement, d'un négatif mythologique où ne filtre que le patient travail de la mort.

Témoin ce cabaret on ne peut plus feutré, écrin rouge sombre et noir, qui encadre la fiction : les éléments de la panoplie classique (maquillages outranciers, toilettes sophistiquées) sont bien là sur l'écran, mais ils chatoient tristement. Le film donne l'étrange impression de les faire comparaître, ils défilent très lentement devant nous, de façon ostentatoire et lugubre, dans un silence irréel, habités par des personnages guindés, empesés, hiératiques et comme vidés de leur substance. La Paloma, chanteuse à la voix un peu fêlée, vient glisser gravement au milieu d'eux, ombre fatiguée de Marlène Dietrich.

Quant à la fable centrale, désuète à souhait, elle sacrifie au thème éculé de l'amour suicidaire, en l'occurrence celui d'un jeune comte pour Viola (alias La Paloma), phtisique au dernier degré.

Les péripéties du mélodrame se succèdent, telles des rubriques obligatoires, portées à un point extrême, montrées à nu, noyau sec que rien ne parasite.

Cette structure cristalline, épurée, joue également au niveau de l'image. Le couple évolue dans un no man's land *crépusculaire, prisonnier d'un enfermement somptueux et désolé. Qu'il se retrouve, par exemple, sur un champ de courses, les chevaux restent radicalement hors champ. La caméra se concentre sur l'interminable échange de regards, à travers des jumelles, entre le comte et Viola.*

PARALLÈLEMENT, l'affichage marqué de l'énonciation concourt fortement à déréaliser le film. Recours au maniérisme, notamment, avec ces coquetteries passéistes de ponctuation (ouverture et fermeture à l'iris, fondus au flou), ces surimpressions insistantes, ces zooms et ces panoramiques languissants. De son côté, la bande-son renforce cet affichage. La musique y est particulièrement luxuriante, bigarrée, et les bruits très gonflés, voire carrément déplacés.

Une autre évacuation exemplaire traverse le film : celle du corps, cette force vive par où passe d'habitude l'identification du spectateur. Aucun sang ne semble irriguer les deux protagonistes. Même dans les scènes intimistes, ils ne se départent jamais de leur rectitude, de leur mine compassée. Ils sont toujours en représentation, toujours très habillés également (seul un plan furtif montre nus Viola et Raoul, mais là encore de la tenue subsiste : ils sont allongés, sagement immobiles). Les dialogues, parcimonieux, presque indigents, sont prononcés de façon monocorde, à un rythme égal et lent. Ce qui frappe aussi, c'est la totale absence de nourriture tout au long du film. On voit pourtant parfois le comte et Viola à table, mais ils ne mangent rien. Qui plus est, ils n'ont devant eux aucune assiette, aucun couvert.

Le corps ne fait surface qu'à la fin du film. Avec d'abord l'aspect soudain négligé du comte et sa confession à Raoul, long flux de paroles. Puis surtout lors de l'exhumation du cadavre de Viola, intact après trois ans, quand il s'agit, pour le comte, de le découper et de le mettre dans l'urne, d'en finir une fois pour toutes avec cette morte vivante secouée d'un rire affreux.

Cela ne ressemble-t-il pas à la gageure de Daniel Schmid, le réalisateur : venir à bout de restes fort tenaces ?

DANIEL PERCHERON.

“ Stavisky ” : l'échec par le superficiel

POUR expliquer l'échec, non seulement commercial mais artistique, de *Stavisky*, on a invoqué des erreurs de production-distribution (Belmondo dans le rôle de Stavisky), une mise en scène finalement assez académique malgré ce montage de *flash-back* et *flash-forward* comme on en trouve souvent chez Resnais, permettant une liberté, un jeu du récit quant au temps, à l'histoire.

Mais, justement, cet éclatement de la continuité en plans courts, rapides, ce réseau qui tente de produire les multiples facettes de l'affaire, ce montage n'est-il pas un peu « court », sans jeu de mots, au regard de la complexité historique du sujet ? N'y a-t-il pas quelque chose de vain à centrer ce réseau autour d'une seule figure, celle du bel Alexandre, à tenter de « percer le mystère » de l'escroc mondain ? On ne voit rien des soubassements ni des entours politiques de l'affaire, si ce n'est un politicien, quelques policiers et quelques financiers véreux : c'est peu. A peine si l'on mentionne le 6 février 1934. La figure de Stavisky était-elle si attachante qu'il faille à ce point gommer les implications politiques du drame ? La vanité du film semble d'abord à l'image de ce faste étourdissant mais vide — et, dans le film du moins, ennuyeux — où se plaît Alexandre, de cet excès de blancheur (hermine, roses, diamants, toilettes...) dont, avec une intention systématique, la belle Annie Duperey est chargée, et qui désigne, aussi bien que le luxe et le suprême éclat, la stérilité.

S'AGISSAIT-IL donc seulement de l'intérêt porté par les auteurs (et le producteur-acteur principal) à la *personne* de Stavisky, et toute visée politique était-elle absente ? Non, bien sûr. Et c'est ici qu'il faut critiquer le système d'approche historique utilisé, et qui est celui, d'abord, de Semprun.

On commence par prendre — ou par vouloir faire prendre — pour argent comptant le « mystère » de l'âme de Stavisky ; on fait mousser ce « mystère », consistant, selon le mot de François Périer à la commission d'enquête, au cours d'un des *flash-forward* du film, en ce qu'il (Stavisky) « *aurait donné l'univers pour qu'on parle de lui, alors qu'il aurait dû donner l'univers pour qu'on l'oublie* » (citation de mémoire). Puis on en suggère une interprétation de type psychanalytique : le père de Stavisky qui « *voulait se faire oublier* », faire oublier surtout son identité juive, et qui se suicida (meurtre œdipien) à la suite de la découverte d'une des premières escroqueries de son fils. Alexandre, l'escroc mondain, le fastueux Alexandre, serait donc en quelque sorte le « *retour du refoulé* », un désir de rompre avec la soumission paternelle à la répression historique des juifs, des métèques, etc.

Or le scénario de Semprun ne se contente pas de fouiller cet aspect — qui aurait pu effectivement être intéressant — du personnage. Assumant avec une curieuse inconscience au niveau du récit la paranoïa d'Alexandre, Semprun fait communiquer par un artifice de scénario, et dans un contrepoint qui paraît forcé, la figure du juif Alexandre avec celle du juif Trotski, exilé en France et expulsé, après que le 6 février 1934 eut amené au pouvoir un gouvernement d'union nationale. De ce lien ténu — c'est, « finalement », à cause de Stavisky que Trotski a été expulsé de France, nous explique un jeune intellectuel trotskiste assez niais, et qui joue le rôle de coryphée — Semprun fait une sorte de drame souterrain, transversal à la surface de l'histoire. On ne comprend pas bien, au début, ce que vient faire Trotski dans cette histoire Cela s'éclaire un peu avec l'apparition d'Erna Wolfgang, jeune réfugiée juive allemande qui vient solliciter un rôle à l'Empire, le théâtre d'Alexandre : quelque chose s'éveille en celui-ci devant la simplicité et la vérité de cette fille, qui se proclame juive devant tous. Il lui parle de son père et regrette de ne pouvoir lui offrir le bonheur. Puis ils se séparent. Plus tard, nous apprendrons qu'elle est devenue secrétaire de Trotski.

LE personnage d'Erna Wolfgang représente, évidemment, la « vérité » refoulée d'Alexandre, la vérité du « métèque » opprimé qui devient révolutionnaire, qui assume de façon révolutionnaire son identité : précisément cette identité que, tout en refusant la soumission et l'obscurité paternelle dans un désir paranoïaque d'éclat et de gloire, Alexandre Stavisky a dû dissimuler sous de multiples noms et dans le faux-semblant d'une vie brillante, mais vaine. C'est du moins ainsi que l'on peut raisonnablement interpréter le long gros plan sur le visage d'Erna Wolfgang, et son regard énigmatique et dur, lorsque — à jamais — la Rolls repart.

L'idée pouvait peut-être se défendre. Ce qui gâche tout, c'est la conception que se fait Semprun d'un dirigeant révolutionnaire, d'un intellectuel révolutionnaire, et l'image que le film en donne. Cette conception, cette image sentimentale, romantique, larmoyante, du grand homme exilé, chassé de toutes parts, et qui dans sa villa s'entretient avec des célébrités, prononce des paroles profondes (que nous n'entendons pas), auréolé de gloire et d'impuissance : cette image ne constitue certainement pas une bonne alternative avec celle que reflète Stavisky ; nous n'y croyons pas, et il faut espérer qu'elle n'a jamais correspondu à la réalité. C'est à ce niveau que le film s'effondre. Reste l'autre, Alexandre et son vain empire — de beaux plans d'Annie Duperey, — c'est-à-dire toujours la mode rétro. On n'est pas, impunément, politiquement superficiel.

PASCAL BONITZER.

(Suite de la page 7.)

Si l'on écarte l'éventualité pour la décennie à venir d'un échange nucléaire et d'une contre-guérilla prolongée, le développement effréné de la puissance navale américaine conduit à penser que la situation militaire la plus probable dans l'ère post-vietnamienne sera le conflit naval, avec ou sans intervention des *marines*. Le changement qu'apporte la défense à son appareil militaire à l'étranger en transformant ses bases terrestres en bases aéronavales et le renforcement des flottes des ennemis potentiels des Etats-Unis tendent à confirmer ce point de vue. En outre, la force navale américaine devient davantage un moyen d'intimidation vis-à-vis des nations plus faibles pour les dissuader de choisir une politique jugée contraire aux intérêts américains.

Si de telles opérations peuvent être éventuellement efficaces à court terme, leur caractère provocateur est tel qu'elles susciteront autant de conflits qu'elles en éviteront.

Certes, l'utilisation agressive des forces navales représente une prestation efficace de ce que l'amiral Zumwalt appelle « *nos services à haut degré de technologie et d'investissement en capital* » : elles sauvegardent les intérêts américains à l'étranger à partir d'un faible investissement humain. Toutefois, comme de récents événements l'ont montré, une telle stratégie ne va pas sans des risques certains : les systèmes « *à haut degré de technologie et d'investissement en capital* » sont particulièrement vulnérables au sabotage, aux mutineries et aux grèves du personnel spécialisé qui les fait fonctionner. Ainsi, au plus fort de la guerre aérienne américaine contre le Vietnam en 1972, deux porte-avions ont été immobilisés pendant plusieurs mois par des dégâts provoqués, semble-t-il, par des marins révoltés. Dans le premier cas, le porte-avions *Forrestal* a été ravagé par un incendie qu'aurait allumé un marin de dix-neuf ans, causant pour 12 millions de dollars de dégâts, tandis que dans le second cas, le *Ranger* a dû faire relâche pendant trois mois pour réparer ses moteurs : quelqu'un avait jeté une clé et de gros boulons dans le système de commande du bateau... Divers sabotages — entretien défectueux, vol de pièces de rechange indispensables, incendies, etc., — ont mis des douzaines d'autres bâtiments hors de combat pour des périodes allant de quelques heures à plusieurs semaines (29). Aussi longtemps qu'il y aura un seul homme d'équipage mécontent de ses officiers ou de la marine en général, aucun navire ne sera à l'abri de tels désordres internes.

Les conflits raciaux ont joué un rôle dans l'immobilisation de certains gros bâtiments de guerre : en octobre 1972, quarante-six marins ont été blessés à bord du porte-avions *Kitty Hawk* (alors ancré au large de la côte vietnamienne) lorsque des *marines* ont dû intervenir pour séparer des marins noirs et blancs qui en étaient venus aux mains. Peu après, un grand nombre de marins noirs ont organisé une grève sur le tas à bord du porte-avions *Constellation* ; la situation était si tendue que le capitaine a jugé préférable de rentrer au port plutôt que de faire route vers le Vietnam comme prévu (30).

A la suite de cet incident, l'amiral Zumwalt a convoqué tous ses amiraux à Washington et s'est livré devant eux à une dénonciation sans précédent du système raciste en vigueur dans la marine (31). Une série de mesures ont été prises aussitôt pour réduire les tensions raciales : recrutement d'un plus grand nombre d'officiers de couleur (en 1971, sur les soixante-dix-sept mille officiers que comptait la marine, cinq cent dix-huit seulement étaient des Noirs) ; tenue de séminaires sur les relations raciales à bord de tous les bateaux ; nomination d'un plus grand nombre de Noirs aux emplois techniques requis (à bord de la plupart des unités, les Noirs travaillent dans la chambre des machines et effectuent les tâches ingrates, tandis que les Blancs occupent en général les postes qualifiés), et renvoi de quatre mille « indésirables » (32). En dépit de ces efforts, les relations raciales restent tendues à bord de nombreux bateaux. Selon Earl Caldwell, journaliste du *New York Times*, « *les sentiments de certains soldats noirs confinent à la mutinerie* » (33).

Même si les tensions raciales diminuent sur certains bateaux, combien de temps faudra-t-il pour éliminer tout vestige des préjugés et de la discrimination qui provoquent la colère des Noirs tant en mer que dans le pays ?

MICHAEL T. KLARE.

(29) *The New-York Times*, 6 novembre 1972. Voir aussi Larry Hendel et Sheila Western, « Sabotage in the U.S. Navy », *American Revort*, 16 juillet 1973.

(30) *The New York Times*, 6 novembre 1972 et 26 janvier 1973.

(31) *The New York Times*, 11 novembre 1972.

(32) *The New York Times*, 28 mai 1973.

(33) *Ibid.*

Les enjeux économiques et militaires de la conférence sur le droit de la mer

Par JEAN-YVES CHAPIN

Depuis le 20 juin, la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer rassemble à Caracas les délégués de cent quarante-sept pays en vue d'élaborer une nouvelle convention juridique internationale. L'enjeu principal est le contrôle des richesses des océans, pour lequel les pays du tiers-monde s'efforcent de faire valoir leurs revendications. Les grandes puissances, quant à elles, ne se préoccupent pas seulement de préserver leurs possibilités d'accès à des ressources dont on ne fait encore qu'entrevoir l'immensité : pour l'U.R.S.S. et les Etats-Unis en particulier, les impératifs de défense passent en priorité.

LES précédentes conférences sur le droit de la mer n'avaient pas permis d'arriver à un accord sur le problème primordial de la largeur de la mer territoriale. On peut toutefois déduire de l'article 24 de la convention de Genève relative à ce sujet et à la zone contiguë que cette largeur ne doit pas excéder 12 milles. L'article stipule en effet que la zone en question sur laquelle l'Etat peut exercer un certain contrôle dans les domaines fiscaux et douaniers « *ne peut s'étendre au-delà de douze milles à partir de la ligne de base qui sert de point de départ pour mesurer la largeur de la mer territoriale* ». Cependant, il ne s'agit pas là d'une règle juridique strictement établie, et bon nombre d'Etats refusent de la considérer comme une disposition prohibitive : l'extension de la mer territoriale au-delà de ces limites est devenue, ces dernières années, un phénomène de plus en plus courant. Mais, plus souvent encore, des pays appartenant principalement au tiers-monde ont préféré renoncer à cette solution pour instituer en revanche, au-delà de ces 12 milles, des « zones de pêche réservées » dont l'existence juridique n'est mentionnée par aucun traité international si ce n'est, sur le seul plan européen, par la convention de Londres du 9 mars 1964. Elles présentent toutefois l'avantage de ne heurter de front aucune règle de droit établie. Situées en marge du droit, les « zones de pêche réservées » constituent des solutions médianes par lesquelles les gouvernements peuvent exploiter dans leur propre et unique intérêt des portions accrues d'espace maritime sans toutefois proclamer d'une manière trop affirmée leur souveraineté sur ces espaces. L'Etat titulaire d'une « zone de pêche réservée » n'y dispose en fait que d'une compétence fonctionnelle limitée au seul domaine de la pêche.

Les propositions présentées par les Etats du tiers-monde à l'actuelle conférence du droit de la mer visent en quelque sorte à faire passer dans le domaine juridique la notion de « zone de pêche réservée ». Mais il ne s'agit plus seulement de pêche : il est question de faire reconnaître la souveraineté de l'Etat côtier, relativement à l'exploration et à l'exploitation des ressources biologiques et minérales, sur une portion des espaces marins adjacents à la mer territoriale.

Pendant longtemps, les pays du tiers-monde ont dû assister en témoins muets et impuissants à l'exploitation effrénée de leurs ressources halieutiques par les flottes beaucoup plus modernes des pays occidentaux, du Japon ou de l'U.R.S.S. Le véritable pillage auquel se livrent, au large des côtes péruviennes, des flottilles américaines précédées d'hélicoptères détecteurs et de bateaux radars n'a pas été étranger à la décision du Pérou d'étendre ses eaux territoriales ; les exemples de ce genre pourraient être multipliés, mettant en cause aussi bien le Japon que l'U.R.S.S. Ainsi la tendance que manifestent les pays du tiers-monde à étendre leurs droits sur les eaux adjacentes à leurs côtes trouvent-elles d'amples justifications.

En outre, au fur et à mesure du développement des techniques d'exploitation sous-marines, la mer s'affirme comme une source potentielle de matières premières des plus diverses. C'est ainsi que la zone côtière et le plateau continental renferment, d'après les sondages et recherches déjà effectués, du fer, de l'étain, des diamants, du soufre, des hydrocarbures et du gaz. Le produit de l'exploitation industrielle de ces diverses matières a représenté pour 1970, sur le plan mondial, plus de 6,5 milliards de dollars dont 6 pour les hydrocarbures et le gaz.

Là encore il s'agit, pour le tiers-monde, d'éviter que ces ressources minérales ne soient bientôt surexploitées par les pays plus développés, comme il en a été pour les ressources terrestres.

Les propositions concrètes avancées par les pays du tiers-monde pour assurer la sauvegarde des ressources situées au large de leurs côtes trouvent leur origine dans un projet présenté par le délégué du Kenya à la réunion annuelle du comité consultatif légal afro-asiatique tenue à Lagos au début de 1972. Elles tendent toutes à instaurer au-delà de la mer territoriale une « zone économique » réservée, tant dans son exploration que dans son exploitation, à l'Etat riverain. Une proposition formulée lors des travaux préparatoires de la conférence de Caracas par un groupe d'Etats du tiers-monde (Algérie, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Ile Maurice, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Tunisie, République unie de Tanzanie et Zaïre) définit avec une particulière clarté le concept nouveau de « *zone économique* » et les *droits* de l'Etat ayant établi une telle zone. Il y est affirmé que tous les Etats ont le droit d'instituer, au-delà de leur mer territoriale, une « zone économique » dont la largeur sera fixée en considération des ressources propres de chaque région et des droits des pays en voie de développement. Il est précisé, ainsi que dans la plupart des autres projets relatifs à l'instauration d'une « zone économique », que la largeur de cette zone ne saurait excéder 200 milles, ce qui revient en fait à reconnaître d'avance et à légitimer une telle étendue. En principe, les droits exercés par l'Etat riverain sur sa « zone économique » seront exclusifs, et aucun autre Etat n'explorera ou n'exploitera les ressources, vivantes ou non, renfermées dans cette zone sans la permission de l'Etat côtier. L'Etat riverain exercera la juridiction sur sa « zone économique », et les Etats tiers ou leurs ressortissants porteront la responsabilité des éventuels dommages résultant de leurs activités à l'intérieur de ces limites.

La « zone économique » présente donc pour les pays en voie de développement l'évident intérêt de leur permettre de se réserver le bénéfice de l'exploitation des ressources naturelles situées au large de leurs côtes. Elle leur apparaît comme une solution juste et nécessaire et se justifie d'autant plus facilement, en ce qui concerne le domaine de la pêche, que la surexploitation des eaux situées au-delà de la mer territoriale par des bateaux étrangers provoque inévitablement la disparition du poisson à l'intérieur des eaux territoriales elles-mêmes. Quant aux ressources minérales, les pays en voie de développement veulent avant tout éviter le pillage des richesses situées au large de leurs côtes, comme ils l'ont fait ces dernières années dans le secteur de la pêche.

La liberté de manœuvre des deux Grands

LES Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont joué un rôle non contestable dans la surexploitation des richesses naturelles renfermées dans les eaux situées au-delà des côtes des pays du tiers-monde. Leur manque d'enthousiasme face aux propositions des pays en voie de développement ne saurait donc surprendre. Il n'en reste pas moins que les préoccupations qui motivent leurs positions sont d'ordre principalement militaire.

Ce serait un lieu commun de rappeler que, depuis quelques années, les Etats-Unis et l'Union soviétique intensifient le déploiement de leurs forces navales sur les océans, et notamment en Méditerranée. Depuis 1964, année où la crise de Chypre prenait toute son ampleur, l'U.R.S.S. déploie régulièrement ses forces en Méditerranée afin d'apporter une riposte à la présence dans ces eaux de la VI[e] flotte américaine et des sous-marins Polaris. En outre, les forces navales soviétiques effectuent, depuis 1968, de fréquentes visites dans l'océan Indien. Selon les observateurs militaires occidentaux, soixante et onze navires et sous-marins soviétiques ont pu être détectés dans cette région du monde pendant la période 1968-1971. Des forces soviétiques détachées du port de Sébastopol croisent fréquemment au large du cap de Bonne-Espérance afin de protéger les opérations des bateaux de pêche russes qui opèrent dans les eaux très poissonneuses situées de part et d'autre de ce cap. L'U.R.S.S. a pu ainsi obtenir, à l'entrée de l'océan Indien, quelques implantations intéressantes, notamment dans l'île de Socotra, appartenant à la République démocratique du Sud-Yémen, et, en Somalie, dans le port de Berbera et à Berikao. L'intensification de la présence soviétique en Méditerranée a entraîné la décision de Londres et de Washington d'installer une base pour les forces navales et aériennes américaines et britanniques à Diégo-Garcia, petit atool de l'archipel Chagos, situé au sud des Maldives à 1 600 kilomètres de l'extrême pointe du sous-continent indien, et qui fait partie du BIOT (Territoire britannique de l'océan Indien).

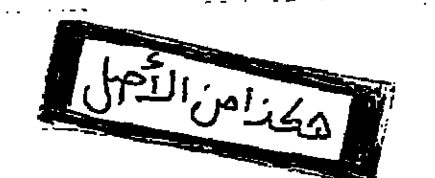
La flotte militaire soviétique peut actuellement être estimée à sept cent soixante-dix unités, dont cent quatre-vingt-quinze se trouvent dans le Pacifique, cent trente-six dans la mer Noire, cent soixante-sept dans la Baltique et deux cent soixante-douze dans l'Atlantique nord. La flotte américaine, quant à elle, compte cent vingt-six unités dans l'Atlantique nord et vingt-deux en Méditerranée. Si l'on ajoute l'ensemble des forces de l'OTAN, les chiffres passent respectivement à trois cent soixante et une unités et cent cinquante-huit unités (1).

L'examen des programmes de développement militaire des deux pays montre que le déploiement des forces maritimes américaines et soviétiques s'intensifiera encore dans les années à venir. Le programme fédéral pour les océans élaboré par l'administration de M. Nixon pour l'année 1975 prévoit d'affecter plus de 97 millions de dollars au secteur de la défense. L'effort portera notamment sur la construction de dix sous-marins Trident porteurs de missiles balistiques intercontinentaux. En U.R.S.S., l'amiral Sergei Gorshkov, commandant en chef de la flotte soviétique, insiste sur la nécessité d'accroître la puissance navale de l'U.R.S.S. Ses opinions ont rencontré un écho certain, et l'on sait que, le 16 janvier dernier, dans un discours prononcé à Kazan, le maréchal Gretchko, ministre de la défense, se faisait l'apôtre énergique d'un renforcement de la puissance militaire soviétique. La construction navale militaire de l'U.R.S.S. est actuellement orientée vers de nouveaux croiseurs dotés de missiles à long rayon d'action pouvant atteindre des objectifs jusqu'à 4 000 milles.

La stratégie maritime développée par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. exige, pour sa mise en œuvre, une liberté de navigation maximale dans les mers, en particulier dans les détroits. La fermeture du détroit de Bab El-Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, lors du dernier conflit israélo-arabe, illustre avec une suffisante acuité l'importance de ce problème des détroits. Or cette liberté de navigation dans les détroits paraît menacée en premier lieu par les projets des Etats du tiers-monde visant à instaurer au-delà des mers territoriales des « zones économiques » soumises à la juridiction des Etats souverains. La liberté de survol au-dessus des détroits risque également d'être mise en cause, et du même coup les possibilités de manœuvre des forces aériennes. Les pays en voie de développement estiment quant à eux que l'application pure et simple du régime du « droit de passage inoffensif » établi par la convention de Genève sur la mer territoriale donne aux grandes puissances des garanties suffisantes. Mais les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont plus sceptiques. Il est en effet expressément stipulé dans cette convention que le droit de passage inoffensif peut être suspendu par l'Etat côtier pour des raisons de sécurité. Dès 1969, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. avaient élaboré un avant-projet de convention internationale relatif à la liberté de circulation dans les détroits. En contrepartie du droit reconnu à tout Etat d'étendre à 12 milles ses eaux territoriales, il était prévu de maintenir un couloir de haute-mer caractérisé par une totale liberté de navigation et de survol dans les détroits internationaux ne faisant l'objet d'aucun traité particulier et dont les eaux territoriales risquaient de se trouver dans leur totalité sous la souveraineté des Etats riverains. Un projet analogue a été soumis en 1971 par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. au comité de l'ONU sur les fonds marins, sans toutefois déboucher sur des mesures concrètes.

Le problème de la liberté de navigation dans les détroits demeure ainsi une des bases fondamentales des positions soviétiques et américaines. Dans les milieux bruxellois de l'OTAN, on semble convaincu que la Chine, qui cherche à développer sa puissance sous-marine, appuie sans réserve les positions des pays en voie de développement afin de contrecarrer la suprématie militaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans le domaine maritime en mettant un terme à l'exclusivisme des deux grandes puissances. Cette opinion contribue à renforcer l'opposition des Etats-Unis au principe de la « zone économique ». Récemment, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Kenneth Rush, demandait au Congrès américain de retarder l'adoption du décret-loi visant à la création d'une « zone économique » autour des côtes américaines. Estimant plus opportun d'attendre que se soit achevée la conférence sur le droit de la mer, il affirmait notamment que « *les éventuels avantages à court terme découlant d'une telle mesure unilatérale ne compenseront pas ses effets néfastes pour les intérêts nationaux des Etats-Unis* ».

(1) Cf. l'article du vice-amiral B.B. Schofield, membre du Council of the Royal United Services Institute for Defence Studies, paru dans *World Survey*, numéro 62.



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Après le coup d'Etat à Chypre et l'intervention militaire de la Turquie : deux résolutions du Conseil de sécurité

LE Conseil de sécurité a tenu, à partir du 16 juillet, plusieurs réunions d'urgence pour étudier la situation créée par le coup d'Etat du 15 juillet à Chypre et par l'intervention militaire turque dans l'île qui s'ensuivit, le samedi matin 20 juillet

Le Conseil avait été convoqué à la double demande de MM. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et Zenon Rossides représentant permanent de Chypre à l'ONU. Après avoir entendu notamment des déclarations de Mgr Makarios, reçu au Conseil en qualité de président de Chypre, et de M. Rossides, le Conseil devait adopter une première résolution le 20 juillet au soir, à l'unanimité, ordonnant à toutes les parties aux combats de cesser le feu. Le texte invitait « *tous les Etats* » à « *respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre* » et exigeait que soit mis fin à l'intervention militaire étrangère dans la République de Chypre ; que tous les militaires étrangers présents dans l'île « *autrement qu'en vertu d'accords internationaux* » soient rappelés, « *y compris ceux dont le retrait a été demandé par le président de la République de Chypre, Mgr Makarios, dans sa lettre du 2 juillet* ». Toutes les parties étaient invitées à « *coopérer pleinement avec la force des Nations unies à Chypre* ». Enfin les trois signataires des accords de Zurich étaient invités à « *entamer des négociations sans délai aux fins du rétablissement de la paix dans la région et du gouvernement constitutionnel à Chypre...* » (en anglais : « *To enter into negotiations without delay for the restauration of peace in the area and constitutional government in Cyprus...* »).

Une délégation envoyée par M. Sampson pour représenter son nouveau régime à l'ONU fut éconduite, le Conseil de sécurité ayant décidé de ne reconnaître que M. Rossides comme représentant de Chypre.

Une nouvelle résolution a été adoptée à l'unanimité le 23 juillet, au cours d'une réunion convoquée à la demande de la Grèce, pour demander le respect du cessez-le-feu voté le 22. M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, avait lui-même lancé un appel aux parties au conflit les invitant à observer le cessez-le-feu et à retirer leurs forces « *sur les positions qu'elles occupaient au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, c'est-à-dire 16 heures locales le 22 juillet* ». La résolution du Conseil ne fait pas référence, quant à elle, aux lignes de cessez-le-feu du 22 juillet.

A la suite de ces événements dans l'île, M. Waldheim a annoncé le 22 juillet que les forces de l'ONU à Chypre (UNFICYP), qui comptaient alors deux mille trois cents hommes — et dont le mandat avait été renouvelé une nouvelle fois le 29 mai, — devraient être considérablement renforcées.

Le programme d'aide aux pays les plus touchés par la crise économique

Le comité spécial chargé du programme d'aide aux pays les plus gravement touchés par la crise économique a terminé sa première série de réunions le 26 juin. Dans un rapport provisoire, il recommande que la communauté internationale accorde en priorité son attention au programme, et il insiste sur la nécessité d'adopter des mesures urgentes. Plusieurs pays ou groupes de pays ont annoncé leur intention de contribuer au fonds qui a été institué à cet effet, en particulier la C.E.E., qui a promis une participation de 500 millions de dollars (soit un sixième du montant global) « *dans la mesure où les autres membres de la communauté mondiale qui ont été sollicités verseront leurs quotes-parts* ».

PROCHAINE ADMISSION DE GRENADE. — *Le Conseil de sécurité a recommandé à l'unanimité le 21 juin l'admission de Grenade aux Nations unies. L'indépendance du pays avait été proclamée le 7 février.*

DESARMEMENT. — *Le comité* ad hoc *sur le désarmement, chargé par la dernière Assemblée générale de l'ONU d'examiner les points de vue des gouvernements sur la réunion éventuelle d'une conférence mondiale du désarmement, a terminé sa seconde série de réunions le 27 juin. Un groupe de travail de dix membres a été chargé d'établir un rapport sur ses travaux à l'intention de la prochaine session de l'Assemblée.*

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — *Réuni à Manille, le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.) a approuvé, le 19 juin, une somme de 80 millions de dollars pour des programmes qui seront exécutés avec le concours du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population.*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — *Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a tenu sa cinquante-septième session à Genève, du 3 juillet au 2 août. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du* Monde diplomatique.

STATUT DES MINORITES. — *Un séminaire sur le statut et la protection des minorités a eu lieu à Chrid (Yougoslavie) du 25 juin au 8 juillet, sous l'égide des Nations unies. Les participants ont adopté à l'unanimité un texte sur l'élimination de la discrimination et l'amélioration des conditions de vie, particulièrement dans les pays en voie de développement, ainsi que sur l'exercice du droit à l'autodétermination dans les pays sous domination coloniale.*

ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — *Le comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a approuvé le 5 juillet le texte d'un projet de convention sur l'immatriculation des objets spatiaux. Le projet doit maintenant être soumis à l'Assemblée générale de l'ONU.*

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — *Le conseil de l'Université des Nations unies a siégé à Paris du 9 au 12 juillet. Il a discuté en particulier de la question du choix d'un recteur, qui doit être nommé par le secrétaire général des Nations unies en accord avec le directeur général de l'UNESCO.*

● COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — *Au début de juillet, la Cour internationale de justice (C.I.J.) a repris ses audiences publiques dans l'affaire des essais nucléaires (Australie contre France). Les 4, 5, 6, 8 et 9, M. Murphy, attorney général, MM. O'Connel et Lauterpacht, conseils, et M. Byers, solicitor général, ont présenté les observations du gouvernement australien sur la compétence de la Cour et la recevabilité de la requête de l'Australie. Le gouvernement français n'était pas représenté à ces audiences.*

Puis la Cour a commencé, le 10 juillet, l'audition des plaidoiries sur sa compétence et la recevabilité de la requête de la Nouvelle-Zélande contre les essais nucléaires français, avec l'audition du Dr Finlay, attorney général néo-zélandais.

● COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE. — *Au terme de sa onzième session à Addis-Abeba le 11 juin, le comité exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique a adopté des résolutions portant sur la lutte contre la sécheresse, la situation alimentaire en Afrique et un catalogue pour un plan de développement alimentaire africain. Il a lancé un appel pour la poursuite de l'assistance à la Zambie et du soutien aux mouvements de libération nationale en Afrique.*

— Dans un rapport adopté à l'issue de sa cinquième session, le 28 juin à Addis-Abeba, la conférence des planificateurs africains reconnait que les conditions économiques prévalant en Afrique à l'heure actuelle demandent un nouveau style de développement dont la stratégie serait basée sur les besoins de la majorité de la population.

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

UNESCO

La protection du droit d'auteur

LA convention universelle sur le droit d'auteur qui avait été révisée à Paris le 24 juillet 1971 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est entrée en vigueur le 10 juillet (trois mois après le dépôt du douzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion).

IDENTITE CULTURELLE ET TECHNOLOGIE. — *Un colloque organisé par l'UNESCO a réuni à Paris, du 9 au 12 juillet, des savants et universitaires du monde entier sur le thème « Science, éthique, esthétique ». Les débats ont porté sur les conséquences du développement de la technologie sur l'identité culturelle d'un pays.*

Travail

La cinquante-neuvième session de la conférence internationale du travail

PLUS de mille quatre cents représentants gouvernementaux, dirigeants patronaux et délégués syndicaux venus de cent dix-neuf pays membres de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) ont participé à la cinquante-neuvième session de la conférence internationale du travail qui s'est tenue à Genève du 5 au 26 juin. Le rapport du secrétaire général du Bureau international du travail (BIT) (« Action de l'O.I.T. : problèmes et perspectives ») a fourni le thème du débat général.

Les travaux de la conférence ont marqué le début d'une campagne mondiale de lutte contre le cancer professionnel, avec l'adoption d'une convention et d'une recommandation visant à limiter l'utilisation et les effets nocifs des substances cancérigènes et prescrivant des mesures de prévention, de surveillance de la santé des travailleurs ainsi que leur information sur ces problèmes. La conférence a chargé le conseil d'administration du BIT d'étudier les moyens de venir en aide à ceux qui, menacés par le cancer professionnel (ou par d'autres maladies industrielles) sont obligés de changer d'emploi pour protéger leur santé.

La conférence a aussi adopté une convention, complétée par une recommandation, énonçant les principes directeurs et les modalités d'application d'une politique de promotion du congé-éducation payé, celui-ci étant défini comme « *un congé accordé à un travailleur à des fins éducatives, pour une période déterminée, pendant les heures de travail, avec versement de prestations financières adéquates* ». Le temps ainsi accordé pourra être utilisé pour la formation à tous les niveaux, pour l'éducation générale, sociale ou civique et pour l'éducation syndicale.

Le rapport sur le travail forcé présenté par la commission chargée de l'application des conventions et des recommandations n'a pu être adopté en séance plénière malgré les cent vingt-trois voix qui se sont prononcées en sa faveur sans vote hostile ; le quorum fixé à deux cent six voix n'ayant pas été atteint en raison de l'abstention de cent cinquante-six délégations : les législations sur la répression de l'oisiveté dans certains pays (Cameroun, Gabon, Malaisie, Libéria, Turquie, Union soviétique, Venezuela) étant jugées contraires à la convention de 1930 sur l'abolition du travail forcé.

Au cours de cette session, la Conférence a également examiné des propositions de textes concernant les organisations de travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement social et économique, la protection des travailleurs migrants et les problèmes d'orientation et de formation professionnelles ; elle a pris note du rapport spécial du directeur général consacré aux effets de la politique d'apartheid de la République sud-africaine, notamment dans le domaine du travail ; elle a chargé le conseil d'administration d'étudier la possibilité de convoquer une conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail. Enfin, elle a arrêté les modalités de financement de la partie relative à 1975 du budget de l'O.I.T. pour 1974-1975.

D'autre part, des résolutions dénonçant « *la violation continuelle par les autorités israéliennes des droits de l'homme et des travailleurs dans les territoires arabes occupés* » et condamnant la violation des droits de l'homme et des droits syndicaux au Chili ont été adoptées.

RECENTE PUBLICATION

● *Le personnel scientifique et technique hautement qualifié : conditions d'emploi et de travail.* 262 pages, 1974.

F.A.O.

Création d'un fonds commun d'engrais

LE conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est réuni à Genève en session extraordinaire du 15 au 19 juillet pour prendre d'urgence des mesures destinées à remédier à la pénurie d'engrais dont souffrent gravement un certain nombre de pays en voie de développement. Il a décidé la création d'un fonds commun d'engrais auquel les gouvernements et d « autres donateurs potentiels » offriraient des contributions en engrais et en espèces.

Un système d'information englobant les tendances et les exigences de l'offre et de la demande, les besoins d'investissements des pays en développement, les prix et les intentions en matière d'investissements de l'industrie des engrais devra aussi être mis sur pied. Enfin, la F.A.O. devra apporter son aide à la mobilisation des ressources financières nécessaires pour les livraisons d'urgence d'engrais.

SECOURS AUX PAYS DU SAHEL. — *De nouvelles contributions sont arrivées, en juillet, au fonds de roulement pour les opérations de secours dans les pays de la zone sahélienne. Les Etats-Unis viennent de faire une nouvelle contribution d'un million de dollars. D'autres contributions ont été versées, parmi lesquelles on signale 100 000 dollars de l'Australie, 25 000 dollars de la « Christian Aid of Britain » et 10 000 dollars du sultanat d'Oman.*

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Le programme alimentaire mondial ONU-F.A.O. (PAM) a annoncé le mois dernier sa décision de fournir une aide alimentaire de 1,6 million de dollars à la Mauritanie pour lui faciliter des projets de développement rural devant permettre le redémarrage économique du pays après la terrible sécheresse qu'il subit actuellement.*

Le PAM fournira aussi une aide alimentaire d'une valeur de 1 318 000 dollars à la Guinée-Bissau, dont quatre-vingt-cinq pays ont jusqu'à présent reconnu l'indépendance. Cette aide prendra un caractère de semi-urgence et ira à 90 000 personnes (enfants, mères, mutilés, etc.) des régions libérées.

NOMINATION. — *M. Mohammed Benaissa (Maroc) a été nommé directeur de la division de l'information de la F.A.O. en remplacement de M. John Stordy (Royaume-Uni) admis à faire valoir ses droits à la retraite.*

Agence atomique

Le rapport annuel envisage les perspectives de croissance de la puissance nucléaire installée

SELON le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) pour 1973-1974, publié le 16 juillet, les hausses des prix du pétrole intervenues en 1973 ont entraîné un accroissement des commandes de centrales nucléaires (puissance totale : 60 000 MW) et permettent d'escompter le dépassement des prévisions concernant la puissance nucléaire installée en 1980 (315 000 MW). Les hausses du coût de l'énergie pétrolière ont aussi eu pour effet de rendre concurrentielles les petites centrales nucléaires des pays en voie de développement. Le rapport attire également l'attention sur les problèmes posés par l'environnement, et en particulier la gestion des déchets nucléaires.

Union postale universelle

Les travaux du dix-septième congrès

LE dix-septième congrès de l'Union postale universelle (UPU) qui s'est réuni à Lausanne du 22 mai au 4 juillet a élu M. Sobhi (Egypte) à la direction générale du Bureau international. Le nombre des pays membres de l'UPU a été porté à cent cinquante-trois, avec l'admission de la Guinée-Bissau et de la République populaire démocratique de Corée admises en qualité d'observateurs. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et certains mouvements de libération nationale ont reçu le statut d'observateurs auprès de l'UPU.

Sur le plan technique, le congrès a admis la possibilité d'une hausse des taxes des prestations postales ; il a lancé plusieurs études (sur les taux et les frais des transporteurs aériens et maritimes ainsi que sur les problèmes d'organisation et d'exploitation des services postaux, notamment dans les pays en voie de développement) et affirmé le caractère prioritaire de l'étude concernant l'utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier.

Dans le cadre de la deuxième Décennie du développement des Nations unies, le congrès a fixé un nouvel objectif prioritaire : l'amélioration des conditions de formation, de gestion et d'utilisation du personnel postal et il a lancé un appel en faveur de l'accroissement de la coopération technique, sur le plan bilatéral et par l'intermédiaire de l'UPU.

● ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — *Une étude publiée le 3 juillet par l'O.M.S.* (Rapport de statistiques sanitaires mondiales, *vol. 27, n° 2, 1974) met en évidence la pénurie mondiale de médecins et la lenteur de l'accroissement de leur effectif. En effet, si l'effectif des médecins dans le monde a doublé entre 1950 et 1960, le rapport médecins/population (densité médicale) n'est passé que de 5,7 à 7,9 pour 10 000 habitants (en 1970). Le problème est particulièrement aigu en Afrique, en Asie et en Amérique latine, où la densité médicale était en 1970 respectivement de 1,36, 2,83 et 6,54.*

● ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *Cent soixante-quinze représentants de banques de développement et d'autres institutions de financement de soixante-dix pays se sont réunis à Tunis, du 24 au 29 juin, pour examiner, sous les auspices de l'ONUDI, les possibilités mondiales de financement du développement industriel. Les débats ont porté sur deux thèmes principaux : la mobilisation par les banques de développement des capitaux nationaux pour le financement de l'industrie et l'affectation des surplus financiers du pétrole au développement industriel. Un organe permanent a été créé pour assurer l'échange de renseignements et de données d'expérience entre banques de développement.*

● UNION INTERNATIONALE DES COMMUNICATIONS. — *Au cours de sa vingt-neuvième session qui s'est tenue à Genève du 15 juin au 5 juillet, le conseil d'administration de l'U.I.T. a arrêté les modalités d'organisation de la deuxième session de la conférence administrative régionale (Europe, Afrique, Asie, Australasie) chargée des problèmes de radiodiffusion sur ondes longues et moyennes. Il a chargé le secrétaire général de lui faire connaître ses vues sur la réunion de deux conférences administratives mondiales : l'une pour la radiodiffusion par satellite en janvier 1977, et l'autre pour les radiocommunications des lignes aériennes régulières au printemps 1977.*

● ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME. *— La République démocratique du Soudan est devenue le 5 juillet le quatre-vingt-septième membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Entrée en vigueur des nouveaux droits de tirage spéciaux

LE 1er juillet est entrée en vigueur la décision prise, le 13 juin dernier, par le Fonds monétaire international (F.M.I.) de déterminer la valeur des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) en fonction d'un « *panier standard* » de monnaies dont la composition est la suivante : dollar des Etats-Unis, 33 % du total ; deutschemark, 12,5 : livre sterling, 9 ; franc français, 7,5 ; yen japonais, 7,5 ; dollar canadien, 6 ; lire italienne, 6 ; florin hollandais, 4,5 ; franc belge, 3,5 ; couronne suédoise, 2,5 ; dollar australien, 1,5 ; couronne norvégienne, 1,5 ; peseta espagnole, 1,5 : schilling autrichien, 1 : rand sud-africain, 1.

Chaque jour, le F.M.I. déterminera la valeur du D.T.S. en fonction de l'évolution des différents composants en faisant la somme des valeurs des différentes fractions, exprimées en dollar américain. Pour le premier jour (1er juillet), le F.M.I. a calculé que le D.T.S. valait 1,206 dollar, 5,82 francs français, 3.068 deutschemarks.

CREDIT « STAND-BY » AUX PHILIPPINES. — *Le F.M.I. a accordé le 15 juillet un crédit « stand-by » aux Philippines qui leur permettra d'acheter l'équivalent en monnaies étrangères de 38,75 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) au cours des douze prochains mois.*

NOUVEAU TAUX DE PARITE. — *La nouvelle parité du rial d'Oman a été fixée le 3 juin à 2,13281 grammes d'or fin pour un rial d'Oman et à 14,5833 rials d'Oman pour une once troy d'or fin.*

Groupe de la Banque mondiale

Dix-huit prêts de la Banque

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé une série de prêts au cours des dernières semaines :

— A la Guyane, le 17 juin : 12 900 000 dollars pour la modernisation et la remise en état du réseau d'irrigation déjà existant ;

— Au Maroc, le 24 juin : 32 millions de dollars qui financeront en partie le projet de développement de Sébou II destiné à protéger contre les inondations 40 000 hectares de terres agricoles et à améliorer les communications ;

— Au Nigéria, le 24 juin : 20 millions de dollars pour la réalisation d'un projet de développement de la culture du cacao ;

— A la Turquie, le 24 juin : 40 millions de dollars pour promouvoir le développement industriel ;

— A la Société de développement du Botswana, le 27 juin : 4 millions de dollars qui régleront la fraction des dépenses payables en devises étrangères de cent dix-huit opérations d'investissement intéressant des projets industriels ;

— A l'Equateur, le 27 juin : 23 200 000 dollars pour l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de la ville de Guayaquil ;

— Au Cameroun, le 1er juillet : 16 millions de dollars qui contribueront à financer l'amélioration de la ligne de chemin de fer Douala-Yaoundé et l'accroissement de son matériel roulant ;

— A la Côte-d'Ivoire, le 1er juillet : 2 600 000 dollars qui contribueront à financer un projet de production de l'huile de palme ;

— A la Turquie, le 1er juillet : 148 millions de dollars pour le financement d'un projet conjoint de mise en valeur d'une mine de charbon et de production d'énergie électrique en Elbisatan ;

— A la Roumanie, le 1er juillet : 200 millions de dollars (pour quinze ans et à 7,25 %), qui permettront la réalisation d'un vaste programme d'accroissement de la production d'engrais ;

— Aux Philippines, le 4 juillet : deux prêts d'un montant total de 86 millions de dollars. Le premier (61 millions de dollars) financera en partie la construction de la centrale hydro-électrique de Pantabangan et l'extension sur l'île de Luçon du réseau national de distribution de la National Power Corporation. Le second (25 millions de dollars) contribuera au financement d'un projet démographique ;

— A la Yougoslavie, le 4 juillet : 93 millions de dollars pour la modernisation du réseau ferroviaire ;

— A la Jamaïque, le 9 juillet : 13 500 000 dollars pour la construction de nouveaux tronçons routiers ;

— A la Malaisie, le 9 juillet : 45 millions de dollars pour la réalisation d'un réseau d'énergie électrique ;

— A la Roumanie, le 9 juillet : deux prêts d'un montant total de 130 millions de dollars. Le premier, de 60 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 7,25 %), est destiné à la réalisation du projet énergétique de Turceni ; le second prêt, d'un montant de 70 millions de dollars (pour quinze ans et à 7,35 %), aidera à l'édification d'un complexe de laminage à froid ;

— A la Zambie, le 9 juillet : deux prêts d'un montant de 62 100 000 dollars. L'un, de 20 millions de dollars, est destiné au projet « Lusaka » d'amélioration de l'habitat et d'aménagement des sites ; l'autre, de 42 100 000 dollars, financera la centrale électrique Kariba-Nord, déjà bénéficiaire d'un précédent prêt.

CREDITS DE L'IDA. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, qui accorde des crédits pour cinquante ans sans intérêt, mais avec une commission de service de 0,75 %, a aussi annoncé l'octroi d'une série de prêts :*

— 17 millions de dollars à la Birmanie, le 17 juin, pour l'expansion de l'agriculture ;

— 30 millions de dollars à l'Inde, le 17 juin, pour un projet de développement de l'élevage laitier dans l'Etat de Karnataka ;

— 6 millions de dollars au Népal, le 17 juin, pour un projet d'abattage et de vente d'arbres de haute futaie dans des zones convenant à l'agriculture ;

— 10 millions de dollars à l'Ethiopie, le 27 juin, pour la remise en état des régions affectées par la sécheresse. Un second crédit de 12 millions de dollars financera en partie la deuxième tranche du projet de développement agricole dans la région de Wolamo ;

— 10 400 000 dollars au Ghana, le 1er juillet, pour financer un projet d'adduction d'eau ;

— 7 500 000 dollars en Jordanie, le 4 juillet, pour un programme d'irrigation et de développement rural de la partie nord-est du Ghor ;

— 8 500 000 dollars en Tanzanie, le 4 juillet, pour l'aménagement de sites de construction et de création de services à Dar-es-Salaam, Awanga et Mbeya ;

— 24 millions de dollars en Birmanie, le 15 juillet, pour la remise en route et l'amélioration de l'exploitation des bois d'œuvre ;

— 4 millions de dollars au Lesotho, le 15 juillet, pour le développement et l'amélioration de son système d'enseignement professionnel, technique et commercial ;

— 9 millions de dollars au Sri-Lanka, le 15 juillet,

pour financer l'augmentation de la production laitière ;

— 5 400 000 dollars à la République populaire démocratique du Yémen, le 15 juillet, pour un projet d'enseignement ;

— 83 millions de dollars à l'Inde, le 18 juillet, pour un projet de développement agricole de la zone desservie par le canal de Rajasthan ;

— 9 600 000 dollars à Madagascar, le 18 juillet, qui financeront un programme de développement rural et d'élevage.

SIX OPERATIONS DE LA S.F.I. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a accordé le 17 juin un prêt de 10 millions de dollars à l'usine de fibres synthétiques de Turquie « Aksa Akrilic Kimya Sanayii ». Elle a d'autre part décidé le 26 juin de financer en Indonésie un projet visant à doubler la capacité annuelle de production de la Semen Cibinong, société de fabrication de ciment ; sa participation dans ce projet s'élève à 5 millions de dollars.*

Quatre autres opérations ont été effectuées au début de juillet :

— Un investissement de 5 237 000 dollars, le 1er juillet, dans la Société Industrias de Tableros y Derivados de la Madera en Espagne, spécialisée dans la construction de panneaux de fibre. Le prêt de la S.F.I. est effectué sous la forme d'un crédit de 4 386 000 dollars, d'une participation au capital de la société d'un montant de 658 000 dollars et d'un engagement conditionnel à concurrence de 193 000 dollars ;

— Un investissement de 3 850 000 dollars, le 2 juillet, dans un projet visant à doubler la production d'une société sidérurgique iranienne. L'investissement de la S.F.I. consiste en une prise de participation au capital de 284 000 dollars, d'un prêt de 3 500 000 dollars et d'un engagement conditionnel de 80 000 dollars ;

— Une prise de participation de 621 000 dollars, le 3 juillet, pour la réalisation d'un projet de fabrication de fluorure d'aluminium en Tunisie ;

— Un prêt de 1 200 000 dollars, le 3 juillet, consenti à une entreprise philippine de traitement des aliments pour la construction d'une nouvelle usine située aux environs de Manille.

Banque africaine de développement

Dixième assemblée annuelle du conseil des gouverneurs

LA dixième assemblée annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement s'est tenue à Rabat (Maroc) du 2 au 5 juillet. Les participants sont convenus d'accroître les interventions de la Banque et du Fonds africain en faveur du développement économique et social en Afrique ; d'autre part, des actions prioritaires ont été préconisées en faveur des pays victimes de la sécheresse. Ils ont également approuvé un projet d'études qui prévoit, d'une part, de mettre à la disposition de la Banque un quota de ressources minières ou agricoles fourni par les pays africains en garantie des emprunts de la Banque et, d'autre part, la participation de la Banque à des activités de valorisation de matières premières du continent africain.

Après avoir décidé de porter son capital à 400 millions d'u.c. (soit près de 450 millions de dollars) et de prospecter les marchés en vue de l'augmentation de ses ressources, le conseil a accepté le mandat qui lui a été donné par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) de gérer le fonds spécial (actuellement de 200 millions de dollars) créé en association avec les pays exportateurs de pétrole pour pallier les conséquences de la hausse des prix du pétrole sur l'économie des pays membres de l'O.U.A.

NEUF PRETS DE LA BANQUE. — *Onze prêts ont été annoncés récemment en faveur des pays et organismes suivants :*

— Société dahoméenne d'électricité et d'eau, le 5 avril : un prêt d'un montant de 1,6 million d'u.c. (équivalant à 444,8 millions de francs C.F.A.) pour le financement du coût en devises d'un projet d'extension du réseau de distribution d'électricité ;

— Swaziland, le 5 avril : un prêt de 1 500 000 u.c. (équivalant à 417 millions de francs C.F.A.), pour quinze ans, destiné à financer le coût en devises d'un projet de transport d'électricité dans le nord et le nord-est du pays ;

— Compagnie centrale d'électricité et d'eau du Soudan, le 5 avril : un prêt de 4 millions d'u.c. (équivalant à 1 112 millions de francs C.F.A.), d'une durée de quatorze ans, pour un projet visant à accroître la capacité de production et de distribution d'électricité ;

— Côte-d'Ivoire, le 14 mai : un prêt de 3,3 millions d'u.c. (équivalant à 917,4 millions de francs C.F.A.), d'une durée de quinze ans, qui financera le coût en devises des travaux d'amélioration de la passe d'entrée du canal de Vridi donnant accès au port d'Abidjan ;

— Ghana Water and Sewerage Corporation, le 22 mai : un prêt de 4 millions d'u.c. (824 millions de francs C.F.A.), d'une durée de vingt-deux ans, en vue de la modernisation et de l'extension du réseau de distribution d'eau dans le secteur d'Accra-Tema ;

— Kenya, le 22 mai : un prêt de 3 millions d'u.c. (pour vingt-deux ans), pour la construction d'une route entre Makutano et Sagana ;

— Société nationale des chemins de fer tunisiens, le 22 mai : un prêt de 3,9 millions d'u.c. (équivalant à 1 084,2 millions de francs C.F.A.), d'une durée de dix ans, pour l'achat de quatre cents wagons assemblés en Tunisie et qui permettront le transport du phosphate des mines de Gafsa jusqu'au port de Sfax ;

— Banque nationale pour le développement économique du Maroc, le 22 mai : un prêt de 4 millions d'u.c. (équivalant à 824 millions de francs C.F.A.), d'une durée de treize ans, essentiellement destiné à couvrir les coûts en devises de divers projets industriels conçus dans l'esprit du troisième plan de développement 1973-1977 ;

— Au Malawi, le 23 mai : un prêt de 500 000 u.c. (équivalant à 139 millions de francs C.F.A.), d'une durée de dix ans, pour financer les dépenses en devises afférentes aux prestations techniques requises pour établir une étude préalable à la construction de l'aéroport international de Lilongwe.

DEUX PRETS DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — *Le Fonds africain de développement a annoncé le 4 juin l'octroi de deux prêts consentis à la Mauritanie (3,6 millions d'u.c. équivalant à 921,6 millions de francs C.F.A.) pour financer le coût en devises d'un projet d'extension du réseau d'adduction d'eau et d'assainissement de Nouakchott et au Rwanda (1,752 milliard de francs C.F.A., soit 4,2 millions d'u.c.) pour un programme de développement de la production de thé dans les communes de Ramba et Gaseke dans le nord-est du pays.*

Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Nicaragua, au Guatemala, au Costa-Rica et à El Salvador

LA Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a annoncé dans le courant du mois de juin l'octroi de six prêts en faveur des pays et organismes suivants :

— Instituto de Fomento Nacional du Nicaragua, le 15 juin : un prêt de 500 000 dollars pour financer des projets d'exportations non traditionnelles, ainsi que les services qui s'y rattachent, le développement du tourisme et l'amélioration de l'infrastructure hôtelière ;

— Guatemala, le 25 juin : 700 000 dollars pour compléter le financement de la construction du projet d'anneau périphérique de la ville de Guatemala ;

— Costa-Rica, également le 25 juin : 300 000 dollars pour financer les études concernant la construction d'une voie périphérique autour de la ville de San-José ;

— Nicaragua, le 29 juin : un prêt de 550 000 dollars qui complétera le financement de deux nouveaux projets routiers entre les villes de Acoyapa et San-Carlos d'une part, et de Rio-Blanco et Siuna d'autre part ;

— El Salvador, le 30 juin, deux prêts : le premier, d'un montant de 1 220 000 dollars, financera la deuxième tranche des travaux de construction de la route Santa-Ana-Metapan-Anguiatu d'une longueur de 54 kilomètres ; le second, qui s'élève à 30 000 dollars, contribuera à la réalisation d'une étude de justification économique du projet de construction d'une voie reliant la route Santa-Ana-Metapan - Anguiatu à la route interaméricaine (CA-1).

Banque européenne d'investissement

Au conseil des gouverneurs : un bilan de l'année 1973

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) réunie le 15 juillet à Bruxelles a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1973. Il ressort de cette étude que, comparé à l'année précédente, le montant des prêts a augmenté de 55 % en 1973, atteignant 816 millions d'unités de compte, dont 425 millions d'u.c. consacrés au développement des régions moins favorisées de la Communauté. Les prêts pour des projets d'intérêt commun européen, particulièrement dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la prospection du pétrole et du transport de gaz naturel, ont connu un fort accroissement et se montent à 267 millions d'u.c. Enfin, les opérations de financement de projets en Turquie et dans les Etats africains associés se sont notablement accrues.

D'après le rapport, l'ensemble des ressources de la Banque a marqué au cours de l'exercice 1973 un accroissement de 666,7 millions, soit 30,5 % pour atteindre à la fin de l'année 1 856,5 millions d'u.c.

PRETS DE LA BANQUE. — *La Banque européenne a accordé le 20 juin un prêt d'une contre-valeur de 50 millions de deutschemarks (15,6 millions d'u.c.) pour quinze ans et à 9,50 % à la Société BASF AG. de Ludwigshafen pour la réalisation d'un vaste complexe d'épuration des eaux usées qui doit réduire sensiblement la pollution du Rhin.*

Autres opérations annoncées au cours des dernières semaines :

— Deux prêts d'un montant total équivalant à 14,7 milliards de lires (19,3 millions d'unités de compte), le 26 juin, pour le financement de projets industriels dans le Mezzogiorno. Le premier de ces prêts, d'une contre-valeur de 6,70 milliards de lires (8,8 millions d'u.c.), contribuera au financement consenti par l'Istituto per lo sviluppo economico dell'Italia meridionale (ISVEIMER) pour la construction à Caivano, dans la province de Naples, d'une fabrique de glaces alimentaires. La seconde opération consiste en un prêt global d'une contre-valeur de 8 milliards de lires (10,5 millions d'u.c.). Ce prêt contribuera aux financements que l'Istituto regionale per il finanziamento alle industrie in Sicilia (IRFIS) accordera en faveur d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension en Sicile ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 16 milliards de lires (environ 21 millions d'u.c.) accordé le 27 juin à l'Istituto Mobiliare Italiano de Rome pour financer deux installations de coulée continue réalisées dans le complexe sidérurgique de Tarente (Pouilles) appartenant à l'Italsider S.p.A. de Gênes ;

— Un prêt de 1 125 000 dollars (équivalant à 2,4 millions de dollars) à la Turquie, le 4 juillet, pour la construction d'une usine productrice de vaisselle en porcelaine à Kütahya en Anatolie centrale ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 10,4 millions de dollars (20 millions d'u.c.), le 18 juillet, pour financer les installations d'exploitation du gisement de gaz naturel de Frigg dans la mer du Nord, qui chevauche les zones britannique et norvégienne du plateau continental. Consenti pour une durée de dix ans au taux de 9,7/8 % l'an, ce prêt a été consenti à Elf Oil Exploration and Production, Total Oil Marine Ltd et Aquitaine Oil Ltd ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 119,4 millions de francs français (soit 20 millions d'unités de compte), le 18 juillet, accordé pour quinze ans au taux de 9,875 % à Electricité de France, pour la construction à Saint-Vulbas, sur le Rhône, de la troisième tranche de la centrale nucléaire de Bugey ;

— Un prêt d'une contre-valeur de 2,5 millions de livres (4,8 millions d'u.c.), le 19 juillet, à Industrial Credit Company Limited de Dublin, qui en affectera le produit à des projets industriels de petite et moyenne dimension réalisés en Irlande.

QUATRE PRETS A CONDITIONS SPECIALES. — *D'autre part, le 19 juillet, la Turquie s'est vu octroyer deux prêts à conditions spéciales, d'une durée de douze ans et au taux de 9,875 % :*

— Un premier prêt global de 20 millions d'u.c. accordé à la Turkiye Sinai Kalkinma Bankasi (Banque de développement industriel de Turquie) ;

— Un second prêt global de 5 millions d'u.c. à la Sinai Yatirim ve Kredi Bankasi (Banque d'investissement et de crédit industriel). Cette opération est la première que la B.E.I. réalise avec la SYKB ; elle vise à la doter de ressources pour des prêts d'investissement en devises qui s'ajouteront à celles que le gouvernement américain (U.S.-AID) lui a consenties.

Enfin, le 18 juillet, la Commission des Communautés européennes et la Banque européenne d'investissement, en qualité de mandataire de la C.E.E. chargé de la gestion du prêt, ont conclu deux contrats de prêts à conditions spéciales au bénéfice des pays suivants :

— Côte-d'Ivoire : 2 390 000 u.c. (environ 660 millions de francs C.F.A. à la parité officielle) pour le financement d'un programme de plantations villageoises de cacaoyers d'une superficie d'environ 9 600 000 hectares dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. Accordé sur les ressources du troisième Fonds européen de développement pour une durée de quinze ans, dont sept ans de différé d'amortissement, ce prêt porte intérêt au taux de 3 % l'an ;

— Congo : 1 008 000 u.c. (environ 280 millions de francs C.F.A. à la parité officielle) qui financeront l'extension des installations du port de Pointe-Noire. Conclu avec l'Agence transcongolaise des communications, ce prêt est attribué sur les ressources du troisième Fonds européen de développement pour une durée de vingt-cinq ans, dont quatre ans de franchise ; il porte intérêt au taux de 1 % l'an.

Corporation andine de développement

Dixième session du conseil de direction

A L'OCCASION de sa dixième session ordinaire, le 18 juin, le conseil de direction de la Corporation andine de développement (CAF) a adopté trois textes qui prévoient une augmentation du capital, désormais porté à 400 millions de dollars, la participation au financement de projets d'infrastructure dans le cadre des programmes de l'Accord de Cartagena et, enfin, l'émission et le placement sur le marché international d'obligations à long terme pour un montant pouvant aller jusqu'à concurrence de 50 millions de dollars.

CINQ PRETS A L'INDUSTRIE PRIVEE. — *Le conseil exécutif de la CAF, réuni le 20 juin à Caracas (Venezuela), a approuvé les prêts suivants :*

— 5 millions de dollars à l'entreprise argentino-bolivienne Agroquimica Latino Americana S.A. pour l'achat des installations nécessaires à son usine de fabrication d'insecticides ;

— 238 000 dollars à l'entreprise Hidrostal S.A. du Pérou pour le financement de biens d'équipement destinés à son usine de production de pompes centrifuges ;

— 5 millions de dollars à la Comision de Valores-Corporacion Financiera Nacional de l'Equateur pour financer des opérations de pré-investissement et l'exécution de projets.

Deux prêts ont été accordés au titre de l'assistance technique : le premier à la Federacion departamental de empresarios privados de la ville de Santa-Cruz en Bolivie, le second au Centro de reconversion del Austro de la ville de Cuenca en Equateur.

● BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé le 18 juillet l'octroi au Paraguay d'un prêt de 7,4 millions de dollars (pour quarante ans et au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) qui financera l'installation de réseaux d'adduction d'eau dans neuf villes à l'intérieur du pays. Ce prêt, rétrocédé à la Corporacion de Obras Sanitarias, a été fourni à l'aide du Fonds d'opérations spéciales de la Banque.*

● BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque asiatique de développement a annoncé le 10 juin l'octroi d'un don d'assistance technique aux îles Salomon visant à améliorer et à développer l'action de la Commission des prêts à l'agriculture et à l'industrie. Pour la réalisation de ce projet seront requis les services de deux experts spécialistes des opérations de crédit et de développement économique en agriculture.*

Cette opération est la première que la Banque réalise dans ce pays devenu membre en 1973.

— Les îles Gilbert-et-Ellice sont devenues le 31 mai dernier membres de la Banque asiatique de développement.

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Le projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats

LE groupe de quarante pays chargé par la troisième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) — tenue à Santiago en 1972 — de rédiger un projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats a terminé ses travaux à l'issue d'une session à Mexico du 10 au 29 juin. Tous les articles de la future charte n'ont pu être mis au point, aussi le groupe a-t-il joint au texte final quelques variantes proposées à l'Assemblée générale des Nations unies, qui devra donc se prononcer sur les questions n'ayant pu être résolues à Mexico.

Le projet final de la charte est composé d'un préambule suivi d'un paragraphe de transition, de trois chapitres et d'un paragraphe final. Il comprend les textes approuvés et, quand il n'y avait pas eu accord général, les variantes.

Les dispositions en suspens reflètent principalement l'antagonisme qui a opposé à Mexico les pays du tiers-monde aux pays industrialisés occidentaux. Elles concernent notamment la souveraineté permanente, la nationalisation et l'indemnisation, le règlement des différends, les investissements étrangers et les entreprises transnationales.

ARTICLES MANUFACTURES. — *Au cours de sa sixième session, dont les travaux ont repris du 2 au 12 juillet à Genève, la commission des articles manufacturés de la CNUCED a poursuivi l'étude du dossier sur les obstacles non tarifaires au commerce.*

GATT

Protestations contre les décisions de la C.E.E. concernant les importations de viande bovine

DE nombreux pays exportateurs de viande bovine ont élevé le 19 juillet, au conseil du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), des protestations de principe contre la décision de la C.E.E. d'interdire jusqu'au 1er novembre les importations de viande bovine. La Yougoslavie a été le chef de file des protestataires qui comprenaient d'autres pays de l'Est, membres du GATT : Pologne, Roumanie, Hongrie, ainsi que l'Argentine, l'Uruguay, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les Etats-Unis ont également regretté la décision de la C.E.E., mais en tant que pays importateur vers lequel les pays exportateurs frustrés du marché de la C.E.E. réorienteront leurs exportations.

O.C.D.E.

Nouvelle baisse relative de l'aide publique au développement en 1973

SELON des estimations préliminaires publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) le 11 juillet, l'aide publique ou privée apportée par les pays membres du comité d'aide au développement (CAD) à quelque cent trente Etats en voie de développement a subi un fléchissement en termes réels et en pourcentage du produit national brut.

Ainsi, pour l'ensemble des pays donateurs, le pourcentage du P.N.B. consacré à l'aide publique est tombé de 0,34 % en 1972 à 0,30 % en 1973. L'apport total (qui comprend, outre l'aide publique, les crédits à l'exportation, les prêts du secteur privé, les investissements privés et les dons d'organismes privés bénévoles) s'est élevé à 0,78 % du P.N.B., le même pourcentage qu'en 1972.

Les conditions de l'aide publique se sont améliorées en 1973, l'élément de libéralité atteignant 87 % contre 84 % en 1972. En revanche, la part de cette aide publique dans l'apport total net de ressources financières est tombée de 44 % en 1972 à 39 % en 1973.

Les obstacles à l'expansion commerciale de l'énergie nucléaire

Dans son deuxième rapport annuel publié le 12 juillet, l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire recommande d'entreprendre sans retard de nouvelles prospections à grande échelle pour détecter de nouveaux gisements d'uranium.

Les réserves connues d'uranium bon marché sont certes suffisantes pour couvrir les besoins actuels, estime l'Agence, mais elle prévoit pour les prochaines années une rapide augmentation de la demande.

CREDITS A L'EXPORTATION. — *Le conseil de l'O.C.D.E. a adopté le mois dernier deux résolutions concernant les conditions auxquelles peuvent être accordés des crédits à l'exportation de navires et de stations terrestres pour satellites de télécommunications. Les conditions auxquelles des crédits à l'exportation sont accordés avec le soutien du secteur public par les pays constructeurs de navires sont maintenant plus sévères.*

RECENTES PUBLICATIONS

● *Allemagne et Yougoslavie*, dans la série « Etudes économiques », 1974.

● *Les Investissements étrangers en Yougoslavie* (1974).

● *La Politique de main-d'œuvre en Allemagne*, 183 pages.

● *La Politique agricole en Irlande*, 68 pages.

● *Le Système d'impôt négatif sur le revenu* : les besoins auxquels ils répondent, leurs modalités de fonctionnement, les problèmes qu'ils posent, 60 pages.

● *Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, n° 15, juillet 1974 : prévisions pour l'ensemble de la zone jusqu'au milieu de 1975.

Groupe andin

Première réunion des ministres des communications

AU terme de leur première réunion à Bogota du 9 au 11 juin, les ministres des communications de l'Accord de Cartagena ont publié une déclaration commune soulignant l'importance des objectifs de l'Accord en matière de communications. Ils ont aussi adopté une vingtaine de recommandations.

FONDS SPECIAL POUR LA BOLIVIE. — *Le comité ad hoc chargé de coordonner l'utilisation des ressources du fonds spécial pour la Bolivie s'est réuni pour la première fois le 13 juin à Lima. Il a donné son aval à l'affectation de 100 000 dollars — prélevés sur les ressources du fonds spécial — au financement d'une série de projets de pré-investissements dans le cadre des projets confiés à la Bolivie.*

Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole

Levée de l'embargo à destination des Pays-Bas

REUNIS au Caire le 10 juillet, les ministres du pétrole de neuf pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) (Algérie, Bahrein, Egypte, Koweït, Libye, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Emirats arabes unis) ont décidé à l'unanimité, et au terme d'une très courte séance, la levée de l'embargo pétrolier qui frappait les Pays-Bas depuis octobre dernier.

Trois pays restent frappés d'embargo : le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie.

Le même jour, le conseil des ministres de l'OPAEP (composé des représentants des neuf pays qui ont décidé la levée de l'embargo et de l'Irak) a adopté une résolution créant une société commune d'investissements qui, avec un capital de 1,1 milliard de dollars, financera la réalisation d'ensembles pétrochimiques dans le monde arabe.

Conseil international du blé

Reconduction pour un an de l'accord de 1971

A SES soixante-neuvième et soixante-dixième sessions réunies à Londres du 24 au 27 juin, le Conseil international du blé a décidé de reconduire pour un an, du 1er juillet 1974 au 30 juin 1975, les deux instruments constituant l'accord international sur le blé de 1971 : convention sur le commerce du blé et convention sur l'aide alimentaire.

A la même occasion, le Conseil a tiré les conclusions de la situation sur le marché du blé au cours des douze mois écoulés et examiné les perspectives pour la prochaine année.

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

Vers une coordination plus étroite des politiques de commercialisation

LES ministres des mines des pays membres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) — Chili, Pérou, Zaïre et Zambie — se sont réunis du 24 au 26 juin à Lusaka pour les travaux de la cinquième conférence ordinaire de leur organisation. Des représentants d'autres organisations internationales défendant des objectifs semblables à ceux du CIPEC — l'OPEP, et l'Association internationale de la bauxite, en particulier — assistaient en qualité d'observateurs à la réunion au cours de laquelle on a discuté

des possibilités de coordonner à l'avenir certaines activités communes aux trois organisations. D'autre part, pour faciliter la participation au CIPEC d'autres pays producteurs et exportateurs de cuivre, la conférence a décidé de modifier les statuts afin de leur donner plus de souplesse et de généralité de manière à permettre l'admission de nouveaux membres de plein droit ou associés.

Les ministres ont aussi étudié les problèmes de la valorisation et de la commercialisation du cuivre en tenant compte de l'interdépendance entre producteurs et consommateurs : ils ont décidé de coordonner intégralement leur politique de commercialisation sur les marchés mondiaux.

● COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *Le conseil permanent des ministres de l'agriculture de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) s'est réuni à Georgetown (Guyana), le 21 juin, pour la première fois depuis sa création. La réunion a été marquée par l'annonce de l'accord de coopération régionale signé par Trinité-et-Tobago et la Guyana, et qui porte sur un projet de plantation de 2 500 hectares de blé et de soja dans la savane guyanaise.*

— Le 4 juillet, une année après la signature du traité de Chaguaramas instituant la Communauté des Caraïbes et le Marché commun des Caraïbes, Antigua est devenue le douzième membre des nouvelles institutions.

Tous les anciens membres de l'Association de libre-échange des Caraïbes (CARIFTA), à l'exception de St.-Kitts-Nevis-Anguilla, font désormais partie du traité de Chaguaramas.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Les propositions britanniques de réforme de la politique agricole commune

LE ministre de l'agriculture de Grande-Bretagne, M. Fred Peart, a présenté à ses collègues, le 18 juin à Luxembourg, les réformes que le gouvernement britannique souhaite apporter à la politique agricole commune. Celles-ci devraient porter principalement sur les points suivants :

1) Fixation des prix. Elle devrait reposer sur des critères tenant davantage compte des besoins des exploitations modernes et efficaces, ainsi que de l'offre et de la demande. Les problèmes des exploitations moins rentables devraient être résolus par des moyens autres que les prix (M. Peart n'a pas précisé davantage quels devraient être ces moyens). En cas de nécessité des prix régionaux inférieurs aux prix moyens devraient pouvoir être fixés.

2) Intervention. Il faut réduire la tendance à la surproduction. Les excédents devraient être mis à la disposition des consommateurs européens.

3) Produits. Il faut améliorer les aides directes à la production de viande de bœuf, d'huile d'olive et de blé dur. M. Peart condamne le système d'intervention automatique récemment mis en vigueur pour le bœuf. Il faudrait remplacer ce système par des primes à l'abattage et au stockage et pratiquer une politique raisonnable d'importation des pays tiers.

4) Commerce. Il faut permettre la poursuite des importations de beurre de Nouvelle-Zélande jusqu'à un plafond de 140 000 tonnes pendant cinq ans au moins. Pour le sucre, la C.E.E. devrait importer chaque année 1,4 million de tonnes des pays en voie de développement à des prix raisonnables, et encourager ses propres producteurs les plus efficaces. Il faut garantir l'approvisionnement sucrier de la C.E.E. pour l'an prochain. Il serait nécessaire d'obtenir une garantie d'approvisionnement en sucre d'Australie pour quelques années.

L'aide au développement

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont tenu à Luxembourg, le 25 juin, une session consacrée essentiellement à la politique d'aide au développement. Il a été décidé :

1) De contribuer pour 500 millions de dollars au fonds des Nations unies en faveur des pays victimes de la hausse des prix du pétrole ;

2) De fournir aux pays du Maghreb ainsi qu'à Malte une aide financière de 432 millions de dollars (pour cinq ans) dans le cadre de la coopération en Méditerranée dont certains aspects commerciaux doivent être complétés ;

3) De participer le 25 juillet à Kingston (Jamaïque), à une session ministérielle de négociation avec les quarante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, candidats à des accords préférentiels et de coopération à mettre en vigueur en 1975.

La lutte contre l'inflation au centre des discussions des Neuf

Les ministres des finances des Neuf ont étudié le 15 juillet à Bruxelles les moyens concrets de lutter efficacement contre l'inflation, sans pourtant se fixer des objectifs communautaires. Ils ont reconnu que les remèdes devaient être adaptés à deux types de situation :

1) L'Allemagne fédérale et le Benelux, qui a une balance des paiements excédentaire et où la demande interne doit être stimulée, sans déclencher de nouvelles pressions sur les prix ;

2) Les autres Etats membres, déficitaires, où l'inflation est forte, qui doivent freiner leur demande interne, réduire leurs importations pour éviter un déficit plus grave de leur balance des paiements.

Maigres résultats au conseil des ministres de la coopération

La Commission du Marché commun n'est pas parvenue le 16 juillet à convaincre les ministres de la coopération des Neuf de la nécessité de programmer à moyen terme l'aide alimentaire que la C.E.E. dispense aux pays sous-développés sous forme de fourniture de céréales, de produits laitiers et sans doute bientôt de conserves de viande.

Les ministres avaient été saisis par la Commission d'une proposition tendant à prendre un engagement communautaire pour trois ans.

Fermeture du marché européen de la viande

Lors du conseil agricole du 16 juillet, la France a obtenu de ses partenaires européens, avec le soutien de la Belgique et de l'Italie, que le marché de la C.E.E. soit provisoirement fermé aux importations de viandes bovines venant de tous les pays tiers (essentiellement l'Amérique latine, l'Est de l'Europe et le Botswana) pour tenter d'enrayer l'effondrement catastrophique des prix de la viande dans les abattoirs européens.

La mesure s'accompagnera d'autres dispositions tendant à renflouer le marché européen de la viande : aide à la consommation à prix social et meilleure gestion du cheptel européen arrivant sur le marché.

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont d'autre part adopté, à la demande de l'Italie, une résolution exprimant leur intention de mettre en place un dispositif de distillation des vins en début de campagne, en vue d'assainir le marché

PROGRES VERS UNE POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS. — *Les ministres des transports des Neuf ont réalisé le 27 juin à Luxembourg un premier pas vers une politique commune des transports en se mettant d'accord sur les principes d'une harmonisation des règles régissant les relations financières entre les Etats et leurs compagnies de chemins de fer.*

CECA

Nouvel échec des Neuf sur la politique énergétique

ALORS que la production charbonnière des Neuf continue à diminuer (— 6 % au premier semestre pour l'Allemagne, — 13 % pour la France et la Belgique), le conseil des ministres de la C.E.E. a été une fois de plus incapable de s'entendre le 23 juillet sur la politique énergétique à mener dans la Communauté. Cet échec est assurément imputable aux divergences concernant la politique pétrolière, mais il compromet aussi les chances d'une politique charbonnière coordonnée sinon commune. Et pourtant le Parlement européen puis le comité économique (consultatif) de la Communauté avaient donné un avis favorable aux propositions de la Commission de Bruxelles, que nous avons analysées dans nos précédents numéros. Ainsi, dix mois après la crise provoquée par la guerre au Proche-Orient et le brusque renchérissement du pétrole brut, les Neuf n'ont-ils toujours pas pu définir une politique énergétique commune

Projets pour le charbon

Les services de la Communauté — qui espéraient un vote favorable du conseil — ont d'ores et déjà préparé les conséquences pratiques de l'orientation de la Commission sur la politique charbonnière des Neuf. Le maintien de la production houillère des Neuf aux environs de 225 millions de tonnes par an en 1985 impliquerait :

— Une augmentation de la consommation des centrales thermiques : 150 millions de tonnes de charbon en 1985, au lieu de 117 dix ans plus tôt ;

— Des livraisons accrues aux cokeries des Neuf : 74 millions de tonnes en 1985, au lieu de 59 l'an dernier ;

— Des exportations nettes d'un million de tonnes environ.

Pratiquement, les Neuf devraient, pour appliquer ce schéma, recruter et former de la main-d'œuvre, investir massivement dans les houillères (environ 6 milliards d'unités de compte en douze ans, soit le double du rythme actuel), enfin pratiquer une politique des prix plus souple, permettant l'amortissement de ces dépenses.

AIDE A L'INDUSTRIE. — *Le conseil des ministres de la CECA a donné son avis conforme sur l'octroi de trois crédits d'aide à l'industrie : 25 millions de DM en faveur de la société Halbergerhütte à Brebach (Sarre), afin de faciliter la restructuration et l'agrandissement de ses installations de fonderie ; deux crédits d'investissements industriels en faveur de la Steinkohlen-Elektrizitäts-Aktiengesellschaft (STEAG) pour la construction d'une centrale électrique à Voerde, et de la société Climatisation Interurbaine de la Défense (CLIMADEF).*

READAPTATION PROFESSIONNELLE. — *La British Steel Corporation vient d'obtenir une aide de 700 000 livres pour la réadaptation de 3 600 travailleurs dans la région de Lincolnshire ; le coût total des travaux prévus à cet effet est de 1,4 million de livres.*

LE NOUVEAU PRESIDENT DU COMITE CONSULTATIF DE LA CECA *est M. Michel Arnaud (utilisateur et négociant français). Il remplace M. David Davies, qui devient vice-président du comité, avec M. Peeters (producteur de charbon).*

IMPORTATION D'ACIER A DROIT NUL. — *La Commission européenne a autorisé le Royaume-Uni à importer, en suspension de droits de douane, 50 000 tonnes d'ébauches en rouleaux pour tôles en provenance des pays tiers. Cette dérogation est motivée par l'insuffisance prolongée des disponibilités nationales en coils, insuffisance encore renforcée par les circonstances économiques et sociales exceptionnelles qui ont affecté récemment le marché sidérurgique du Royaume-Uni.*

Des contingents à droit nul ont également été autorisés pour le fil machine destiné aux pneus (9 000 tonnes pour le Benelux, 1 900 pour l'Allemagne, 4 000 pour la France, 8 000 pour l'Italie et 3 000 pour l'Irlande, 1 800 pour le Benelux), les rails usagés (36 000 tonnes pour la France), les tôles magnétiques japonaises (1 110 tonnes pour les Pays-Bas), le ferro-manganèse (5 000 tonnes pour l'Allemagne) et l'acier provenant des pays de l'Est (30 000 tonnes pour l'Allemagne, 15 000 pour la France et autant pour l'Italie).

Parlement européen

La participation des travailleurs dans la société européenne

LE Parlement européen s'est prononcé le 11 juillet à une très large majorité en faveur d'une participation des travailleurs à la gestion et au contrôle de la société anonyme européenne. Il a approuvé la proposition de sa commission juridique sur la composition du conseil de surveillance dans lequel les représentants des travailleurs auront un tiers des sièges, les représentants des actionnaires un autre, le dernier tiers étant coopté par ces deux groupes.

Ce large compromis a été rendu possible après que le Parlement européen eut accepté un amendement stipulant que le nombre des membres du conseil de surveillance soit impair. Cette formule permet donc d'éviter notamment tout blocage dans le fonctionnement.

Le Parlement européen a approuvé également plusieurs propositions de résolutions tendant à relancer la politique énergétique commune par de nouvelles initiatives communautaires, basées sur le développement des sources actuelles d'énergie des Neuf ainsi que sur la conjonction des moyens permettant d'assurer simultanément l'essor nécessaire et la sécurité d'approvisionnement. Il s'agit autant d'effectuer des économies et de consentir des investissements à long terme que d'élaborer une politique harmonisée des prix de tous les produits énergétiques.

L'aide aux pays en voie de développement a constitué le sujet principal de la dernière séance de cette session du Parlement européen. Sur le plan alimentaire, les parlementaires ont adopté une proposition de résolution réclamant une meilleure coordination en vue d'accroître l'efficacité de l'aide consentie tout en évitant les dépenses faisant double emploi.

Sur le plan financier, le Parlement appuie l'initiative prise par la C.E.E. en faveur d'une action internationale exceptionnelle visant à secourir les pays en voie de développement les plus affectés par les récents mouvements internationaux des prix.

Le Parlement européen avait tenu les 27 et 28 juin une « petite » session essentiellement consacrée à des problèmes techniques. L'assemblée a ainsi adopté une demi-douzaine de résolutions

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

La commission des droits de l'homme autorisée à se rendre au Chili

LE gouvernement chilien qui, le 15 mai, avait considéré comme étant prématurée la date du 1er juin suggérée par la commission interaméricaine des droits de l'homme pour se rendre dans ce pays en vue d'examiner sur le terrain les plaintes sur la violation des droits de l'homme dont elle a été saisie depuis la chute du régime du président Allende a finalement autorisé cet organisme, à la suite de la visite que son secrétaire exécutif a effectuée à Santiago du 16 au 22 juin, à y tenir une réunion extraordinaire à partir du 22 juillet.

Outre l'examen de nombreux cas individuels, la commission porte une attention particulière à ce qu'elle-même a défini comme un « cas général » : l'ensemble des dénonciations de toutes origines, selon lesquelles il se développe au Chili une politique méconnaissant systématiquement les droits de l'homme les plus fondamentaux.

LA GESTION DE L'O.E.A. EST DEVENUE EXCEDENTAIRE. — *Le secrétariat de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a annoncé le 12 juillet que les contributions des vingt-trois pays membres pour l'année fiscale 1973-1974 avaient atteint le niveau record de 48,7 millions de dollars. Ce montant porte à 112,51 % le taux de couverture des dépenses de fonctionnement et d'investissement par rapport aux prévisions initiales. Pour la première fois depuis sa création, la gestion de l'O.E.A. a présenté un solde excédentaire.*

Ligue arabe

Au conseil de défense : mesures en faveur du Liban et des Palestiniens

LORS d'une réunion à huis clos tenue au Caire les 3 et 4 juillet, le conseil de défense de la Ligue des Etats arabes, qui rassemble les ministres de la défense et des affaires étrangères des vingt pays membres, a pris une série de décisions (dont la teneur n'a pas été révélée) afin d'assurer la défense du Liban et de soutenir le peuple palestinien dans sa lutte pour la restauration de ses droits nationaux. Selon M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue, ces mesures comprendraient une aide politique, financière et militaire.

Le conseil avait été convoqué à la suite des attaques répétées menées par les forces aériennes d'Israël contre le Liban

CONSEIL POUR L'UNION ECONOMIQUE. — *Le Conseil arabe pour l'union économique a tenu sa vingt-troisième session ordinaire au siège de la Ligue arabe au Caire. Ses travaux du 8 au 11 juin 1974 ont porté notamment sur les problèmes concernant l'intégration économique des pays arabes, et la coordination de leurs actions dans le domaine des investissements, de l'industrie pétro-chimique, ainsi que dans la réalisation d'une série de projets communs.*

Les participants sont convenus qu'il était nécessaire d'établir un programme comportant un certain nombre d'étapes devant mener à une complète intégration des économies des pays arabes. A l'unanimité, ils ont invité les pays producteurs de pétrole à investir davantage dans les projets de développement.

Le Conseil s'est préoccupé plus spécialement de la mise en œuvre d'un projet de création d'une société conjointe arabe pour la production, le transport et la commercialisation des engrais pétrochimiques. Il a décidé de donner la priorité également à une proposition tendant à établir de nouveaux fonds de développement financés par les pays membres et par les pays exportateurs de pétrole. Il a enfin étudié le projet de créer un organisme arabe qui contrôlerait et superviserait les efforts des pays membres dans le domaine pharmaceutique et médical.

OTAN

Les projets de réduction des forces militaires aux Pays-Bas

LE comité des plans de défense du Conseil de l'Atlantique nord a fait connaître le 9 juillet son point de vue sur les modifications que le gouvernement néerlandais se propose d'apporter à la structure de ses forces armées et qui lui avaient été communiquées le 21 mai dernier

Le comité des plans de défense estime notamment que « *si les Pays-Bas décidaient de réduire leurs forces de la façon envisagée ils affaibliraient gravement les moyens de défense de l'OTAN* », ce qui obligerait d'autres pays alliés, pour compenser cet affaiblissement, à « *augmenter leur contribution militaire et financière* » Le comité affirme également que les mesures envisagées auraient encore pour conséquence de « *situer la contribution militaire néerlandaise à l'alliance à un niveau inférieur à celui que l'on serait en droit d'attendre, étant données les ressources des Pays-Bas* ».

LA CRISE DE CHYPRE. — *Le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord a tenu plusieurs sessions d'urgence au lendemain du coup d'Etat à Chypre, puis de l'intervention militaire de la Turquie. Un porte-parole de l'Organisation a déclaré le 17 juillet que le conseil avait exprimé* « son plus large soutien au régime du président élu de Chypre ». *Selon ce même porte-parole,* « le conseil a accordé un soutien général au gouvernement britannique, qui pense qu'un grand pas serait fait si les officiers grecs de la garde nationale chypriote étaient remplacés au plus vite ». *Toutefois, à Washington, un porte-parole du département d'Etat précisait que l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN s'était tout simplement « associé » à un appel à la modération aux parties en cause.*

Un peu plus tard, le conseil a fait savoir qu'il accordait tout son soutien aux efforts des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en vue d'une situation négociée. Plusieurs appels ont été adressés aux gouvernements d'Athènes et d'Ankara en faveur du cessez-le-feu. Après son acceptation par les deux parties, le conseil a souhaité que de promptes décisions aboutissent à la « restauration de la paix, de la stabilité, de l'ordre constitutionnel à Chypre ».

DEVELOPPEMENT DE LA SIBERIE. — *Dans un rapport publié le 10 juillet sur le développement de la Sibérie, la direction économique de l'OTAN incite les pays de l'alliance à participer à l'exploitation des ressources énergétiques de la Sibérie, qui représentent les plus vastes gisements de pétrole du monde. L'OTAN espère ainsi réduire le risque de voir l'U.R.S.S. disputer aux pays occidentaux le pétrole du Proche-Orient.*

Conseil de l'Europe

Le droit de réponse dans les mass media

DES règles minima relatives à la législation sur le droit de réponse individuelle à la presse, à la radio et à la télévision ont été adoptées par les dix-sept Etats membres du Conseil de l'Europe. Le texte, approuvé en juillet par le comité des ministres, prévoit essentiellement que tout individu, sans considération de nationalité ou de résidence, prétendant avoir fait l'objet d'informations inexactes divulguées au public, peut exercer le droit de réponse dans les journaux, les périodiques, à la radio ou à la télévision. C'est la première fois que ce droit est envisagé par une organisation internationale en ce qui concerne, outre la presse écrite, la radio et la télévision.

LA CRISE DE CHYPRE. — *M. Giuseppe Vedovato, président de l'assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré le 19 juillet que Mgr Makarios était le seul représentant légal de Chypre.* « Il est inadmissible, *a-t-il dit,* que Chypre, qui assure actuellement la présidence du comité des ministres du Conseil de l'Europe, reste aux mains d'une clique de putchistes subordonnés au gouvernement d'Athènes. J'en appelle à l'opinion publique, aux Parlements et aux gouvernements membres du Conseil de l'Europe afin qu'ils agissent pour rétablir le gouvernement légitime de Chypre, dont le président Makarios demeure à nos yeux le représentant. »

REGIONS DE MONTAGNE. — *Le Conseil de l'Europe a annoncé le 1er juillet le vote, par le comité des ministres, d'une résolution énonçant certains principes pour la sauvegarde des régions de montagne, en particulier : l'importance de maintenir en place la population résidente ainsi que la nécessité d'éviter le gigantisme touristique et l'implantation de grands complexes industriels.*

Transport aérien

Nouvelle augmentation des tarifs aériens entre les Etats-Unis et l'Europe

REUNIES à Fort-Lauderdale (Floride), les compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont décidé, le 9 juillet, d'appliquer le 1er novembre 1974 une augmentation de 12 à 15 % sur les tarifs aériens entre les Etats-Unis et l'Europe (la cinquième depuis le début de l'année). Cette décision, à laquelle échappent certaines catégories de billets (achetés au moins soixante jours avant le départ), doit être soumise à l'approbation des gouvernements.

● ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — *Selon les statistiques saisonnières de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), la valeur des importations pour l'ensemble de la zone a augmenté de 16,7 % pendant la période de février à avril 1974 par rapport à la période de janvier à mars 1974. Dans le même temps, les exportations se sont accrues de 8,2 %.*

● RECHERCHE NUCLEAIRE. — *Réunie à Genève les 26 et 27 juin, la cinquante-deuxième session de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a été essentiellement consacrée à l'examen des activités des deux laboratoires du CERN au cours des six derniers mois. Le professeur Léon Van Hove, directeur du département de physique théorique, a été remplacé le 1er juillet par le professeur Sergio Fubini de l'université de Turin. A la même date, M. Wolfgang Schnell est devenu directeur du département des anneaux de stockage et de collisions (I.S.R.), en remplacement du professeur K. Johnsen, qui va se consacrer à l'étude de développements ultérieurs des anneaux de stockage à intersections.*

● RECHERCHES SPATIALES. — *Le conseil de l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO) a désigné M. Roy Gibson (Royaume-Uni) pour faire fonction de directeur général en raison du départ, à la fin du mois de juin, du directeur général, le Dr Alexander Hocker (R.F.A.).*

Le conseil a investi M. Gibson de tous les pouvoirs et responsabilités attachés au poste de directeur général afin de lui permettre d'assurer la continuité de la direction de l'Organisation entre le départ du directeur général sortant et l'entrée en vigueur de la nouvelle Agence spatiale européenne

● CROIX-ROUGE. — *Les parties au conflit chypriote ayant requis l'aide du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) pour organiser les secours, un avion a quitté Genève le 22 juillet pour l'île de Chypre avec, à son bord, quatorze délégués — dont trois médecins — et 3,5 tonnes de médicaments et secours divers.*

— Dans son rapport d'activité 1973 publié le mois dernier, le C.I.C.R. rappelle que, l'an dernier, ses délégués ont effectué sept cent vingt-trois visites dans trois cent soixante-quinze camps et lieux de détention répartis dans trente-sept pays de quatre continents. Ils y ont vu cent vingt mille prisonniers de guerre ainsi que cent soixante mille internés civils et détenus politiques. Seize millions de messages familiaux ont été transmis par l'Agence centrale de recherches. En outre, 4 600 tonnes de secours ont été distribués dans soixante-sept pays.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

PÉTROLE ET FINANCES ARABES

Les trusts anglo-saxons mènent le jeu

Par GEORGES CORM *

LA puissance financière et pétrolière des pays arabes, le rôle qu'elle a pu jouer dans la détérioration du système économique et financier de l'Occident ont à coup sûr été démesurément grossis en Occident, où les milieux industriels et financiers s'efforcent de voiler certaines vérités économiques essentielles et de convaincre financiers et pétroliers arabes de la nécessité d'une « collaboration » accrue avec les grands trusts.

Jamais depuis vingt ans la domination économique des Etats-Unis sur le monde n'avait atteint un tel faîte. On sait maintenant que les sociétés du cartel pétrolier ont contribué à mettre en place, bien avant la guerre d'octobre, les éléments d'une nouvelle conjoncture pétrolière — qui s'est embrasée à l'occasion des provisoires et incomplètes mesures restrictives prises par les pays arabes producteurs de pétrole en octobre 1973 — favorable aux intérêts américains : valorisation des réserves énergétiques des Etats-Unis, recherche de nouvelles sources d'énergie, rentabilisation du pétrole de l'Alaska et accroissement des profits des grandes compagnies dans des proportions fabuleuses.

ET l'on comprend mieux aujourd'hui la facilité avec laquelle, aux négociations de Téhéran et de Tripoli, le cartel a cédé sur les questions de prix et de participation — tout en ameutant l'opinion mondiale contre les pays de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Les accords de participation ont en effet désamorcé les menaces que faisaient peser sur leurs bons rapports avec des gouvernements qui n'avaient pas encore nationalisé leur pétrole à l'exemple de l'Algérie des opinions publiques mécontentes et la possibilité de pressions populaires accrues en cas de nouvelle confrontation au Proche-Orient. La guerre d'octobre a démontré la justesse de ce calcul.

Les accords de participation permettent aussi au cartel, par le biais des indemnisations, d'obtenir des rentrées substantielles pouvant être investies dans la diversification des sources d'énergie et des sources d'approvisionnement. Ainsi, hausse des prix et accords de participation contribuent à accélérer le processus d'indépendance énergétique des Etats-Unis, selon l'objectif que s'est clairement fixé le gouvernement américain pour la fin de la décennie.

Dans le même temps, le cartel dispose d'une puissance financière plus grande que jamais pour renforcer ses positions dans le domaine de la commercialisation, de la distribution, du raffinage et de toutes les industries en aval de l'exploitation des produits pétroliers. Il ne fera vraisemblablement aucune difficulté pour abandonner entièrement aux pays producteurs l'exploitation des puits au Proche-Orient ; il encouragera même le développement d'activités de raffinage autonomes dans ces pays pour répondre aux besoins de la demande des pays industrialisés, qui ne peut être satisfaite sur place en raison des contraintes de la pollution. Nous entrons simplement dans une nouvelle phase de la division internationale du travail, jouant toujours au profit des espaces économiques développés et dominants.

MAIS rien ne démontre mieux la permanence et le renforcement de l'extra-territorialité du pétrole arabe (mis à part, bien sûr, le cas de l'Algérie, de l'Irak et, dans une bien moindre mesure, de la Libye) que les implacables mécanismes financiers liés désormais à l'exploitation pétrolière du Proche-Orient. En effet, la force d'attraction des circuits financiers internationaux et du réseau de grandes banques internationales, l'absence totale dans les pays du Golfe de structures financières locales en prise sur l'économie intérieure, capables de maîtriser la gestion de ces importants avoirs extérieurs et d'en assurer un minimum de redistribution régionale efficace, font qu'en réalité toute la richesse née de l'extraction du pétrole et de son nouveau et juste prix profite avant tout aux trusts industriels et financiers internationaux, les peuples arabes et ceux du tiers-monde n'en ayant que des retombées secondaires bien loin de compenser, dans beaucoup de cas, les méfaits de la hausse des prix des biens de consommations ordinaires.

A vrai dire, les grands trusts financiers internationaux savaient bien, avant octobre 1973, que les structures financières des pays producteurs de pétrole dans le golfe Arabo-Persique étaient d'une telle faiblesse que toute augmentation de leurs avoirs financiers dégagée par l'augmentation des prix du pétrole leur profiterait directement et aggraverait même la dépendance des institutions financières arabes à leur égard. Au demeurant, les responsables des pays de la Péninsule ont, vis-à-vis des affaires financières, la même attitude qu'ils ont eue longtemps à propos des affaires pétrolières (jusqu'à ce qu'ils aient vu l'Algérie et l'Irak réussir techniquement et commercialement leurs nationalisations tout seuls) : la complexité des problèmes monétaires et financiers leur semble telle que toute politique « réaliste » dans ce domaine passe par une étroite coopération internationale avec le Fonds monétaire international et les grands trusts financiers internationaux.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir jusqu'à ce jour la grande majorité des institutions financières publiques de la Péninsule dirigées directement par des non-Arabes (la Banque centrale d'Arabie Saoudite, celle des Emirats arabes unis, le ministère des finances d'Abou-Dhabi) ou, indirectement, par le truchement de conseillers étrangers (Banque centrale de Koweït), cependant que les grandes banques privées sont liées par des contrats de gestion à des trusts financiers internationaux, notamment anglo-saxons, là où la législation locale ne permet pas l'implantation directe de ces trusts. Quant à Beyrouth, qui se veut la grande place financière du monde arabe, les banques purement nationales y sont complètement étouffées par le nombre grandissant de trusts financiers internationaux qui s'y installent.

RIEN n'est plus éloquent, d'ailleurs, que de voir les responsables financiers des pays producteurs adopter officiellement le terme trompeur de « surplus » de capitaux, lancé par la propagande des milieux occidentaux pour désigner le produit de l'exploitation de leurs ressources pétrolières, en lieu et place du terme technique exact d' « avoirs extérieurs », qui correspond bien à la réalité de cette accumulation d'avoirs financiers non absorbés dans l'économie locale et régionale et automatiquement maintenus dans les circuits financiers internationaux. L'emploi du terme de « surplus » témoigne d'une parfaite schizophrénie économique, puisque le pétrole ne serait un véritable « avoir » que sous le sol national, cependant qu'il deviendrait un « surplus » une fois transformé en avoir financier.

Grâce notamment aux accords de participation, les pays de la Péninsule ont l'illusion, par le biais du juridique — la souveraineté légale sur les puits pétroliers, — d'avoir « récupéré » leurs richesses nationales des mains du cartel, alors que jamais l'extra-territorialité du pétrole de la Péninsule n'aura été aussi complète : non seulement la quasi-totalité de ce pétrole n'est pas consommée sur place, mais encore la quasi-totalité du produit financier de son exploitation est recyclée automatiquement dans les économies occidentales, les pays producteurs ne disposant pas de l'appareil financier pouvant le canaliser directement dans les économies locales et régionales. Compte tenu de leurs énormes avoirs extérieurs, les institutions financières arabes publiques et privées sont étrangement absentes des marchés financiers internationaux, sinon sous forme d'associations avec des trusts bancaires internationaux, notamment français (nés à la suite de la politique française lors de la guerre de juin 1967), lesquels se sont empressés d'internationaliser leurs constructions, se servant ainsi des capitaux arabes pour renforcer leur position compétitive dans la finance internationale.

EN fait, tout ce que l'on peut dire sur le rôle disrupteur des capitaux arabes dans l'économie internationale fait partie de l'écran de fumée qu'entretiennent les milieux économiques occidentaux pour dissimuler les impasses auxquelles mènent une croissance basée sur le gaspillage, l'injustice sociale et le pillage du tiers-monde.

Dès le début de l'année 1973, les Arabes avaient été accusés des pires crimes en matière monétaire alors que le montant total de leurs avoirs extérieurs ne dépassait pas 5 % des liquidités internationales (1). Ce pourcentage est aujourd'hui en forte hausse, mais les Arabes sont encore loin de disposer d'une masse de fonds égale à celle des sociétés multinationales et des grandes banques anglo-saxonnes, dont les trésoriers sont les véritables spéculateurs (parfois avec l'argent des autres et probablement celui des Arabes, mais certainement pas pour leur bénéfice) : et surtout ils ne disposent guère de l'appareil financier adéquat pour être partie active du marché financier international. Leur dépendance totale vis-à-vis des circuits financiers internationaux et l'insuffisance de leurs propres structures financières sont d'ailleurs bien démontrées par les crises de liquidités locales qui ont eu lieu à Beyrouth et à Koweït à la fin de l'année 1973, de même que par l'absence de véritables mécanismes financiers pour assurer la distribution du crédit à moyen et long terme, qui oblige les entrepreneurs de ces pays à faire antichambre dans les grandes banques internationales pour obtenir le financement des investissements locaux.

C'est que dans ces pays, qui pourtant se proclament fièrement de « libre entreprise », l'Etat monopolise les fonds pétroliers par le biais des ministères des finances (Koweït, Abou-Dhabi) ou des banques centrales (Arabie Saoudite) (2). Ces fonds ne rentrent même pas dans les pays du Golfe, ils font simplement l'objet de virements à l'intérieur des circuits financiers des grandes banques internationales et restent, pour 80 % au moins, sous forme de dépôts à court terme au crédit des comptes de banques centrales ou de ministères des finances arabes qui, au nom de l'orthodoxie financière, doivent rester « liquides » ; le reliquat de 20 % est placé en obligations internationales et en bons du Trésor américains.

Tout cela donne aux trusts bancaires internationaux, *surtout* anglo-saxons, une formidable puissance qui met à leur merci deux grands pays industrialisés comme l'Italie et la France, qui ont les plus graves problèmes de balance de paiements, sans compter le tiers-monde. En fait, les problèmes de ces pays pourraient être facilement résolus étant donnée l'abondance de ressources financières disponibles engendrées par l'augmentation des avoirs extérieurs des pays producteurs de pétrole et qui viennent gonfler les disponibilités des trusts financiers internationaux. L'argument qu'il est dangereux de transformer les ressources à court terme que sont les dépôts sur le marché de l'eurodollar en prêts à moyen terme est plus que spécieux : tout l' « art » financier est dans l'institution des mécanismes de cette transformation, et, jusqu'à présent, cela a été parfaitement réussi sur le marché de l'eurodollar ; les pertes de change subies récemment par une grande banque suisse et une grande banque américaine (qui se sont probablement brûlé les doigts en spéculant) n'ont rien à voir avec cette question, contrairement à ce que l'on voudrait faire croire.

EN réalité, les problèmes financiers américains étant aujourd'hui réglés — ce sont maintenant certains pays européens qui font face à des problèmes aigus de balance de paiements, — les Etats-Unis ont sur le plan de l'économie mondiale toutes les cartes dans leurs mains : un cartel financier international et un cartel pétrolier international au sommet de leur puissance et largement dominés par les institutions anglo-saxonnes ; un monde arabe réaligné sur l'Occident ; une Europe maintenant bien en main et se débattant dans les difficultés économiques ; *une* Russie recherchant la technologie occidentale et dont les performances économiques et sociales ont partout déçu. Jamais l'empire américain n'aura eu une telle emprise économique internationale, et il semble bien qu'une occasion historique ait été perdue, lors de la guerre d'octobre, de remettre en cause la division capitaliste internationale du travail inaugurée au dix-huitième siècle par l'empire britannique.

De ce point de vue, la guerre d'octobre a tourné court, sans avoir fondamentalement affecté la permanence des données coloniales dans le monde arabe. Mais la conjoncture économique internationale qu'elle a contribué à dégrader (alors qu'elle était déjà bien mauvaise) évolue finalement au profit de l'espace et du système économique américains.

* Chargé d'enseignement à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

(1) « Les capitaux arabes et la spéculation monétaire internationale », *Bulletin de la Banque nationale d'Algérie*, no 2, avril 1973 : étude basée sur les statistiques du Fonds monétaire international et de la Banque des règlements internationaux.

(2) A titre d'exemple, il n'existe que deux banques saoudiennes, dont la plus grande ne dépasse pas actuellement 1,2 milliard de dollars de total de bilan, alors que les avoirs extérieurs de la SAMA (Saudi Arabian Monetary Agency, faisant office de banque centrale) avoisinent les 10 milliards de dollars.

Dans ce numéro :